

Les élections locales aux Etats-Unis

Pour la première fois, un Noir devient
Une nouvelle
étape
maire de New-York

LES Etats-Unis ont vécu, mardi 7 novembre, une journée historique. Pour la première fois, un Noir sera, selon toute vraisemblance, élu gouverneur d'un Etat, et, qui plus est, d'un Etat du « Sud », la Virginie, blanc à plus de 80 %, et plutôt conservateur. Un Etat où la résistance à la déségrégation aura été longue et obstinée. Pour la première fois également, un Noir prend en charge la plus grande cité des Etats-Unis, New-York — une ville où les antagonismes raciaux empoisonnent l'atmosphère.

Dans un cas comme dans l'autre, cependant, cette victoire « sûre » a été obtenue d'extrême justesse, avec des marges beaucoup plus étroites que ne le laissent supposer les sondages. C'est tout particulièrement vrai en Virginie, où le démocrate — noir — Douglas Wilder ne l'a emporté que d'un souffle sur son concurrent républicain et blanc, Marshall Coleman, au terme d'une campagne où l'argent a coulé à flots et où les candidats ont bataillé à coups de publicités agressives.

A New-York, un blanc, trois ans seulement, a voté pour David Dinkins. Et malgré la courtoisie qu'il a faite aux juifs, noirs et blancs, la participation électorale, parmi eux, n'a pas dépassé 20 %. Alors que, traditionnellement, ils apportent massivement leurs suffrages au « parti de l'âne », 40 % des votes seulement se sont prononcés pour Dinkins.

FAUTE d'être écarté, le résultat est là, cependant : une nouvelle étape de l'émancipation politique des Noirs, et surtout de l'évolution des mentalités blanches, a été franchie. L'élection la plus importante, à cet égard, — si elle est confirmée — sera celle du gouverneur de Virginie, car elle sera à la tête de l'exécutif d'un Etat, pour un non-blanc, une entreprise infiniment plus difficile qu'être élu maire d'une très grande ville.

La concentration des Noirs dans certaines grandes agglomérations modifie les données de la compétition, et il y a belle lurette que des Noirs sont à la tête de municipalités de première importance.

Los Angeles, Washington, Philadelphie, Baltimore, Atlanta, Detroit (dont le maire, Coleman Young, a été réélu mardi), Cleveland — sans compter Chicago, qui, après avoir eu un maire noir, a de nouveau élu, au début de cette année, un blanc à la tête de la municipalité.

GOUVERNEUR, c'est tout autre chose, c'est tout une élection présidentielle en miniature, à l'échelle d'un Etat, qui, dans le cas de la Virginie, compte cinq millions d'habitants.

L'élection de Douglas Wilder ferait donc date, comme a fait date, cet été, la nomination au plus haut poste des armées du général — noir — Colin Powell, un homme dont Ronald Reagan avait fait son conseiller national de sécurité, comme a aussi fait date la désignation, à la fin de l'année dernière, d'un Noir — Ron Brown — au poste de président du Parti démocrate.

Pour la première fois, un Noir, M. David Dinkins, a été élu maire de New-York, mardi 7 novembre. Démocrate, il l'emporte avec 51 % des suffrages. En Virginie, M. Douglas Wilder, démocrate lui aussi, était en passe d'entrer également dans l'histoire comme premier gouverneur noir d'un des cinquante Etats de l'Union. Avec une avance de seulement 7 000 voix, il devait attendre, mercredi, les résultats des deux derniers bureaux de vote pour être proclamé vainqueur.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

« We did it ! » Nous avons réussi ! Avec parapluies et bâchers de ballons, klaxons et musique, Harlem a dansé sous la pluie, sur un air de révolution : un Noir, un afro-américain, M. David Dinkins, venait mardi soir d'être élu, pour la première fois dans l'histoire de la mégapole, à la mairie de New-York.

La revanche de Harlem sur Brooklyn ? Celle des minorités

de couleur sur le vote juif, hier encore si puissant ?

Pas seulement. Et le vainqueur, visiblement ému, et sortant pour une fois de sa réserve habituelle, a pris soin de le préciser dans son discours de victoire, en évoquant le temps de l'esclavage et de la lutte de ses frères opprimés : l'élection de New-York dépasse largement la politique locale pour faire franchir à l'Amérique « un nouveau pas sur le chemin de la liberté ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 3

Nouveau rebondissement après les manifestations

Les directions du parti et de l'Etat
est-allemands ont démissionné

Le bureau politique du Parti communiste est-allemand, le SED, a présenté sa démission, mercredi 8 novembre, dès l'ouverture des travaux du comité central, réuni pour trois jours à Berlin-Est. Cette démission, qui intervient quelques heures après celle du gouvernement de République démocratique allemande, a été proposée par le nouveau

secrétaire général du SED, M. Egon Krenz. Mardi soir, de nouvelles manifestations avaient eu lieu à Berlin-Est et dans d'autres villes de RDA.

A Bonn, le chancelier Helmut Kohl a appelé le Parti communiste est-allemand à renoncer au monopole du pouvoir et à organiser des élections libres.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

De la rue, où depuis quatre semaines les manifestations se succèdent, le spectacle s'est déplacé mercredi 8 novembre vers un immeuble qui passe presque inaperçu au centre de Berlin-Est, le siège du comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), situé à l'abri des regards, en retrait des monuments qui abritent le conseil des ministres et la Chambre du peuple, le long de l'avenue Unter den Linden. Les travaux du comité central,

convoqué pour la deuxième fois depuis les premières manifestations qui avaient éclaté à l'occasion du quarantième anniversaire de la RDA, doivent durer trois jours.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 5

Lire également

L'enterrement à Moscou de la « grande révolution d'Octobre »

par Bernard Guetta, page 4

La reprise des attentats en Corse

L'attentat qui a détruit, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 novembre, deux immeubles en construction près d'une plage à Santa-Lucia-di Porto-Vecchio, en Corse-du-Sud, visait une des cibles principales du mouvement nationaliste : le développement spéculatif du tourisme balnéaire dans l'île. Il marque, néanmoins, une rupture de la trêve des actions armées observée par les nationalistes, depuis juin 1988, face à la politique mise en œuvre par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe.

L'opération, menée de façon spectaculaire par un commando armé d'une trentaine de personnes, n'a pas été revendiquée formellement par l'ex-Front de libération nationale corse (FLNC). L'organisation dissoute l'a, toutefois, justifiée dans une lettre adressée à la station locale de Radio-France. La société immobilière visée, Paesi di mare, est dirigée par deux promoteurs italiens, MM. Marcello di Giacomo et Mario Simone, et associée des capitaux italiens et corses.

Lire nos informations page 12

POINT DE VUE : le débat sur la laïcité

La politique, les principes et la volonté

par Jean-Pierre Chevènement

A cinq ans d'intervalle, une nouvelle querelle de la laïcité resurgit. Est-ce un hasard ? Non ! Car c'est toujours de la même chose qu'il s'agit : du rôle de l'école publique et de ses devoirs, à l'égard de chacun et à l'égard de la République.

Hier le « consumérisme éducatif », aujourd'hui une poignée de jeunes filles, symbolisant le défi d'un islam intégriste, semblent faire vaciller l'école de la République sur ses bases.

La tâche du ministre de l'éducation nationale n'est jamais facile, car la politique, comme la guerre, selon Napoléon, est un « art tout d'exécution ». Je fais confiance à Lionel Jospin pour tirer parti de cette secousse en mettant le temps avec lui. D'une crise, il y a toujours un bon usage à faire !

L'école est un lieu de passion, et c'est bien naturel : comment transmettre des valeurs et des connaissances sans passion ?

Et si la laïcité est à nouveau en cause, c'est qu'elle est intimement liée à la passion républicaine : le refus de l'amour immodéré de la liberté, et par conséquent du savoir, et le refus des préjugés et de tout dogme a priori.

A-t-on oublié que la République fut toujours un combat ?

Pour faire front, il faut donc rappeler l'école publique à sa mission fondamentale : il y a là, me semble-t-il pour notre gouvernement, le moyen de rassembler non seulement la gauche, mais bien au-delà.

L'école publique s'est imposée historiquement en France avec l'esprit de libre examen, contre la mainmise de l'Eglise sur l'éducation et l'esprit des enfants.

Si d'autres formes d'obscurantisme se lèvent, l'esprit de libre examen reste aussi nécessaire aujourd'hui qu'hier à la République. Et par conséquent la laïcité.

Pour saisir l'enjeu du débat actuel, un petit retour en arrière ne me paraît pas inutile. J'espère qu'on voudra bien m'excuser de prendre la plume pour livrer ma « part de vérité », qui est aussi ma part d'expérience.

Comme en 1984 en effet, il me semble qu'on cherche à

brouiller l'idée pour mieux la discréditer, en opposant à la « vieille laïcité » une prétendue « nouvelle laïcité ».

Déjà en 1984 le projet d'intégration des établissements privés à un service public de l'éducation nationale « rénové » avait si bien brouillé les pistes que le président de la République préféra le retirer. Pour certains de ses inspirateurs, il ne s'agissait de rien moins en effet que de rompre avec la « vieille laïcité » pour dépasser, au nom de l'« autonomie pédagogique », la coupure historique entre l'école publique et les écoles confessionnelles.

Comme l'écrivait dès 1980 l'inspecteur Lonis Legrand, « l'école catholique ne sera plus nécessaire, puisqu'elle pourra exister à l'intérieur même de l'école publique ».

Lire la suite page 2

► M. Chevènement est ministre de la Défense.

Lire également

M. Jospin défend sa position devant les députés socialistes. Avant l'avis du Conseil d'Etat : Prestige et mirage du droit, par Michel Kajman page 9

Insertion et laïcité, par Yves Joffa, président de la Ligue des droits de l'homme page 2

ITALO CALVINO
LECONS
AMERICAINES
Aide-mémoire pour
le prochain millénaire

Traduit de l'italien
par Yves Hersant

GALLIMARD nrf

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 3 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Mexique, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

DÉBATS

Foulards islamiques

Insertion et laïcité

par Yves Jouffa

VOILA près de trois semaines que le monde politique et la société française sont profondément agités par trois jeunes filles portant foulard en classe. Il est remarquable de constater que ce débat a traversé toutes les formations politiques et a transcendé tous les clivages habituels, même si l'opposition de certains à cette manifestation religieuse, le Front national par exemple, mais pas seulement lui, n'a rien à voir avec le respect de la laïcité. Disons-le franchement, la Ligue des droits de l'homme, qui, depuis sa création en 1898, a affirmé dans ses statuts son attachement à la laïcité, n'a pas échappé à ce débat.

Il n'est pas simple de trancher entre l'attachement à la laïcité de l'école de la République et de la société tout entière et le droit des enfants à l'éducation. Comment ne pas être choqué par le port d'une voile en raison d'une croyance religieuse, alors que nos amis de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, pour ne citer qu'eux, sont contraints de se battre contre de telles pratiques pour assurer aux femmes le respect de tous leurs droits ? Comment en même temps ne pas s'interroger sur la réponse à apporter à de telles manifestations dans notre pays, où l'exclusion de l'école risque de conforter les fantasmes d'exclusion de certains ?

A cela s'ajoute que le débat est rendu encore plus difficile, non seulement par le traitement médiatique dont il a, si l'on ose dire, bénéficié, mais aussi en raison de la dimension symbolique qu'il a prise. Foulards contre laïcité, intégrisme musulman contre intégration dans la nation française...

Un appel à la vigilance

Que l'on nous permette de dire, tout d'abord, qu'il serait préférable de ne pas se tromper d'époque. Il a été nécessaire d'établir la séparation des Eglises et de l'Etat. Le combat, car ce fut un combat, a été long et parfois rude. Et nous n'avons pas en la loi de 1905 de séparation des Eglises et

de l'Etat était et demeure une bonne loi. Il a fallu briser, y compris dans sa dimension symbolique, l'hégémonie d'une Eglise sur la société française pour instaurer la République, et nous n'avons rien à renier de cette histoire.

Si nous devons le faire, un « fonds de commerce » exploité en commun par plusieurs hiérarchies religieuses lors des affaires Rushdie et Scorsese serait là pour nous rappeler à la vigilance. L'inviolabilité prétendue par sacrilège civillement des prophètes aurait mérité une autre réponse que le respect de la liberté de l'artiste.

Pour autant, les choses ont changé : la société a changé, les Eglises ont changé, les laïques ont changé, et le regard que l'on porte sur les rapports entre le religieux et la société ne peut plus être le même.

En ce sens-là, réduire le débat actuel à une opposition entre religieux et laïques au sein de l'école relève d'un symbolisme et d'un manichéisme qui ne sont plus de mise.

Certes, l'école de la République est et doit rester le lieu d'accueil de tous les enfants dans le respect de la neutralité politique et religieuse : l'école est à ce titre un des lieux privilégiés de la laïcité. Le rôle des enseignants est à cet égard éminent.

On comprendra dès lors que nous regardions avec une certaine surprise ceux qui tentent, au nom d'un respect des différences volontairement mal compris, de priver une école qui deviendrait le champ clos de pratiques religieuses diverses. Et là les manifestations sont autrement plus graves que le symbolisme du foulard ou d'une calotte : enfants absents le samedi, dispense de participer aux activités d'éducation physique ou aux cours comportant une éducation sexuelle, pour finir par la demande de suppression de la mixité des lieux d'enseignement !

Au risque de choquer, nous ne croyons pas que le respect de l'autre passe par une absence de

sens critique ou, par exemple, le fait de regarder comme légitime, au nom des différences, le statut « impur » et inférieur de la femme consacré par plusieurs Eglises. Mais qui ne voit qu'une définition purement scolaire de la laïcité serait réductrice ? Ramener la laïcité à la seule sphère de l'éducation revient à nier la richesse de cette idée.

Pour la Ligue, la laïcité, c'est bien une certaine conception de l'organisation sociale tout entière. Cela suppose l'exercice concret de la démocratie par tous les citoyens, le refus de l'exclusion, la réduction des privilèges et des injustices sociales et le respect de la liberté de pensée. Or, notre société a-t-elle un comportement laïque à l'égard des populations concernées par le problème ? Certes pas : la grande majorité de ces personnes vivent une situation d'exclusion sociale, économique, culturelle et politique.

Exclusions ?

Quelle a été la réponse apportée à ce formidable défi, si ce n'est l'insécurité juridique infligée à des dizaines de milliers d'immigrés ?

Est-il utile de rappeler que c'est là que se trouvent les plus bas niveaux de vie, les habitations les moins satisfaisantes, les équipements sociaux les plus modestes ? Est-il nécessaire de rappeler que, jusqu'à une date récente, la politique de réduction des crédits de l'éducation nationale a rendu ce service public de moins en moins apte à assurer la prise en charge d'enfants ayant besoin d'encore plus d'attention ?

La démission est devenue si générale que l'on voit des hommes politiques de tous bords se satisfaire de la construction de lieux de culte (chose au demeurant légitime en soi), les cours d'éducation religieuse devenant un substitut à la carence des moyens mis en place par les pouvoirs publics. Comment s'étonner alors de l'affirmation d'une identité religieuse qui vient en réponse à l'insuffisance d'insertion sociale ?

D'aucuns soutiennent que l'insertion ne peut se faire que dans le respect des structures laïques de la société française ; nous en sommes d'accord, mais respectons ce dont on est exclu ? Comment insérer dans une société dans laquelle on n'est pas admis à participer aux règles du jeu ? Là nous semble être le vrai problème.

Donner les moyens matériels de cette insertion, cesser de jouer politiquement avec ces populations au gré des intérêts électoraux, leur reconnaître une citoyenneté minimale en leur donnant le droit de vote aux consultations locales, respecter l'identité de chacun dans une société laïque, voilà qui est plus important que trois foulards et qui serait plus proche de notre idée de la laïcité.

Nous n'ignorons pas que la tâche ne sera pas aisée et sera de longue haleine. Nous n'en méconnaissions pas les difficultés et les embûches, mais nous croyons que c'est là la seule méthode pour que, deux cents ans après la Révolution française, trois jeunes filles, et au-delà d'elles toute une population, ne soient pas exclues de notre société.

Yves Jouffa est président de la Ligue des droits de l'homme.

TRAIT LIBRE



La politique, les principes et la volonté

Suite de la première page

Chaque établissement d'enseignement pouvant développer à sa guise son propre projet pédagogique, c'est le service public lui-même qui se trouvait ainsi voué à la dilution, voire à l'éclatement. La laïcité de l'enseignement visée de son principe – le libre examen – était remise en cause, au nom du relativisme des cultures et de la liberté des parents de choisir pour leurs enfants un enseignement conforme à leurs convictions religieuses, philosophiques, voire politiques : on aurait ainsi pu voir surgir au sein même de l'école publique des écoles catholiques, juives, musulmanes. Et pour ne pas marquer ou nationaliser ? Nous étions loin de Jules Ferry, lequel ne voulait voir à l'intérieur de l'école publique « ni Internationale noire ni Internationale rouge ».

Le jugement de Dieu

Le regrette Paul Vignaux, catholique et laïque dans l'âme, m'aida alors à trouver dans un retour aux principes de l'école républicaine les solutions simples et pratiques qui éteignent la querelle scolaire (1), tandis que je m'efforçais de remettre la charrue après les bœufs, en mettant l'accent sur la revalorisation de l'école publique. Qui peut nier que cela fut fait, comme en témoignent l'inversion du flux des élèves entre le privé et le public et surtout, depuis 1985, l'afflux des jeunes dans les lycées, manifestant ainsi que la soif d'apprendre n'était pas tarie dans la jeunesse ?

Il me semble qu'aujourd'hui comme hier l'essentiel est encore une fois de fixer à l'école ses missions.

Les moyens très importants dégagés par Lionel Jospin pour l'éducation nationale depuis 1988, conformément à l'engagement présidentiel, sont un préalable nécessaire.

Mais si le test véritable de la revalorisation de l'école publique était sa capacité à intégrer et à former au meilleur niveau les jeunes issus des milieux les plus défavorisés et d'abord aujourd'hui ceux de l'immigration ? Si là était l'épreuve véritable (je n'ose dire le « jugement de Dieu ») ?

Le rapport au ministre de l'éducation nationale que Jacques Bergey élabore en 1985 sur « L'immigration à l'école de la République » avait pour but de refaire de l'école publique et laïque un creuset d'intégration pour les futures gé-

érations autour d'une culture structurée, et non une mosaïque d'enfants enfermés dans leur « culture d'origine ». Jacques Bergey proposa d'employer un autre vocabulaire, celui de « culture d'apports », pour signifier qu'il s'agissait de façonner la France du vingt et unième siècle, à la fois fidèle à elle-même et différente de celle que nous connaissons, comme celle-ci l'est de la France du dix-neuvième siècle (en ce sens, l'intégration se distingue de l'assimilation pure et simple). Bref, il s'agissait de faire prévaloir l'égalité sur le « droit à la différence », dont chacun sait maintenant qu'il faut traquer à l'école comme des futurs citoyens, les hommes et les femmes qu'ils deviendront, et non pas comme des enfants qui seraient de prime abord définis par leur religion. Que le port du voile à l'école soit promu ou admis par les démocrates-chrétiens de tous obédience politique, par les sectateurs de la Vendée comme Philippe de Villiers, par la nouvelle droite d'Alain de Benoist et par les cléricaux de tous bords qui rêvent de voir l'école publique enseigner leur catéchisme n'a rien que d'assez naturel.

Combattre l'obscurantisme

Il arrive que des laïques à leur tour s'inclinent devant le « respect des traditions ». Mais tradition n'est pas raison, sinon par respect des traditions il eût fallu ne pas faire la Révolution et conserver le servage ! Ceux qui, depuis quinze ans, veulent nous vendre le « droit à la différence » nous vantent les charmes du « modèle américain ». Mais ce n'est pas les Etats-Unis qu'ils nous proposent – à supposer que cela soit désirable – c'est le Liban tout simplement !

Dans notre République, les mœurs sont libres en dehors des lois. La loi a fixé des règles à

l'école publique : ces règles ont pour but de préserver, avant toute autre chose, la liberté de l'enfant, c'est-à-dire sa capacité à apprendre à penser par lui-même.

L'école publique, éduque à la liberté. Elle respecte toutes les convictions religieuses dès lors que celles-ci laissent leurs attributs au vestiaire : pas de prosélytisme à l'école – ni sionisme, ni kippa, ni tchador.

Mais, pour l'admettre, encore faut-il croire possible un enseignement délivré des dogmes : bref, il faut croire à l'esprit de la recherche, qui n'est qu'un autre nom pour désigner la laïcité.

Ce devrait être et ce doit être le rôle de la gauche de relever les valeurs de la connaissance, de cultiver l'esprit scientifique, de combattre l'obscurantisme et l'irrationnel moderne et d'exalter la liberté de l'esprit, sans laquelle il n'y a pas de citoyenneté.

L'idéal du citoyen doit être défendu, mais il doit l'être dans son entier, c'est-à-dire autrement qu'à travers une querelle vestimentaire. L'enjeu en effet est ailleurs : les millions de jeunes gens qui passeront dans nos écoles sont d'abord des millions de petits citoyens issus des milieux défavorisés, dont les parents sont souvent illettrés, frappés par le chômage et par le racisme. Il faut les aider de toutes nos forces à réussir. Casser les filières ségrégatives, développer la scolarisation précoce en maternelle, réaliser dès le départ une mise à niveau en français, développer les pédagogies de soutien dans les quartiers difficiles, remodeler les secteurs scolaires pour mieux mélanger les enfants. Multiplier ensuite, comme l'avait proposé le rapport Berque – que M. Monory malheureusement inappliqua, – les lycées et les sections franco-arabes (et aussi franco-portugaises) pour que la langue maternelle des enfants devienne, s'ils le souhaitent, un apport à eux-mêmes et à la collectivité nationale tout entière. Bref, alors que l'école aujourd'hui consacre trop souvent la société à plusieurs vitesses qui s'est formée sous nos yeux depuis quinze ans, refaire de l'école publique le puissant instrument d'intégration et de promotion qu'elle a été historiquement dans la société française.

Il faut donc élargir le débat et non le réduire en port du voile islamique. En laissant le champ libre à une poignée d'intégristes, on risque d'ouvrir un boulevard aux racistes. Lionel Jospin a raison d'insister sur la nécessité d'un dialogue préalable avec les parents. Encore faut-il leur expliquer avec force les fondements de l'école républicaine : c'est par souci de la tolérance – et non par refus de la tolérance – que le prosélytisme religieux y est interdit. Le Coran n'impose pas le voile.

Ceux qui le prétendent veulent, eux, imposer à leurs enfants et à la France une conception de l'islam qui ne peut qu'empêcher toute intégration. La France peut intégrer un islam moderniste. Elle ne peut pas intégrer les fondamentalismes, qui, s'ils veulent s'exprimer, doivent trouver un autre endroit que l'école laïque pour le faire.

Mais, surtout, il me semble nécessaire de déplacer rapidement le terrain du débat en définissant une grande politique d'intégration. C'est là la tâche du gouvernement. L'enjeu à travers l'intégration de ces millions d'enfants, c'est aussi la cohésion de la société française au siècle prochain. La France est et continuera d'être un pays d'immigration. Et c'est bien la raison pour laquelle il faut tenir bon sur cette matrice d'intégration qu'est l'école de la République : c'est une certaine idée de la France – ouverte et antiraciste – qui se joue là, et il faut avoir le courage de l'expliquer à ceux qui ne la comprennent plus, ou aux jeunes qui ne la comprennent pas encore.

Une certaine idée de la République

Il y a des milliers d'enseignants affrontés à cette tâche difficile entre toutes qui consiste à former ces jeunes issus de l'immigration qui ont gardé au fond d'eux-mêmes une foi républicaine intacte. Aidons-les !

Ces fidèles fidèles, s'ils nous rappellent qu'il n'y a pas d'éducation possible sans une certaine idée de la République, n'auront pas été inutiles.

Sur un sujet aussi brûlant que l'immigration à l'école, ils auront manifesté opportunément, en cette année du Bicentenaire, qu'en France il n'y a toujours pas de grande politique possible sans principes et sans volonté.

On se plaignait qu'il n'y eût plus de débat d'idées ! Eh bien, nous y voilà ! Et ce sera une bonne chose si ce débat montre que la République est une idée toujours neuve. Il lui reste en effet beaucoup de choses à faire pour intégrer tous ces jeunes qui campent encore aux portes de la cité.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurans (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Conducteur en chef : Claude Seales
Administrateur général : Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAF 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81



LES NOUVELLES SOLIDARITES

Actes des assises internationales de janvier 1989.
Sous la direction de Bernard Kouchner.

François Mitterrand, Michel Rocard, Laurent Fabius, l'Abbé Pierre, des femmes et des hommes d'horizons politiques différents, construisent ici une éthique de la fraternité, inventent de nouvelles solidarités.

Collection « Recherches Politiques » dirigée par Xavier Bronck, Olivier Duhamel, Jean-Luc Parodi, Evelyn Fisher, Henri Weber. 304 pages - 165 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ÉTATS-UNIS : les scrutins locaux

NEW-YORK :
un Noir élu maire

Suite de la première page

Pourtant, à y regarder de plus près, la victoire historique du démocrate et discret David Dinkins n'a rien du raz de marée prôné par les sondages. Vainqueur avec 51 % des votes, il ne devance son adversaire, le républicain Rudy Giuliani, paré de la double étiquette républicaine et libérale, que d'une courte tête (3 %). Et ce score est doublement historique, car, pour la première fois en près de vingt ans, un républicain a pu remonter le handicap de son parti dans une ville à 80 % démocrate. Sans doute est-il trop tôt pour en conclure que la prodigieuse « machine » démocrate est grippée, mais les cris de joie avec lesquels les troupes du « Grand Old Party » ont accueilli le score inespéré de leur champion montraient assez bien que quelque chose est peut-être en train de changer dans les rouages de la cité.

A moins que, au-delà des étiquettes de partis et des personnalités peu exaltantes des deux candidats, la ville, essouffée et comme vaguement honteuse d'exhiber si violemment ses contradictions, n'ait pris le parti de faire la paix avec elle-même : l'incident racial de Bensonhurst, en août dernier,

qui vit la mort d'un adolescent noir, a laissé sans doute plus de plaies qu'il n'y paraît. D'autant qu'elles ont été ravivées par une campagne haineuse, du jamais vu à New-York.

A cet égard, plus que la compétence mais vindicatif Giuliani, le terme mais rassurant Dinkins était mieux à même de rétablir la paix sociale. Les électeurs ont préféré former les yeux sur les allégations de l'ex-procureur et vous ignorez les indolences financières du candidat démocrate ; ils en ont vu d'autres ! Comme si, trop heureuse au sortir de douze ans de coups de cœur, de coups de gueule et de coups bas durant le règne de Koch, New-York s'était enfin trouvée un maire qui, à défaut de lui parler, sache l'écouter.

« Un homme bon
et décent »

Avec David Dinkins, c'est chose faite. Et ses détracteurs, y compris dans les milieux noirs où on lui reproche d'avoir honte parfois de l'incroyable amitié du révérend Jesse Jackson, ont été, mardi, obligés de se taire : « la force tran-

quille » — ses ennemis disent sa « force d'inertie » — du nouvel élu a pleinement réalisé ce que « Jesse », le tribun, n'a jamais réussi, un vote véritablement « arc-en-ciel », où 92 % du vote noir obtient 30 % du vote blanc, 60 % des hispaniques et 32 % des juifs. David Dinkins, ce pur produit du passé, n'a paru pourtant pas moins fier et désarmé dans ses tentatives pour « rénover » la cité.

Des solutions, en a-t-il sculpmé ? Il en a été peu question dans la campagne ; à un peu plus de « compassion » près, il préconisait les mêmes remèdes que ceux de son adversaire. Personne ici n'ira le lui reprocher, car, au-delà de sa personnalité, c'est surtout un « symbole » que les New-Yorkais ont élu : celui d'une ville ouverte et tolérante face au pragmatisme hérité des années Reagan et représenté par Giuliani.

Comme le soulignait un éditorial du *Village Voice* : « Au terme d'une campagne sale et vide, les New-Yorkais n'auront pas seulement choisi un candidat et un parti, mais ils devront décider quel genre de gens nous sommes, quel genre de cité nous voulons et quel genre de politique nous allons soutenir. » Le *New York Times*, plus réaliste encore, concluait en écho : « David Dinkins n'est pas le candidat idéal, mais c'est un homme bon qui sera un bon maire décent. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

M. David Dinkins : ténacité et compassion

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

« Il n'est pas nécessaire de parler fort pour se faire entendre. » Sous la banalité des mots, le leitmotiv a porté : presque sans élever la voix, M. David Dinkins, ce bureaucrate affable et bien élevé, vient de se retrouver au terme de vingt-cinq ans d'une discrète carrière à la tête de la plus ingouvernable des cités et premier maire noir de la plus divisée des communautés. Du coup, le rôle paraît bien démesuré pour ce sexagénaire à la moustache de major de l'armée des Indes, si distingué mais si effacé.

A cet égard, deux mots clés : ténacité et compassion. Ténacité d'abord, car dans la carrière de M. David Dinkins, exemplaire pour le fils d'un barman de Trenton (New-Jersey) et d'une mère qui faisait les ménages à Harlem, rien n'a été donné. Adolescent, il vend des sacs en papier dans la rue pour payer ses études à l'université Howard à Washington, où il rencontre Joyce, sa future femme. Plus tard, il travaille dans un magasin de chaussures de la 147^e rue à Harlem pour s'offrir les cours de l'école de droit de Brooklyn, à une époque où la couleur de la peau déterminait aussi bien souvent celles de l'avenir. Le jeune Dinkins en fait l'amère expérience : il essuie deux refus pour s'inscrire dans les « marines », le « quota noir » est atteint ; lui répond-on (alors qu'il est un des premiers à se présenter). Finalement revêtu de l'uniforme, il doit céder sa place dans l'autobus, un soir à Washington, à un Blanc qui le réclame.

Il aurait pu, comme tant d'autres et comme son ami le flamboyant révérend Jackson, se lancer avec violence dans les mouvements de contestation. Non, il a préféré « parler fort » et attendre son heure. Rigoriste, M. David Dinkins, devenu un avocat d'affaires qui excelle à débrouiller les dossiers les plus complexes, rejoint dans les années 50 les rangs d'un club

politique démocrate, le Carver Club, où règne le tout-puissant Raymond Jones, surnommé « le renard de Harlem », qui servira de mentor à toute une pépinière de politiciens noirs qu'il pousse à la modération et au compromis avec les Blancs.

« Apprendre
à dire non »

Un enseignement que Dinkins fera sien, et voilà la compassion. Attentif aux autres, et aussi à se les concilier, minorités après minorités, syndicats après syndicats, il prend en charge le coût d'une véritable



politique de « porte à porte ». Désormais le pied à l'étrier, il fait carrière dans la plus pure tradition d'un « patronage » démocrate. Mais quel autre moyen de gravir l'échelle sociale pour un jeune avocat de couleur dans une « grosse pomme » (1) noyée par les « boss » du parti ?

Objectif : la mairie. Il va tout y sacrifier, son goût des westerns et ses loisirs, sauf la partie de tennis hétérodoxe. Il lui faudra néanmoins vingt-cinq ans pour y parvenir. Propulsé à l'assemblée locale en 1965, il siège à la commission électorale et rate de peu la place de maire-adjoint aux côtés d'Abe Beame lorsque celui-ci est élu en

1973 : M. Dinkins doit s'efforcer, larmes aux yeux, lorsqu'il apparaît au grand jour qu'il a omis de payer ses impôts pendant quatre ans. Les seuls mots qu'il trouvera pour se justifier seront : « Je remettais chaque jour au lendemain le moment de payer... »

Après dix ans de purgatoire dans les services protocolaires de la municipalité, il finit en 1985 — à sa troisième tentative — par devenir administrateur du district de Manhattan. Dernière étape avant Gracie Mansion (2).

Strict et tâtillon dans son langage et ses vêtements, le nouveau maire de New-York est aussi connu pour déléguer ses pouvoirs. Sa phrase favorite en pleine crise — « Créons une commission » — est devenue une plaisanterie en ville. Et beaucoup se demandent si son esprit de conciliation ne confine pas parfois à la faiblesse. Comment résistera-t-il par exemple aux traits bien vivaces de cette machine démocrate qu'il a si bien servie ?

Que M. David Dinkins ne s'exprime pas bruyamment ne signifie pas qu'il n'a rien à dire, et son message d'harmonie raciale a été pleinement reçu. Mais ses idées plus que libérales au service d'une réelle compassion semblent assez peu fondées sur une analyse réaliste de la situation financière de New-York, qui fait face à 550 millions de dollars de déficit. Et New-York, passé le premier moment d'euphorie, se demande comment le généreux gentleman — qui dit oui à tout — va financer son programme de traitement « à la demande » pour les drogués ou son « plan Marshall » pour l'éducation ? A moins qu'il n'apprenne très vite à suivre les conseils de son prédécesseur Edward Koch, qui, dès la première minute de l'élection, lui a dit par télévision interposée : « David, c'est le moment d'apprendre à dire non. »

M.-C. D.

(1) Surnom de New-York.
(2) Gracie Mansion, résidence du maire.

VIRGINIE : une défaite
des adversaires de l'avortement

Le démocrate noir Douglas Wilder a lui-même proclamé, dans la soirée du mardi 7 novembre, sa victoire, sans attendre les résultats définitifs de l'élection au poste de gouverneur de l'Etat de Virginie. Les tout derniers résultats ne devaient être connus que dans la journée de mercredi, mais le succès de M. Wilder ne semblait plus faire de doute.

WASHINGTON

de notre correspondant

Cette première élection d'un gouverneur noir rendait plus crédible — en tout cas moins éloignée — la réalisation du grand rêve de M. Jesse Jackson : celui d'un président noir, ou du moins d'un candidat noir à la présidence ayant une quelconque chance de succès.

Mais force est de constater que pour réussir (à leur niveau) là où Jesse Jackson avait échoué, mais dans un combat infiniment plus difficile, aussi bien M. Douglas Wilder que M. David Dinkins ont choisi un comportement fort différent de celui de l'éloquent et charismatique révérend, dont ils se sont d'ailleurs tenus aussi éloignés qu'il était déraisonnable possible. L'un comme l'autre ont soigneusement évité de mettre en avant les problèmes raciaux, de jouer les briseurs de tabou. Sans chercher à gonfler la couleur de leur peau (que M. Wilder a d'ailleurs plutôt pâle), ils ont évité de s'apaiser

sur la question, préférant se couler dans le moule du politicien américain classique, ce qui était particulièrement facile pour le jovial « Doug » Wilder, qui était depuis déjà de nombreuses années gouverneur adjoint de son état.

Il reste que M. Wilder est petit-fils d'esclave et que M. Dinkins, en dépit de ses impeccables costumes croisés et de ses manières raffinées, est né dans une famille pauvre de Harlem. Mais leur parti pris de modération, de « banalité », leur volonté de se poser en gestionnaires plutôt qu'en visionnaires, ont apparemment rendu les choses plus faciles, « rassurées » certains Blancs qui avaient besoin de l'être.

Toutes les réticences n'ont pourtant pas été surmontées, loin de là. La preuve en réside, non pas tant dans l'éloignement du score, mais, tout particulièrement dans le cas de la Virginie, dans les différences considérables constatées entre les sondages réalisés à la sortie des urnes (et donc fondés sur les déclarations des votants) et les résultats réels. Selon toute apparence, de nombreux électeurs ont affirmé avoir voté pour le candidat noir, alors que, dans le secret de l'isoloir, ils ne l'ont pas fait, mais avaient, apparemment, honte de l'avouer.

Au bout du compte, M. Wilder ne l'aurait emporté que par quelques milliers de voix, et il doit sans doute son élection... aux électorales républicaines qui ont voté pour lui pour la seule raison que son adversaire, M. Marshall Coleman, s'était prononcé pour une limitation du droit à l'avortement (avant de

revenir sur ses premières déclarations), tandis que M. Wilder avait toute sa campagne, et en particulier ses publicités télévisées, sur la question de l'interruption de grossesse.

C'est, en effet, une autre leçon de ces élections : loin d'être un argument électoral, comme on avait pu un temps le penser, l'hostilité à l'avortement est devenue un sérieux handicap, et les républicains sont en train d'en faire la douloureuse expérience. L'opposition entre partisans du droit à la vie et du droit au libre choix a également joué un rôle central dans l'élection au poste de gouverneur du New-Jersey, également remportée par un démocrate, et les aller et retour de M. Rudolph Giuliani sur ce même sujet n'ont pas arrangé sa situation à New-York.

Au total, cette journée, qui coïncidait avec le premier anniversaire de l'élection de George Bush à la présidence blanche, a durement rappelé aux républicains que, s'ils contrôlaient la Maison Blanche, leur puissance ne s'étendait guère au-delà. Cela devrait redonner du cœur au ventre aux démocrates, qui, après une longue année de flottement, semblent être redevenus plus agressifs. De son côté, M. Bush n'est pas en reste : il a consacré l'essentiel de sa conférence de presse de mardi à dénoncer, en termes foudroyants, durs de sa part, l'attitude du Congrès (contrôlé par les démocrates) qui bloque tout ce qu'il essaie de faire.

JAN KRAUZE

BRÉSIL : à une semaine de l'élection présidentielle

La candidature de M. Santos
provoque confusion et indignation

A une semaine de l'élection présidentielle du 15 novembre, c'est la confusion. Le candidat lancé la semaine dernière par le président Sarney, la vedette de télévision Silvio Santos, devrait savoir jeudi 9 novembre, s'il a le droit de participer au scrutin, le tribunal supérieur électoral devant se prononcer à ce sujet. Mais depuis dimanche, déjà, M. Santos apparaît dans les programmes de propagande, que ce même tribunal diffuse, comme si sa situation était régulière. Les derniers sondages lui accordent dès maintenant l'une des premières places.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Si la candidature de M. Santos est acceptée — ce qui provoquera un beau tollé — les Brésiliens votant pour lui devront cocher un autre nom que le sien, celui du candidat qui s'est désisté en sa faveur. Les vingt-deux postulants à la présidence figurant sur un seul bulletin de vote, et tous les bulletins étant déjà imprimés, son nom n'apparaîtra pas. D'où de nombreux risques d'erreur, et de votes annulés.

Telle est la situation dans laquelle l'ultime manœuvre présidentielle a mis les Brésiliens. Des juristes renommés trouvent la ficelle si grosse, les irrégularités si flagrantes, qu'ils pensent que la justice électorale débonnaire Silvio Santos de ses prétentions. Même dans ce cas, affirment les observateurs, le mal aura été fait : comment convaincre en effet ceux qui auront vu M. Santos faire campagne depuis dimanche dernier qu'il n'est plus candidat ? Comment empêcher que de nombreux votants se trompent le 15 novembre, le personnage recrutant son public dans les couches les plus pauvres, les plus ignorantes de la population ?

Autant dire que l'indignation est grande dans les milieux politiques et dans la presse. « Le Brésil ne mérite pas une telle humiliation », écrit le *Journal da Tarde* de São Paulo. Les principaux candidats crient à l'imposture : non seulement Silvio Santos reconnaît lui-même qu'il ne comprend rien à la politique, mais alors que la campagne a commencé pour tout le monde, il y a plusieurs mois, il se donne le luxe d'y entrer au dernier

moment et, grâce à sa popularité, d'être le seul à ne pas respecter les règles du jeu.

« La politique
du pire »

M. Sarney nie la paternité de l'opération, mais personne ne le croit. Les hommes qui ont poussé M. Santos à se présenter appartiennent à l'entourage du chef de l'Etat et on perçoit, à bien d'autres indices, sa responsabilité. La vedette de télé a en effet l'avantage, sur les autres candidats, de trouver M. Sarney sympathique. Si M. Santos était élu, M. Sarney et son clan pourraient continuer à prospérer. L'autre favori des sondages, M. Fernando Collor, ne promet, en revanche, que des ennemis. C'est un critique féroce de l'actuel gouvernement, qu'il menace d'une enquête en règle sur sa gestion.

Dimanche dernier, dans son programme télévisé, l'ancien gouverneur de l'Alagoas a dénoncé avec éloquence la manœuvre présidentielle. S'adressant à M. Sarney, il lui a demandé : « De quoi avez-vous peur ? De voir votre gouvernement soumis à une investigation ? »

Vous avez raison d'avoir peur. Parce que je vais enquêter sur vos vilenies et mettre les corrompus en prison. J'estime qu'en parrainant la candidature d'un de vos amis, alors que vous savez que cette candidature peut être contestée par la justice, vous misez sur le chaos, vous pratiquez la politique du pire. (...) Vous avez toujours été un politicien de deuxième classe. Vous n'avez jamais été capable d'un seul acte de courage. (...) Vous êtes indigne de la charge que vous occupez. Le Brésil ne méritait pas, après avoir tant attendu ce moment historique, de se voir souillé par l'ambition et l'indécence d'un des pires présidents qu'il ait jamais eus. »

L'apostrophe a évidemment déplié au chef de l'Etat, déjà régulièrement traîné dans la boue par les fougueux aspirants à sa succession. Comme s'il n'avait pas suffisamment empoisonné l'atmosphère à la veille du scrutin, M. Sarney a décidé de poursuivre M. Collor devant les tribunaux. Il a également obtenu de la justice électorale le droit d'utiliser la moitié du temps d'antenne imparti au candidat pour répondre à sa « campagne de diffamation ».

CHARLES VANHECKE

EN BREF

■ SALVADOR : assassinat de trois militaires de gauche. — Trois militaires du Mouvement populaire social-chrétien (MPSC, gauche) ont été enlevés, puis assassinés à Sonsonate, à 50 kilomètres à l'ouest de San-Salvador, a annoncé, mardi 7 novembre, un responsable de cette organisation. Selon M. Juan José Martel, dirigeant national du MPSC, les trois hommes ont été tués par des soldats en civil armés appartenant au détachement militaire numéro 6 de Sonsonate. Les trois victimes, Cecilio Rivera, responsable local du parti, et deux militants, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été enlevés

par un groupe d'hommes au moment où elles sortaient d'un local de leur organisation, a précisé M. Martel. — (AFP.)

■ ARGENTINE : sommet des chefs d'Etat d'Amérique, du Brésil et d'Uruguay. — Les présidents argentin, M. Carlos Menem, brésilien, M. José Sarney, et uruguayen, M. Julio Sanguinetti, se réuniront samedi 11 novembre à Buenos-Aires afin d'analyser notamment l'évolution du « processus d'intégration » entre leurs trois pays. MM. Sarney et Sanguinetti ont été invités par M. Menem à effectuer

une visite privée d'une journée. Celle-ci sera la dernière avant les élections présidentielles qui auront lieu dans quelques jours au Brésil et en Uruguay. — (AFP.)

■ PANAMA : échanges de coups de feu autour d'une base américaine. — Les soldats américains gardant une installation militaire de l'île Galeta, près du canal de Panama, ont échangé, vendredi 3 novembre, des coups de feu à deux reprises avec un petit groupe d'intrus non identifiés, a annoncé, mardi, le Pentagone. Les fusillades ne semblent pas avoir fait de victimes. — (AFP.)

سكنا من الاموال

L'ANNÉE
DU
CINÉMA
1989

par Danièle Heymann et Pierre Murat

Un album
illustré,
254 pages,
189 F.

Almann-Lévy

صكذا من الاعمال

EUROPE

URSS : l'enterrement de la « grande révolution d'Octobre »

Cérémonial allégé et contre-manifestations, à Moscou comme à Tbilissi, Erevan, Kichinev : les remises en question n'épargnent plus le léninisme, alors que s'effondre le système communiste

On la savait déjà très fatiguée et toute occupée à l'organisation de sa succession, mais la « grande révolution socialiste d'Octobre » n'a même pas eu, cette fois-ci, la force de souffler les bougies. Partout, même sur la place Rouge, les cérémonies de ce soixante-douzième anniversaire ont en effet été d'une crânte « modeste » (c'était le mot du jour), et, quand les défilés n'ont pas été purement et simplement annulés, tous ont sonné la fin d'un monde.

Car dès lors qu'on ne se drogue plus à l'avenir radieux, qu'on détaille chaque jour, au contraire, difficultés présentes et futures, le temps est révolu des prolétaires d'Épinal ovationnant au pas, lâchant sur la tribune, d'adipèuses incarnations de la révolution. A dix minutes du Kremlin, harangues par des députés d'Assemblée constituante, par des députés et des drapeaux noirs de l'anarchie, une manifestation alternative (le Monde du 8 novembre) commençait dans un constat que dressaient les pancartes : « Soixante-douze ans de route vers nulle part ! »

Comme il y en a, à l'Ouest, « No future », l'heure est ici à « Pas de passé ». Mais face au mausolée de Lénine, au-dessus des régiments, des pots-pourris de marches révolutionnaires et des micros crachant les longs « Hourrah ! » de circons-

tales, les immenses lettres rouges du slogan de l'année ne disaient finalement rien d'autre.

« Perestroïka - nouveau visage du socialisme », lisait-on, et cela voulait bien dire que cette vieille révolution qui modèla ce siècle finissant a fini de se dévorer elle-même. A l'heure du bilan, mieux vaut, comme on dit à Berlin, prendre un « tournant » et la Pravda s'est tant esquivée à la veille de cet anniversaire, à expliquer qu'il ne fallait pas « rayer soixante-douze ans de notre histoire » qu'on sait maintenant que même Octobre n'est plus sacré.

« Il n'est pas besoin de chercher loin », écrit par exemple samedi dernier l'organe du comité central, pour trouver ceux qui s'empressent de déclarer que la grande révolution socialiste d'Octobre a brisé la voie naturelle de développement du pays, [qu'il faut] revenir au début de 1917 et commencer à construire à nouveau (...). » Deux jours plus tôt, la même Pravda s'efforçait de prouver qu'en 1917, les bolcheviks constituaient un parti démocratique et qu'on ne pouvait donc pas faire « remonter la généalogie du stalinisme à Lénine ».

Au passage, on apprenait pourtant que ce Lénine dont la momie est en réfection pouvait être « trop à gauche » au goût du comité cen-

tral de 1917 et que beaucoup de bolcheviks s'étaient, à l'époque, posé « la question que se posent aujourd'hui certains : la révolution d'Octobre était-elle nécessaire ? ».

Le rituel s'écroule

Quand on lit ce dans la Pravda, que les Nouvelles de Moscou dressent, la même semaine, un portrait émouvant et flatteur de Kereanski (1) - c'est-à-dire de la révolution démocratique de février, celle qu'Octobre a défaits - il n'y a plus rien d'étonnant alors à ce que le rituel s'écroule en France. Il y eut un temps où la révolution montrait ses dents, mais volonté de désarmement, de paix et de réduction des dépenses militaires oblige, le défilé proprement militaire avait été réduit, à Moscou, à la portion congrue.

Pas une seule arme moderne, pas de missiles stratégiques, cinq minutes en tout et pas une de plus de présentation de matériels antiques. Il y eut bien la petite demi-heure de pas de l'oe, de parades, fusiliers-marins et autres gardes-frontières, mais c'était plus joli qu'impressionnant et, lorsqu'on suivait, poussant leurs slogans à roulettes, les délégations des quartiers

de Moscou, c'est l'opposition qui a pénétré place Rouge.

Non pas l'opposition radicale, mais l'opposition conservatrice en la personne de l'appareil de la capitale, les seuls hommes que l'on puisse encore mobiliser pour cette figuration. Au milieu des ballons acidulés, des hommages de mise à la perestroïka et des grappes d'enfants, ils avaient donc glissé leurs propres slogans, contre les réformes économiques, l'inflation, la hausse des prix.

C'était relativement discret, mais la fronde était là, aux pieds de M. Gorbatchev, et la haine se sentait presque physiquement entre la base et le sommet de l'appareil - apparemment avant qu'il ne se casse et la base qui sentait désespérément de mobiliser les plus démunis contre les réformes. Quand la matinée s'est achevée dans un délirant ballet de musiciens militaires apparemment pris de folie, il était clair que rien de tout cela n'avait plus de sens.

En octobre prochain, le congrès du parti aura eu lieu. Il y aura un vainqueur et un vaincu, et le 7 novembre 1990 n'aura forcément plus grand-chose à voir avec les cérémonies d'antan. Quoi qu'il arrive, c'était une dernière - d'ores et déjà anticipée dans les Républiques périphériques. A Erevan, où le parti n'existe virtuellement plus et l'Etat... très peu, il n'y eut ainsi... rien.

Rica que plusieurs milliers de jeunes manifestants séparatistes, brûlant tous les drapeaux rouges qui leur tombaient sous la main, dénonçant la « collusion entre le Kremlin et les Azéris », et portant des brassards noirs en signe de deuil - deuil de ce « jour de deuil pour l'Arménie et le monde entier ». A Tbilissi, défilé militaire

et cortèges ont été remplacés, à la dernière minute, par une « réaction solennelle » au siège du conseil municipal. Pendant ce temps-là, des dizaines de milliers de militants nationalistes brûlaient eux aussi des drapeaux soviétiques sans que la milice ni quiconque n'intervienne.

« Armée rouge, go home ! »

A Kichinev, capitale de la Moldavie, les membres du « front populaire » ont tout simplement empêché l'armée de défilé en s'asseyant devant les roues des chars et des véhicules militaires qui n'ont ainsi pas pu pénétrer dans la ville. Quand le cortège du front est ensuite arrivé devant la tribune, le président du Soviet suprême s'est retiré, la télévision de la République est passée sur le canal soviétique et, pendant qu'elle diffusait les images de Moscou, le défilé s'est transformé, écrivent les Izvestia, en un meeting « reflétant le mécontentement des gens ».

A Vilnius, en Lituanie, le défilé militaire a bien eu lieu, dans un calme à peine troublé par quelques pancartes proclamant : « Armée rouge, go home ! » Il est vrai que tout le monde est très occupé par la préparation du congrès extraordinaire au cours duquel le Parti communiste lituanien doit proclamer son autonomie. A Tallinn, en Estonie, « manquaient les emblèmes » de quartiers, d'entreprises et d'écoles car « il avait été décidé, disent les Izvestia - dont sont aussi extraites les citations suivantes - que la manifestation était une affaire de libre consentement ».

En Lettonie, où plusieurs émissions de la radio avaient appelé à

boycotter les cérémonies et où les responsables du front populaire de journaux avaient à l'avance qualifié la révolution d'Octobre de « coup d'Etat », les défilés étaient beaucoup plus modestes (que d'ordinaire) car l'argent est pris sur les budgets municipaux. A Kiev, la capitale de l'Ukraine, « la tribune centrale était réduite en proportions et s'était rapprochée du peuple ». A Minsk, capitale de la Biélorussie, les entreprises représentées dans le cortège affichaient leurs déficits.

A Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, « plus de pompierisme : les dépenses ont été réduites de plusieurs fois par rapport à l'année dernière ». Partout, absolument partout, la célébration recule en importance, en durée et en faste et, interviewé en direct sur la place Rouge, un metteur en scène explique froidement au pays que l'important, en ce jour, est de se souvenir de toutes les victimes, car la seule garantie que « ça ne recommence pas », c'est la mémoire.

Ce n'était pas un anniversaire. C'était un enterrement et si le cadavre du stalinisme remuait encore dans le cortège des petits bureaucrates de la place Rouge, la contre-manifestation de Moscou avait été d'abord autorisée et la Pravda disait, samedi, la vérité toute bête. « Les temps, écrit-elle, exigent de profondes recherches théoriques susceptibles de répondre à la question : qu'est-ce que la socialisme ? ». Qu'est-ce que le socialisme... »

BERNARD GUETTA

ESPAGNE : proches de l'ETA

Les députés basques de Herri Batasuna ne boycotteront plus les Cortes

MADRID
de notre correspondant

Pour la première fois, la coalition basque radicale Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, sera présente au Parlement espagnol. Ses quatre députés élus le 29 octobre dernier assisteront, le 21 novembre prochain, à la session solennelle d'ouverture du Congrès des députés, s'il n'est approuvé le 7 novembre à Madrid. Ils feront le serment de respecter la Constitution, comme le veut le règlement du Parlement, mais en ajoutant la mention « par obligation légale », ce qui risque de susciter la polémique quant à la validité d'une telle formule.

Herri Batasuna s'était toujours refusé jusqu'ici à siéger aux Cortes, car c'était, aux yeux de ses dirigeants, reconnaître la mainmise de Madrid sur le Pays basque. La participation de la coalition aux institutions se limitait au niveau municipal (Herri Batasuna

contrôle plusieurs mairies en Biscaye et au Guipuzcoa), et, jusqu'en 1981, au Parlement régional de la Navarre, dont les nationalistes basques réclamaient le rattachement à leur région.

La décision rendue publique mardi - que défendait depuis longtemps déjà un secteur du mouvement, mais à laquelle s'opposait apparemment l'ETA - constitue donc un tournant. Elle pourrait signifier que les nationalistes basques radicaux ne désignent plus désormais la voie des institutions pour défendre leurs revendications. Même si cela ne signifie pas - loin de là - qu'ils abandonneront pour autant la lutte armée, comme le dernier assassinat de l'ETA, lundi, est encore venu le rappeler de manière sanglante.

Les responsables de Herri Batasuna ont d'ailleurs tenu à tempérer tout enthousiasme excessif en soulignant mardi qu'ils ne seraient présents au Parlement que de manière

ponctuelle, afin notamment d'y défendre le droit à l'autodétermination du Pays basque. Il n'en reste pas moins que leur participation aux Cortes les oblige à passer désormais du négativisme de leur rejet global des « institutions imposées par Madrid » à une phase de propositions plus concrètes.

Herri Batasuna entend élaborer un projet de nouveau statut d'autonomie pour le Pays basque, qui reconnaîtrait notamment le droit à l'autodétermination de cette région, afin de contraindre les formations nationalistes basques plus modérées à se prononcer à ce sujet. L'objectif serait de constituer ainsi au Parlement un « front nationaliste » permettant à la coalition de rompre son isolement politique. Une stratégie qui semble avoir toutefois peu de chances de réussir tant que se poursuivent les attentats et que Herri Batasuna continue de les justifier.

THÉRIY MALINAK

DIPLOMATIE

ONU

Le Conseil de sécurité a approuvé à l'unanimité l'envoi d'une force de paix en Amérique centrale

NEW-YORK (ONU)
correspondance

Pour la première fois des forces de maintien de la paix des Nations unies seront déployées en Amérique centrale. Pratiquement un mois après la proposition du secrétaire général de l'ONU (le Monde du 13 octobre), le Conseil de sécurité a approuvé à l'unanimité, le 7 novembre, la création de cette nouvelle force de paix appelée « groupe des observateurs des Nations unies pour l'Amérique centrale » (ONUCA). La formation de cette force constitue l'un des trois points des accords de Tela, conclus en février et en août 1989 par les cinq présidents de pays d'Amérique centrale, les deux autres points prévoient l'organisation d'élections au Nicaragua, en février prochain, et la fin de toute aide étrangère aux rebelles (les « contras »).

L'acceptation de cette force par Washington marque une évolution des Etats-Unis qui, jusqu'à maintenant, voyaient d'un mauvais oeil l'intervention de forces onusiennes dans leur « arrière-cour ». Le représentant américain à l'ONU, M. Thomas Pickens, a néanmoins demandé la « reconsidération » régulière de la taille et des missions de cette force en fonction de l'évolution de la situation dans la région. Le diplomate américain a également noté que les forces de maintien de la paix n'étaient pas seulement responsables des « contras », mais aussi des rebelles salvadoriens du Front Farabundo

Marti de libération nationale (FMLN).

Les forces de paix de l'ONU seront chargées de surveiller les frontières pour qu'aucun armement ne puisse parvenir aux rebelles. Le coût de cette opération impliquant six cent vingt-cinq militaires et civils est estimé à 41 millions de dollars.

La création de l'ONUCA intervient deux jours avant le début des négociations directes entre le gouvernement du Nicaragua et les « contras ». Ces pourparlers proposés par le président Daniel Ortega se dérouleront à l'ONU les 9 et 10 novembre.

AFASANE BASSIR POUR

LE GÉNIE D'UN ROI ET D'UN PEUPLE

PARUTION OCTOBRE 1989



LE MAROC DES POTENTIALITÉS

60 ans d'Histoire de l'Existence du ROI HASSAN II se confondent avec 60 années du MAROC et du devenir du peuple marocain. Un hymne à la jeunesse, un magnifique ouvrage qui a pour ambition d'offrir un panorama sur les expressions et les multiples réalisations du génie national du MAROC.

Sous la direction de :
DRISS BASRI, JACQUES CHABAN DELMAS, MAURICE DRUON, JEAN-RENE DUPUY, M. Z. A. EL-ALAOUI, H. EL MALKI, M. J. ESSAÏD, MICHEL JOBERT, A. LAROUÏ, A. RADI.

ALBUM relié sous jaquette 25x34 cm
316 pages illustrées en noir et en couleurs de photographies, de cartes etc...
290 F TTC

DIFFUSION
CHÉNE-HACHETTE

(Publicité)

Un autre visage de l'Europe

Seul ouvrage en français du nouveau premier ministre polonais
Tadeusz Mazowiecki

Disponible
chez les Editions Noir sur Blanc
Le Motif,
1147 Montricher, Suisse
ou par SEDDES,
88, boulevard Saint-Germain

L'Oslopolitik est devenue la politique de la nation allemande tout entière... Elle bouleverse non seulement les rapports de la RFA avec l'URSS mais avec tout l'Occident... Les Américains doivent maintenant partager le pouvoir.

Quelle que soit l'issue de la perestroïka, y compris son échec, la Russie de demain sera entièrement différente de celle d'aujourd'hui.

Le problème nucléaire français et britannique met en cause la survie de l'Europe occidentale dans l'indépendance et la liberté.

Le Maroc commun ne porte pas atteinte à notre intérêt national : il le consolide et l'avantage... Tout faire avec l'Europe si possible, sans elle si impossible.

Maurice Couve de Murville

Le monde en face

entretiens avec Maurice Delarue

PLON/HISTOIRE CONTEMPORAINE

EUROPE

RDA : Les changements à la tête du parti et de l'Etat

M. Willi Stoph, premier ministre pendant vingt-deux ans

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

La démission du gouvernement est-allemand met véritablement un terme à la carrière de son président, M. Willi Stoph, qui le dirigeait depuis... 1964, avec une brève interruption de trois ans entre 1973 et 1976.

En 1973, M. Willi Stoph avait été nommé président du Conseil d'Etat, c'est-à-dire chef de l'Etat, à la mort de Walter Ulbricht, qui avait conservé cette fonction honorifique après avoir été évincé par Erich Honecker de la direction du parti en 1971. Il reprit la direction du gouvernement lorsque M. Honecker se décida, lui aussi, à cumuler les fonctions de secrétaire général et de chef de l'Etat.

Né en 1914, maron de profession, Willi Stoph était entré au parti en 1931. Il a fait la guerre comme simple soldat et avait retrouvé sa place au sein de l'appareil du parti d'août 1945. En 1952, il entra au gouvernement de M. Grottel comme ministre de l'Intérieur, fonction qu'il exerça pendant trois ans, notamment au moment de l'insurrection de juin 1953. La même année

1953, il entra au bureau politique comme membre de plein droit et suivra fidèlement Walter Ulbricht qui, après l'insurrection, régla ses comptes avec ses adversaires au sein du parti. En 1954, il est nommé vice-premier ministre et prend le ministère de la Défense deux ans plus tard.

Toute la carrière de M. Willi Stoph s'est déroulée dans l'ombre de MM. Ulbricht et Honecker. Il a eu son heure de gloire au début du dialogue interallemand : c'est lui qui recut à Erfurt le chancelier Willy Brandt en 1970, lors de la première rencontre entre les chefs de gouvernement des deux Allemagnes. Il eut à supporter les acclamations dont le chancelier ouest-allemand fut l'objet de la part d'une foule qui profita de la similitude des deux prénoms pour scander : « Willi! Willi! ». Lors d'une apparition du chancelier, quelques mois plus tard, les deux hommes se rencontrèrent à nouveau, en RFA cette fois, à Kassel, où les choses s'étaient encore plus mal passées. Le chef du gouvernement est-allemand y avait été accueilli par des bruyantes manifestations de la droite ouest-allemande.

H. de B.

Démissions

Suite de la première page

Le comité central a, d'entrée, annoncé la démission dans sa totalité du bureau politique du SED afin, comme l'a déclaré M. Egon Krenz, que « les responsabilités par la situation actuelle soit clairement exprimées ».

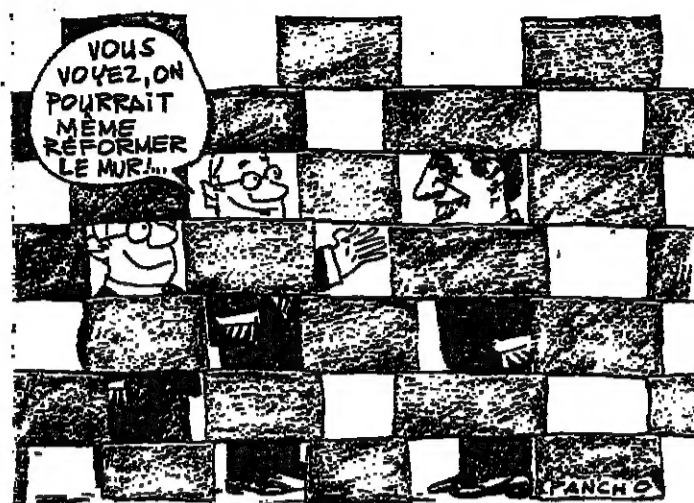
Cette session, l'une des plus dramatiques de l'histoire du Parti communiste est-allemand, se déroule sous la pression des manifestations qui continuent d'avoir lieu tous les jours dans les principales villes de RDA, en faveur de changements, sous la pression aussi des milliers de citoyens est-allemands qui continuent de préférer le refuge en Allemagne fédérale aux incertitudes de la situation actuelle chez eux. Ils sont à présent huit à neuf cent mille à partir chaque jour... Le comité central du SED est seul habilité à trancher les éventuels conflits de tendances au sein des organes dirigeants du parti. Sa réunion a été symboliquement précédée par l'annonce, vendredi dernier, du retrait de cinq nouveaux membres du bureau politique, puis par la démission en bloc, mardi soir, de l'ensemble du gouvernement.

On ne peut pas contester à l'équipe de M. Krenz, qui a la haute main sur les opérations depuis la démission le 18 octobre de M. Honecker, un certain sens de la mise en scène. Depuis plus d'une semaine maintenant, chaque jour apporte son lot, plus ou moins important, de têtes qui tombent, de nouveaux projets de réformes, plus ou moins spectaculaires, dont on attend d'ailleurs toujours la mise en œuvre.

La démission du gouvernement est une mesure logique, à partir du moment où tout le monde semble à peu près d'accord sur la nécessité de mettre en place d'importantes réformes dans tous les domaines de la vie publique. Soumis à la tutelle titillonne du Parti communiste, le gouvernement composé jusqu'ici de quarante-deux membres, n'était pas tant chargé de formuler une politique que de la mettre en œuvre, et surtout de faire en sorte qu'aucun aspect de la vie publique n'échappe au contrôle de la planification centrale. Il était devenu au fil des ans un symbole d'immobilisme incarné par la présence à sa tête depuis 1964 - avec une interruption de trois ans - du même homme, M. Willi Stoph, membre de la direction du Parti depuis 1953.

Le retrait du gouvernement a été rendu public par M. Wolfgang Meyer, dont on apprend incidemment

ment par la même occasion qu'il avait été chargé d'assurer les nouvelles fonctions de porte-parole du conseil des ministres. Dans sa brève déclaration, M. Meyer a appelé les citoyens est-allemands, « dans cette situation politique et économique grave, à mobiliser sous leurs efforts pour faire en



sorte que tous les services à la population, à la société et à l'économie, puissent continuer à fonctionner normalement ».

M. Meyer a également profité de l'occasion pour lancer une nouvelle fois un appel à tous les citoyens, « qui ont l'intention de quitter notre République, de repenser une nouvelle fois leur décision ». « Notre patrie socialiste a besoin de tous et de chacun », a-t-il dit. Le successeur de M. Stoph devrait être nommé dans les jours qui viennent par le chef de l'Etat, M. Krenz, et le nouveau gouvernement devrait être élu lors d'une prochaine session de l'Assemblée du peuple, le Parlement est-allemand.

On s'attend que la structure du gouvernement soit assez profondément remaniée, afin notamment de regrouper les ministères économiques. Le programme d'action annoncé vendredi par M. Egon Krenz, et dont les grandes lignes doivent être débattues par le comité central, prévoit d'importantes réformes dans les secteurs de l'économie et de l'éducation, des libertés publiques, notamment une réforme du code pénal, la révision du droit d'association et de l'infor-

postes. On parle notamment de faire entrer des représentants des principaux centres urbains, ainsi que des technocrates. Si les tenants d'une ligne réformatrice sur laquelle M. Krenz semble s'être appuyé ces dernières semaines paraissent avoir le vent en poupe, les rapports de forces au sein de l'actuel comité central, dont les membres n'ont pas changé, restent difficiles à déterminer.

Malgré la volonté affichée des dirigeants les plus en vue actuellement de procéder à des changements de fond, le projet de loi rendu public lundi sur les voyages à l'étranger, qui maintenait l'obligation d'un visa de sortie octroyé par l'administration, montre bien que les vieilles habitudes sont loin d'avoir disparu. La commission juridique de la Chambre du peuple a d'ailleurs demandé elle-même, mardi, le retrait pur et simple de ce projet qui a soulevé une vague de protestations dans tout le pays.

La réunion du comité central ne sera d'ailleurs que la première étape des débats à venir dans le parti sur les questions les plus importantes, comme le futur système électoral ou le maintien du rôle dirigeant du parti inscrit dans la Constitution. Avant même que ne commencent les travaux du plénum, les voix se multiplient au sein du SED pour demander la convocation d'un congrès extraordinaire qui serait chargé de préparer une réforme en profondeur du parti lui-même.

Pour le moment, le prochain congrès ordinaire est prévu au mois de mai prochain. L'importante Académie des sciences juridiques de Potsdam vient de suggérer qu'il soit convoqué avant même la fin de l'année, pour tenir compte de l'accélération des événements. Les délégués seraient élus directement par les organisations de base du parti : le congrès extraordinaire aurait à débattre de nouveaux statuts et d'un nouveau programme.

HENRI DE BRESSON

RFA

Plan d'urgence pour faire face à la crise du logement

Bonn. - La coalition gouvernementale a adopté, mardi 7 novembre à Bonn, un plan d'urgence pour faire face à une crise du logement aggravée par l'arrivée massive des réfugiés est-allemands, a-t-on appris de sources officielles. Le coalition a décidé de consacrer l'an prochain 2 milliards de deutschemarks (1,6 milliard de francs) à la construction de logements sociaux, soit 400 millions de deutschemarks de plus que prévu.

Par ailleurs, 300 millions de deutschemarks vont être consacrés l'an prochain à la construction de logements pour étudiants.

De son côté, le président du Parti social-démocrate (SPD, opposition), M. Hans-Jochen Vogel, s'est déclaré mardi favorable à la création d'une banque interallemande destinée à financer les voyages des Allemands de l'Est en RFA. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

ALGERIE Manifestation de protestation contre le séjour de pieds-noirs

Une manifestation de fils de Chouhada (martyrs de la guerre de libération) a eu lieu, mardi 7 novembre à Oran, pour protester contre le récent séjour, à l'occasion d'un match de football, de quelque trois cents pieds-noirs dans la capitale de l'ouest algérien, rapporte l'agence APS. Les manifestants, dont le nombre n'a pas été précisé, étaient porteurs de banderoles sur lesquelles on pouvait notamment lire : « Réveille-toi Chéhid », « L'indépendance est en danger ».

En outre, la ville d'Annaba, dans l'est algérien, se trouve quasiment paralysée par une grève des commerçants, a rapporté l'APS.

ÉTATS-UNIS Un trafiquant de drogue colombien condamné

Bernardo Palacios Rodan, un trafiquant de drogue âgé de quarante-quatre ans et extradé en octobre dernier par la Colombie, a été condamné mardi 7 novembre par un tribunal de Detroit (Michigan) à quinze ans de prison et à une amende de 25 000 dollars (150 000 F environ) pour trafic de drogue. C'est la peine maximale qu'il encourait pour avoir tenté de vendre, en 1983, 300 kilos de cocaïne sur la côte américaine.

COLOMBIE : Deux morts dans trois attentats. - Douze personnes ont été tuées mardi dans trois attentats perpétrés dans le pays, selon un porte-parole de l'armée, par des guérilleros de l'Armée populaire de libération (EPL). - (AFP, Reuters.)

Le Monde présente LES ÉCUS OR

lundi 13 novembre 1989

Colloque ÉTHIQUE ET FINANCE

- 15 h Introduction par André Fontaine.
- 15 h 10 « Éthique et finance », le point de vue de Carlo De Benedetti.
- 15 h 30 Première table ronde : Déontologie et nouveaux marchés financiers. François Delavanne, directeur général de la société Techniques et gestion financière; Bernard Esambert, président-directeur général de la Compagnie financière Edmond de Rothschild; Francis Dumas, maître de conférences à Paris-X; Bertrand Jacquillat, professeur à l'université Paris-Dauphine; Étienne Frittalita, président de la Banque du crédit mutuel.
- 16 h 45 Seconde table ronde : La morale et les affaires. Christian Giacomotto, président du directoire de la Banque Arjil; Jean Pasquero, professeur à l'université du Québec à Montréal; Hugues Paul, secrétaire général d'Economie et Humanisme; Jean-Marc Vernes, président-directeur général de la Banque industrielle et commerciale du Marais; Marc Vienot, président de la Société générale.
- 18 h Remise du Prix « Les Écus Or ».

SALONS DU CPCE, 10, avenue d'Iéna, 75016 PARIS
Entrée sur invitation - Tél. : 42-47-97-99

CIC PARIS.
JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE.

- Justement j'ai besoin d'un petit crédit.

صكزا من الاصل

صكنا من الاحل

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après l'élection présidentielle

Le général Aoun semble rejeter par avance les minces chances de compromis

Le président René Moawad était attendu, mercredi 8 novembre à Beyrouth-Ouest, où il doit entamer ses consultations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement libanais. De son côté, le général Aoun, de plus en plus isolé, s'est proclamé « président du Liban libre ».

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Le général Aoun se prépare-t-il à la sortie populaire d'un héros vaincu ou entend-il, jusqu'à la partition (« Je suis le président du Liban libre et souverain », a-t-il dit mardi 7 novembre au cours d'une nouvelle conférence de presse) poursuivre son combat de justicier contre quasiment tout le monde ? En se murant dans un refus total et absolu de tout ce qui, de près ou de loin, se rapporte à l'accord de Taïf — « M. Moawad est un simple

ancien député, il n'y a pas de président élu, c'est définitif », — le général Aoun semble rejeter par avance les minces espoirs de compromis que des intermédiaires s'activent à faire naître.

Or il ne peut ignorer qu'il est de plus en plus seul. Le soutien populaire dont il se réclame, réel dans les coeurs, trouve ses limites dans la raison, et le temps ne joue pas pour lui. La grève générale pour la quatrième journée consécutive mardi dans les régions est (chrétiennes) était déjà moins observée et seuls environ cinq cents jeunes sont venus manifester pacifiquement leur amertume devant l'ambassade de France.

Est-ce une des raisons pour lesquelles le général Aoun a appelé la population à « reprendre normalement ses activités » — « la révolution a eu lieu, il faut recommencer à produire » — ou est-ce parce que les manifestations risquent de dégrader comme cela aurait pu être le cas devant la radio du parti

Kataeb (Phalanges), la Voix du Liban, où des miliciens armés des Forces libanaises (FL) ont dû prendre position ?

Quoi qu'il en soit, le général s'est une nouvelle fois référé au peuple pour conforter sa légitimité, se montrant très dur à l'égard de la communauté internationale, qui a reconnu, elle, la légitimité de l'élection de M. Moawad. « Tous les Etats nous attaquent en même temps, car ils veulent que nous perdions confiance. Mais le peuple libanais et moi avons découvert la confiance en nous-mêmes, et nous pouvons, à nous seuls, changer la situation », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Aucun Etat ne nous appuyait. C'étaient tous des hypocrites qui n'ont fait que des déclarations ». Même Bagdad, qui lui a fourni une très grande quantité d'armements, avait fait savoir au général Aoun qu'il devait absolument composer, quitte à essayer de modifier les choses par la suite. Quant aux députés du camp chrétien, dont la plupart sont toujours

au nord du Liban, le général Aoun leur a conseillé de « ne pas revenir maintenant » dans le « pays chrétien ». « Ils ont enfreint la loi, c'est au procureur de la République de décider de leur sort », a-t-il dit.

Les consultations de M. Moawad

L'opposition déterminée du général n'empêche pas le nouveau président du Liban, toujours dans son fief d'Ehden dans le nord, de poursuivre ses consultations pour la formation d'un gouvernement. Selon de très bonnes sources, il a offert à M. Selim Hoss, l'ancien premier ministre du gouvernement rival du général Aoun, qui aurait accepté, de conduire le nouveau gouvernement d'union nationale. M. Hoss s'était rendu lundi à Damas, où il avait eu quatre heures d'entretiens avec le président Hafez-El-Assad.

Si la nomination de M. Hoss est confirmée, ce sera un coup très dur pour le général Aoun. Mais son attitude n'encourage pas un compromis, et la communauté sunnite, à qui revient le poste de premier ministre, manque dramatiquement de dirigeants.

Absente physiquement à Taïf, la Syrie se fait très pressante, et le vice-président syrien a fait, mardi soir, une visite remarquée de cinq heures au nouveau président libanais. A l'issue de cette rencontre, M. Khaddam a indiqué avoir transmis à M. Moawad un message du président Assad, dans lequel celui-ci l'assure de tout son appui. « La Syrie est avec le nouveau président et fera tout son possible pour assurer son succès. Le président Moawad, un vieil ami, a une vision claire du salut national et

Erratum. — Dans nos premières éditions du Monde du 8 novembre, une malencontreuse transcription nous a fait prénommer Mohamed le patriarche maronite Nasrallah Sfeir. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

est fermement déterminé à réussir dans l'application du document d'entente nationale pour mener le Liban à la paix », a-t-il notamment déclaré.

En réponse à une question sur l'attitude du général Aoun, le vice-président syrien a ajouté : « La légalité ne pourra pas demeurer un jouet aux mains de ceux qui ont voulu détruire le Liban pour de viles ambitions personnelles. Nul, ni Aoun ni un autre, ne pourra faire face à la décision du gouvernement d'imposer l'autorité de l'Etat ». M. Khaddam s'était entretenu auparavant avec l'ancien président Soleiman Frangie, ami personnel du président Assad, et avait déclaré : « Le gouvernement qui sera formé par le nouveau président de la République prendra toutes les mesures qu'il jugera adéquates pour réaliser l'unité du pays et recouvrer l'autorité de l'Etat sur chaque pouce de territoire libanais et dans toutes les régions. La Syrie offrira toute l'aide que lui demandera ce gouvernement pour étendre son autorité sur chaque pouce de son territoire ».

Il n'est pas sûr que cet empressement de Damas soit de nature à faciliter la tâche de M. Moawad, à un moment où le camp chrétien traverse, en raison de la présence syrienne, une crise des plus critiques qui menace son unité.

FRANÇOISE CHIPHAUX

(Publié)

KURT WALDHEIM À ARABIES

Le chef de l'Etat autrichien affiche son pessimisme quant à l'évolution de la crise du Proche-Orient, commente le conflit libanais, le président autrichien et yéménite des relations cordiales avec l'Iran de l'après-Khomeiny. Dans le numéro de novembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris

ISRAËL

Trente Palestiniens ont été tués en octobre dans les territoires occupés

JERUSALEM

de notre correspondant

Les autorités ont attribué à des Palestiniens du groupe islamiste Hamas de la bande de Gaza la responsabilité de l'enlèvement et de l'assassinat de deux soldats israéliens en février et au printemps derniers. Cette affaire avait soulevé une émotion particulière dans l'opinion : l'enlèvement des deux hommes, alors qu'ils faisaient de l'auto-stop en Israël même, dans le sud du pays, marquant un durcissement dans le conflit entre Israéliens et Palestiniens.

Selon des conclusions de l'armée rendues publiques mardi 7 novembre, les auteurs des deux rapt sont des militants du Hamas qui, déguisés en juifs religieux, opéraient à bord de voitures à plaques d'immatriculation israéliennes. La plupart des membres du groupe ont été arrêtés, mais trois ont réussi à s'échapper à l'étranger, a dit le porte-parole.

En Cisjordanie, les bagarres entre Palestiniens menées au nom de la lutte contre les « collaborateurs » ont fait deux morts — portant à près de cent quarante le nombre de personnes tuées, depuis le début du soulèvement, lors de ces règlements de comptes inter-palestiniens. La journée de mardi a encore été marquée par des affrontements à Kalkiya entre gardes-frontières et jeunes Palestiniens, qui avaient dressé des barrières de pneus enflammés et lançaient des pierres. Un garçon de treize ans a été tué.

Depuis le début du mois, il n'y a pas eu une seule journée sans un mort palestinien dans les territoires occupés lors d'affrontements avec l'armée. Durant le mois d'octobre, trente Palestiniens ont été tués par l'armée dans les territoires (un des bilans les plus élevés de l'année en cours).

Al. Fr.

Le président Bush rejette toute éventualité de partition

Washington. — Le président George Bush s'est déclaré, mardi 7 novembre, au cours d'une conférence de presse, « profondément offensé » par l'invasion, lundi, du patriarcat maronite de Beyrouth, au cours de laquelle des partisans du général Michel Aoun « ont essayé d'humilier le patriarcat ».

Le président a affirmé que ces actions « ne contribuaient en aucune manière » au rétablissement de la paix au Liban. « L'action des partisans du général Aoun doit être condamnée », a-t-il dit. M. Bush a, d'autre part, rejeté toute éventualité de partition du Liban. « Cette idée est totalement inacceptable », a-t-il déclaré.

Le président américain, qui a réaffirmé le soutien des Etats-Unis aux efforts du trépas arabe ayant abouti aux accords de Taïf, a exprimé l'espoir qu'à l'issue de l'élection du président René Moawad — il sera possible de trouver

un moyen de retirer toutes les forces étrangères du Liban ». « Je dis bien toutes », a-t-il souligné dans une allusion à la zone de sécurité israélienne au Liban sud.

Le président George Bush s'est montré, par ailleurs, réservé à l'égard d'une rencontre avec le premier ministre israélien Yitzhak Shamir, qui doit effectuer une visite privée aux Etats-Unis la semaine prochaine. Il a affirmé qu'il était « certainement disposé à envisager » une telle rencontre.

Sans mentionner directement l'acceptation sous réserves donnée par le gouvernement israélien aux propositions du secrétaire d'Etat James Baker en vue de l'ouverture d'un dialogue palestinien-israélien, le président a souligné qu'« un réel effort est actuellement en cours pour établir un soutien » à ce plan. Il s'est déclaré en faveur d'une rencontre avec M. Shamir si celle-ci

peut être constructive et si « nous avons quelque chose de positif à discuter ».

Le président Bush a émis, d'autre part, l'« espoir » que la décision américaine de restituer à l'Iran 567 millions de dollars d'avoirs gelés allait « dégager le terrain » pour la libération des otages américains au Liban. — (A.F.)

Les conditions syriennes pour le retrait de ses troupes. — Dans un entretien accordé au mensuel France-Pays arabes, M. Mohamed Salameh, le ministre syrien de l'information, affirme que la Syrie pose deux conditions à l'évacuation de son armée du Liban : l'arrêt de la guerre civile et le retrait de l'armée israélienne en application de « la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies ».

On finit toujours par remarquer celui qui est le plus ouvert.



Etre ouvert, c'est avant tout un état d'esprit.

Une volonté de ne pas s'enfermer dans un système de pensée, un désir de dialoguer, de s'enrichir au contact des autres, de partager informations et moyens,

une faculté d'adaptation à l'imprévu, d'intégration dans tous les environnements.

Etre ouvert, en informatique, comme dans la vie quotidienne, c'est mieux communiquer pour mieux créer et mieux produire.

Pour NCR, être ouvert, c'est aussi répondre à vos véritables besoins d'aujourd'hui, sans hypothéquer l'avenir.

C'est décentraliser l'intelligence

informatique, pour permettre aux groupes de travail de s'exprimer et de réaliser des traitements intelligents, améliorant ainsi la souplesse, la rapidité et la pertinence des décisions.

C'est vous offrir la puissance

et la créativité : des postes de travail personnels, intelligents, assortis des outils de productivité générateurs d'applications et interfaces de réseaux ; des plates-formes départementales accessibles par plusieurs centaines d'utilisateurs ; des systèmes s'intégrant en toute transparence dans la plupart des environnements réseaux.

Pour NCR, pionnier de l'environnement UNIX, l'ouverture est plus qu'un choix : une conviction profonde, qui s'exprime sur toute la ligne.

Peut-on encore passer à côté d'un constructeur aussi ouvert ?

NCR France
Tour Neptune, Cedex 20
92086 Paris La Défense
Tél. : (1) 49.03.27.75

NCR

Pour créer la valeur

AFRIQUE

NAMIBIE : l'élection d'une Assemblée constituante

A pied, à cheval ou à vélo...

Les Namibiens ont commencé à voter dans le calme, le mardi 7 novembre, pour élire une Assemblée constituante. Ce scrutin doit durer cinq jours. La SWAPO, le principal mouvement nationaliste, est donnée gagnante.

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

En sortant du bureau de vote improvisé dans un coin de l'aéroport, le jeune homme a un large sourire. Eddy est heureux. Pour la première fois, il vote. Pas à l'importation quel scrutin, mais à celui qui doit apporter l'indépendance, à son pays. Tout fin de lui, il salue quelques amis au passage comme s'il avait accompli un geste héroïque. Inutile de lui demander pour qui il a voté. Le slogan sur son tee-shirt (« La SWAPO est le peuple ») dispense de poser la question. Mais va-t-elle gagner ? « Nous verrons bien ! », répond Eddy.

Eddy, comme tous les Namibiens, a attendu très longtemps son tour en ce premier jour de scrutin. Voter est affaire de patience. Partout, les queues sont interminables, ondulantes et serrées comme si chacun était pressé de déposer son bulletin dans l'urne. Une foule disciplinée, Blancs et Noirs mélangés, qui a attendu des

heures durant sous un soleil impitoyable. Beaucoup sont arrivés bien avant l'ouverture à 7 heures du matin et, à l'heure de fermeture, douze heures plus tard, il y avait toujours des queues.

Déjà, on se demande si cinq jours de scrutin suffiront. Cette consultation est une première, donc un exercice difficile pour une population néophyte en la matière. Avant de pouvoir déposer son bulletin dans l'urne, la procédure peut prendre dix minutes, si tout n'est pas en règle. En dépit de tous ces handicaps, cela fonctionne plutôt bien. Les responsables sud-africains comme le personnel de l'ONU sont tout sourires. « Je suis admiratif du régime de tous ces Namibiens », déclare, enthousiaste, une Américaine des Nations unies. Cela prouve, à son avis, que « tout le travail accompli valait la peine ».

Le cœur et la raison

Son choix fait, une femme se frotte les mains vigoureusement. Non pas de contentement, mais pour tenter de se débarrasser du produit dans lequel elle les a trempées. Peine perdue, cette encre indélébile, invisible, a imprégné sa peau pour au moins cinq jours afin d'éviter qu'elle retourne au bureau, si tant est qu'elle ait envie de refaire la queue.

Katutura, la township noire de la capitale, a un air de fête. Partout, les drapeaux flottent. Chaque maison, ou presque, affiche ses opinions. L'Alliance démocratique de la Tumballe (DTA), rive de la SWAPO, a entrepris la conquête des mûrs de lumière qui éclairaient la cité, plaçant des cascades d'affiches jusqu'à 20 mètres de hauteur. Les fanions des partis claquent aux portières des voitures. Des groupes de danseurs se sont formés devant les sièges de certaines formations qui ont mis la sono plein pot.

Dans la ville blanche, en revanche, rien ne témoigne de l'importance de ce jour historique, si ce n'est l'afflux de plus de mille journalistes. Windhoek bruit de toutes sortes de rumeurs. Windhoek, littéralement le coin du vent, que l'on a déjà songé à rebaptiser le coin des rumeurs, Murenhok. Bartel, un ingénieur civil né en Namibie et qui a bien l'intention d'y rester, est optimiste. Il pense que les premières années de l'indépendance risquent d'être difficiles sur le plan économique. « Je suis partagé entre la cœur et la raison, confie-t-il, mais je crois que le bon sens l'emportera et que la SWAPO [qui] donne vainqueur » tiendra compte des expériences malheureuses des autres pays africains ».

Quel spectacle surprenant, tout de même, de voir, devant le Tal Park Recreation Center,

cette queue de vieilles Allemandes, de bonnes sœurs, de Boers en culottes courtes et de Noirs attendre gentiment leur tour. Même spectacle à l'aéroport, où des Sud-Africains sont arrivés par avion spéciaux ou par vols réguliers pour voter. Dix mille d'entre eux se sont inscrits sur les listes électorales, un droit acquis par la naissance sur le territoire ou par la résidence pendant quatre années successives. Des autobus ont été affectés pour les transporter jusqu'aux iso-

les. Les Namibiens viennent souvent du fond de leur campagne, à cheval ou à vélo. Des hélicoptères transportent les urnes dans les villages les plus isolés. Une entreprise gigantesque, « unique au monde », selon M. Gerhard Roux, porte-parole de l'administrateur général sud-africain, M. Louis Pienaar. Une opération qui, au total, a déjà coûté 400 millions de dollars. L'indépendance est, aujourd'hui, à ce prix.

MICHEL BOLE-RICHARD

Explosion d'une mine. — Trois enfants ont été tués sur le coup, mardi 7 novembre, par l'explosion d'une mine à Okalanga, à l'est d'Oshana, dans la province d'Ovamboland (nord de la Namibie), a-t-on appris de source officielle. — (AFP.)

TUNISIE : le deuxième anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Ben Ali

« Il n'y a pas de place pour un parti religieux » affirme le chef de l'Etat

Dans un discours prononcé devant la Chambre des députés, mardi 7 novembre, à l'occasion de la célébration du deuxième anniversaire de son accession au pouvoir, le président Ben Ali a déclaré « à ceux qui confortent religion et politique qu'il n'y a pas de place pour un parti religieux » en Tunisie.

d'un mouvement au langage ambigu. « Rien ne justifie la constitution d'une formation tant que celle-ci n'aura pas défini le modèle de société qu'elle préconise », estimait, déjà en juillet, le président Ben Ali. Apparemment peu troublé par une récente campagne islamique contre les « abus » du pouvoir, le chef de l'Etat paraît prêt à s'engager dans une épreuve de force.

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Intervenant un mois après la mise en accusation par le mouvement islamique Ennahdha (la Renaissance) du ministre de l'éducation, M. Charfi, pour sa politique de laïcisation de l'enseignement, cette déclaration « clarifie définitivement les choses », estime-t-on dans les sphères officielles. Avatar du mouvement de la tendance islamique MTI, pourchassé par M. Bourguiba dans les années qui précèdent l'expulsion de ce dernier, Ennahdha s'était vu refuser sa légalisation en juin à cause des condamnations pénales prononcées contre certains de ses dirigeants sous le précédent régime. Depuis une amnistie générale au début de l'été, la question de son agrément officiel se posait à nouveau.

Alors que l'Algérie avait accordé son agrément à un Front islamique du salut, qui est déjà une composante majeure sur l'échiquier politique, la Tunisie paraissait hésiter sur la conduite à tenir à l'égard

Application du pacte national

Toutefois son discours du 7 novembre ne paraît pas de nature à lui valoir un soutien ferme des partis d'opposition légaux. Les élus-majors du PC et du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), par exemple, s'accordaient, mardi soir, un délai de réflexion avant de se prononcer publiquement, mais leurs réactions officielles étaient négatives. Ils n'apprécient pas que M. Ben Ali ait pu parler, mardi, de « la transparence et l'équité les plus totales », à propos des élections législatives d'avril lors desquelles le parti avait emporté tous les sièges.

« Nous n'avons épargné aucun effort pour soutenir à différents niveaux l'ensemble des partis reconnus en les aidant à faire face aux impératifs de leur action et à affirmer leur présence sur la scène politique », a dit M. Ben Ali en faisant le bilan de ses deux premières années de pouvoir. L'opposition légale était présente à la réception donnée au palais de Carthage. Au milieu des congratulations, un responsable du MDS ne se privait pas de dénoncer « des comportements de parti-Etat, affirmant que rien n'avait changé en province où l'opposition reste muselée par les gouverneurs ».

La volonté d'enrayer l'action des partis légaux profitera finalement, selon beaucoup d'observateurs, aux extrémistes islamistes qui apparaîtront comme le seul recours sérieux. Du côté du PC comme du MDS, on redoute un face-à-face entre les islamistes et un pouvoir qui aurait choisi de s'appuyer sur le seul parti gouvernemental. Néanmoins, on ne ferme pas totalement la porte à une suggestion du chef de l'Etat quant à la création d'un « conseil supérieur du pacte national », organe de concertation qui permettrait de discuter du contentieux entre l'opposition et le gouvernement et qui veillerait à l'application effective de ce pacte national signé, le 7 novembre 1988, par tous les partis légaux après de longues tractations.

MICHEL DEURÉ et JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Un libéralisme à visage humain pour le tiers monde ?



Une lecture aussi passionnante qu'enrichissante... Un livre aussi intelligent qu'informé.

Alfred Grosser, La Croix

Zaki Laidi, chercheur au CNRS, brosse une histoire vivante et imagée de cette puissante machine.

G.M., L'Expansion

FAYARD

ETHIOPIE

Limogeage surprise du numéro deux du régime

Le premier ministre éthiopien, M. Fikre Selassie Wog-Deres, considéré comme le numéro deux du régime d'Addis-Abeba, a été limogé, mardi 7 novembre, pour « raisons de santé », par le bureau politique du parti unique au pouvoir, le Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), a annoncé la radio officielle, qui a précisé que cette décision avait été entérinée par le président Mengistu (nos dernières éditions du 8 novembre).

Après la tentative de coup d'Etat en mai, des rumeurs avaient couru selon lesquelles le premier ministre pouvait être impliqué. La disparition de M. Fikre Selassie, ancien officier de l'armée de l'air, de toute manifestation publique durant plusieurs jours avait alimenté ces spéculations. Les forces armées avaient été mêlées de près à la tentative de putsch.

M. Fikre Selassie, qui était capitaine dans l'armée de l'air au moment où a été créé le comité militaire d'administration provisoire (DERG) en 1974, avait été nommé premier ministre en septembre 1987, lorsque le pays était devenu une république populaire démocratique. Il était considéré comme très loyal au chef de l'Etat et comme un inébranlable partisan du régime. L'annonce surprise de son limogeage n'a pas été suivie d'une indication sur sa succession. Selon de bonnes sources, un de ses anciens adjoints, M. Haile Yimenu, serait appelé à lui succéder. — (AFP.)

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

COMMENT ENSEIGNER L'HISTOIRE

Avec notamment des articles de : Jean-Michel GAILLARD, Yvonne SIMON, Louis MERIAUX, Pascal DRY, Jean PEYROT, Madeleine REBERIOUX.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

COMORES : l'adoption d'un projet de réforme constitutionnelle

Le référendum a été marqué par de nombreux incidents

MORONI

de notre envoyée spéciale

Selon les autorités gouvernementales, c'est à une écrasante majorité qu'un projet de réforme de la Constitution a été approuvé, dimanche 5 novembre, par les électeurs de l'archipel des Comores : 92,5 % d'entre eux se sont prononcés en faveur du « oui », 7,5 % seulement ayant voté « non », a annoncé, mardi 7 novembre, à la présidence. Ce projet de réforme devrait permettre au chef de l'Etat, M. Ahmed Abdallah, soixante-douze ans, de briser un troisième mandat de six ans, lors de la prochaine élection présidentielle. Ce projet prévoit aussi de restaurer la fonction de premier ministre.

Plusieurs incidents ont, toutefois, émaillé ce scrutin. Tandis que, sur l'île d'Anjouan, le bureau du gouverneur a été l'objet d'une tentative d'incendie dans la nuit de samedi à dimanche, à Moroni, en Grande-Comore, une charge explosive a été déposée devant le portail

de la résidence du ministre des finances, M. Said Ahmed Said Ali, sans faire ni victimes ni dégâts importants. Six personnes ont été arrêtées à Anjouan, selon le président Abdallah, qui considère ces incidents comme relevant de « terrorisme ».

Le chef de l'Etat a, en revanche, fermement démenti les accusations portées par l'opposition quant à la régularité du scrutin. Dans un communiqué commun publié à Moroni, les cinq partis de l'opposition comorienne affirment notamment que les bureaux de vote manquaient « presque tous » d'isoloirs, que les assesseurs ont été « refusés » et que l'armée aurait « enlevé les urnes avant l'heure de fermeture pour éviter que la dépouille ne se fasse sous les yeux du public ». A les en croire, une cinquantaine de personnes auraient été arrêtées, le 5 novembre, une trentaine restant encore détenues.

CATHERINE SIMON

REV VACANCES

PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges. Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à REV VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Code postal _____

Ci : LMEG Toutes les villes d'Algérie à Accra Pensions complètes prix France/France (à partir de 150 F)

سكن من الاجل

صكنا من الامم

Océanie

L'île Maurice, nouveau « petit dragon »

Disparition du chômage, forte croissance : grâce au succès de sa zone franche, le pays vit une révolution économique et culturelle

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Même à Maurice, il ne suffit pas d'être riche. Ce pays cultivait la canne à sucre et les préjugés, notait naguère Malcolm de Chazal, son plus grand écrivain. Aujourd'hui, si la canne pousse toujours autant, elle n'est plus la reine incontestée de Maurice. Et sur cette terre de castes et d'ethnies, les préjugés, eux aussi, reculent.

Rien d'étonnant à cela : depuis quelques années, Maurice vit une double révolution, économique et culturelle. Grisée par une soudaine réussite industrielle, l'île s'engouffre dans la modernité. Au commencement, il y eut le « boom ». Et quel « boom » ! Appelés au chevet de Maurice en 1982 par la gauche tout juste triomphante, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale prescrivirent un traitement draconien : austerité budgétaire, libéralisation des prix, remise en ordre de la fonction publique. Adouci à la demande du premier ministre Anerood Jugnauth, il écrivit néanmoins l'économie languissante.

Le destin de l'île bascula sur un coup de poker : la relance de la zone franche, qui végétait depuis sa création, en 1970. La chance sourit alors à Maurice. La reprise de l'économie mondiale étant au rendez-vous, l'île put exploiter à fond deux atouts maîtres : son appartenance à la convention de Lomé, qui ouvre à ses produits un libre accès, sans quotas ni droits de douane, au marché européen ; la modestie de ses coûts salariaux, quatre fois moindres qu'à Taiwan ou à Singapour.

Le regard vers l'Asie

L'ouverture accrue du marché américain, l'attrait des avantages offerts aux investisseurs et l'arrivée des Chinois de Hongkong en quête d'une terre d'accueil pour leurs capitaux scellèrent le succès de l'opération. Les Mauriciens, qui n'avaient jamais eu leur argent au temps des vaches maigres, eurent la sagesse « patriotique » d'investir le pécule du sucre dans l'industrie locale. Aujourd'hui, la zone franche, disséminée dans l'île, compte six cents entreprises (dont quatre-vingts françaises). Objectif avoué : faire de Maurice tout entier un entrepôt hors taxes.

Ainsi, l'île s'affranchit de sa monoculture. Si les profits du sucre, fortement imposés, restent la première richesse de l'État, la canne n'alimente plus qu'un tiers des recettes d'importation (1). Le tourisme, en essor rapide — 245 000 visiteurs en 1988, — représente la troisième ressource du pays. Maurice engrange ses devises, maintient en équilibre sa balance des paiements et se permet au passage de rembourser ses dettes par anticipation. Histoire d'honneur sa réputation de bon élève du FMI.

Réussissant là où tant d'autres ont échoué, Maurice sort d'un pas

alerte du sous-développement. L'île s'offre une somptueuse croissance annuelle : environ 7 % entre 1983 et 1988. Avec près de 2 000 dollars par habitant, elle est déjà — et de loin — un pays « à revenu intermédiaire ». Économiquement, elle tourne le dos à l'Afrique voisine et regarde vers l'Asie — à la fois lointaine et proche — d'où viennent les petites nations prises pour modèles (Taiwan, Singapour). Elle songe à devenir le « petit dragon » de l'océan Indien.

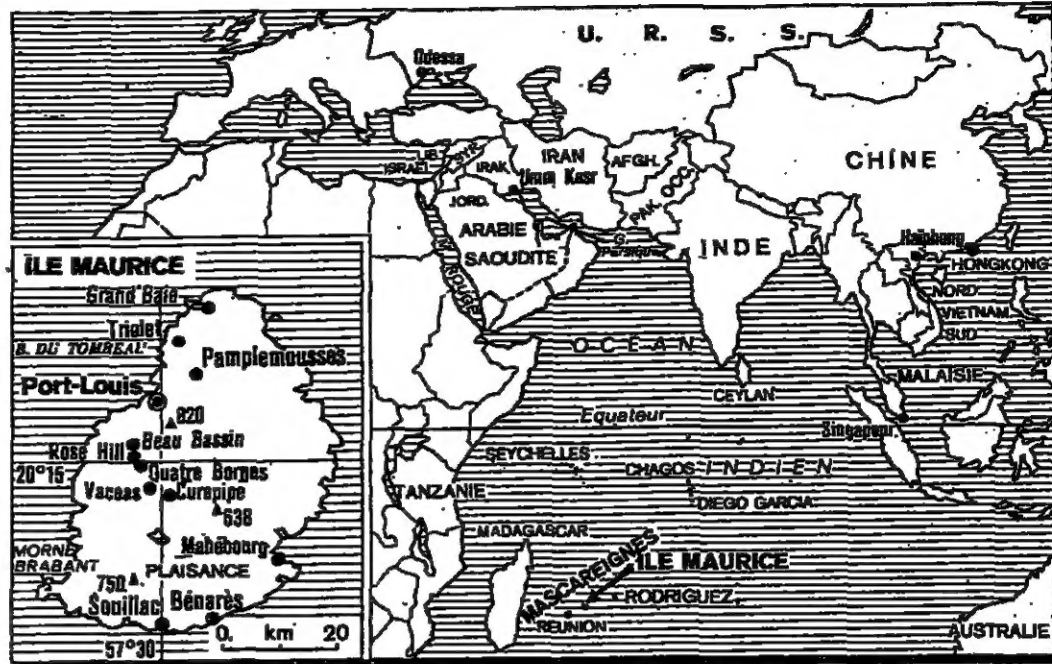
Les Mauriciens ont découvert l'ambition. La vieille mentalité d'assisté, entretenue par un pouvoir paternaliste soucieux de s'attacher les faveurs d'une armée de fonctionnaires, s'estompe devant l'esprit entrepreneur. Servir l'État, moyennant un emploi garanti à vie, n'est plus de mode. Chacun rêve de « travailler à son compte », d'être un « créateur » productif. En multipliant les ateliers de sous-traitance, la zone franche a favorisé cet esprit d'initiative, stimulé le goût du gain et du risque.

Le chômage, qui, au début des années 80, gagnaient le moral des Mauriciens, a disparu des discours et des esprits. Se souvenant à Port-Louis — c'était hier — de ces jeunes qui, leur carte de chômage à la main, se pressaient par centaines chaque matin devant le bureau du premier ministre, en quête d'une tâche de journalier ? Aujourd'hui, les douze mille jeunes qui arrivent annuellement sur le marché trouvent du travail. Avec un taux de chômage nominal inférieur à 3 %, Maurice possède un rare privilège, le sur-emploi. Et les patrons se sont à déplorer un fort absentéisme, en particulier après le repos dominical.

Le remarquable succès du contrôle des naissances empêche, vingt ans plus tard, de renouveler la force de travail. D'autant que, pour avoir gravement négligé la formation technique et professionnelle, l'île affronte un paradoxe : sa jeunesse est à la fois hautement scolarisée et mal préparée à la vie active dans une économie en pleine transformation. L'industrie textile manque, par exemple, d'ingénieurs et de dessinateurs. Maurice souffre aussi à retardement de l'exode massif des années 60 et 70. L'absence des cadres, exilés à Paris, à Sydney ou à Ottawa, se fait durement sentir.

Cette pénurie de main-d'œuvre n'épargne aucun métier, si modeste qu'il soit. Maçons ou menuisiers deviennent des oiseaux rares. La désertion de certains métiers encourage, accessoirement, la mobilité ethnoprofessionnelle. Tel épiciers chinois vendra sa boutique à un hindou de son village, faute de trouver un successeur parmi ses enfants. L'agriculture commence à manquer de bras, et l'on voit désormais un peu trop de vieilles femmes parmi les coupeurs de canne. La main-d'œuvre se faisant rare, donc chère, les salaires flambent (+ 50 % en trois ans). D'où une inflation avoisinant 15 % — le seul mauvais chiffre de Maurice — et qui entretient la surchauffe de l'économie.

De l'aveu du premier ministre, une solution s'impose : importer de



L'île Maurice a une superficie de 1 865 kilomètres carrés et compte environ un million d'habitants. Cette population, désormais stable, est pour 52 % d'origine indienne et de religion hindoue, et pour 16 % d'origine indienne et de confession musulmane. S'y ajoutent quelque trente mille Chinois, en majorité catholiques. Le reste compose la « population générale », en quasi-totalité chrétienne, qui comprend les Noirs, les Blancs (à peine dix mille) et surtout les métis créoles.

La main-d'œuvre, qualifiée ou pas. Mais l'affaire est délicate dans un pays dont l'histoire même n'est qu'une longue immigration forcée, d'esclaves puis de travailleurs sous contrat venus d'Inde. Tout apport humain extérieur risque de modifier le fragile équilibre des diverses communautés ethniques. « Maurice a besoin de plusieurs milliers de techniciens et de travailleurs agricoles », souligne M. Jugnauth. Ils pourraient venir de Rodrigues (2), de Madagascar ou d'Inde.

Maurice goûte les joies neuves d'une relative aisance. Bien des familles touchent maintenant deux ou trois salaires et commencent à acheter des voitures. Trois mille voitures ont été achetées à bon prix par des fonctionnaires à qui le pouvoir avait opportunément offert diverses exemptions douanières en guise de cadeau préélectoral. Les magnétoscopes s'arrachent et l'île compte déjà quelque sept cents « clubs vidéo » où l'on vient, le vendredi, faire provision de cassettes pour le week-end.

L'air du temps souffle sur Maurice. A l'arrivée de Madagascar, sa grande et farouche voisine, la petite île s'est toujours ouverte aux vents du large. Restée à l'écarte attentive de l'Europe, la société mauricienne vit, elle aussi, les grandes mutations venues du Nord. Dans un pays où la politique fut longtemps une passion nationale attisée par une presse abondante et frondeuse, la crise des valeurs et des idéologies a démolie la population.

Lâchés pour compte

Ce phénomène universel a surtout desservi le Mouvement militant mauricien (MMM), principal parti de gauche, qui servait naguère catalyser les énergies. Si la consommation de drogue a régressé en même temps que le chômage, il est devenu difficile de faire descendre dans la rue une jeunesse qui préfère les gradins du champ de courses — autre loisir national — aux estrades des tribunes.

L'argent facile nourrit une corruption naissante, le tourisme est l'enjeu d'une intense spéculation foncière, l'industrialisation sauvage a pollué quelques beaux lagon et de malheureux projets d'urbanisme menacent, par exemple, de dénigrer la jolie « place d'Armes » de Port-Louis. Inondée par les sous-cultures et les sous-produits de l'Occident, Maurice perd ses marques. Certains compensent leur désarroi par un regain de religiosité dont profitent des sectes en tout genre. Mais le combat anti-moderniste ne fait pas recette et l'austérité ombreuse du leader hindouiste Harish Boodhoo trouve peu d'écho auprès des jeunes.

Les habitudes familiales sont mises à mal. « Ici, tout est tabou », déplorait Malcolm de Chazal. C'est aujourd'hui moins vrai. La fréquence accrue des mariages mixtes (entre ethnies) en est le meilleur signe. Pour protéger leur identité, les communautés mauriciennes pratiquent depuis toujours l'endogamie, confiant à de vieilles tantes l'arrangement des hymens. Certaines familles musulmanes, craignant la méfiance, vont jusqu'en Inde dénicher le beau

Double signe des temps : les mariages mixtes progressent (10 %) et d'abord chez les familles musulmanes. En 1987, celles-ci représentaient 45 % des « mariages mixtes ». Curs d'une parodie de Port-Louis — et neveu de Malcolm de Chazal — le père Henri Souchon célèbre régulièrement de telles unions. Plus que les couples, il marie les familles qu'il aide à vaincre leurs réticences. Là encore, la zone franche a joué son rôle, en bâtissant l'émancipation féminine. Quatre employés sur cinq y sont des femmes, en majorité des « petites mains » du secteur textile. Avec le recul de l'endogamie, s'érode peu à peu l'un des piliers de la société traditionnelle.

La croissance ne profite pas également à tous. Lâchés pour compte

du progrès, nombre de créoles — noirs et métis — ne recueillent que les miettes de la prospérité nouvelle — petits salaires, maigre éducation — et trébuchent plus souvent qu'à leur tour : épilepsie, prostitution, criminalité. Ils sont près de un habitant sur trois, mais seulement 7 % des bacheliers. Au collège royal de Curepipe, le meilleur établissement secondaire de Maurice, les créoles de chaque promotion se comptent sur les doigts d'une main. Leur communauté ne possède presque ni médecin ni professeur.

Individualistes, les créoles manquent souvent d'ambition et de confiance en eux. Désinvoltes ou découragés, ils se moquent alors du lendemain. Leur solidarité familiale et communautaire est moins

forte que chez les autres ethnies. Protectrice traditionnelle des créoles, l'Eglise catholique les a mal préparés au monde moderne. Son paternalisme, comme celui du patronat franco-mauricien, handicape aujourd'hui une population trop longtemps assistée.

Les jeux politiques ont également nui aux créoles. Gaston Duval, leur flamboyant leader, a perdu de sa superbe. S'il s'est beaucoup démené pour faire connaître Maurice à l'étranger, l'ancien vice-premier ministre n'a guère rendu services à sa communauté. Brillant tribun, démagogue et souvent futile, il l'a trop flattée, la persuadant de sa toute-puissance. Le défacement des créoles est à la mesure de leurs illusions passées. Leur marginalisation risque de renforcer les crispations communautaires, au rebours de l'évolution sociale.

Le « communalisme » reste, il est vrai, le fil d'Ariane de la vie politique. Ce vieux réflexe conduit les Mauriciens à voter très largement selon des clivages ethniques. Mais pour cette « nation plurielle », fascinant vivre culturel et religieux, le « communalisme » n'est pas, en soi, une calamité. Il exprime aussi le droit à la différence, le souci légitime de protéger chaque identité culturelle. Comme le dit joliment le Père Souchon : « Maurice ne doit pas devenir une marmelade douceâtre. Elle doit rester une vraie salade de fruits où le parfum de chacun d'eux enrichit la saveur générale. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(1) Grâce au « protocole sucre » conclu en 1975 avec la Communauté européenne, celle-ci achète à Maurice environ 80 % de sa production sucrière (508 000 tonnes) sans droits de douane en 1988 à un prix garanti trois à quatre fois supérieur au cours du marché libre.

(2) Minuscule dépendance située à 600 km de Maurice et dont les 37 000 habitants, essentiellement créoles, sont frappés par un fort chômage.

Deux alliés devenus rivaux...

Anerood Jugnauth et Paul Béranger dominent une vie politique fortement personnalisée

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Anerood Jugnauth est un premier ministre heureux. Son règne, quoiqu'il advienne, restera associé au « miracle » économique mauricien, même si cet heureux événement fait aujourd'hui l'objet d'un conflit de paternité. Le chef du Mouvement militant mauricien (MMM) Paul Béranger et ses amis affirment avoir été les artisans de ce miracle, qu'ils ont obtenu le 10 mars 1983 les vrais « accordeurs » de la croissance. A les en croire, Anerood Jugnauth n'aurait plus eu, après leur départ du gouvernement, qu'à présenter le bébé au peuple.

L'intéressé conteste bien sûr cette version des faits : « Paul Béranger et ses amis ont eu des finances — avait capitalisé sous les dictats du FMI et de la Banque mondiale. En appliquant les mesures d'austérité qu'ils préconisaient, nous aurions provoqué une explosion dans ce pays. Nous n'avions pas reçu pour mandat de crucifier les gens sans pitié. J'ai donc tout renoué et j'ai obtenu un assouplissement de leur plan initial. L'Histoire m'a donné raison. » L'Histoire et il en convient — une bonne dose de chance.

Après plus de sept ans à la barre et trois victoires électorales, en 1982, 1983 et 1987 — dont les deux dernières entrecoupées par son nouveau parti, le Mouvement socialiste militant (MSM) — M. Jugnauth a pris de l'assurance. Cet ancien avocat des cinquante-neuf ans, issu d'une famille de planteurs hindous appartenant à la caste intermédiaire — et la plus nombreuse — celle des Valthyas, utilise pleinement les vastes pouvoirs qu'il tient de la Constitution. Ainsi a-t-il neutralisé, tour à tour, ses deux anciens alliés, devenus rivaux : M. Harish Boodhoo, mystique hindou et chef du Parti socialiste mauricien (PSM) ; Sir Gaston Duval, le « roi créole » déchu, leader du Parti mauricien social-

démocrate (PMSD) et inculpé aujourd'hui dans une vieille affaire criminelle, l'assassinat, il y a dix-huit ans, d'un militant de gauche.

Les adversaires du premier ministre lui reprochent de prendre ses aises en encourageant des mesures « à l'afrique », étrangères à la tradition mauricienne. Un barrage et une assemblée portant son nom, des billets de banque et des pièces d'or, son effigie. Pêchées d'orgueil ? Prémisses d'une dérive autoritaire ? M. Jugnauth n'y voit que des vertueuses péripéties liées à l'exercice du pouvoir, dans un pays trop petit pour ne pas favoriser une vie politique fortement personnalisée.

Déception

Le triomphe de la gauche en 1982 — soixante députés à rien — et son rapide éclatement inspirent encore, sept ans après, commentaires et regrets. Le souvenir de cet espoir déçu nourrit le « seul chagrin » d'Anerood Jugnauth. « Avec 60-0, on aurait pu faire un travail formidable, mais il y avait mon ami Béranger et ses défauts... » Ah ! Béranger. L'ancien enfant terrible de la gauche reste le plus controversé des Mauriciens. Esprit brillant, travailleur acharné et — au pouvoir — gestionnaire compétent, il est trop entier pour s'accommoder d'un partage de l'autorité, et son mauvais caractère supporte mal la contradiction, même si elle émane de ses amis. « Je dis ce que je pense, quitte à faire des vagues », s'écrit le secrétaire général et véritable patron du MMM. « Je ne suis pas un bureaucrate. »

Depuis deux ans que le MMM — qui vient de célébrer son vingtième anniversaire (le Monde du 3 octobre) — a un nouveau président, M. Prem Nabsang, et le leader de l'opposition parlementaire et premier ministre potentiel en cas de succès électoral de son parti, l'heure est à la déception entre la gauche et le pouvoir de centre droit. Une réconciliation est-elle possible entre Anerood Jugnauth et Paul Béranger, deux hommes qui militèrent ensemble

pendant quatorze ans et se sont rencontrés, début octobre, pour la première fois depuis leur rupture ? La majorité des Mauriciens souhaitent une « grande coalition » social-démocrate où les hommes de talent du MMM pourraient donner leur mesure et ne plus se cantonner dans la gestion municipale.

Mais pour l'instant, le premier ministre exerce de telles retournelles. L'appoint en sièges de son allié, le Parti travailliste, pourtant déchu depuis 1982 l'ombre de lui-même, lui assure une majorité confortable au Parlement. Si l'économie reste au beau fixe, il a toutes chances de l'emporter lors des prochaines élections, dans trois ans. Bref, pour lui, rien ne presse. « Je suis prêt au dialogue, mais jusqu'à preuve du contraire, hélas, Paul n'a pas changé », constate-t-il sans trop s'en désole. Il sait bien qu'en cas d'alliance, le MMM est à prendre avec Paul Béranger, ou à laisser. Car même si ce dernier — « communalisme » oblige — ne peut, étant créole, espérer un jour gouverner Maurice, le poste de premier ministre incombant forcément à un membre de la communauté hindoue, il incarne plus que tous les autres la légitimité de la gauche.

Vingt et un ans après l'indépendance, la vie politique se remue souvent, pour l'essentiel, à une lutte d'influence entre la majorité hindoue et le bloc des minorités, notamment créole et musulmane. Au-delà des slogans sur l'unité nationale, la gauche n'a pu s'affranchir de cette réalité torpide. L'examen minutieux des résultats électoraux révèle une coïncidence troublante : l'anomalie de 1982 mise à part — entre les voix reçues par le MMM et celles recueillies, à droite, par le PMSD de Gaston Duval, à l'époque de sa gloire. Les deux parties seraient donc, à des époques différentes, profit d'un vote « anti-hindou ». Dure leçon pour les anciens révolutionnaires qui proclamaient hier vouloir remplacer « la lutte des races par la lutte des classes ».

J.-P.-L.

CIC PARIS.

JAMAIS UNE BANQUE N'AVAIT AUTANT PAYÉ DE SA PERSONNE.

— Je demande à voir.

Les prolongements de la polémique sur le foulard islamique

M. Jospin devant les députés socialistes : « Laïc, de toute éternité »

Les passions continuant de se déchaîner à propos de l'affaire du voile islamique. Le ministre de l'éducation nationale, qui s'est expliqué mardi 7 novembre devant les députés socialistes, a dû faire face à une forte opposition, en dépit d'une volonté d'apaisement exprimée notamment par MM. Mermaz et Mauroy. La droite, pour sa part, élargit le débat à la politique d'immigration et d'intégration. Dans ce contexte politique, l'avis demandé par M. Jospin au Conseil d'Etat risque de ne pas lui fournir la porte de sortie juridique qu'il en attendait.

« Une laïcité fermée à la spiritualité est aujourd'hui écorchée. Le dire n'est pas que l'on soit un chrétien fervent. Certes, il faut s'opposer aux intégrismes, mais il faut aussi nous interroger sur la place du religieux dans nos sociétés. On a déifié l'argent, l'entreprise, mais les questions essentielles demeurent. Sachons nous les poser sans nous suspecter immédiatement de tiédeur laïque... », a expliqué M. Bernard Poignant (Finistère), mardi 7 novembre, lors de la rencontre (deuxième du genre) entre le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin. Comme le député du Finistère, une bonne partie des députés socialistes souhaitent que « la querelle du voile » n'efface pas le PS dans un « débat socialo-socialiste » absurde. « Entre Ferry et Combes, entre l'anticléricalisme et l'anticléricalisme, il y a une distance », souligne le maire de Quimper, qui craint que certains de ses collègues ne tentent, en 1989, de laver l'affront fait en 1984 aux « dévots » de la « laïque », après le retrait du projet Savary : « Cessons de tirer sur le ministre de l'éducation nationale ! Jospin ne doit pas être en 89 le Savary de 84... ».

« Il faut relativiser les choses », estimait également, peu après, dans les couloirs, M. Jean-Paul Planchon (Seine-et-Marne). Sans vouloir minimiser l'importance des questions qui se cachent sous le voile coranique (immigration, intégration), le député PS souhaite que la France ne donne pas l'impression de s'empêtrer dans un voile, alors que le monde est en pleine muta-

tion. « Ce qui est important, c'est ce qui se passe là », lançait M. Louis Mexandré (Calvados) en désignant l'hémicycle, où se déroulait le débat sur les crédits du ministère des affaires étrangères.

La volonté d'apaisement était nette, perceptible. D'aucuns l'attribuaient à un rappel à l'ordre du chef de l'Etat estimant que la cacophonie, notamment au sein du gouvernement, avait assez duré. « On a dépassé le stade aigu de la crise », expliquait M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe. M. Louis Mermaz s'est fait le porte-voix de M. François Mitterrand en cherchant également à calmer les esprits — tout comme MM. Pierre Mauroy et Jean Le Garrec : « Nous avons beaucoup rapproché nos positions... ». « Il y a eu une réaffirmation sans conteste des principes de laïcité avec une volonté de convaincre et de persuader. C'est l'intérêt de tout le monde que les choses aillent en bonne harmonie », a souligné le président de groupe à l'issue de la rencontre avec M. Jospin. « Il faut laisser passer l'orage actuel », a rajouté, en connaissance, M. Mauroy, qui en 1984 avait chaviré dans la tempête de « l'école libre ». A la sortie de la réunion, M. Jospin a estimé que « tout s'était très bien passé », mais il a néanmoins reconnu qu'il y avait une « grande diversité de positions ». « Nous n'avons pas terminé la discussion », a-t-il ajouté. Comme l'avait souhaité le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, un groupe de travail (ou une commission) sera constitué pour réfléchir, loin des polémiques, au pro-

blème de l'immigration et de l'intégration.

« Dans le ciel des idées... »

La « diversité des positions » — comme dit pudiquement le ministre — n'a pas fait taire les passions, à l'image de la brève algarade qui a eu lieu entre MM. Michel Dray (tolérance du voile) et Pierre Forgues (laïcité sans concession) à la fin de la réunion. Les passions ne sont pas éteintes et le « psychodrame », comme dit M. Poignant,

groupe UDF, M. Charles Millon, actuellement président de l'intergroupe a fait savoir que l'opposition souhaitait « une véritable politique d'intégration » et se déclarait hostile « à la position d'attribution de Lionel Jospin ». M. Jacques Chirac, présent mardi, a souligné quant à lui que les conclusions de la « commission Marceau Long » sur le code de la nationalité soient réactivées. « Priorité doit être donnée à la réforme des procédures d'asile politique », a-t-il souligné. Certains

députés appartenant au « noyau dur » du RPR estiment que l'occasion est à saisir de relancer le débat avorté de 1986-1987 sur le thème de l'« identité française ». M. Philippe Séguin, qui, lui, est favorable à la position de M. Jospin, s'en est pris à la décision du gouvernement de demander l'avis du Conseil d'Etat : « C'est un spectacle insensé que celui d'un gouvernement qui prend une position et qui demande ensuite au Conseil d'Etat ce qu'il doit faire... ».

PIERRE SERVANT

Les tracas vestimentaires d'une institutrice convertie à l'islam

La foi en passe-montagne

Passe-montagne ou cagoule ? On ne sait pas exactement à quoi ressemblera le couvre-chef de Marie-Berthe Sarout, mais il met en émoi la population de Fabrègues, gros bourg de 3 000 habitants, près de Montpellier (Hérault). Cette institutrice de vingt-sept ans, convertie à l'islam depuis dix-huit mois, a en effet l'intention de porter un passe-montagne noir, lundi 13 novembre, lorsqu'elle reprendra sa classe après son congé de maladie. Pour elle, il s'agit d'une solution vestimentaire provisoire « en attendant que le Conseil d'Etat autorise enfin le port du foulard islamique ».

Originaire d'Avignon, mère de deux enfants, Marie-Berthe Sarout a adopté, depuis sa conversion, le foulard islamique. Elle le portait l'an dernier dans les différents établissements où elle a effectué des remplacements. « Sans problèmes », prétend-elle. Au début de cette année, elle avait renoncé au costume traditionnel à la demande de la directrice du groupe scolaire des Cigales, à Fabrègues, mais elle portait régulièrement le foulard islamique dans la cour et à l'étude. Sous la pression des parents d'élèves et « face au regard des autres », notamment celui —

réprobateur — de ses collègues, elle avait fini par y renoncer, mais l'avait remis aussitôt après les déclarations de M. Lionel Jospin.

« En portant dès lundi prochain la cagoule dans l'enceinte de l'école mais hors de la classe, je suis en accord avec ma foi et l'impératif de laïcité puisque je serai sans voile devant les enfants et couverte le reste du temps », explique-t-elle, en se défendant de tout prosélytisme : « La lumière brille d'elle-même ». Le maire de la commune, lui, a la conviction et son fanatisme.

J.-J. B.

Prestiges et mirages du droit

Le ministre de l'éducation nationale, malmené par la tourmente des foulards islamiques, ne sait plus à quel saint se vouer. Bousculé dans le temple politique, il se tourne vers la cathédrale du droit administratif. Le Conseil d'Etat, et en attendant l'avis juridique.

Cet espoir de soulagement vaut bien une pensée pensive : M. Jospin pourrait le dédier à Pierre Cot, ministre radical-socialiste de la III^e République, député progressiste sous la IV^e, qui a failli lui rendre, il y a plus de quarante ans, un fidèle service.

L'affirmation de la laïcité de l'Etat, dans l'article 2 de la Constitution de 1958, trouve en effet son origine dans la loi fondamentale précédente, celle de 1946. La France y était, pour la première fois, de façon aussi solennelle, réputée être une « République laïque » (article 1^{er}) et le préambule de ladite Constitution proclamait : « L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque est un devoir de l'Etat ».

Or le mot « laïc » faillit ne jamais apparaître dans le texte constitutionnel de 1946. Pierre Cot craignait qu'il ne choquât — c'était son mot — les élus chrétiens ou proches du christianisme, entre autres les députés du MRP. Il fallut toute l'insistance et un amendement des communistes, alors puissants, pour rétablir cette mention.

Heureuse époque que celle où Etienne Fajon pouvait sans être contredit repousser toute tentative d'explication du mot au nom de l'évidence : « Nous croyons, en ce qui nous concerne, que l'histoire de notre pays, au cours des dernières décennies, a été traversée de luttes assez nombreuses et assez ardentes en faveur de la laïcité pour qu'il ne puisse pas y avoir dans l'esprit des Français le moindre doute sur ce que signifie l'introduction de ce mot dans la Constitution de la France » (Assemblée nationale, séance du 3 septembre 1946).

Loin de cet âge d'or — très relatif, que l'on songe à la somme de débats et de passions engendrées depuis par la laïcité — M. Jospin, obligé à la fois de s'y référer et de s'adapter à des circonstances bien différentes, doit chercher ailleurs le salut. Il a choisi dans un deuxième temps les prestiges du droit. Les prestiges ou les

mirages ? Le ministre de l'éducation nationale, malmené par la tourmente des foulards islamiques, ne sait plus à quel saint se vouer. Bousculé dans le temple politique, il se tourne vers la cathédrale du droit administratif. Le Conseil d'Etat, et en attendant l'avis juridique.

Mais quand bien même l'avis du Conseil d'Etat comblerait ce vœu, le miracle rêvé aura-t-il lieu pour autant ? Le ministre et ses conseillers n'ignorent pas que les principes supérieurs que l'on peut en l'espèce invoquer sont en fait difficiles à marier harmonieusement. Ni que le Conseil d'Etat pourrait ne pas « coller » à la perfection au soud tactique de M. Jospin. Au demeurant, il ne s'agit pas seulement, avec l'affaire du port des voiles, de régler un conflit immédiat. Il faut aussi anticiper l'école et, dans une certaine mesure, la société française de demain. Affaire de juristes ou de politiques responsables ?

Public et privé

Mirage encore, mais plus révélateur, que celui d'un nouvel ordre juridique international qui viendrait renouveler l'éclairage du problème et dicter pour ainsi dire la solution. Il est vrai que les droits de l'homme ont bonne presse... universelle, alors même qu'ils sont presque universellement bafoués en permanence. On ne peut manquer de songer, dans la tempête née à Creil, à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites » (art. 28). La Convention européenne des droits de l'homme a repris (article 9) ces dispositions.

Deux remarques ici s'imposent. D'une part, cette apparente évidence n'est que la moitié d'une évidence. La Convention européenne des droits de l'homme a, après la Déclaration universelle inspirée par René Cassin, posé clairement le problème des limitations de ces libertés. Si ce der-

nier texte le fait sous forme de généralité applicable à toutes les libertés, la Convention européenne complète aussitôt l'affirmation de son article 9 par des indications qui concernent au plus haut point le débat en cours : « La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la moralité publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

La parole, même vertueuse, du droit national ou international, ne peut, à lui seul, dicter en l'espèce une conduite.

D'autre part, l'expression : « tant en public qu'en privé », nous éveille sur une authentique contradiction qu'il s'agit d'affronter, et non de contourner. M. Jospin a dit (Assemblée nationale, 25 octobre) exactement le contraire, souhaitant que les parents « acceptent de considérer le fait religieux comme il doit être dans notre société, à savoir une affaire privée ».

Aucune de ces visions contradictoires ne peut a priori et sans discussion être révoquée. Innocemment ou pas, les jeunes musulmanes de Creil ont choisi la première. M. Jospin s'est d'abord accroché à la seconde. Puis il a lâché la branche, espérant peut-être secrètement que d'autres peuvent l'y arrimer.

En attendant, il hérite du pire de la situation. Les frontières, mouvantes, de la sphère publique et de la sphère privée ont bougé. Des repères réputés stables d'anciennes conduites se brouillent, s'estompent. Des manipulations de ce flou deviennent possibles. Le vieux grand mot béni-maudit, « laïc », vole en éclats, faute de définition renouvelée, ou de définition tout court.

Face à une telle somme de problèmes, et d'une telle ampleur, la « solution » de M. Jospin apparaît — le constat n'est pas fait injure au Conseil d'Etat qui a su maintes fois se montrer créateur — faible, quelque peu timorée et, pour tout dire, incertaine.

MICHEL KAJMAN.

couve encore. M. Forgues (Hautes-Pyrénées) a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur d'une laïcité tonique et sans concession, reprochant au passage à M. Jospin d'avoir manqué de fermeté. M^{me} Yvette Roudy (Calvados) lui a emboîté le pas tout comme M. Yves Durand (Nord) et quelques autres. « C'est étonnant d'avoir bati en touche en envoyant le bébé au Conseil d'Etat, mais il va nous revenir », ont-ils fait valoir. En revanche, MM. Poignant, Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), Le Garrec (Nord) et Dray (Essonne) ont planté leur fanion autour de la tente du ministre : « Pas d'exclusion ! ». M. Mauroy a élargi le débat à l'intégration, en expliquant que, dans la communauté urbaine de Lille, une ville de 100 000 habitants franchirait bientôt le seuil des 50 % de population d'origine immigrée.

M. Jospin n'a pas au cours de la rencontre mâché ses mots. Il a rappelé la chronologie des faits pour justifier sa position et s'en est pris tout particulièrement aux députés qui s'étaient associés au manifeste d'intellectuels (au premier rang Alain Finkielkraut) publié par le *Nouvel Observateur* en faveur de la laïcité. « Ce sont des professeurs qui sont souvent éloignés des réalités du terrain », a-t-il dit. Il a également rappelé, pour apaiser les esprits, que seulement six jeunes filles, dans quatre villes (Creil, Montpellier, Marseille et Isres) étaient concernées. Pour rassurer ceux qui avaient besoin de l'être, le ministre a lancé : « De toute éternité je suis laïc... ». Cela a fait beaucoup rire, comme son expression : « Dans le ciel des idées... ». Autre moment souriant : l'arrivée de Mme Marie-Noëlle Liebmans (Essonne), foulard Hermès jusqu'au nez pour cause... de gros rhume.

« Pour une véritable politique d'intégration »

L'opposition semble, quant à elle, vouloir déborder le PS sur sa gauche. Le RPR, l'UDF et l'UDC vont constituer également un groupe de travail de quinze députés chargé de préparer une proposition de loi sur l'immigration et l'intégration. Le président du

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

FLAVIUS JOSEPHE

Cette magnifique biographie se lit comme un roman. Son érudition sans faille rend justice à un ultime témoin qui eut, au moins, le courage de vivre.

Dominique Bourel, *L'Express*

FLAVIUS JOSEPHE

Le Juif de Rome

Mireille Hadas-Lebel

Fayard

300 p.
110 F

L'Histoire
chez
FAYARD

هكذا من الاحل

صحة من الامم

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Affaires étrangères : la France et les pays de l'Est

Dans la troisième circonscription de la Gironde

L'élection de M. Barande (PS) est confirmée

BORDEAUX

de notre correspondante

M. Claude Barande (PS) est confirmé dans son siège de député de la troisième circonscription de la Gironde. Le Conseil constitutionnel a rejeté, mardi 7 novembre, le recours déposé par M. Noël Mamère après l'élection législative partielle des 18 et 25 juin. Il s'agissait d'assurer la succession de M. Catherine Lalumière (PS), démissionnaire en raison de son élection au secrétariat général du Conseil de l'Europe. Au premier tour, sur six candidats deux se réclamaient de la majorité présidentielle : M. Claude Barande, maire de Villenave-d'Ornon et suppléant de M. Lalumière, bénéficiait de l'investiture officielle du PS ; M. Noël Mamère, suppléant de M. Gilbert Mitterrand, tabulait sur le soutien, affiché ou non, de ceux des socialistes qui l'avaient appuyé en mars pour enlever la mairie de Bègles aux communistes.

Au premier tour, le candidat de la droite, M. Gérard Castagnère, arrivé en tête, était seul à franchir le seuil des 12,5 % des inscrits qui lui permettait de se maintenir. En deuxième position le candidat officiel du PS devançait M. Mamère de 13 voix. Il était seul en droit de se maintenir. Le 25 juin, M. Barande était élu avec 55,73 % des suffrages exprimés. Pour tenter d'obtenir l'annulation de cette élection, M. Mamère avait alors déposé un recours devant le Conseil constitutionnel. Il contestait la régularité de la campagne de M. Barande ainsi que les conditions de déroulement et de dépouillement du scrutin qui avait entraîné son élimination. Le Conseil constitutionnel a jugé mineur, ces incidents.

M. Mamère a vivement réagi à ce verdict. « Je maintiens, dit-il, que mon dossier était très argumenté. J'avais des preuves. Elles n'ont pas été retenues. Cela prouve que la justice en France ne se rend pas toujours dans la sérénité. J'étais en droit d'estimer qu'on me donnait raison. On a plutôt eu tendance à protéger quelqu'un. Quand je suis entré en politique, j'avais beaucoup d'illusions. Le Conseil constitutionnel aura largement contribué à me les faire perdre. »

Pour sa part, M. Barande, en raison de la loi sur le cumul des mandats, va renoncer à son siège de conseiller général de Villenave-d'Ornon, ce qui entraînera une élection cantonale partielle.

GINETTE DE MATHA

Les députés ont adopté, mardi 7 novembre, en première lecture, le budget des affaires étrangères, présenté, au nom du gouvernement, par M. Roland Dumas. Seul le groupe socialiste a voté pour, les groupes UDF et UDC se sont abstenus, les communistes et le RPR ont voté contre. Les crédits des affaires étrangères s'élèvent à 11,8 milliards de francs pour 1990, soit une hausse de 9,6 % par rapport à 1989, et représentent 0,97 % du budget général de l'Etat.

M. Edith Cresson, ministre des affaires européennes, a également présenté les crédits de son ministère, qui s'élèvent à 91 millions de francs, dont 43,8 millions pour les indemnités des parlementaires européens et 24,3 millions au titre de l'aide de l'Etat à la compagnie Air France pour assurer la desserte aérienne de Strasbourg. Sur les 23 millions de francs restant à la disposition du ministre, 20 millions sont affectés aux dépenses d'intervention et de subventions (essentiellement le financement de la banque de données Euroguide et des publications de brochures thématiques à destination des petites et moyennes entreprises).

« Comme moi, vous avez, j'en suis sûr, conscience de vivre un moment fort de l'histoire universelle », a déclaré M. Roland Dumas aux députés présents en nombre sur les bancs de l'hémicycle. Au-delà de la traditionnelle présentation des crédits du ministère des affaires étrangères (le Monde du mercredi 8 novembre), le débat de mardi a permis d'évoquer longuement l'élection de l'URSS, l'accélération de la recomposition du paysage européen, l'avenir du Liban et la Chine d'après Tiananmen. Une « nouvelle donne » internationale et autant d'enjeux face auxquels la France « doit plus que jamais adapter [sa] politique et [ses] moyens ».

Ce sont, bien sûr, les évolutions à l'Est qui ont d'abord retenu toute l'attention. Pour M. Dumas, elles ne

sont « ni un accident ni une revanche de l'Histoire, elles expriment simplement un sentiment très profond : l'amour de la liberté ». Un sentiment perdu « depuis que le monde s'est installé dans le relatif confort des quarante dernières années ». Face à ce sentiment, l'Europe doit avoir « pour souci premier » la recherche d'une « plus grande stabilité », qui passe aussi par « la poursuite du chemin en direction de l'union politique ». De cette stabilité et de ce renforcement de l'Europe dépendra l'évolution de la question allemande, et tout particulièrement le rapprochement entre les deux Allemagnes, rapprochement dont M. Dumas a rappelé, après le président de la République, qu'il était « légitime ». D'elle dépendra aussi l'avenir de « l'autre Europe ». Pour le ministre des affaires étrangères, le mouvement qui porte certains pays vers le bloc de l'Ouest doit être « encouragé », mais avec « délicatesse ».

M. Dumas souhaite donc que la Commission européenne « coordonne l'action des pays industrialisés pour aider cette évolution ». Il a annoncé que la France répondra « favorablement » à la demande d'adhésion au Conseil de l'Europe présentée par la Hongrie et qu'il se rendra la semaine prochaine, en compagnie de M. Jacques Delors, président de la Commission, à Varsovie et à Budapest, « pour apporter aux peuples polonais et hongrois, à leurs dirigeants, le témoignage de l'appui et de la solidarité de la Communauté ».

PCF : le socialisme « moderne »

L'évolution des pays de l'Est ne pouvait certes pas laisser indifférent le groupe communiste. M. Robert Montdargent (PC, Val-d'Oise) a ainsi noté, à la grande satisfaction d'ailleurs de M. Dumas, que, « dans plusieurs pays socialistes, les droits de l'homme sont désormais mieux respectés », soulignant que « la perestroïka et la glasnost sont maintenant des instruments de référence indispensables pour qui veut progresser sur le chemin des réformes, loin des archaïsmes stériles et étouffants ». La France, a poursuivi M. Montdargent, « doit donc soutenir ces efforts pour se débarrasser de tout ce qui déformait le socialisme », afin d'aider à l'avènement d'un socialisme « moderne », « nettoyé des scories totalitaires », et incarnant les valeurs humanistes.

Mais cette aide, française ou communautaire, notamment en faveur de la Pologne et de la Hongrie, doit, pour être « efficace », s'inspirer d'une conception nouvelle de la coopération, « respectueuse de l'autonomie et de l'indépendance de ces pays ». Pour l'orateur communiste, qui s'est opposé à « l'aval » donné, selon lui, par le président de la République à l'idée de la réunification allemande, il serait totalement « illusoire de penser qu'un renforcement de la Communauté permettrait de contrôler la volonté d'hégémonie de ce pays et à plus forte raison d'une Allemagne réunifiée ».

Le soutien de l'Europe à l'évolution des pays de l'Est passe-t-il par un élargissement de la Communauté à ces pays ? Les avis sont partagés. Pour M. André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence), premier vice-président de la commission des affaires étrangères, un tel élargissement « n'est pas un problème à traiter d'urgence », mais il faut toutefois se méfier du « désinvolte et de l'attentisme » et répondre en priorité aux demandes de prêts ou de formations exprimées par les dirigeants hongrois et polonais.

Pins convaincu de la nécessité de cet élargissement, M. Jean-François Duran (UDF, Cher) a déclaré pour sa part que la France n'avait « pas le droit, à force d'hésitation, de craindre des dangers, de manquer le train de la liberté ». Il faut, selon lui, « un changement des structures européennes, car plus il y a de membres de la Communauté, plus il est difficile, pour les autres, de rester sur le côté ». L'Europe doit donc « aménager de nouvelles relations » avec les pays non membres, a observé M. Duran, car « la Pologne et la Hongrie attendent notre aide, mais l'aide elle-même ne suffit pas, car ce qui engage davantage les pays, ce sont les obligations dont elle est assortie ».

Pour M. Jean-Marie Daillet (UDC, Manche), l'Europe apparaît aujourd'hui comme « le prototype des relations internationales du vingt et unième siècle. (...) Il ne s'agit pas d'une Europe fortresse, d'une Europe masochiste, en état de siège, mais d'une Europe organisée et organisée, jouant pleinement son rôle d'expert en méthodologie, en ingénierie de la paix ». Soulignant les « efforts couronnés

de succès » de la diplomatie française, M. Daillet a toutefois fait remarquer que le soutien accordé à l'évolution canarienne, par M. Mikhail Gorbatchev ne devait pas pour autant « faire passer sous silence les difficultés qu'éprouve encore l'URSS pour accéder à l'Etat de droit ».

« Incohérences et erreurs »

Seule voix franchement discordante, M. Alain Peyrefitte (RPR, Seine-et-Marne) a dressé un réquisitoire particulièrement sévère de la politique extérieure du gouvernement, en relevant ses « incohérences » et notamment les « conséquences fâcheuses » du boycottage de la Pologne décidé par la France au début des années 80, qui a fait passer le pays du deuxième au septième rang dans les échanges polonais avec l'Ouest, tandis que la RFA, pendant ce même temps, développait ses marchés.

La même « incohérence » et les mêmes « erreurs » ont été reprochées à M. Dumas à propos de l'attitude française à l'égard de la Chine d'après Tiananmen. Pour M. Peyrefitte, le boycottage décidé par la France « pour flatter sa conscience morale » n'a été suivi ni par le Japon, ni par l'Allemagne, ni par la Chine d'après Tiananmen. Pour M. Peyrefitte, le boycottage décidé par la France « pour flatter sa conscience morale » n'a été suivi ni par le Japon, ni par l'Allemagne, ni par la Chine d'après Tiananmen. Pour M. Peyrefitte, le boycottage décidé par la France « pour flatter sa conscience morale » n'a été suivi ni par le Japon, ni par l'Allemagne, ni par la Chine d'après Tiananmen.

Les députés et le ministre des affaires étrangères ont enfin évoqué la question du Liban. M. Dumas a renouvelé la « confiance » et le « soutien » de la France dans le nouveau président élu en soulignant que le processus de paix engagé par l'accord de Taëf aboutisse à l'exercice de « la pleine souveraineté » du Liban « sur la totalité de son territoire ». « Cela signifie le départ des troupes syriennes comme Israéliennes », a ajouté le ministre des affaires étrangères.

PASCALE ROBERT-DIARD

60 000 demandeurs d'asile en France en 1989

Les députés ont évoqué, mardi 7 novembre, lors de la discussion du budget des affaires étrangères, les difficultés rencontrées par l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) pour faire face aux demandes croissantes de demandeurs d'asile en France. En réponse aux inquiétudes exprimées par M. André Delahedde (PS, Pas-de-Calais), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, et par M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), M. Edwige Avoine, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, a déclaré que le nombre de demandeurs d'asile, qui était de 21 700 en 1984, devrait être de 60 000 en 1989 et atteindre probablement 70 000 en 1990. Ce phénomène est largement européen et la France, a observé M. Avoine, « arrive au sixième rang pour les

demandes d'asile, alors que celles-ci ont augmenté de 80 % en RFA entre 1987 et 1988 ».

Dix millions de francs seront à nouveau inscrits dans le collectif budgétaire de fin d'année pour la création d'emplois supplémentaires et l'aménagement de locaux. La commission de recours, a précisé M. Avoine, aurait « à elle seule besoin de doubler ses effectifs ». Pour lutter contre la fraude et les flux clandestins, le gouvernement va mettre en place dès ce mois un système de contrôle des empreintes digitales à titre expérimental. Mais il est surtout nécessaire d'harmoniser les législations européennes très diverses en matière d'accueil des réfugiés, puisque, comme l'a encore indiqué M. Avoine, « 80 % des demandeurs d'asile débordés restent quand même en Europe en circulant d'un pays à l'autre ».

GRAND CONCOURS

HACHETTE Classiques
Le Monde
Europe

Voyages en Littérature

LES GAGNANTS

DU 501^{er} AU 1000^{ème} PRIZ
(Suite et fin)

● LAVOREL Renée - 74300 Cussacelle • LE BARILLEC Arielle - 91330 Yver • LE BRIS Solange - 28124 Riec-sur-Belair • LE GRAND Patrick - 28127 Plomélvez-Paray • LE NAGARD Philippe - 33340 Les Parcs-Médac • LE ROMANCER Anne-Marie - 56100 Lorient • LE ROUX Chantal - 78620 L'Etang-la-Ville • LEBRETON Michel - 35400 Saint-Malo • LECHE-VALIER Edith - 93180 Noy-sous-Grand • LEFEVRE Bruno - 67000 Strasbourg • LEGENDRE Jean-Philippe - 28200 Ozoir-le-Bréuil • LEJEUNE Yvonne - 88230 Anould • LEJEUNE Geneviève - 55100 Verdun • LÉLOUP Annie - 75015 Paris • LEMAITRE Sylvie - 28100 Dreux • LEMASSON Jean-Paul - 22700 Louannec • LEMASSON Marie-Hélène - 22700 Louannec • LEMASSON Maurice - 22400 Noyal • LEMPORT Jeanne - 90000 Belfort • LÉVANT Dominique - 75006 Paris • LÉONANT André - 77290 Mitry-Mory • LERAY Ludmila - 49350 Gennes • LEROY Anne-Marie - 57070 Metz • LEROY Lucien - 92430 Marnes-la-Coquette • LESCUYER Hélène - 78002 Paris • LEVAUDEL Simone - 88000 Epinal • LEVARD Maurice - 72330 Amagès • LEVYRE Daniel - 17100 Saint-Jean • LIBERACKA Liège - 91130 Rueil-Malmaison • LIOT Michel - 51350 Commenailles • LOCATELLI Marie-Paule - 68100 Mulhouse • LOOTVOET Etienne - 92160 Antony • LORIEUX Agnès - 94700 Maisons-Alfort • LOTT Myriam - 75015 Paris • LOUBESKI Monique - 75015 Paris • LOUIS Annie - 57390 Audun-le-Tiche • LUCAS Monique - 78210 Balbec • MAHÉ Geneviève - 82300 Lavaur-Parret • MANN Thierry - 10380 Essoyes • MARCHI Séverine - 13090 Aix-en-Provence • MARCOURX Christine - 42300 Roanne • MARFAING Paul - 09100 Pamiers • MARGALEJO Gérard - 09100 Pamiers • MARIGO Jean-Paul - 68000 Pagny • MARIGO Claudie - 68180 Villeneuve-Raho • MARON Dominique - 50300 Avranches • MARS Paulette - 35000 Rennes • MARTIN Laurence - 75014 Paris • MATHIEU Jean-François - 54000

Nancy • MAUGENDRE Catherine - 75013 Paris • MAUGER Jacques - 14140 Livarot • MAURICE Françoise - 92370 Chaville • MEILLON Marguerite - 75015 Paris • MELLE Paul - 62520 Le Touquet • MENGUY Bernard - 89000 Auxerre • MERNOLU André - 01200 Melun • METZMEYER Lucienne - 54130 Saint-Max • MEUNIER Louis - 67000 Strasbourg • MEUNIER Régine - 67100 Strasbourg • MEUNIER Chantal - 67800 Hoenheim • MEVEL Jean-Claude - 29200 Brest • MEYER Pascal - 13004 Marseille • MILLION André - 89860 Corbas • MOINE Jules - 21200 Beaune • MOLLARD Isabelle - 01800 Maximilien • MOHOUT Marie-Claire - 78180 Le Chesnay • MONNET Edouard - 57390 Audun-le-Tiche • MOREAU Serge - 38190 Froges • MOREAU Michel - 49130 Les Ponts-de-Ce • MORLET Marie-José - 08310 Juvigny • MORVAN Michel - 58830 Langonnet • MORVAN Josiane - 50120 Equeurdreville • MULLER Michèle - 67160 Wissembourg • MUNSCH Robert - 91380 Chilly-Mazarin • NEVEU Jean-Pierre - 84000 Avignon • NICLOT Fabienne - 57160 Moulins-St-Pierre • NICLOT Michèle - 57160 St-Chazelles • OLLIVIER Bernadette - 28700 Pierrelatte • ORANGE Marie-Louise - 95150 Taverny • ORSINI Pierre - 81000 Albi • OUDEARD Patrick - 10000 Troyes • OULI Annie - 31320 Castanet-Tolosan • PAGOT Maryse - 57158 Montigny-lès-Metz • PAILLER Anne-Marie - 91380 Chilly-Mazarin • PARAN Martine - 67000 Clermont-Ferrand • PARENT Suzanne - 51220 Brétigny-sur-Orge • PARENT Robert - 77350 Le Miroir-Saint • PARTRIEU Michel - 33400 Talence • PAULCHET Françoise - 76600 Le Havre • PECHIN Jean-Pierre - 73011 Chambéry Cedex • PELLE Michel - 60140 Luccourt • PELLERIN Danièle - 58140 Malesherbes • PELLETIER Christine - 94420 La Plaine-Tréville • PENFELTEUN Michèle - 28220 Landerneau • PEREZ Dolly - 78230 Le Pecq • PERUSSEL Annie - 61100 Reims • PERROT Henriette - 29200 Brest • PESCI Marie-Louise - 38100 Grenoble • PETERS Norbert - 57530 Landroville • PETIT Paulette - 38000 Châteauroux

● PEUCH Gérard - 95870 Bezons • PIAU Jack - 13008 Marseille • PICAUD Henri - 75015 Paris • PIERSON Marie-Paule - 55931 Gémont/Belgique • PLATEL Jean - 59670 Benichou • POIROT Jean-Baptiste - 94300 Clichy • PONS Michel - 76550 Petit-Couronne • PORTIER Patricia - 69100 Villeurbanne • POTTOT Marie-Agnès - 43000 Le Puy-en-Velay • POTTOT Marguerite - 42000 St-Etienne • POUJOL Jean-Pierre - 30120 Le Vigan • POUJON Marc - 58000 Nevers • POURCHAIRE Maguy - 69200 Vénissieux • PUJOL Catherine - 69600 Oullins • PULS Armand - 57300 Hagondange • RABALLAND Christine - 85160 St-Jean-de-Monts • RAMBAULT Maryvonne - 93500 Pantin • RAMBAULT Fabienne - 33300 Bordeaux • RAMOUNET René - 17000 La Rochelle • RAULT Anne-Jeanne - 78820 Jussieu • RAVIER Jean-Claude - 91850 Bréval • REB Michèle - 13127 Vitrolles • REBOUL Noëlle - 34000 Montpellier • RECOQUE Françoise - 08000 Charleville-Mézières • RENAUD Michel - 25560 Fresnoy • REYMOND Guy - 13008 Marseille • REYNAUD Elisabeth - 38380 Montlieu-Vercieu • RIBARDIÈRE Hervé - 75003 Paris • RIBAUD Marie-Henriette • 01200 Melun • RIBOULOT Jean-Roger - 94100 St-Maur-des-Fossés • RICHARD Michèle - 87410 La Cuzay-le-Château • RIGAUDIERE Maryline - 37000 Tours • RINCKENBERGER Jacqueline - 13008 Marseille • RINGOT Simone - 95120 Erment • RISSER Roger - 54680 Errouville • ROBILLARD Marie-Françoise - 75016 Paris • ROCHARD Virginie - 06150 Cannes-la-Bocca • ROLLAIS Nina - 95000 Jouy-le-Moutier • RONGET Patrick - 21250 Villy-le-Moutier • ROUE Gilles - 29215 Guipavas • ROQUES Jean-François - 75005 Paris • ROUX Thérèse - 74910 Seyssel • ROUX DESSARPS Gérard - 92160 Antony • ROYER André - 72580 Changé • RUEL Georges - 31470 Saint-Lys • SALES Sylvie - 13340 Rognes • SANMARTIN Géraldine - 78019 Paris • GANSON Michel - 27500 Pont-Audemer • SANVOISIN Christian - 60300 Senlis • SAUTEL Juliette - 07550 Juives • SAUVAGE Michel - 62224 Equihen-Plage • SAU-

VAGE Corinne - 62200 Boulogne-sur-Mer • SCHAAFF Annie - 48800 Brion-sur-Arthon • SCHMITT Paul-Henri - 51330 Givry-en-Artois • SCHOLHAMMER Edouard - 29200 Brest • SCHWENGLER Murielle - 69500 Châtillon • SEGNOND Pierre - 75008 Paris • SEIGNETTE Michèle - 75009 Paris • SELLER Marie - 67000 Strasbourg • SELLER Edwige - 57390 Audun-le-Tiche • SINGER Jean - 31240 L'Union • SOLAS Anne - 75116 Paris • SOMME Robert - 79330 Fontenay-le-Fléury • SOMODY Leszlo - 64000 Pau • SORREL Marc - 28600 Crèze-Herminet • SPICHT Marcial - 67100 Strasbourg • SVEV Valérie - 78006 Paris • TAURO Françoise - 69110 St-Fey • TAYLOR Marie - 67000 Strasbourg • TAYLOR Edwige - 57390 Audun-le-Tiche • TARTIANT Yvonne - 03290 Dompiere/Bastard • TAUZIES Georges - 92200 Neuilly-sur-Seine • TAVERNIER Arlette - 91410 Dourdan • THORIN Monique - 21200 Beaune • THOUVENIN André - 54230 Cheligny • THOUVENIN Joël - 54230 Neuvous-Maisons • TILLAUD Jacques - 95220 Herbigny • TISON Eric - 75006 Paris • TISON Armelle - 69000 Lille • TONNELIER Maurice - 48300 Gourdon • TORDEUR Bernard - 1190 Brételles/Belgique • TRAVAILLARD Gilles - 77186 Noisiel • TREMILLIE Monique - 75011 Paris • TRICHARD Eric - 94000 Créteil • TRITZ Annie - 57190 Florange • TROHET Jean-Yves - 76000 Rouen • UDA Pierre - 64880 Erroville • VACCOURER André - 82000 Montauban • VALET Robert - 93600 Aubry-sur-Bois • VALFAY Micheline - 75020 Paris • VALTER Claudine - 54110 Varengeville • VANHOEBROECK Henri - 81040 Brantôme/Belgique • VARREL Eugène - 38000 Grenoble • VAURE Noli - 63400 Chamalières • VENTUR Léon - 75015 Paris • VERBO Yolande - 93600 Aubry-sur-Bois • VIGOUR Joëlle - 83110 Rosny-sous-Bois • WEISSE Daniel - 54110 Rosières/Saône • WILFART Monique - 59200 Tourcoing • WINTZER Nelly - 68100 Mulhouse • WISNEWSKI Adrienne - 77130 Vernouillet-sur-Avre • ZAGATTI Carlo - 13280 Cassis • ZAGATTI Marie-Claude - 13830 La Redoute • ZALESSKY Jeanne - 38870 St-Simon-Bressieux.

POLITIQUE

La loi de programmation militaire repoussée par le Sénat

Les sénateurs ont rejeté, mardi 7 novembre, le projet de loi de programmation relative à l'équipement militaire pour les années 1990-1993, présenté par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense. Le texte a été repoussé par la majorité sénatoriale (UC, RPR, RI) augmentée à cette occasion des voix communistes.

Face aux sénateurs, et comme à l'Assemblée nationale (le Monde du 5 octobre), M. Chevènement était confronté au handicap que représentait pour son projet l'économie de 45 milliards imposée cet été par le chef de l'Etat sur un dispositif engageant pour quatre ans une somme globale de 437,8 milliards de francs. Il s'y est employé, dès son intervention préliminaire à la discussion générale. Faut-il voir dans cette économie « une diminution de l'effort d'équipement » ? « Erreur (...) contrevérité », avec le Japon, la France est la seule grande puissance qui augmente, en 1990, son effort d'équipement militaire. Ne parlons donc pas de « désarmement unilatéral », puisque « les crédits ne cessent de croître ». Le rythme de leur croissance va certes baisser « légèrement », mais il faut simplement voir dans ce fléchissement un ajustement aux « objectifs généraux » de la politique économique du gouvernement qui ne remet pas

en cause l'effort de la France pour sa défense.

M. Jean-Luc Becart (PC, Pas-de-Calais) a pris acte de l'augmentation des crédits affectés à cette loi de programmation et dénoncé la politique de « surarmement » du gouvernement au moment où « la détente et la coopération ont progressé dans le monde. La majorité sénatoriale est restée, quant à elle, insensible à la démonstration du ministre, M. Jacques Genon (UC, Cher) a déploré « les annulations, réductions et éliminations » des programmes qu'entraîne l'économie réalisée sur les objectifs initiaux. « Ils affectent de manière non négligeable la cohérence de notre système », a-t-il indiqué et sont injustifiés au regard d'une situation économique plus favorable que prévu.

M. Jean Lecanuet (UC, Seine-Maritime), Michel Poniatowski (RI, Val-d'Oise), et Yvon Bourges (RPR, Ille-et-Vilaine) ont été unanimes dans leur analyse des récents bouleversements géopolitiques : « Le moment n'est pas venu pour baisser notre garde ». C'est donc, sans surprise, que le texte a été repoussé, seuls les socialistes et M. Emmanuel Hamel (RPR, Rhône) ont voté pour. Le projet de loi sera soumis prochainement à une commission mixte paritaire réunissant des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Les sénateurs autorisent le gouvernement à légiférer par ordonnance pour Mayotte

Le Sénat a adopté mardi 7 novembre le projet de loi relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte, texte présenté par M. Louis Le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer. Ce texte habilite le gouvernement à agir par ordonnance pour moderniser et adopter le droit applicable aux personnes et aux biens.

Dans l'exposé des motifs de son projet, M. Le Pen a rappelé que ce droit recouvrait à Mayotte une situation complexe marquée par l'histoire puisqu'il y est composé aussi bien du droit coranique (l'Islam est la religion majoritaire dans l'île) que du droit coutumier d'influence africaine ou malgache (Mayotte a été rattachée à Madagascar de 1841 à 1946) ou de certaines lois métropolitaines en vigueur dans l'ancienne TOM des Comores dont l'île faisait partie jusqu'en 1975.

Cette situation, a précisé le ministre, est « incompatible » avec le développement social et économique de l'île. « L'urgence » imposait de recourir à la procédure de lois d'habilitation autorisant l'Etat à agir par ordonnance, a-t-il indiqué. M. Jean-Pierre Tizon (RI, Man-

che) rapporteur au nom de la commission des lois est convenu avec le gouvernement « qu'une politique de développement économique » passait « nécessairement » par une réforme des règles juridiques par le biais des ordonnances. Il a cependant ajouté que les tentatives antérieures pour adapter le régime juridique « ne furent guère fructueuses ». Le rapporteur a rappelé que le Parlement avait déjà habilité le gouvernement à réformer par ordonnances entre 1976 et 1979, puis de 1979 à 1982. Les résultats dans les deux cas avaient été « minces ». M. Marcel Henry (UC, Mayotte) a abondé en ce sens en indiquant qu'à ses yeux le texte proposé par le gouvernement était à la fois « nécessaire et insuffisant » car la procédure de l'article 38 de la Constitution « en théorie la plus rapide » s'était révélée « en pratique infructueuse ». Pour prévenir tout retard, le Sénat a introduit par le texte une disposition obligeant le gouvernement à déposer un rapport rendant compte du travail accompli en 1990.

Le texte ainsi amendé a été accepté à l'unanimité, le groupe communiste s'abstenant.

L'installation de la commission supérieure de codification

Quelques fils d'Ariane pour des centaines de milliers de textes

Sept mille trois-cent-vingt-cinq lois applicables ; quelque 380 000 décrets et règlements interministériels en vigueur ; des myriades d'arrêtés et circulaires... il est difficile de se souvenir du précepte « nul n'est censé ignorer la loi » sans être saisi par le vertige.

Le premier ministre n'a pas manqué de le rappeler en installant, mardi 7 novembre, la Commission supérieure de codification qui vient d'être créée pour procéder à la programmation des travaux de codification, adopter et transmettre au gouvernement des projets de code et vérifier, entre autres missions, le champ d'application des textes codifiés dans les territoires d'Outre-mer.

« Etat de droit certes, mais d'un droit dans quel état ? Dispersé, foisonnant, complexe et parfois incompréhensible », a constaté M. Michel Rocard. Vieux constat en vérité... La commission supérieure de codification « chargée d'assurer la simplification et la clarification du droit », prend la suite de la commission supérieure chargée

d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires qui avait été créée en mai 1948.

Mieux, on en est en réalité à la troisième tentative en deux siècles, comme l'a rappelé M. Guy Braibant, président de la section du rapport et des études au Conseil d'Etat, qui est aussi le vice-président de la nouvelle commission de codification (elle est présidée par le premier ministre).

« Il sera fait un code général de lois simples, claires et appropriées à la Constitution », prometait, imprudemment, la loi des 16-24 août 1790. S'ensuivit un peu plus tard l'annonce d'un « code complet des lois », puis un plan détaillé d'une trentaine de codes. Seuls virent le jour « les cinq grands codes promulgués par Napoléon ».

Après la seconde guerre mondiale, Gabriel Ardant, rapporteur général de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes envisageait une bonne cinquantaine de codes qui n'ont bien sûr pas tous vu le jour.

Depuis, l'insaisissable boulimie législative et réglementaire qui caractérise la France, n'a fait qu'étendre et épaissir jusqu'à la rendre parfois impénétrable, la forêt des textes normatifs.

Le code général des impôts, soulignait par exemple M. Brai-

bant à force d'ajouts et de modifications, est devenu difficilement lisible. C'est ainsi que l'article 39 couvre à lui seul plusieurs pages du Journal officiel et va de 39 I à 39 octodécies II, en passant, entre autres, par 39 AA à 39 quinquies FA !.

Deux écueils sont, selon le vice-président de la commission, à éviter : les « maxi-codes », qui embrassent des matières trop nombreuses et trop diverses, manquant de cohérence et sont peu maniables ; et les « mini-codes », qui, n'intéressant qu'un service ou une profession, ou ne concernant qu'un domaine restreint des activités nationales, sont contraires à l'esprit de la codification.

Terres vierges

Un bon point donc pour le futur code de la propriété intellectuelle en cours d'élaboration qui groupera les textes relatifs à la propriété littéraire et artistique qu'à la propriété industrielle.

Un code des juridictions financières à compléter par un code de la comptabilité publique, reste à entreprendre ainsi que le code des propriétés publiques. Le code des collectivités territoriales est toujours en chantier plus de sept ans après le vote de la loi de décentralisation !

Dans le domaine de la justice, un code des procédures d'exécution est-il souhaitable ? Un code de la justice administrative est-il « faisable » ? La commission supérieure de codification ne manquera pas de sujets d'interrogations... ou d'impatiences.

L'ambition de M. Braibant paraît même s'étendre aux terres vierges ou en jachères d'une « de toute codification d'ensemble » : enseignement et recherche, transports, environnement, communication.

De plus, Europe oblige, il faudra aussi introduire dans les codes, « sous des formes à déterminer, des règles internationales qui s'imposent directement aux Français, leur ouvrent des droits, leur créent des obligations, régissent leur situation et leurs activités ».

Achever, créer, regrouper encore : un code de commerce et des sociétés, un code du crédit, de la banque et de la bourse, un code de la concurrence et de la consommation pour la vie économique.

Enfin, l'idée d'un code des libertés donnerait à ce biennal de la forêt des codes un supplément d'âme. Idée neuve puisqu'elle fut lancée... en 1952 par Gabriel Ardant.

MICHEL KAJMAN

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente, dans sa collection Analyses de Groupes :

- BMW
- Bosch
- Daimler-Benz
- Fiat
- Groupe PSA
- Lucas
- Michelin
- Pirelli
- Renault
- Valéo
- Volkswagen-Audi
- Volvo

Une analyse stratégique, économique, financière et boursière est réalisée pour chacun de ces groupes.

vous rappelle, dans sa collection Analyses de Secteurs :

- Le leasing en Europe (3 volumes)
- Le capital risque en Europe : financement de la création, du développement et de la transmission d'entreprises
- L'industrie de l'armement dans le monde
- La nouvelle donne de l'ingénierie en Europe
- Les SSI européennes face à la concurrence internationale

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 383. Nos représentants à l'étranger : — ESPAGNE : BSR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.33. Télécopie : 4312740. — ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80.52.855. Télécopie : 865578. — PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75. Télécopie : 1571738. — BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647.08.75. Télécopie : 640.38.57.

Le Conseil constitutionnel s'oppose à l'extension de l'irresponsabilité parlementaire

Le Conseil constitutionnel a déclaré mardi 7 novembre contraire à la Constitution la loi relative à l'immunité parlementaire qui avait été adoptée par le Parlement le 11 octobre. Cette loi ne comportait qu'un article. Elle prévoyait l'extension de l'irresponsabilité parlementaire aux membres de rapports établis par des députés et sénateurs au terme d'une mission temporaire confiée par le gouvernement ou l'application de l'article L.O. 144 du code électoral. Ainsi, toute action judiciaire ou responsabilité pénale ou civile contre les parlementaires, en ces circonstances, ne serait trouvée inadmissible.

La décision du Conseil constitutionnel rend impossible la promulgation de ce texte.

Les députés du groupe RPR avaient saisi le Conseil constitutionnel (le Monde du 17 octobre). Ils estimaient que la loi relative à l'immunité parlementaire étendait abusivement l'irresponsabilité instituée par l'article 26 de la Constitution à des actes autres que les « opinions ou votes émis (par le parlementaire) dans l'exercice de ses fonctions ».

Le Conseil constitutionnel a estimé que, si un parlementaire en mission temporaire « continue d'appartenir au Parlement, la mission qu'exerce un député ou un sénateur à la demande du gouvernement ne s'inscrit pas dans l'exercice de sa fonction de parlementaire, que d'ailleurs une telle mission peut être confiée à une personne qui n'est pas membre du Parlement ; (...) ainsi, le rapport établi par un parlementaire, lorsqu'il exerce une mission dans les conditions définies à l'article L.O. 144 du code électoral, ne saurait être regardé comme un acte accompli par lui « dans l'exercice de ses fonctions » au sens du premier alinéa de l'article 26 de la Constitution ».

La loi déferée institut donc « un régime d'irresponsabilité distinct de celui défini par la Constitution ».

D'autre part, le Conseil constitutionnel a considéré que « la loi déferée en exonérant de façon absolue de toute responsabilité pénale et civile un parlementaire pour des actes distincts de ceux accomplis par lui dans l'exercice de ses fonctions, méconnaît le principe constitutionnel d'égalité devant la loi et est par suite contraire à la Constitution ».

L'AFFAIRE TOUVIER

Laurent Greilsamer

Daniel Schneidermann

Un certain Monsieur Paul

L'affaire Touvier



Fayard

264 p
89 F

Ce livre raconte l'odyssée éperdue d'un Français ordinaire, progressivement dévoyé dans la pire "collaboration", et qui n'a jamais voulu se repentir. Une enquête qui nous entraîne des crimes de l'Occupation aux lambris de l'Élysée, où Paul Touvier sera gracié par Georges Pompidou dans les années 70. Dévoilés pour la première fois, tous les secrets qui ont entouré la fuite d'un certain "Monsieur Paul" : secrets d'Eglise et secrets d'Etat.

FAYARD

هكذا من الاجل

POLITIQUE

En Corse

La trêve des attentats est rompue

Soigneusement organisée et spectaculaire, l'action du commando de trente personnes qui a détruit deux immeubles en construction à Santa-Lucia-di-Porto-Vecchio, en Corse-du-Sud (le Monde du 8 novembre) n'a pas été formellement revendiquée par l'ex-Front de libération nationale corse (FLNC). Toutefois, le mouvement nationaliste dissous a justifié cette opération, dirigée contre une société de promotion immobilière italo-corse, au nom de la lutte contre « l'accaparement [du] territoire national au profit de la spéculation internationale ».

L'attentat du mardi 7 novembre à Santa-Lucia-di-Porto-Vecchio est paradoxal, mais il n'est pas complètement inattendu. Paradoxal parce qu'il survient quelques jours après la réunion d'un comité interministériel dont les orientations, a priori, prenaient plus en compte la spécificité des problèmes corse que les conclusions du rapport Prada, rédigé après les tables rondes de l'été. Pas complètement inattendu parce que, dès le mois d'août dernier, l'ex-FLNC avait publié une ferme mise en garde à l'égard des « spéculateurs » fonciers agissant dans l'île, qu'ils soient corse ou non. L'ex-FLNC lançait d'ailleurs aux Corsais impliqués dans ces affaires : « Choisissez votre camp, et vite ! ».

C'est bien cette cible qui a été retenue pour un attentat qui rompt la trêve en vigueur depuis juin 1988, puis qu'une société italo-française, avec des capitaux corse, a été visée. Il y a longtemps que les nationalistes dénoncent le risque d'un « accaparement » du sol corse et de « baléarisation » de l'île, sous la houlette de capitaux internationaux. Au-delà même des nationalistes, le tourisme en Corse est souvent reçu comme une « forme d'agression rentable, certes, mais une forme d'agression », ainsi que l'a reconnu M. Jean-Paul de Rocca-Serra, président RPR de l'Assemblée régionale de Corse, lors du récent colloque sur les îles européennes à Ajaccio.

Un échec pour M. Joxe

Ce débat permanent a été relancé lorsque le rapport Prada, remis au premier ministre le 12 septembre, a affirmé que l'économie insulaire « peut se développer harmonieusement autour de l'économie du tourisme », rejoignant ainsi l'opinion des Corses, tel le député UDF de Corse-du-Sud, M. José Rossi, qui pensent que le tourisme doit être le « moteur » du développement de l'île. Certes, M. Prada, comme tout le monde, refusait le « tout tourisme » et plaidait pour un tourisme « maîtrisé ».

Ces précautions laissent sceptiques ceux qui craignent que le littoral corse soit progressivement bétonné et que les Corses perdent la maîtrise de leur sol. D'autant que, lors du colloque d'Ajaccio, ils ont entendu, sur ce thème, plus de mises en garde que d'encouragements. En outre, ce refus du développement par le tourisme a dans la lutte des nationalistes une forte connotation « culturelle ». Enfin, le

tourisme tel qu'il est pratiqué, très largement balnéaire et saisonnier, suscite de nombreuses insatisfactions. En fait, comme l'a rappelé M. Jacqueline Artigueschelle, directrice de l'INSEE de Corse, lors du colloque d'Ajaccio, le tourisme tient plus de place dans les « débats passionnés » entre Corses que dans l'économie insulaire.

Au-delà de son aspect « thématique », cet attentat marque évidemment un échec pour M. Pierre Joxe, qui venait de faire un retour en force sur le devant de la scène. Depuis la réélection de M. François Mitterrand, le ministre de l'Intérieur tentait, par une politique subtilement dosée, d'être aux nationalistes tout « prêtiste » de retour à la violence. Une sorte de course contre la montre s'était ainsi engagée entre le ministre et les « dans » du mouvement. Le ministre avançait pas à pas, tentant constamment de désarmer les impatiences croissantes exprimées par les nationalistes sensibles malgré tout, dans un premier temps, à l'action du ministre. Dans ce jeu délicat, M. Joxe avait réussi à gagner pas mal de temps, puisque la trêve de l'ex-FLNC avait été reconduite plusieurs fois.

L'heure du bilan

Le mouvement des fonctionnaires à l'hiver et au printemps derniers a grappé le mécanisme. Le ministre de l'Intérieur a été, de fait, écarté de la gestion politique de la crise, au profit d'une ligne marquée par une rigueur budgétaire sans faille et une prise en compte largement insuffisante de la spécificité de l'île. C'est aux tables rondes confiantes à un haut fonctionnaire, M. Michel Prada, qu'il revenait désormais de prendre en compte les problèmes de fond de l'île. Les nationalistes — qui, au terme du conflit, s'étaient imposés comme la seule force politique vraiment cohérente de l'île — pouvaient ironiser sur M. Joxe « le gentil » et M. Rocard « le méchant ».

Pourtant, la réunion du comité interministériel du 26 octobre voyait, globalement, les orientations de M. Joxe s'imposer aux dépens de celles de M. Prada. Mais le comité interministériel reportait à une nouvelle réunion, en décembre, bon nombre de décisions, notamment Echaudée par les allers-retours précédents, les nationalistes, à qui il était demandé de patienter encore, dénonçaient cette fois la « poudre aux yeux » jetée par le gouvernement, tandis que les autres forces de l'île réagissaient dans l'assemblée de façon sceptique ou négative.

En somme, au fil du temps, tandis que les socialistes de l'île se laissent gagner par les idées autonomistes, les nationalistes haussent le niveau de leurs exigences et manifestent de plus en plus séchement leur insatisfaction. Dès le mois d'août, l'ex-FLNC écrivait dans un communiqué : « L'heure du bilan est proche ». Lors du colloque, M. François Alfonsi, successeur de M. Max Siméoni à la tête de l'Union pour le peuple corse (UPC), soulignait l'urgence d'autres moyens que « la peur des bombes » pour mettre un frein à la « voracité » des spéculateurs.

Finalement, certains nationalistes sont passés de nouveau à l'action. Certes, ils ne s'en sont pas pris aux symboles de l'Etat français en Corse, mais aux « spéculateurs », y compris corse. En outre, ils avaient apparemment pris toutes les précautions pour éviter

des pertes en vies humaines. Mais, à en croire le communiqué de l'ex-FLNC et compte tenu de la logique développée par l'organisation dissoute, cet attentat risque d'être suivi par d'autres. Il est clair aussi que, sans nécessairement approuver le recours à la violence, de nombreux Corses sont tentés de penser que les nationalistes ont bien été, ces dernières années, un « rempart » de l'identité corse.

M. Joxe qui, en tant que ministre de l'Intérieur du gouvernement français, ne peut évidemment tolérer que des immeubles entiers, dans un département de la République, soient détruits à l'explosif par un commando armé, est donc face à de nouvelles difficultés. Après un premier report, il avait annoncé que M. Mitterrand viendrait sur l'île « dès que possible », ce qui supposait le maintien du calme. La visite du président de la République sera peut-être moins rapide que prévu.

S'il est à peu près certain que les membres du commando appartenaient à la famille nationaliste, celle-ci vient de se diviser. A Cuneo, les Nationalistes (l'Organisation légale la plus proche des clandestins de l'ex-FLNC) a désormais ses dissidents, groupés dans l'Accolta Nazionale corse (ANC). Les deux organisations ont échangé récemment des propos aigres-doux.

L'ANC affirmait une « solidarité conditionnelle » avec d'éventuelles nouvelles actions armées de l'ex-FLNC et se disait, de toute façon, solidaire des « victimes de la répression ». A Cuneo, répondait qu'annoncer que « la solidarité affective jouerait » revient à « dire aux militants du FLNC : on peut condamner votre action politique-militaire, mais on vous défendra si vous tombez en prison ».

Dans l'immédiat, l'attentat a été implicitement revendiqué par l'ex-FLNC. Reste à savoir s'il signe un échec de la politique Joxe face à l'ensemble de la famille nationaliste ou s'il est surtout dû à une surcote à l'intérieur de cette famille.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

M. DE ROCCA-SERRA : dissension. — M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR) de la Corse-du-Sud, président de l'Assemblée de Corse et maire de Porto-Vecchio, a déclaré, mardi 7 novembre : « J'ai l'impression que à travers la prétendue spéculation immobilière, qu'on invoque de toute part et pour laquelle on vise plus particulièrement une région, c'est le tourisme qui est en cause. En tout cas, ce sera lui la victime et, par conséquent, l'économie de la Corse tout entière, son image en France et en Europe. (Cet attentat) constitue une dissuasion envers les investisseurs de toute nature ».

M. Giacchi : condamnable. — M. François Giacchi, sénateur (Gauche démocratique), président du conseil général de la Haute-Corse, a déclaré, mardi 7 novembre, au sujet de l'attentat de Santa-Lucia-di-Porto-Vecchio : « S'il s'agit d'un acte isolé, il est, bien entendu, condamnable, et les coupables doivent être recherchés. S'il s'agit d'une action concertée ou du début d'une action concertée, il est encore plus condamnable, et les coupables doivent encore être plus recherchés et poursuivis. J'ai toujours soutenu la politique du gouvernement, quel qu'il soit, tendant à réprimer la violence ou à la supprimer ».

Nouvelle-Calédonie

M. Roger Leray dénonce l'action passée du RPR

La Nouvelle-Calédonie passionne toujours autant les franc-maçons et leurs amis, si l'on en juge par le nombre de personnes qui assistaient mardi soir 7 novembre au siège du Grand Orient de France à la « tenue blanche ouverte » — c'est-à-dire à la conférence ouverte sur invitation aux profanes — consacrée par la loge « La table d'émeraude » à la situation sur le territoire un an et demi après la « mission du dialogue » envoyée sur place par MM. François Mitterrand et Michel Rocard au lendemain de l'affaire d'Ouvéa. Le sujet était traité par l'ancien grand maître de cette obédience, M. Roger Leray, qui fut l'un des membres de cette expédition océanique.

M. Leray qui est, par ailleurs, membre du Parti socialiste se fit donc l'avocat des accords de Matignon en soulignant que, par le passé, la Nouvelle-Calédonie avait trop souffert d'avoir été « prise en otage par les organisations politiques hexagonales », et en plaçant à propos du projet de loi d'amnistie « pour qu'on cesse de nourrir la haine ». L'ancien grand maître

visait surtout le RPR en général et le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale en particulier, M. Bernard Pons, ancien ministre des DOM-TOM.

Au passage, il précise qu'au moment de la prise d'otages d'Ouvéa, il avait accepté, à la demande de M. Mitterrand, de tenter une médiation, mais que la proposition écrite faite le 2 mai 1988 par le président de la République au premier ministre — trois jours avant l'assaut de l'armée contre la grotte — avait essuyé « une réponse négative de la part de M. Chirac ». M. Leray ne fut pas plus tendre avec « les déclarations intempestives et irresponsables de certains

révolutionnaires frustrés qui aimeraient faire en Nouvelle-Calédonie une sorte de révolution par délégation », ce qui visait, semble-t-il, la contribution au congrès socialiste de Rennes, récemment déposée par MM. Dray et Melançon.

M. Leray fait partie de ceux qui pensent qu'en Nouvelle-Calédonie « le rythme des réformes devrait être plus soutenu » et qu'il existe « un grand danger de faire naître des espérances qui ne peuvent pas ne pas être déçues » lorsqu'on « blêmit en spéculant sur le développement économique pour assurer l'avenir du territoire, dans un territoire qui n'a pas d'économie ».

A. R.

Le PR hostile au projet de loi d'amnistie en Nouvelle-Calédonie. — Le nouveau porte-parole du Parti républicain, M. Ladislav Poniatowski, a affirmé mardi 7 novembre l'opposition de son parti au projet de loi d'amnistie générale en Nouvelle-Calédonie. « Ce texte constitue un précédent grave », a expliqué M. Poniatowski, « car c'est la première fois dans l'histoire pénale qu'on aboutit sans

procès. La seconde raison de notre refus c'est qu'il est ressenti comme une insulte par les familles des victimes et la gendarmerie tout entière. Enfin, la démocratie est flouée dans cette affaire car M. Michel Rocard s'était engagé en organisant le référendum sur les accords de Matignon à ce que les assassins d'Ouvéa soient jugés ».

Les afficheurs protestent contre la limitation de la publicité politique

Sept mille panneaux publicitaires sont recouverts, tout au long de cette semaine, d'affiches critiquant les limitations apportées à la publicité politique par les projets sur le financement des activités politiques en cours de discussion devant le Parlement.

La moralisation de la vie politique, chacun y est favorable... à condition que ses intérêts propres ne soient pas mis en cause. Ainsi des afficheurs. Dans ses projets sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, le gouvernement a estimé qu'il fallait plafonner les dépenses des candidats, mais aussi que le meilleur moyen de les inciter à la modération était de leur interdire certaines techniques de promotion. Il avait donc proposé de limiter les possibilités de recours à l'affichage commercial, selon un système assez complexe, n'autorisant qu'un certain nombre de jours d'affichage, variable selon les élections.

Devant la difficulté de contrôle, les députés, en première lecture, avaient préféré une technique plus simple, mais plus brutale. La législation actuellement en vigueur interdit la publicité commerciale durant la campagne électorale officielle, dont la durée varie de deux à trois semaines. Le rapporteur du projet, M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne) avait proposé d'augmenter la durée de cette interdiction jusqu'à trois mois. Suivant M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines), l'Assemblée nationale, malgré les réserves du RPR, a allongé ce délai aux six mois précédant l'élection.

Furieux des sociétés d'affichage. Officiellement, elles ne peuvent se plaindre d'un manque à gagner, puisqu'elles affirment que la publicité politique n'est pas pour elle d'un grand rapport, étant donné les réductions qu'elles consentent aux partis et aux candidats. L'union de

leurs syndicats professionnels affirme ne pas avoir établi un bilan précis de cette activité. Ainsi ces sociétés montrent-elles en avant le développement de l'affichage sauvage, pourtant interdit par la loi, et que, d'après elles, cette interdiction va encore accroître, alors que déjà il provoque une gêne commerciale incontestable pour eux.

Frapper fort

Leur inquiétude était, en fait, née dès la préparation de ces projets. Les afficheurs avaient donc entrepris une action de « lobbying » classique : contacts, ou tentatives de contacts avec les ministères, rencontres avec M. Savy et d'autres députés. Le résultat les a déçus. Elles ont pourtant décidé de continuer ce type d'intervention auprès du Sénat, qui commence à examiner ces projets en commission. Mais elles ont aussi jugé utile de passer à la vitesse supérieure. Puisque leur métier est d'aider les autres à communiquer, pourquoi ne pas utiliser leurs panneaux d'affichage pour elles-mêmes ? D'où la campagne en cours.

Les slogans retenus frappent fort et sans nuance. La défense d'intérêts particuliers tente de se camoufler derrière un plaidoyer pour la liberté tout court : « En 1989, la liberté d'expression en prend un coup ». De très grosses lettres assurent que « l'affichage politique va être interdit en France », et il faut des jumelles pour découvrir que l'interdiction ne durera que six mois. La contestation des partis est largement utilisée : « Ça va être de plus en plus dur de savoir qui fait quoi et avec qui ». A entendre les promoteurs de cette campagne, ce sont « les slogans publicitaires qui peuvent renouveler le débat politique », et, si l'utilisation de leurs médias est limitée, les citoyens ne seront plus informés.

Th. B.

Les Verts déçus par leur visite chez M. Rocard

A la veille de l'examen du budget de l'environnement par les députés, M. Michel Rocard a reçu, mardi 7 novembre à l'hôtel Matignon, une délégation du mouvement des Verts, conduite par un de ses deux porte-parole, M. Christian Brodhag. Chef de file de la « quatrième organisation » politique aux dernières élections européennes, M. Antoine Waechter n'a pas participé à cette entrevue demandée par les écologistes. Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, y a assisté, « silencieusement », selon un des participants.

Les Verts ont demandé à M. Rocard un « doublement » du budget de l'environnement (166 milliards de francs) qu'ils jugent « minuscule », ainsi qu'un accroissement des fonctionnaires de l'environnement dans les départements. Le premier ministre se serait montré disposé à donner un « petit coup de pouce » budgétaire. « C'est maintenant aux députés de faire leur travail », a déclaré M. Brodhag à sa sortie de Matignon.

Les écologistes n'ont obtenu gain de cause sur aucun des dossiers spécifiques qu'ils ont plaqués — abandon du canal à grand gabarit Rhin-Rhône, révision du programme autoroutier, aménagement de la politique énergétique et de traitement des déchets —, bien que, selon les Verts, M. Rocard ait proclamé une « grande sensibilité écologique ». Le porte-parole des Verts a mis en évidence une « différence d'approche » entre son mouvement et le gouvernement, indiquant que les écologistes ont une conception « beaucoup plus volontariste » alors que M. Rocard reste dans une « logique productiviste ».

D'un mot, le premier ministre a réaffirmé son opposition au scrutin proportionnel qui, à son avis, rendrait la France « ingouvernable ». Les Verts, qui ont neuf députés européens, ne disposent d'aucun représentant à l'Assemblée nationale.

CIC PARIS.
JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE.

« J'aime les banques qui paient de leur personne. C'est bien ».

14 Les poteries de la région de la Cinq
15 Des mesures pour faciliter le trafic urbain

16 La conférence sur le réchauffement de la Terre
La relance de la politique de l'environnement

17 Le mariage de Diego Meradona
18 M. Lang veut encourager le mécénat culturel

La justice va arbitrer le conflit entre M. Hersant et M. Seydoux

La Cinq asphyxiée par la guerre des actionnaires

M. Jérôme Seydoux, soutenu par M. Silvio Berlusconi, Groupama et le canadien Vidéotron, parviendra-t-il à arracher le contrôle de la Cinq à M. Robert Hersant époux par M. Jean-Marie Verne? A la veille du procès devant le tribunal de commerce, les deux camps abattent leurs cartes maîtresses.

La Cinq, aujourd'hui, ne raisonne pas à six mois ni à trois. La Cinq ignore qui la dirigera le mois prochain, comment se répartiront ses actionnaires, quelle sera sa politique de programmation. La Cinq est suspendue à un fil, attendant la décision du tribunal de commerce de Paris qui, jeudi 9 novembre, entendra les très longues plaidoiries des nombreux avocats des deux camps d'actionnaires défaits et ne se faire aucun cadeau.

Tous, pourtant, ont tour à tour douté d'elle et connu le vague à l'âme, fait croire à leur désintérêt, leur envie de partir : M. Seydoux en faisant le mot, M. Berlusconi en flirtant avec la Une, Groupama en proposant ses parts, M. Hersant - plus discret - en confiant en privé sa déception. En un sens ultime, tous ou presque, s'accrochent aujourd'hui rageusement.

« Faut-il que l'affaire soit belle, ironise un ami de M. Hersant. Voilà qu'ils en oublient leurs griefs, leurs piques, leurs critiques ! » Erreur. Ce sont précisément ces signaux, ces piques, ces critiques qui ont provoqué le combat et le rendent sans pitié. C'est le sentiment de gloire ou de coup de poing. Et si l'un des camps en présence

conteste que l'affaire soit belle, personne ne doute qu'elle puisse l'être un jour. La question étant quand, à quel coût et en profit de qui.

Le tableau, en attendant, n'est guère réjouissant. Et le risque d'écroulement de la société, qui se trouvait cet été au bord de la cessation de paiement, alarme son personnel, dont le travail est paralysé. Difficile pour les professionnels de la règle de démanteler les amoncellements en leur vendant une Cinq « conquérante » ou « agressive ». Complicé pour les gens de programmes de composer une grille en naviguant à vue.

14 % du marché

Les comptes ? On n'en conteste guère les chiffres (2,2 milliards de perte depuis 1987) mais on les lit différemment selon qu'on a en main la gestion - « C'est un vrai succès commercial, les bénéfices commencent à dépasser », déclare, cet été, son directeur général - ou qu'on ne maîtrise pas. Un véritable front de contestation s'est en effet levé pour mettre en cause le « management », et les critiques vont bon train : des mutuelles qui se fondent sur un audit (voir par ailleurs) au directeur canadien de TBS-Médias qui ne mâche pas ses mots, fort d'une réputation de gestionnaire charismatique et avisé (le Monde du 8 novembre), en passant par M. Seydoux et M. Berlusconi, pourtant prudents depuis deux ans. Les commissaires aux comptes ont décliné, au mois de juin, la procédure d'alerte, et l'augmentation de capital de 300 millions de francs apparaît déjà comme largement insuffisante.

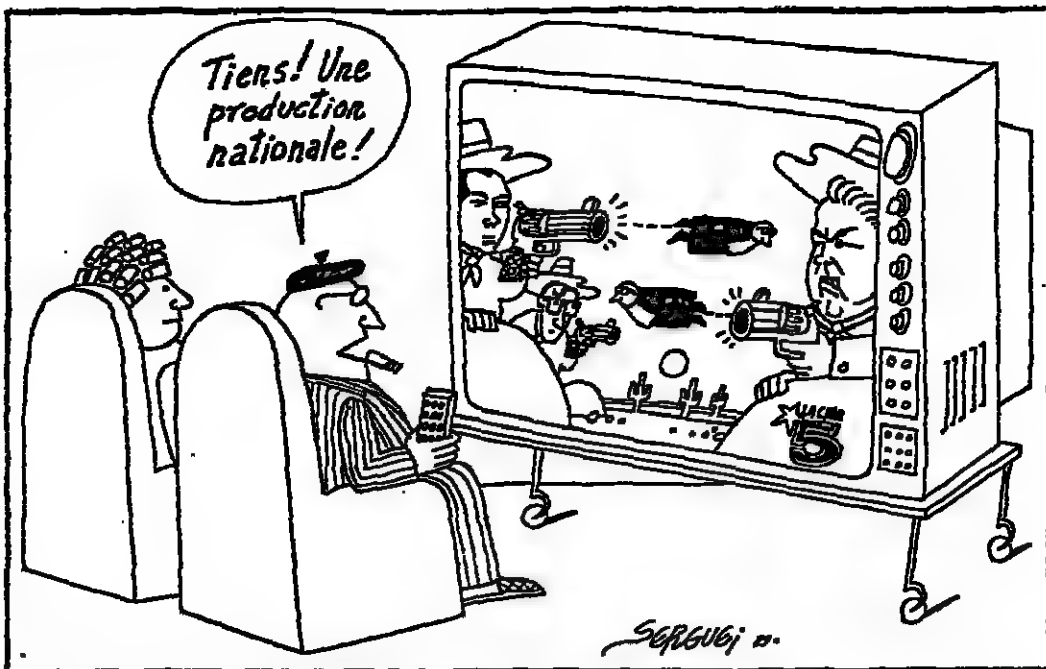
L'audience ? Pas négligeable assurément puisqu'on reconnaît à

la Cinq 14 % de parts de marché. Elle semble cependant stagner depuis un an malgré l'ouverture de nouveaux fréquences, et donc l'augmentation de son public potentiel, comme si la formule, faite de production fraîche, commençait à lasser.

Mais il existe bien d'autres incertitudes qui sont autant de menaces graves pour la chaîne. D'abord, celle des sanctions décidées par le CSA et dont on ignore encore la nature. Son mépris des règles lui a déjà valu des amendes d'un montant de 72 millions de francs infligés par le Conseil d'Etat. L'interdiction d'un film par quatre coupures publicitaires lui a récemment coûté 4 autres millions de francs, et le Conseil supérieur de l'audiovisuel a également saisi le Conseil d'Etat le 21 juillet à propos de la diffusion de deux téléfilms répétés.

Des brouilles sans doute comparées à la suspension ou même la réduction d'autorisation que risque aujourd'hui la chaîne - pour non-respect de ses quotas. Une note du rapporteur du Conseil d'Etat en date du 16 août recommande « une sanction plus incitative qu'une simple sanction pécuniaire ».

Enfin le projet de décret pour réglementer la programmation des chaînes tend à rendre la définition d'une stratégie de programmes. Dans l'hypothèse où le gouvernement se conformerait à l'avis du CSA, il faudrait que la Cinq procède déjà à un premier ajustement de sa grille de façon à se conformer au nouveau horaire exigé pour le respect des quotas (6 heures - 1 h 30). Mais pour se conformer début 1992 aux exigences d'un horaire beaucoup plus strict, il lui faudrait augmenter la production de nombreux



programmes capables d'alimenter près de quatre-vingt soirées par an.

Le temps joue désormais contre la Cinq. Confrontée à de très graves difficultés de trésorerie et à la nécessité d'investissements en programmes, elle ne peut pas se permettre le luxe d'une crise durable entre ses actionnaires. Alors que cherchent-ils, les uns et les autres, qui se disputent le jouet au risque de l'éclatement ? M. Seydoux et Berlusconi tentent le tout pour le tout, forts du mécontentement d'autres actionnaires et sûrs de mieux gérer une chaîne dont, depuis deux ans, ils n'ont eu le droit que de combler les pertes.

Homme de presse

M. Hersant, qui rêve de se débarrasser d'associés soudainement encombrants, ne se présente pas sans armes devant le tribunal. Mais que vaudrait une victoire sur des partenaires qui, le 12 septembre, étaient majoritaires dans le capital de la chaîne et remettaient en cause sa gestion de président ? Pourrait-il leur en tirer sur les derniers années et repartir de bon pied avec de nouveaux actionnaires comme si de rien n'était ?

Certains peut-être rêvent de compromis. Mais dans quelle perspective ? Pour se développer, une chaîne a besoin de constance dans sa gestion et d'une vision d'avenir. Un plan et un calendrier qui réclament depuis des mois les actionnaires contestataires. En vain. Il est vrai que le patron de presse n'est avant tout M. Hersant mesure peut-être les résultats de sa chaîne à d'autres paramètres. La valorisation de son groupe et quelques synergies avec ses journaux ne sont sans doute pas les derniers de ces paramètres.

A. C.

L'audit accablant des mutuelles agricoles

C'est par une note interne adressée à ses soixante-cinq caisses régionales que la direction centrale des mutuelles agricoles (Groupama) a tenté d'informer les responsables locaux de sa version officielle du dossier « cinquième chaîne ». Une note de quatre pages, précise, synthétique, qui explique l'état d'esprit de Groupama lorsque celui-ci s'est lancé dans l'aventure de la télévision et qui justifie son attitude d'aujourd'hui.

L'entrée dans la Cinq, précise la note, avait pour objectif de positionner les mutuelles sur « un secteur porteur autorisant une valorisation forte de l'investissement ». Le plan financier prévisionnel laissait espérer « une rentabilité dès 1990 », ainsi qu'une entrée en Bourse ouvrant, *ipso facto*, « une possibilité de sortie pour tout investisseur ». Groupama a donc, dès le début, considéré sa participation « comme strictement financière ».

Or, ajoute le document, « très rapidement », les mutuelles ont « eu le sentiment que l'équilibre financier ne serait pas atteint comme prévu et que le retour sur investissement ne pourrait pas se produire avant 1997, date de la fin de l'autorisation d'émettre ». Elles ont donc « diligenté un audit général » de la chaîne, audit confié au cabinet Coopers et Lybrand et dont les conclusions se révèlent accablantes pour la gestion de la société.

« Si la Cinq a réussi à conquérir un taux d'audience d'environ 14 %, significatif dans le paysage audiovisuel français, précise le cabinet dans ses conclusions, cette situation est entachée par un non-respect actuel des quotas, un déficit cumulé qui devrait atteindre

2,2 à 2,3 milliards de francs à fin 1989, une situation financière difficile et le manque de cohésion de l'équipe de direction. »

En effet, les seules « pertes de l'année 1989 » devraient ressortir aux environs de 600-650 millions de francs, sans prise en compte des coûts et risques liés aux changements de grille pour assurer le respect des quotas. Des quotas, ajoute l'audit, dont le non-respect « peut se traduire par de nouvelles pénalités importantes, voire même par une suspension d'autorisation d'émettre (...) aux conséquences inappréciables sur le devenir de la chaîne ».

Coopers et Lybrand estime donc « impératives » des actions à court terme, et notamment la définition d'une « stratégie qui donne une identité à la Cinq et en définit le positionnement par rapport à la concurrence », faute de quoi « toute projection de nature financière » demeure interdite. « Les actionnaires ont, dans ce cadre, un rôle primordial à jouer (...), en formalisant leur accord ou leur désaccord avant que la situation n'empire. »

C'est en se basant sur ce verdict sans appel que Groupama décidait, après son assemblée générale de juin, d'informer M. Robert Hersant de son désir de ne plus continuer à investir dans la Cinq et de céder sa participation. Faute de réponse de ce dernier, les mutuelles devaient alors se retourner vers M. Seydoux et Berlusconi, ouvrant la voie à la crise.

M. Marie-France Brière rejoint Antenne 2. - Jusqu'à présent responsable de la direction artistique et de la production de la Cinq, Marie-France Brière vient d'être nommée à Antenne 2.

Les trois nœuds du conflit

Deux blocs d'actionnaires vont donc s'affronter devant le tribunal de commerce avec pour enjeu le contrôle de la Cinq. Le débat tournera autour de trois questions-clés, l'une posée initialement par M. Hersant, les deux autres en réplique par ses adversaires.

1. - Les mutuelles ont-elles ou non vendu leurs actions aux Chargeurs ?

Dans l'échange de lettres « croisées » du 11 septembre dernier, les Chargeurs S.A. de M. Jérôme Seydoux et la société Pargéco, filiale des mutuelles agricoles, ont-ils souscrit des « engagements réciproques et irrévocables d'achat et de vente » portant sur les 16,83 % du capital de la Cinq jusqu'alors détenus par les mutuelles ?

Oui, affirme depuis le premier jour M. Robert Hersant qui, fort d'une jurisprudence assurant une promesse de vente à une vente, ouvrirait, le 21 septembre, la procédure de préemption sur l'ensemble des actions Pargéco en faveur de tous les actionnaires.

Oui, semblait penser le président Grandjean qui, anticipant sur le débat « au fond » du 9 novembre, parlait déjà dans son jugement en référé du 27 septembre, de « promesse de vente ferme ».

Jérôme Seydoux et les mutuelles ont tenté, dès le 25 septembre, de sortir de cette polémique juridique, le groupe Chargeurs renouant « purement et simplement » la promesse de vente de Pargéco, ce que cette dernière a immédiatement accepté. Aujourd'hui, les deux sociétés se défendent encore sur le terrain du droit en qualifiant de simples « offres unilatérales » leur premier échange de lettres et en rappelant que, dès le départ, la levée de ces options devenait à la fois être confirmée par les signataires, autorisés par le CSA, et soumise au droit de préemption des autres actionnaires.

Ces deux lettres n'étaient en réalité, affirment ces auteurs, qu'un simple « parachute » offert par Chargeurs SA à Groupama pour qu'il remette - sans risque pour les adhérents des mutuelles - de l'argent dans la Cinq. Suivre l'augmentation de capital ouverte depuis le mois de juillet, était en effet devenu un impératif aux yeux des actionnaires mécontents de la

gestion de M. Hersant s'ils voulaient protéger leurs investissements passés. Tous redoutaient en effet, que la PDG de la société ne mette à profit d'éventuelles défections pour faire entrer de nouveaux partenaires dans le capital - les frères Defforey de Carrefour et plusieurs investisseurs institutionnels - et ainsi « balayer » les actions des principaux intéressés.

2. Le droit de préemption est-il légal ?

Le droit de préemption, prévu par une clause des statuts de la Cinq, permet aux alliés de M. Hersant de surprendre sur les actions de Pargéco. Les avocats de M. Seydoux estiment aujourd'hui que cette procédure est contraire au principe de la liberté des actionnaires de céder leurs actions et donc, tout simplement, illégale. Voilà donc d'emblée le débat posé sur le terrain du droit et de la doctrine.

La discussion sera vive, donc, entre les défenseurs des deux parties, lesquels pourraient surtout s'empoigner sur les contradictions devant lesquelles se trouvent placés les Chargeurs. Contraints de revendiquer le respect du droit de préemption pour refuser l'accession d'entrants avec les mutuelles, voilà qu'ils l'estiment aujourd'hui illégal.

3. Des irrégularités ont-elles entaché l'augmentation de capital ?

Une augmentation de capital de 300 000 millions de francs a été ouverte par M. Robert Hersant du 11 juillet au 11 septembre. Les actionnaires de la Cinq pouvaient y souscrire « à titre irréductible » (au prorata de leur participation) ou à « titre réductible » (en mettant beaucoup plus d'argent sur la table pour se substituer à d'éventuels actionnaires défaillants, quitte à ce que la société rembourse le trop-payé).

Le litige porte d'abord sur les souscriptions effectuées dès l'ouverture de l'augmentation de capital, entre le 12 et le 21 juillet, par la société SMA du groupe UIC (pour 6,8 millions de francs), le groupe Hersant (75 millions) et deux sociétés du groupe Verne, SCI et SCP (30 millions au total).

Ces souscriptions n'ont, en effet, pas été faites « en numéraire » comme l'avait exigé l'assemblée générale des actionnaires.

Ce n'est d'ailleurs qu'après avoir flairé un « piège » dans la souscription « tardive » et « concertée » de Chargeurs (20,4 millions à titre irréductible et 145 millions à titre réductible), Rosteina (75 millions), Pargéco (33 millions) et le canadien Vidéotron (10,2 millions), à 17 h 45 le jour de clôture, que le camp Hersant décidait de « régulariser » sa situation en souscrivant une seconde fois. Et en numéraire !

Deuxième accusation de M. Seydoux et Berlusconi : l'arrivée tardive - postérieure à la date de clôture du 11 septembre - des souscriptions de M. Jean-Marie Verne (pour une nouvelle souscription de 20 millions) et de la chaîne Vidéotron (10,2 millions). Si le tribunal, au nom de ces irrégularités, annule les versements de M. Hersant et de ses alliés, M. Seydoux, qui a souscrit 145 millions de francs à titre réductible, se retrouve en position de force au sein de la Cinq.

SCI et le Crédit lyonnais nient fermement tout retard et affirment avoir remis leurs chèques à la chaîne le 11 septembre - même si Via Banque ne les enregistre que le 12 - encore l'un des chèques montre-t-il une nature transformant maladroïtement en 12 en 11.

Mais là n'est pas le plus troublant. Car, du 13 au 15, ont lieu entre le compte d'augmentation de capital - théoriquement intouchable - et le compte courant de la Cinq, tous deux chez Via Banque, des mouvements de fonds difficilement explicables. Des mouvements qui aboutissent, entre le 15 et le 18, à rendre le compte d'augmentation de capital débiteur de 112 millions de francs.

Interrogée par des actionnaires, Via Banque a refusé jusqu'ici de s'expliquer, ne pouvant, dit-elle, ne recevoir d'ordre que du président de la Cinq. La surprise causée le soir du 11 septembre par l'offensive in extremis du clan Seydoux-Berlusconi aurait-elle provoqué un début de panique propice à des « erreurs » comptables ?

ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY

TASSADIT IMACHE

Une fille sans histoire

ROMAN
CALMANN LEVY

Roman, 144 pages, 79 F.

Calmann-Lévy

On est saisi de la première à la dernière page par l'émotion que dégage cette écriture retenue, par la force des images suscitées en des mots justes et simples.

Le Monde

L'écriture dépouillée de Tassadit Imache donne toute sa vigueur à ce règlement de comptes qui est aussi un chant d'amour étouffé et un cri de rage.

Le Quotidien de Paris

Un très beau livre, tragique.

L'Événement du Jeudi

سكنا من الاصل

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

L'affaire Cons-Boutboul

Un magistrat du Havre a divulgué des informations à « Paris-Match »

ROUEN

de notre correspondant

Au terme d'une rapide enquête du parquet général de Rouen il a été établi que M. Fernand Gousseau, procureur de la République au Havre, a communiqué à un journaliste de l'hebdomadaire Paris-Match une copie du procès-verbal de l'audition par M. Alain Verleone, juge d'instruction à Paris, de M. Isidore Figuer, un des protagonistes de l'affaire Cons-Boutboul.

M. Figuer, artisan taxi à Paris, aurait conduit M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul à un rendez-vous avec Bruno Dassac, le représentant de commerce assassiné au Havre en mai 1988 d'une balle dans la tête. La déposition de l'artisan est un élément décisif de la tentative de lier l'affaire Dassac, instruite au Havre, avec l'assassinat en décembre 1985 à Paris de l'avocat Jacques Perrot, époux de Marie-Elisabeth Cons-Boutboul.

La violation caractérisée du secret de l'instruction par M. Gousseau a provoqué une vive émotion dans son entourage professionnel, au palais de justice du Havre, où

l'on s'interroge sur les raisons de cet acte. Le procureur de la République a reconnu les faits.

« C'est une catastrophe pour moi », a-t-il déclaré au téléphone. M. Fernand Gousseau devrait être muté prochainement dans la région parisienne.

Cette affaire pourrait perturber l'instruction dont ont été chargés M. Michel Beaulier au Havre et M. Alain Verleone à Paris. Déjà, l'avocat de M^{me} Cons-Boutboul, M^{me} Jacques Dreyfuss, souligne : « Tout ceci n'est pas mauvais pour mon dossier », et souhaite que l'on profite de cette affaire « pour enfin voir le vrai » en prenant au sérieux la thèse de sa cliente : un règlement de comptes interne à un milieu où l'on rencontrerait notamment des membres de la Loge P 2...

En plus du départ du procureur Fernand Gousseau, une autre question se pose : qui remplacera le juge Michel Beaulier qui, lui aussi, doit quitter la Normandie pour Tarascon (Bouches-du-Rhône) à la fin de l'année 1989.

ETIENNE BANZET

Les poursuites du juge Boulouque contre deux journalistes

Secret de polichinelle et de l'instruction

réacteurs de l'aviation de Téhéran

étaient déjà en marche alors que le juge n'en avait pas fini de ses questions. Et que cela l'avait « chauffé », lui qui avait toujours cru ce qu'on lui disait, à savoir que Gordji était un dangereux terroriste, voire « une bête humaine ». Bref qu'il avait eu « la réaction de monsieur Tout-le-monde ».

L'avocat de M. Boulouque, M^{me} François Sarda, a tenté, une nouvelle fois, de plaider que Gordji n'était peut-être pas celui qu'on croyait et le dossier pas aussi alléchant qu'annoncé, mais ce n'était pas le problème de Plantu. « Les terroristes, je les dessine avec des boules sous le bras, une kalachnikov et des grenades : tout en nuance. Là, je montre seulement un interrogatoire bide ». M^{me} Sarda s'est encore demandé ce qu'il serait advenu du dessin si Plantu avait su que le dossier était « vide ». Mais Plantu n'a pas compris pourquoi il y aurait eu « une telle ambiance » en France à propos d'un dossier vide, lequel par définition n'aurait intéressé personne. M^{me} Sarda s'est rassuré.

Secret de l'instruction

Le témoin suivant, toujours cité par la défense, n'a pas été plus conciliant. Chef du service des informations générales à l'AFP, Pierre Feuilleux est venu raconter minute par minute ce qui avait commencé à l'Agence France-Presse comme un dimanche normal, le 29 novembre 1987. A 18 h 01, un « policier » réquerant évidemment l'anonymat à téléphone : « Gordji vient de sortir de l'ambassade pour être entendu par le juge Boulouque ». Après vérifications, l'AFP a diffusé l'information à 18 h 39. Alors que l'audition se déroulait encore, le procureur de la République, à l'époque M. Reynaud, a indiqué à l'AFP qu'il était « tout à fait excité » que l'interprète soit inculpé, et il a assuré qu'il sortirait libre du Palais de justice.

Au même moment, des journalistes présents au Bourget ont pu

constater qu'un Falcon-50, loué par une compagnie privée à la société Marcel Dassac, était prêt à décoller pour Téhéran. L'audition a duré environ deux heures. Elle n'était pas terminée depuis deux minutes, a poursuivi M. Feuilleux, que le procureur de la République avait déjà publié un communiqué annonçant qu'aucune charge n'avait été retenue — par le juge, faut-il le rappeler — contre Gordji. Un rendez-vous avait enfin été fixé, « e-dit-on », à Karachi, où le conseil de France, M. Paul Torri, retenu par les Iraniens, a été parallèlement libéré.

Il était temps que quelqu'un prenne la défense de M. Boulouque. Aucun magistrat en exercice ne s'étant déplacé, cette tâche avait échu à M. Alain Marsaud, ancien chef de la section antiterroriste du parquet de Paris et aujourd'hui « mis à la disposition du président du Sénat par le garde des sceaux », qui était cité également par la défense.

Agacé par les questions de M^{me} Yves Baudelot, l'avocat du Monde, sur ses liens étroits avec M^{me} Pasqua et Pandraud, M. Marsaud a fait remarquer qu'il était venu à l'audience « ce qui n'est pas le cas de tout le monde », mais cela ne lui a valu aucun traitement de faveur. Car, dès qu'il s'est retranché derrière le secret de l'instruction, M^{me} Henri Leclerc, le défenseur de Libération, s'est mis en colère.

« S'il y a eu une affaire sur la place publique, c'est bien celle-là. Dix journalistes sont venus ici affirmer qu'ils tenaient leurs informations de la section antiterroriste du parquet, de M^{me} Boulouque et Marsaud, et quand on pose une question, on s'entend répondre : chut ! le secret de l'instruction ». Des quelques réponses de M. Marsaud, il est alors ressorti que les magistrats s'étaient aperçus, dès le début soit, que les charges contre Gordji étaient minces et que c'était un « secret de polichinelle », bien que Plantu ne le sache pas. Qu'il était « envisageable » que le pouvoir ait utilisé le cas Gordji pour négocier « certaines affaires » avec l'Iran. Mais qu'un jour, le « citoyen », reconnaissant, com-

trait la vérité sur le dossier. « Vous aurez tous une grande surprise », a promis M. Marsaud en vendant une partie de la mèche : « Toutes les procédures judiciaires ont été respectées ».

Les antichambres ministérielles

Pour la petite histoire de ce procès hypocrite, il faut encore signaler que les assesseurs du président Alain Lascabatz n'ont eux-mêmes pu s'empêcher de sourire lorsque M. Marsaud, admettant que certaines décisions nient la possibilité d'un pouvoir judiciaire, a précisé qu'il n'en savait rien : « Je ne fréquente pas les antichambres ministérielles ».

On croyait avoir déjà beaucoup entendu lorsque M^{me} Cons-Boutboul, venant d'un procès voisin où il plaiderait, l'avocat M^{me} Bernard Maisonneuve, qui, pour avoir défendu des inculpés carres ou desquels, fut un client régulier des juges de l'antiterrorisme. Sans émotion particulière, l'avocat a indiqué que les magistrats instructeurs qui ne s'alignaient pas sur les positions de la section antiterroriste du parquet étaient considérés comme coupables d'une « espèce de trahison ». M^{me} Maisonneuve l'a d'ailleurs vérifié sous les ministres Pasqua ou Joxa. « Il y eut une phase de surpression, et une autre, où on élargissait plus facilement ».

L'avocat a cité le cas d'un juge qui, pour s'être opposé à un substitut sur un mandat de dépôt, a été privé d'un ou deux gardes du corps. Pis, sa 505 de fonction a été transférée en 205. Le substitut, M^{me} Edith Dubreuil, a si peu cru à ce complot de palais de justice que, dès l'audience levée, elle a voulu connaître le nom de la victime. « Qui c'est, qui c'est ? » Le citoyen ordinaire aura au moins appris, de cette journée, que les voitures de fonction des juges de l'antiterrorisme, privilège jaloux, sont attribuées par le ministère de l'Intérieur. A un prix trop mal converti par le secret de l'instruction.

CORINNE LESNÉS

La mort de vingt-deux mineurs en 1985

Non-lieu dans le dossier de la catastrophe de Forbach

Troisième magistrat chargé, depuis l'ouverture de la procédure, du dossier de la catastrophe du puits Simon des Houillères de Lorraine à Forbach (Moselle) où, le 25 février 1985, vingt-deux mineurs avaient été tués en plus de cent blessés, M^{me} Catherine Brun, juge d'instruction à Sarreguemines, vient de rendre une ordonnance de non-lieu. Les parties ont immédiatement décidé de faire appel, ainsi que la CFDT et la CGT.

M^{me} Brun a relevé plusieurs manquements aux règles de sécurité, mais a estimé qu'il n'y avait pas de preuve absolue du lien de causalité entre ces manquements et la catastrophe.

Le chef de siège du puits Simon, M. Jacques Richard, et son adjoint,

M. Jacques Naquet, qui avaient été inculpés d'homicides involontaires, bénéficient de l'ordonnance de non-lieu.

Les manquements relevés au cours de l'enquête concernent notamment un mauvais positionnement des « arrêts-barrages » (bacs d'eau se déversant automatiquement en cas d'incendie), et un défaut des mesures de détection du grisou. Les arrêts-barrages se trouvaient à 300 mètres des deux chantiers, et la présence d'une hacheuse empêchait d'en installer entre les chantiers comme le prévoit le règlement.

La catastrophe de Forbach avait été la plus meurtrière en France après celle de Liévin (Pas-de-Calais) où quarante-deux mineurs avaient été tués en 1974.

Le tribunal a ensuite entendu le témoin Plantu, auteur d'un dessin « démolissant » faisant du juge Boulouque « un type qui enregistre les billets dans les déports » et de l'interrogatoire de Wahid Gordji un questionnaire poli : « Fumeur ou non fumeur ? ». Dessin qui a amusé jusqu'à certains milieux politiques de Washington, si on en croit un témoin de la première journée d'audience et que le jury du prix Mumm, composé de figures aussi éminentes que Bernard Pivot ou Jean d'Ormesson, a couronné sans arrière-pensées. Mais que Véronique Brocard a eu le tort de rappeler au souvenir du juge Boulouque, un an après, dans Libération.

Le dessinateur a expliqué qu'il avait entendu à la radio que les

TELECOMMUNICATIONS/RESEAUX

AMADEUS - Munich

AMADEUS est un organisme de réservation aérienne, couvrant le monde entier, fondé conjointement par Air France, Iberia, Lufthansa et SAS.

Dans le cadre de la mise en place de son réseau numérique européen à grande vitesse, AMADEUS recherche des spécialistes réseaux et télécommunications pour son centre informatique d'Erding près de Munich. Ces postes s'adressent à des professionnels de haut niveau qui souhaitent s'intégrer à un environnement international en pleine évolution. Les candidats devront être disponibles pour effectuer des déplacements.

INGENIEURS ET TECHNICIENS SURVEILLANCE DE RESEAUX

Les candidats travailleront dans le centre de gestion des réseaux, où sont mises en œuvre les technologies les plus récentes de surveillance graphique et de détection d'incidents. Ils devront posséder au minimum trois ans d'expérience dans un environnement de grands réseaux. Connaissances requises : VTAM ; SNA ; Nerveview ; X25 ; maintenance matériel et logiciels de télétraitement ; méthodes de détection d'incidents. La disponibilité pour le travail en équipe de nuit est nécessaire. Réf. B/5975M

INGENIEURS TELECOMMUNICATIONS

Les candidats seront intégrés soit à l'équipe "support" soit à l'équipe "conseil/ingénierie". L'équipe "support" assure l'assistance de second niveau sur le matériel et sur les logiciels (SNA, X25, 3745, TDM). L'équipe "conseil/ingénierie" développe les solutions réseaux actuelles et futures. Elle dirige également leur installation : démarrage du réseau interne AMADEUS 2Mb, câblage du centre informatique, choix du réseau local, courrier électronique...

Motivation et créativité dans la recherche de solutions sont nécessaires. Certains des postes proposés sont des postes d'encadrement.

Une expérience de plusieurs années est requise dans les domaines suivants (selon affectation à l'une ou l'autre équipe) :

- Télécommunications : analyse des incidents ; installation des circuits ; réseaux numériques à grande vitesse ; SNA ou X25.
- Matériel : multiplexeurs ; modems ; câblage LAN ; commutateurs ; équipements de "patching" ; datascopes ; analyseurs de circuits. Réf. B/5976M

Anglais courant indispensable. Adresser candidature en anglais, en précisant la référence choisie, à J. PERRIN - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

M. Le Pen et la torture en Algérie

La Cour de cassation confirme les condamnations de « Libération » et du « Canard enchaîné »

La chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. Paul Belhadj a rejeté, mardi 7 novembre, les pourvois formés par les directeurs de publication de Libération et du Canard enchaîné contre des arrêts de la cour d'appel de Paris les condamnant pour avoir publié des propos accusant M. Jean-Marie Le Pen d'avoir pratiqué la torture en Algérie, en 1957, alors qu'il avait le grade de lieutenant.

Les éditions datées des 4, 11 et 18 juillet 1984 du Canard enchaîné et les articles publiés les 12 février et 20 mars 1985 par Libération avaient fait l'objet de poursuites en diffamation de la part du président du Front national. Mais le 18 avril 1985, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris relaxait M. Roger Fressoz, directeur du Canard enchaîné, en relevant : « Dès lors que le plaignant a constamment approuvé et justifié les violences graves perpétrées par des militaires français agissant dans le cadre de l'action antiterroriste lors de la guerre d'Algérie, il ne peut se plaindre, à propos d'un article lui imputant d'avoir activement participé à des interrogatoires au cours desquels les sus-

pects étaient soumis à la torture, d'une atteinte à sa considération ». Le 4 juillet 1985, la même juridiction relaxait M. Serge July, directeur de Libération, en s'appuyant sur une argumentation identique : « Le lieutenant Le Pen (...) ne saurait, à la fois, approuver la conduite de ceux qui ont commis les actes qui lui sont reprochés et affirmer que cette imputation le déshonore ».

Le 15 janvier 1986, la onzième chambre de la cour d'appel de Paris infirmait les deux jugements et condamnait le Canard enchaîné à verser 10 000 francs de dommages et intérêts à M. Le Pen et Libération à lui verser 8 000 francs de dommages et intérêts. La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre ces deux arrêts en considérant que la cour d'appel avait jugé conformément à la jurisprudence selon laquelle l'analyse de la diffamation doit se faire en écartant « toute évaluation subjective des notions d'honneur et de considération, que celles-ci fussent le fait de la personne mise en cause ou du public conduit à porter un regard sur elle ».

MAURICE PEYROT

Septième inculpation dans l'affaire Canson

Un notaire toulonnais, M^{me} Alain Jourdan, qui avait enregistré en 1986 le testament de Suzanne de Canson, a été inculpé, mardi 7 novembre, de complicité d'extorsion de signature par M. Benjamin Rajbaum, doyen des juges d'instruction du tribunal de Toulon. M^{me} Jourdan a été inculpé pour avoir accepté, en présence de M^{me} Jolite Pemei, bénéficiaire directe de l'héritage, la signature de testament de Suzanne de Canson, le 26 mars 1986, alors que cette dernière, selon tous les témoignages, n'était pas en état mental de procéder à cette signature.

Cette inculpation, la septième dans cette affaire, intervient alors que M. Rajbaum a maintenu, lundi 6 novembre, auprès du ministre de la justice, M. Fière Arpeillange, sa demande d'audition, comme témoin, du ministre de la culture, M. Jack Lang (Le Monde du 2 novembre), qui, le 24 juillet 1985, avait adressé une lettre à M^{me} Pemei pour lui annoncer l'achat par la direction des Musées de France du tableau de Murillo, qui appartenait en réalité à Suzanne de Canson.

SOCIÉTÉ

« Justice pénale et droits de l'homme »

Les réactions syndicales aux propositions de la commission Delmas-Marty

Le Syndicat de la magistrature (SM) a estimé dans un communiqué, mardi 7 novembre, que le pré-rapport de la commission « justice pénale et droits de l'homme » rendu public par le ministère de la justice (le Monde du 7 novembre) « a le grand mérite de vouloir adapter la procédure pénale française aux normes internationales de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et du pacte des Nations unies ».

Selon le SM, ce rapport « ouvre des pistes intéressantes qui vont dans le sens des réflexions menées depuis longtemps par le Syndicat de la magistrature (...). C'est de la magistrature que doivent émaner les propositions, après concertation avec les organisations syndicales et les professionnels, de faire en sorte que ces propositions ne restent pas lettre morte, et constituent enfin les bases d'une véritable réforme de la procédure pénale digne du pays des droits de l'homme ». Enfin, le SM rappelle que « ces réformes ne pourront être efficaces que dans l'hypothèse où existerait un véritable contrôle de la police par la justice et une réforme du statut des magistrats du parquet ».

L'accueil fait à ce pré-rapport de la commission Delmas-Marty est beaucoup moins favorable de la part de l'Association professionnelle des magistrats (APM), qui estime que les propositions qui y sont contenues « témoignent d'une méconnaissance foncière des réalités matérielles et humaines du terrain judiciaire ». L'APM dénonce, en outre, « le mépris dans lequel ont été tenues une fois de

plus les opinions exprimées par les premiers intéressés, les praticiens de la procédure pénale que sont les magistrats », et affirme que ceux-ci « étaient minoritaires dans cette commission idéologiquement monocolor ».

Pour l'APM, « il est clair que la commission, par une démagogie facile et indigne, s'est alignée sur les propositions des plus maximalistes d'un certain lobby d'avocats qui n'a pas négligé des intérêts matériels et dont l'objectif est de désarmer complètement les institutions de la protection publique, justice et police, en déséquilibrant le cours de la procédure pénale au profit exclusif des délinquants ».

A l'inverse, l'Union des jeunes avocats de Paris, dans un communiqué approuve « dans leurs grandes lignes les décisions d'orientation de réforme de la procédure pénale » suggérées par la commission. « L'UJA de Paris rappelle à ce sujet que les orientations annoncées sont en grande partie conformes à celles qu'elle présentait dans sa note adressée à la chancellerie le 17 juillet 1989. Si ces orientations sont souhaitables, il est impératif que les pouvoirs publics prennent conscience qu'elles comportent un important effort de budget et une refonte déjà urgente de l'ordre légal pour assurer aux plus démunis l'efficacité des protections légitimes dont ils ont le droit. Il est temps, conclut l'UJA, de dépasser les clivages professionnels et de mettre notre procédure pénale en harmonie avec celle des Etats membres de la Communauté (...) ».

L'inculpation d'un promoteur

Une lettre du président de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble

Après notre article publié dans le Monde daté 22-23 octobre sous le titre « Le trésorier de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble est écroué », M. Christian Gaudel, président de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, nous a adressé la lettre suivante :

1) Ce n'est pas du fait de ses fonctions de trésorier de la Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble que l'intéressé, M. Vincent Rivier a été écroué, ce qui laisse croire la rédaction du titre, mais du fait de ses responsabilités de chef d'entreprise.

L'ambiguïté ainsi créée, par inadvertance ou volontairement, cause un préjudice grave à la

chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, établissement public.

2) D'autant plus que depuis son élection aux fonctions de trésorier (janvier 1989) - M. Rivier n'a jamais exercé sa fonction et qu'il a demandé par courrier et compte tenu des difficultés qu'il rencontrait dans ses affaires à être déchargé de ses responsabilités, ce dont ont été informés le 12 octobre dernier le bureau et l'assemblée de la Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble.

C'est le trésorier adjoint qui fait fonction, depuis plusieurs mois de trésorier comme le prévoient les textes.

Les suites de l'attentat contre le DC-10 d'UTA

L'impossibilité d'identifier certaines victimes place des familles dans des « situations inextricables »

Une trentaine de proches des victimes de l'attentat contre le DC-10 d'UTA se sont réunis, pour la première fois, mardi 7 novembre, chez M. Patrick Quentin, avocat de l'association SOS-Attentats présidée par M. François Rudetzi, afin d'étudier les problèmes auxquels ils sont confrontés. Sur le plan matériel, plusieurs familles se trouvent, en effet, selon M. Quentin, dans des « situations inextricables » parce qu'elles n'ont pas encore obtenu le certificat judiciaire de décès dont elles ont besoin, notamment pour l'ouverture des successions ou la levée de comptes bancaires bloqués. Dans le même temps, les Télécoms ont d'ores et déjà mis en demeure « les héritiers » d'une victime en réclamant le paiement de sa note de téléphone.

« A ce jour, soixante-dix-sept passagers sur cent-soixante ont été formellement identifiés par les

autorités judiciaires et, selon M. Quentin qui a rencontré, vendredi, le juge d'instruction chargé de l'enquête, M. Jean-Louis Brugère, « il ne devrait plus y avoir encore qu'une ou deux identifications possibles ». Les familles ont, donc, proposé qu'un mouvement commun soit engagé pour les victimes anonymes et qu'une plaque soit apposée en souvenir dans l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Une trentaine de familles se sont d'ores et déjà constituées parties civiles, a indiqué M. Quentin, et l'association SOS-Attentats est actuellement en relation avec des familles anglaises et africaines afin de regrouper les plaintes. Les parents souhaitent que les victimes d'attentats bénéficient du statut de victime civile de guerre qui permet notamment l'exonération des frais de succession. Les familles ont aussi souhaité que les orphelins (une centaine d'enfants au total) obtiennent le statut de pupille de la nation.

Le vol des Picasso : quatre personnes en garde à vue. — Quatre personnes, parmi lesquelles le gardien de la villa de Marina Picasso, cambriolée dimanche 5 novembre, à Cannes (Alpes-Maritimes) ont été placées en garde à vue mardi soir 7 novembre, dans les locaux de la PJ à Nice. Les policiers s'emploient à déterminer les raisons pour lesquelles le gardien, M. Joachim, était sorti dimanche matin vers 7 heures sans mettre en fonctionnement le système d'alarme et en maintenant les cinq chiens chargés de la garde de la villa dans leur chenil (le Monde du 8 novembre). Les identités des trois autres personnes interpellées, un ancien gardien de la propriété et deux femmes, n'ont pas été révélées.

ÉDUCATION

Jean-Michel Croissandeau directeur de la communication au ministère de l'éducation nationale

Jean-Michel Croissandeau, rédacteur en chef du Monde de l'éducation, devait être nommé directeur de la communication et de l'information au ministère de l'éducation nationale, par le conseil des ministres du 8 novembre. Il sera le premier journaliste à occuper le poste — administratif et non politique — de directeur de l'information et de la communication au ministère.

Jean-Michel Croissandeau est remplacé, à la tête du Monde de l'éducation, par Jean-Pierre Clerc, jusqu'alors responsable de la rubrique Amérique latine au service étranger du Monde.

[Né le 1^{er} juin 1944 à Champagne (Seine), Jean-Michel Croissandeau est licencié en droit. Il a été chef de cabinet du recteur Général Antoine en 1968, lorsque celui-ci était au ministère de l'éducation nationale, puis son directeur de cabinet au rectorat de l'académie d'Orléans. En 1972, il est

chef de département au Centre de perfectionnement des journalistes et chargé de la publication des *Dossiers et documents du Monde*. Il participe à la création du *Monde de l'éducation*, en 1974, comme secrétaire général. Il devient rédacteur en chef adjoint de cette publication de 1979 à 1982, puis rédacteur en chef.

Il a joué un rôle essentiel dans le développement rédactionnel et dans la mise au point de la nouvelle formule du *Monde de l'éducation* dont la diffusion mensuelle est passée, en sept ans, de 71 000 à près de 100 000 exemplaires. De 1977 à 1980, Jean-Michel Croissandeau a été délégué général du Comité d'information pour la presse dans l'enseignement (CIFE). Président, en 1983, de l'Association des journalistes universitaires et, en 1987-1988, maître de conférences, directeur de séminaire à l'Ecole nationale d'administration, il est co-auteur avec Yves Agnès de *Libre le journal* (1979) et responsable de la rédaction du *Guide du lycée* (Le Seuil 1986).]

RELIGIONS

Réunion en synode à Londres

L'Eglise d'Angleterre se prononce fermement en faveur des femmes prêtres

Le synode de l'Eglise anglicane d'Angleterre a franchi, mardi 7 novembre à Londres, un nouveau pas vers l'ordination sacerdotale des femmes. Il a approuvé un amendement de la loi canonique, autorisant la poursuite de la procédure.

Le débat va désormais être transposé dans les quarante-trois diocèses de l'Eglise d'Angleterre et la décision finale sera prise en

1992. Jamais en synode général, les résultats atteints n'avaient été aussi confortables : 64 % de votes favorables à l'ordination des femmes dans le collège des évêques et dans celui du clergé, 65 % dans celui des laïcs.

Une majorité des deux tiers sera indispensable au synode pour la décision finale. Les résultats du 7 novembre s'en approchent.

CIRCULATION

Des mesures pour faciliter le trafic urbain

Les PV pleuvent sur Paris

Les consignes de sévérité données par le préfet de police de Paris aux 1 500 agents chargés de la circulation et aux 1 100 « pervenches » sont entrées en vigueur, lundi 6 novembre, dans la capitale (le Monde du 7 novembre). Elles visent en priorité la surveillance des couloirs d'autobus et des zones de livraison, le non-respect des feux rouges, les excès de vitesse et les stationnements gênants ou dangereux. La réglementation n'est pas nouvelle : c'est la rigueur de la répression qui l'est désormais, après une campagne de trois semaines d'information. Au total, au cours de la journée de lundi, les fonctionnaires de police ont dressé 10 117 procès-verbaux, soit 1 887 (22,92 %) de plus que le lundi précédent.

d'enlèvement et de fourrière, à payer en plus de l'amende). Au cours de la journée du lundi 6 novembre, 457 véhicules ont été enlevés, c'est-à-dire 65 de plus que le lundi précédent.

A Lyon

survi

La rigueur affichée par le conseil de Paris et la préfecture de police a fait un écho : le maire de Lyon, M. Michel Noir, a déclaré qu'il s'apprêtait à imiter la capitale et à sévir avec plus de zèle contre les stationnements abusifs. Après une information des usagers au cours du mois de novembre, les policiers devront adopter une « attitude très dure » à partir du 1^{er} décembre. M. Noir, qui s'avoue impressionné par l'exemple de Milan, cette fois, a mis à l'étude une restriction de la circulation dans le centre de la ville, entre le Rhône et la Saône. Seuls les résidents identifiés par une vignette collée sur le pare-bris seraient autorisés à emprunter les artères de la presqu'île.

C. V.

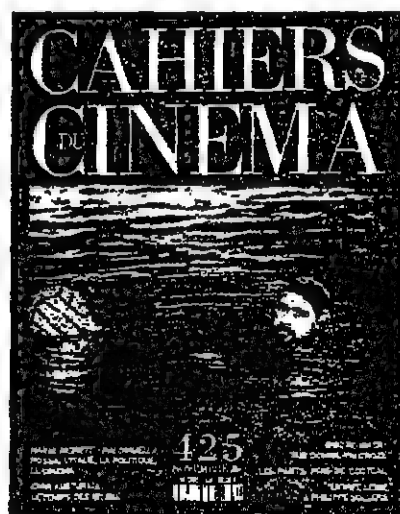
SCIENCES

■ Mission militaire pour Discovery. — Le prochain lancement de la navette spatiale américaine Discovery, qui sera chargée d'une mission militaire secrète, devra avoir lieu, lundi 20 novembre, apparemment mardi 7 novembre de sources proches de la NASA. Discovery devra mettre en orbite un engin de surveillance des essais de missiles soviétiques, également capable d'intercepter les communications radio militaires et diplomatiques de l'URSS. Prix de ce satellite de 2,5 tonnes : 300 millions de dollars (près de 2 milliards de francs).

Les 119 kilomètres de couloirs d'autobus sont placés sous haute surveillance. Le stationnement y coûte une amende minimale de 900 F pouvant atteindre 2 000 F et les véhicules sont enlevés (471 F

NOUS ANALYSONS. CE QUI EST PARFAITEMENT DÉMODÉ.

Sigmund. Les Cahiers du Cinéma ont la fâcheuse manie de vouloir tout comprendre. Exemple. Un film raconte une histoire: Quelle histoire? D'où ça parle? Comment? Qu'est-ce que ça montre... et démontre? Qui a fait ce film? Pourquoi? Avec qui? Comment c'est né? Et les sous? Et les lieux? Et cette fin? Et ce début? Et la lumière? Les Cahiers du Cinéma ont la fâcheuse manie de fréquenter l'autre côté de l'écran. Les Cahiers du Cinéma, lisez et vous saurez.



NOUVELLE FORMULE

Nanni Moretti: Palombella Rossa, l'Italie, la politique, le cinéma. Emir Kusturica: Le temps des gitans.

Eric Rohmer: sur Doniol-Valcroze. Les partis pris de Cocteau. Entrée libre à Philippe Sollers.

سكنا من الاجل

حکومت الاصل

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Mission Lorit, proposition Bouchardeau, plan Lalonde

Les services et les moyens financiers du ministère vont être renforcés

Est-ce la relance de la politique de l'environnement tant attendue par les Verts qui ont été reçus mardi 7 novembre par M. Michel Rocard, par les associations locales qui se battent comme jamais contre les barrages, les autoroutes et les pollutions industrielles et par une partie croissante de l'opinion ? Plusieurs initiatives permettent de penser que l'Elysée et Matignon ont compris qu'il était temps de passer dans ce domaine à la vitesse supérieure au moment de la discussion du budget à l'Assemblée nationale, mercredi 8 novembre.

A la demande du premier ministre, un inspecteur de l'administration issu du sérail puisqu'il a été délégué à la qualité de la vie au ministère de l'environnement, M. Jean-François Lorit, travaille depuis plusieurs mois sur le thème « Comment moderniser l'administration territoriale de l'environnement ? ». On attend son rapport avant Noël. Depuis sa création en 1971, le ministère de l'environnement n'a jamais eu sur le terrain des services équivalents à ceux d'autres ministères comme les directions départementales de l'équipement ou de l'agriculture. Il a dû se contenter de directions régionales de l'architecture et de l'environnement (DRAE) aux effectifs squelettiques, surchargés de travail et sans pouvoir. Après dix-huit ans de tergiversations, on a fini par s'apercevoir que cette excessive discrétion rendait très difficile l'application des décisions politiques, prises à Paris. Comme dit M. Rocard, « il en résulte un manque de visibilité de l'action gouvernementale sur le plan local ». Le premier

ministère a décidé d'y porter remède en « renforçant la disposition territoriale ».

Il est d'ailleurs procédé dans cette voie par son propre parti. Au nom du groupe socialiste, M^{me} Huguette Bouchardeau, elle-même ancien ministre de l'environnement, devait proposer, mercredi 8 novembre, à l'Assemblée nationale un amendement accroissant de 65 millions le budget de M. Lalonde. Objectif : fournir davantage de moyens financiers à la recherche et aux services dits de terrain.

Le « plan vert » de M. Lalonde

De son côté, M. Brice Lalonde a annoncé, mardi 7 novembre, qu'il faisait élaborer un « plan vert ». Il s'agit de fixer de nouveaux objectifs à l'action de l'Etat dans le domaine de l'environnement et, en conséquence, de lui donner des moyens accrus. Après dix-huit mois d'expérience, le secrétaire d'Etat a constaté ce qu'il savait lorsqu'il était un écologiste d'opposition : que l'administration de l'environnement n'est matériellement pas à la hauteur de sa tâche. Il y a inadéquation entre l'institution, d'une part, la demande du public et les intentions gouvernementales, d'autre part. Trop de services dépendent de plusieurs ministères, trop d'offices, trop d'agences, trop d'organismes divers s'occupent d'écologie appliquée. On estime, par exemple, que six mille agents du secteur public travaillent dans l'environnement alors que les effectifs du ministère lui-même ne dépassent pas le millier de personnes. D'où un manque de cohérence, des gaspillages et un certain désarroi des citoyens qui ne savent plus à quel saint se vouer. Sans parler des budgets si

misérables que lors d'une discussion au Parlement les députés ne sont guère plus d'une demi-douzaine en séance.

Il s'agit donc de remettre de l'ordre dans la maison, de déterminer qui de l'Etat, des organismes nationaux, des collectivités locales, fait quoi et qui paie quoi. D'où la mise en chantier d'un programme de réforme des structures, un « plan vert » dont la conception a été confiée à M. Lucien Chabason, jusqu'ici directeur du cabinet du ministre et certainement le fonctionnaire français connaissant le mieux les questions d'environnement. Dès le mois de décembre M. Chabason formulera ses propositions. Au cours de l'hiver, celles-ci seront discutées avec les associations et les autres administrations. Puis, au printemps, le parlement s'en saisira pour une discussion politique, probablement le plus grand débat consacré à ce sujet depuis le vote de la loi sur la protection de la nature en avril 1976, il y a treize ans de cela.

Enfin — dernière initiative — le secrétaire d'Etat à l'environnement organise en décembre, à Paris, un colloque de trois jours sur « l'écologie et le pouvoir ». La manifestation sera ouverte par le chef de l'Etat, clôturée par le premier ministre et animée par une pléiade de ministres parmi lesquels Lionel Jospin, Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy, Roger Fauroux et Michel Delebarre ne seront pas les moins. Après plusieurs années de « traversée du désert », les questions posées aux écologistes reviennent au premier plan des préoccupations publiques. Elles vont peut-être recevoir des réponses adaptées à leur gravité et à leur urgence.

M.A.-R.

La conférence ministérielle de Noordwijk

Unanimité de façade contre l'effet de serre

Les ministres de l'environnement de quelque 70 pays, réunis par le gouvernement néerlandais à Noordwijk, près de La Haye, ont adopté le 7 novembre une déclaration commune qui promet une sérieuse réduction de la pollution atmosphérique d'ici à la fin du siècle. Mais c'est en 1990 que les choix décisifs seront faits.

LA HAYE

de notre envoyé spécial

En cette année 1989, décidément très écologique, c'est à qui organisera sa conférence planétaire pour défendre l'environnement. Après M^{rs} Thatcher à Londres et M. Rocard à La Haye (mars), puis M. Mitterrand à Paris (juillet), voici que le gouvernement néerlandais, à la veille de sa disparition, organise une « conférence ministérielle sur la pollution atmosphérique et le changement du climat ». Une conférence réunissant des délégations parfois très étoffées, comme celle du Japon (28 personnes) ou des Etats-Unis (20 personnes), et qui a surtout réussi à attirer des Etats de tous les horizons, Est, Ouest, Sud et Nord. Par rapport à la première conférence de La Haye, qui réunissait chefs d'Etat et de gouvernement, le nombre de pays participants a plus que doublé : de 24 à 69.

Mais pourquoi donc une nouvelle conférence sur l'atmosphère ? D'abord parce que le gouvernement néerlandais s'intéresse sincèrement au réchauffement de la planète qui, s'il se vérifie, désagrégerait l'ensemble des pays-Bas sous l'eau des glaces fondues. Ensuite, parce que la reine Beatrix, qui a présidé la séance inaugurale, s'intéresse beaucoup elle-même aux problèmes d'environnement — on s'en était aperçu lors de son dernier discours du trône. Enfin, parce que M. Ed Nijpels, le ministre de

l'environnement du cabinet sortant, est un « jeune loup » du Parti libéral qui voulait marquer son passage au gouvernement par une action d'éclat. C'est fait. Pendant deux jours, il a présidé lui-même les séances, prenant visiblement plaisir à donner la parole à ses collègues du monde entier sous le regard des caméras.

Mais si les ministres — ou leurs représentants — avaient accepté de bon cœur l'invitation néerlandaise, tous n'entendaient pas ratifier les yeux fermés un projet de déclaration qui engageait pratiquement leur pays à réduire de 20 % leurs émissions de dioxyde de carbone (CO²) avant l'an 2000. Très vite, plusieurs délégations ont marqué leur réticence à soutenir un texte qui, pour les uns — notamment la Chine — signifiait un arrêt du développement industriel et qui, pour d'autres — Etats-Unis, URSS et Japon — équivalait à un suicide économique. « Comment peut-on réduire les émissions de CO² de 20 % lorsqu'on sait que, si on ne fait rien, elles vont doubler d'ici à l'an 2000 ? », ont objecté plusieurs délégués.

Rendez-vous l'an prochain

Les Africains francophones avaient beau dauber sur ce « groupuscule » des quatre géants de la planète, rien ne pouvait se faire sans eux à Noordwijk. Pourtant, le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, envisageait d'un cœur léger la sécession des Etats-Unis en cas où tous les autres auraient approuvé. « Cela les aurait moralement contraints à faire quelques choses », disait-il. Les Américains auraient mal admis d'être à la traîne de l'Europe.

Mais, comme prévu, un compromis a été trouvé le dernier jour afin de parvenir au sacro-saint consensus cher aux Nations unies — M. Mostapha Tolba, directeur exécutif du programme des

Nations unies pour l'environnement (PNU), présidait la conférence. An lieu de fixer un calendrier précis pour « stabiliser » les émissions de CO² à leur niveau actuel, la déclaration se contente d'affirmer que chacun prendra le taureau par les cornes après la réunion, en novembre 1990, du Groupe interministériel sur l'évolution climatique (GIEC), créé en 1988 sous l'égide du PNU et de l'Organisation météorologique mondiale. La deuxième réunion du GIEC devrait alors examiner le rapport scientifique attendu pour la mi-1990 et prendre les décisions qui en découlent. Les chiffres de la stabilisation ou de la réduction du CO² seront fixés à ce moment-là.

Quant à la création d'un fonds pour la protection de l'atmosphère, autre pomme de discorde à Noordwijk, elle n'a jusqu'ici rencontré que deux offres concrètes de financement : celles des Pays-Bas et de la France. Le gouvernement néerlandais a déjà proposé 65 millions de dollars et la France offre de verser 900 millions de francs, en trois ans, pour ouvrir un guichet « écologique » à la Banque mondiale. Tous les autres, même les mieux disposés comme la Suisse, préfèrent attendre que « les objectifs soient clairement cernés ». Les Allemands ont signalé qu'ils avaient déjà versé 500 millions de marks au plan d'action pour la forêt tropicale, et les Américains ont rappelé qu'ils avaient dépensé 500 millions de dollars pour la recherche scientifique sur l'écosystème planétaire. Et ils ont invité les autres à participer financièrement à ces recherches. Quant au nouveau ministre britannique de l'environnement, M. David Trippier, il a carrément rejeté tout fonds international, dont la mise en place demanderait des années, et qui nourrirait « une nouvelle bureaucratie ». Il faudra donc attendre au moins un an pour savoir si le fonds de secours de la planète verra finalement le jour.

ROGER CANIS

CORRESPONDANCE

Transfuser ou ne pas transfuser

Après l'attentat contre la voiture du docteur Michel Garretta, directeur général du Centre national de transfusion sanguine, le parquet du tribunal de Paris a ouvert, lundi 6 novembre, une information contre X pour « destruction volontaire d'objet mobilier appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive ».

L'automobile du docteur Michel Garretta avait été incendiée devant son domicile parisien le jour de la Toussaint. Le dossier a été confié à M^{me} Sabine Foulon, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Après la publication de l'article de Béatrice Bantman sur les hémophiles victimes du sida (le Monde du 3 novembre), nous avons reçu le texte suivant, signé des principaux responsables du système transfusionnel français.

Essentielle au traitement et à la survie de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, la transfusion sanguine est une discipline hautement spécialisée qui initie et intègre tous les progrès disponibles au plan mondial. Comme dans toute discipline médicale, le progrès, notamment dans ses phases de mise au point, peut générer des effets négatifs soulevant de difficiles questions éthiques : ne pas transfuser peut être fatal pour les patients, transfuser certains produits peut parfois comporter des risques.

L'organisation transfusionnelle, grâce à la générosité et au don de millions de donneurs de sang bénévoles, met à la disposition des patients des produits thérapeutiques prescrits par les cliniciens.

Aujourd'hui, on ne transfuse quasiment plus de sang complet, non fractionné en ses divers éléments. Le malade ne reçoit du sang que ce qui lui est nécessaire. Des progrès scientifiques, médicaux et technologiques considérables pour des produits thérapeutiques de plus en plus adaptés : concentrés de globules rouges en cas d'anémie grave ; concentrés de plaquettes dans certaines formes d'hémorragies ; albumine pour permettre de

rétablir le volume circulatoire ; facteurs de la coagulation indispensables aux hémophiles ; immunoglobulines en prévention d'infections comme le tétanos ou l'hépatite B, ou en prévention d'incompatibilité sanguine méfiant. Dans toutes ces formes d'application moderne de la transfusion, le point commun et fondamental est qu'il n'existe pas d'alternative thérapeutique à l'utilisation des composants du sang. Le don du sang est et reste donc indispensable.

Matière humaine extrêmement riche, de tous temps symbole de vie, le sang, hélas ! peut être aussi le vecteur de maladies. Les professionnels de l'organisation transfusionnelle, chargés de collecter le sang, de le contrôler et de préparer ses dérivés, le savent. Cela explique l'importance et la diversité des moyens qu'ils mettent en œuvre pour prévenir toute contamination par voie transfusionnelle : informations largement diffusées auprès des donneurs de sang, entretien médical préalable au don, matériel de prélèvement stérile et à usage unique, sévères contrôles biologiques — notamment microbiens et viraux — de chaque unité prélevée, procédés d'inactivation virale des lots de plasma traités industriellement, exigences qualitatives drastiques, formation des médecins prescripteurs. Les médecins traitants le savent également : comme pour toute thérapeutique, ils mesurent dans leurs prescriptions les avantages attendus d'une transfusion par rapport aux risques éventuels encourus par les malades. Au-delà des défis scientifiques, médicaux et technologiques à relever le plus rapidement possible, chaque malade nouvelle ou mal connu pose en plus d'importants problèmes éthiques. Ce fut notamment le cas pour l'hépatite B dans les années 70, plus récemment pour les hépatites dites « non A non B » et pour le sida.

Risque régional

Aujourd'hui, certains produits thérapeutiques sont préparés industriellement à partir de lots de plasma regroupant jusqu'à 15000 dons. Pour ceux-ci, dans l'état actuel de nos connaissances, aucune transmission de maladie, de quelque nature qu'elle soit, n'est

plus à craindre. L'albumine et les immunoglobulines sont considérées comme sûres depuis plusieurs dizaines d'années et les facteurs de coagulation le sont depuis 1985 pour le sida et depuis 1987 pour les hépatites non A non B.

Cette sécurité résulte de l'évolution des procédés de purification et d'inactivation virale, qui éliminent les éventuels agents infectieux résiduels non détectés par les tests de dépistage effectués systématiquement sur chaque don de sang. Pour le sida, les tests actuels, appropriés à des dépistages en nombre, rapides et fiables, détectent les anticorps. On sait, hélas ! que leur apparition dans l'organisme ne précède qu'après une période « silencieuse » de quelques semaines ou mois après la contamination. De ce fait, pour d'autres produits sanguins, notamment les concentrés de cellules, de globules rouges et de plaquettes, il n'existe ni part au monde de procédé d'inactivation virale. Un risque résiduel et exceptionnel de contamination subsiste. Partout la mise au point d'une technique adaptée à l'inactivation virale de ces éléments du sang est un enjeu majeur pour les équipes de recherche.

L'apparition du sida s'est vite révélée très préoccupante dans les thérapeutiques liées à la transfusion sanguine. Ce fléau a durement éprouvé certaines populations avant même que l'on ait pu en identifier l'origine (découverte du virus fin 1983) ou encore avant la découverte et la disponibilité d'un test permettant de dépister, à grande échelle et rapidement, les anticorps témoins de la présence du virus (deuxième trimestre 1985).

Dès 1984, en France, le suivi épidémiologique des hémophiles faisait ressortir que près de 40 % d'entre eux avaient déjà été contaminés par le virus du sida au cours des années antérieures, ce chiffre étant stabilisé depuis. (En 1984, sur quatre cent cinq hémophiles testés, le taux de séropositivité constaté était de 38,5 %). Cette réalité douloureuse, qui se retrouve dans des proportions souvent équivalentes ou plus importantes dans d'autres pays, suscite encore des incompréhensions.

Il n'existe pas de traitement curatif définitif de l'hémophilie, mais d'origine essentiellement héréditaire, touchant quasi exclusivement les hommes (la population globale des hémophiles en France

est estimée entre trois et cinq mille personnes, incluant les formes sévères et modérées de la maladie — ces dernières ne justifiant pas de transfusions) les hémophiles sévèrement atteints, le seul remède possible consiste à compenser leur déficit en protéines coagulantes par la transfusion du facteur correspondant (facteur VIII ou IX). Non traités, ils seraient victimes d'hémorragies chirurgicales très invalidantes, voir fatales.

Produits « chauffés »

D'année en année, d'importants progrès scientifiques et technologiques ont permis de préparer, sous des volumes de plus en plus réduits et injectables à la seringue, des concentrés de ces facteurs VIII et IX, extraits et lyophilisés à partir de lots de plasma représentant plusieurs dizaines de milliers de dons. A l'épidémie du sida s'est déclarée peu de temps après que ces progrès eurent permis aux hémophiles d'envisager de mener une vie quasi normale, facilitée par des possibilités de soins à domicile et même d'auto-traitement médicamenteux surveillé.

Quand on sait que, pour chaque hémophile, le traitement nécessite en moyenne l'équivalent annuel de mille dons de sang, on mesure l'ampleur du risque de transmission du virus du sida aux époques où ce virus n'était pas identifié (jusqu'à la fin de 1983) et où l'on ne disposait pas de test permettant de dépister rapidement et de façon massive les dons infectés (avant le deuxième trimestre 1985).

Tous ceux qui ont en charge la survie des hémophiles se sont trouvés, chacun à leur niveau, face à ce redoutable dilemme. Pour apporter des solutions, la recherche mondiale travaillait déjà activement à la mise au point d'un procédé technologique qui permettrait d'éliminer ce risque. En 1984, des premiers résultats étaient obtenus : un procédé « de chauffage » appliqué aux produits préparés soulevait une voie de solution. Néanmoins, il était à l'époque impossible de savoir si les « produits chauffés » évitaient réellement la transmission du virus du sida, et surtout s'ils ne présentaient par ailleurs aucun danger grave pour le système immunitaire des hémophiles.

Toutes les publications des organismes internationaux les plus

renommés, notamment le Center for Disease Control, américain, et les associations d'hémophiles, insistaient sur la nécessité de validation qualitative des procédés de chauffage, leur efficacité étant alors supposée mais non encore prouvée. Plusieurs publications ont d'ailleurs venues confirmer a posteriori l'incertitude qui pesait sur certains de ces procédés du fait du chauffage.

Courant 1984, en France et à l'étranger, sans pouvoir disposer de preuves formelles concernant l'efficacité et l'innocuité de ces produits, des médecins spécialistes de l'hémophilie ont commencé à prescrire et à utiliser les « produits chauffés » pour traiter certains de leurs patients. Il s'agissait essentiellement à l'époque d'essais cliniques internationaux, selon des procédures d'ailleurs pratiquées dans d'autres domaines thérapeutiques. Les malades ainsi traités étaient principalement des hémophiles non contaminés. Dès le début de 1985, ceux-ci ont été de plus en plus largement soignés ainsi.

Deux ans après, comme ses homologues étrangers et avec l'accord du ministère de la Santé, son autorité de tutelle, l'organisation transfusionnelle française a satisfait par des importations toutes les demandes en produits chauffés correspondant aux prescriptions des cliniciens. Plus de trois millions d'unités internationales ont ainsi été importées en 1984, plus de cinq millions entre janvier et juillet 1985.

Dépistage systématique des anticorps

La confirmation que le monde entier attendait sur l'efficacité et l'innocuité de ces nouveaux produits n'arriva qu'au congrès mondial d'Atlanta sur le sida, en avril 1985. Les dispositions alors prises en France ont fait l'objet d'un consensus de la part de tous les acteurs concernés : experts nationaux cliniciens-biologistes et prescripteurs, représentants de l'Association française des hémophiles, de l'Organisation transfusionnelle — sous tutelle technique du ministère de la Santé — et de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles. Elles prévoyaient en particulier la distribution immédiate et impérative de produits chauffés aux hémophiles non contaminés.

Le Centre national de transfusion sanguine, qui, depuis des mois,

travaillait en collaboration avec les équipes de recherche françaises et internationales, transformait radicalement ses installations industrielles pour assurer au plus vite le chauffage des produits. Dès juillet, trois mois après Atlanta, il parvenait sur un plan national à ne plus fournir que des produits chauffés sans risque de contamination ; quatre millions d'unités internationales de facteur VIII non chauffé ont ainsi été volontairement soustraites à la distribution à partir de cette période. Le centre régional de transfusion sanguine de Lille parvenait également au même résultat. Les directives ministérielles ont été édictées en France fin juillet 1985. Ces arrêtés ont instauré, l'an le dépistage systématique des anticorps liés au sida sur chaque donneur de sang à partir d'août 1985, l'autre le non-remboursement, par la Sécurité sociale des produits anti-hémophiles non chauffés à partir du 1^{er} octobre 1985. Dans les autres pays concernés à la même réalité, des mesures identiques ont été prises.

Cette contamination met l'accent sur le risque thérapeutique inhérent à toute discipline médicale et pharmaceutique et sur les conséquences négatives du progrès qui, lui-même peut être source de souffrance et de détresse. Les acteurs de la transfusion sanguine sont particulièrement sensibles à ces situations. C'est à ce titre qu'ils ont déjà contribué, dans la mesure de leurs possibilités, à la mise en place d'un fonds de solidarité en faveur des hémophiles.

Docteur JEAN-MARC BIDEI, président de l'Association pour le développement de la transfusion sanguine, docteur MAURICE CHASSAIGNE, président de la Commission consultative de transfusion sanguine, professeur BERNARD GENETET, président de l'Association pour la coopération internationale en transfusion sanguine, JEAN-LOUIS RAGE, président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles, professeur FRANÇOIS STREIFF, président de la Société nationale de transfusion sanguine.

SPORTS

AVENTURE: le Raid Gaulois

La Nouvelle-Zélande à pied, à cheval... et en canoë

L'équipe néo-zélandaise de Cardinale Network a remporté, mercredi 8 novembre, le Raid Gaulois, une compétition qui regroupait cent trente personnes, réparties en équipes de cinq, pour une aventure faisant appel à la marche d'orientation, au rafting, au canoë et à l'équitation, dans le sud-ouest de la Nouvelle-Zélande.

QUEENSTOWN

de notre envoyé spécial

Entre les pentes couvertes de conifères et d'eucalyptus, la rivière coule, rapide. Le printemps austral a fait fondre les neiges des sommets. Le courant entraîne quelques morceaux de bois qui heurtent violemment les galets verts des berges. Sous l'averse qui noie soudain le paysage, des canoës apparaissent. Ruisselants, les membres des deux équipages esquissent un petit geste de la main vers les rares témoins présents sur la berge.

Au lieu-dit Paradise, à l'extrémité d'une piste de terre, situé à 20 kilomètres du village aux maisons de bois de Glenorchy, les responsables de l'organisation notent le nom de l'équipe. « Ils ont l'air de souffrir », remarque un membre de Arc-Aventure venu, avec quelques-uns de ses compagnons savoyards, assurer la sécurité de l'épreuve. Il regarde

les engins gonflables éviter de justesse des bancs de pierre avant de reprendre une trajectoire correcte que des pagayeurs fatigués maîtrisent difficilement.

Ex-concurrence devenu observateur, Patrick Tambay sourit. Le pilote automobile n'aura pas connu cette deuxième épreuve de descente de rivière. Un hélicoptère vient de le déposer depuis le sommet du col, le genou droit immobilisé par des ligaments récalcitrants. « C'est l'aventure la plus folle que j'ai vécue », répète l'ancien champion de formule 1, en tremblant dans ses vêtements ruisselants. La dernière ascension a été pour lui une épreuve trop rude. Handicapé par son genou, il est arrivé au sommet dans un tel état qu'il a préféré abandonner pour permettre à ses trois compagnons d'équipe encore valides de pouvoir poursuivre.

« Nous n'avons pas eu de chance, raconte Patrick Tambay. Dès le premier jour, lors d'une montée dans une forêt humide, notre guide a fait une chute de quatre mètres. » Eric Billout, un moniteur de la station des Arcs, a été le premier blessé grave de l'épreuve. Une souche pourrie a cédé sous ses pieds, le faisant rouler dans une ravine. Bilan : un traumatisme crânien et de nombreuses ecchymoses. « La nuit tombait, nous avons dû lui donner les premiers soins nous-mêmes », raconte la skieuse Véronique Pétillet, autre membre de l'équipe Breilong. Heureusement,

au petit matin, un médecin a pu le rejoindre et faire appel à un hélicoptère pour évacuer le blessé.

Réduite à quatre concurrents, l'équipe a quand même décidé de continuer, tout en sachant qu'elle ne serait pas classée puisque le règlement stipule que les cinq participants doivent être tous présents à l'arrivée. « Notre guide était aussi notre pilote de raft. Alors, la deuxième épreuve ne fut pas des plus aisées », note Patrick Tambay. La bonne entente entre les membres du groupe a aidé à passer les moments difficiles d'une équipe qui courait pour l'honneur, après des formations néo-zélandaises beaucoup mieux préparées à ce genre de course.

Mais les journées trop longues et les marches en montagne ont épuisé l'habitude des sièges de voiture. « Il était difficile de gérer notre temps de récupération. Quant à l'épreuve d'équitation, ce fut un véritable calvaire », raconte Patrick Tambay. Un cheval trop nerveux l'a désarçonné plusieurs fois, avant qu'il ne décide de continuer à pied. « Tout cela demeure cependant formidable, une course folle dans un environnement extraordinaire, loin de toute pollution », précise le pilote qui considère cette aventure bien plus éprouvante pour lui que le rallye Paris-Dakar. Il sent encore les courbes du sac à dos sur ses épaules, frictionne un poignet endolori, mais rêve d'effectuer ce parcours à nouveau, « avec des gamins tellement les montagnes sont belles à découvrir ».

La course continuait pour ceux que la fatigue ou le manque de préparation physique n'avaient pas poussés à l'abandon. Au programme, des lacs à traverser et la pluie toujours à subir. Des difficultés que les Néozélandais, spécialistes du « coast-coast », un triathlon course-vélo-canoë de 200 kilomètres dans ces Alpes australiennes, avaient avec une étonnante rapidité.

SERGE BOLLOCH

Le mariage de Maradona

Epater le monde entier

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

A mi-chemin entre un conte de fées et le « happy end » d'une série américaine, le mariage de Diego Maradona, mardi 7 novembre, à Buenos-Aires, fut, vraiment, spectaculaire. Le champion argentin du football mondial a peut-être un peu forcé la dose de l'ostentation, mais sous le fric de coupe impeccable, on retrouvait, enfoncé, le gamin des rues, le petit provincial issu d'une famille pauvre et qui a voulu en mettre plein la vue à son pays et au monde entier.

Claudia, sa compagne depuis cinq ans et mère de ses deux petites filles, portait une robe digne d'une princesse, toute de dentelle blanche brodée de perles et de brillants, un ouvrage évalué à 8 000 dollars, mais dont les 8 kilos entravaient les gestes de la mariée au sortir de la Dodge 1937 décapotable qui lui servait de carrosse.

Pourquoi avoir choisi de se marier après tant d'années de vie commune ? « Parce que ma fille aînée m'a demandé de voir la photo de notre mariage et que je n'en avais pas à lui montrer », répond la vedette argentine. Si l'on en croit les cartons, les deux petites filles auraient lancé les invitations. Diego Maradona ne précise pas si c'est aussi pour leur plaisir qu'il a voulu faire les choses en grand, en très

grand. Mille deux cents invités, deux cent cinquante d'entre eux venus d'Italie et d'Espagne par vol charter. Toute l'équipe de Naples, mais aussi l'ensemble de la sélection argentine victorieuse au Mondial 86, des célébrités de la chanson et du spectacle et le président argentin Carlos Menem, se sont rassemblés après les cérémonies civiles et religieuses au Luna Park, la plus grande stade couvert de Buenos-Aires. Celui-ci fut aménagé pour l'occasion avec plus de quatre cents plantes et une cascade artificielle, alors que les jeunes époux étaient installés sur une estrade pour être mieux vus de leurs invités.

Le clou de la soirée fut le gâteau, haut de 2,60 mètres. Les époux durent monter sur un escabeau pour le couper, avant d'offrir les cent anneaux d'or qu'il recelait aux amies célibataires de la mariée. Autant d'extravagances qui pourraient paraître déplacées dans un pays qui traverse la plus grave crise économique de son histoire.

Les Argentins ne se fâchent pour autant des excès de leur enfant chéri. Les caprices de Maradona font oublier les difficultés quotidiennes et temporairement revivre les heures fastes d'une Argentine prospère. Celle des années 30, quand les gars de quelque jeune estancia fascinaient les Européens.

EDITH CORON

EN BREF

■ **CYCLISME** : Six jours de Grenoble. — Le Français Gilbert Duclos-Lassalle et l'Australien Danny Clark ont remporté, mardi 7 novembre, les Six jours cyclistes de Grenoble en devançant aux points le Français Pascal Lino associé au Suisse Urs Freuler. L'équipe franco-belge composée de Charlie Mottet et d'Etienne de Wilde a pris la troisième place à un tour.

■ **FOOTBALL** : championnat de France. — Bordeaux a conforté sa première place en championnat de France de football en s'imposant à Toulouse (1-0), mardi 7 novembre, en match avancé de la dix-huitième journée.

■ **RUGBY** : tournée des Australiens. — La sélection de l'Australie a battu l'Australie (21-19), mardi 7 novembre à Massy (Essonne).

■ **BASKET-BALL** : championnat de France. — La douzième journée du championnat de France, disputée mardi 7 novembre, a donné les résultats suivants :

Cholet b. Racing Paris : 97-89
*Tours b. Gravelines : 79-73
*Avignon b. Roanne : 82-77
*Limoges b. Monaco : 87-86
Reims b. *Lorient : 97-94
Mulhouse b. *Montpellier : 102-95
*Antibes b. Caen : 102-87
*Nantes b. Villeneuve : 75-72
*Orthez b. Saint-Quentin : 97-73

Classement. — 1. Limoges, 24 pts ; 2. Orthez et Mulhouse, 22 ; 4. Antibes, 21 ; 5. Nantes, 20 ; 6. Cholet, Saint-Quentin et Villeneuve, 18 ; 8. Monaco, Gravelines, Reims et Montpellier, 17 ; 13. Racing Paris et Avignon, 16 ; 15. Roanne, 15 ; 16. Tours, 14 ; 17. Caen et Lorient, 13.

Reconversion

L'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFA) et le Toulouse Football Club (TFC) devaient signer, mardi 7 novembre, avant la rencontre de championnat Toulouse-Bordeaux, une convention de partenariat permettant aux joueurs de préparer leur reconversion professionnelle.

Le TFC déplorait « le manque de cohésion entre la formation footballistique et la nécessaire acquisition de connaissances intellectuelles et professionnelles par les joueurs ». Cette convention, la

première du genre en France, devrait permettre de trouver une solution à ce problème : « C'est toute l'image du football professionnel et de ses structures d'accueil qui est valorisée par ce type d'initiative », estime le TFC.

Plusieurs joueurs comme Franck et Gérard Passi, Omar Dafonsaca, Jean-Louis Ruty, Patrick Lestage, Jean-Christophe Gaba, Jean-Philippe Delpech ou Aissa Fouks suivent déjà des formations en marketing, gestion et langues étrangères auprès de l'AFA.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde.

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-51 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 26 135 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM

Impression
de la presse
12, rue de Montmoyne
95832 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	790 F
6 mois	728 F	762 F	1 168 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 990 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

**PLUS ON VOYAGE
PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER**

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges.
Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à
REV VACANCES - BP 9 - 92235 Gemenivilliers Cedex

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____
Code postal : _____ Cdt. LMM

*Frais compléments
Prix France/France (à partir de)

ÉCHECS

A Lucerne

L'URSS

championne du monde
par équipes

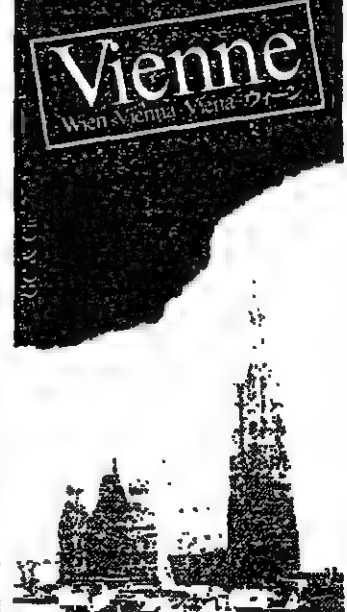
L'Union soviétique a très facilement remporté la médaille d'or du deuxième championnat du monde d'échecs par équipe qui s'est terminé mardi 7 novembre à Lucerne, en Suisse. Les Soviétiques sont restés invaincus au cours des neuf rondes devant la Yougoslavie, médaille d'argent, de cinq points et l'Angleterre, médaille de bronze, de six points. Les Pays-Bas très décevants, se retrouvent à l'avant-dernière place ne précédant la surprenante et néanmoins modeste équipe d'Afrique que d'un point.

Classement général : 1. URSS 27,5 points (sur 36 possibles) ; 2. Yougoslavie 22,5 ; 3. Angleterre 21,5 ; 4. Hongrie 18,5 ; 5. USA 17 ; 6. Suisse 17 ; 7. Cuba 16,5 ; 8. Chine 15,5 ; 9. Pays-Bas 12,5 ; 10. Afrique 11,5.

A égalité avec la Suisse, les Etats-Unis ont pris la cinquième place grâce à leur meilleur coefficient de départage.

Vienne
vous fait
une
Scène
D'HIVER

À présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et cafés. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme. 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet hiver personne indifférent. Servus. Bienvenue en Autriche!



هكذا من الاصل

CULTURE

Pour empêcher la fuite de chefs-d'œuvre

De nouveaux encouragements fiscaux au mécénat étudiés par M. Jack Lang

Les assureurs pourront-ils voter au secours du patrimoine artistique français et empêcher la fuite des chefs-d'œuvre hors des frontières ? C'est l'une des mesures proposées par M. Jack Lang lors de son bilan, le 7 novembre, du développement du mécénat culturel. Un mécénat qui devrait dépasser le milliard de francs en 1990.

Quatre évangélistes et douze apôtres sont les témoins immobiles de l'importance croissante du mécénat dans la préservation du patrimoine. Perché depuis trois siècles sur les fresques intérieures du dôme des Invalides, ils devront leur restauration prochaine (12 millions de francs) à une fondation américaine, World Monuments Fund, dont l'apport est complété par une série d'entreprises françaises et les crédits d'Etat du Conseil supérieur du mécénat culturel (1,5 million de francs). C'est pour saluer cette opération exemplaire de cofinancement public-privé que M. Jack Lang, ministre de la culture, avait choisi, mardi 7 novembre, le cadre des Invalides pour dresser un bilan de sa politique de mécénat.

Elle s'articule autour de trois axes. D'abord, créer un cadre fiscal favorable, tant par l'augmentation des déductions possibles du bénéfice pour les entreprises que par l'intégration dans les charges des dépenses de mécénat quand il existe une contrepartie directe. Ensuite, favoriser la création de fondations d'entreprises dans le domaine culturel : c'est l'objet du projet de loi adopté par le conseil des ministres du 4 octobre (le Monde du 6 octobre). Enfin, donner un second souffle à la politique

de cofinancement inaugurée en 1987 avec la création du Conseil supérieur du mécénat culturel. Ce Conseil, présidé par M. Michel David-Weill, bénéficie depuis cette année d'une ligne budgétaire autonome (15 millions de francs), qui sera sans doute reconduite en 1990. Il intervient pour compléter le financement de projets nouveaux ne bénéficiant d'aucun autre crédit d'Etat, et pour lesquels un engagement de financement privé est déjà réuni. Avec ses deux commissions d'experts, patrimoine et musées, d'une part, création et diffusion, de l'autre, il a déjà aidé cinquante-huit projets très divers, de la restauration de la maison de Jean Monnet à l'édition d'un ouvrage — le *Perigord révolutionnaire* — de la création de l'académie de musique française de Kyoto à celle des Arlequins de Paris. Plus souple et plus autonome depuis cette année, l'action du Conseil devrait aussi devenir plus régionale.

Pour aider au développement du mécénat — qui ne représente de toute façon, avec environ 1 milliard de francs en 1990, que moins de 3 % des crédits d'Etat pour la culture (40 milliards au total), — M. Lang étudie avec le ministère des finances d'autres mesures, sans que des décisions soient encore prises. La déduction fiscale pour l'achat d'œuvres d'art par les entreprises pourrait ainsi être étendue à toutes les œuvres — et non réservée à celles d'artistes vivants. A terme, les œuvres d'art pourraient aussi figurer dans les placements de garantie des sociétés d'assurances, comme c'est le cas à l'étranger. Et, par le mécanisme de la dation, les entreprises pourraient acquiescer une part de leur impôt avec des œuvres d'art.

M. C. L.

Artistes en entreprises

Le mécénat prend parfois d'autres formes que la cession d'œuvres par une entreprise. L'association Savoir au présent a présenté le bilan de son action vedette, « Artiste au présent », un programme de collaboration à long terme entre artistes et entreprises. Un mécénat service compris aux effets surprenants sur la vie de l'entreprise et sur sa communication interne.

Employés de bureau, chercheurs, magasiniers, tous observent, intrigués, les deux peintres qui, en septembre 1988, s'installent avec armes et bagages chez Valentine, l'industriel de la peinture. Les peintres, Thierry Cheverny et Stéphane Jaspert, sont curieux eux aussi. L'expérience ne va pas de soi. La jeune coordinatrice du projet, M^{lle} Olga Beson, dit l'avoir abordée avec « beaucoup de prudence ». Le thème de la culture dans l'entreprise ne surprend plus ; les avantages du mécénat sont reconnus. Mais jamais l'expérience n'avait été menée jusqu'à son terme : le mariage artistes-entreprises sous le régime de la communauté des biens pendant six à neuf mois.

Apportant au ménage une bourse de 30 000 F, un vaste atelier, des laques, vernis et autres pigments, la mariée est presque trop belle. Les deux artistes sont séduits, comme le sont le photographe Christian Milovanoff chez Gaz de France, le sculpteur Jean-Gabriel Coignet aux Ciments de l'Adour et le designer Martin Szekely aux fonderies de Nogent. L'artiste n'est pas le simple faire-valoir de l'entreprise auprès du public. La firme n'est pas qu'un bienfaiteur occasionnel.

Un mariage contre nature ? Peut-être. Au début, ça ne me disait rien. Et je ne comprends rien à leur peinture », admet M. Paul Remontet, un responsable scientifique. Mais la greffe a pris : « Puis ils m'ont dit s'être inspirés de la géométrie fractale et ça a fait tilt. » L'artiste et le scientifique ont trouvé un terrain

d'entente : voilà qu'ils se comprennent. Dans cette entreprise où, selon Thierry Cheverny, « les gens sont d'ordinaire tenus de laisser leur activité de côté », on approche alors « de l'intérieur » le travail des créateurs. On les voit à l'œuvre. On découvre que les artistes, « ça a deux jambes, deux bras, que ça arrive souvent le matin pour ne repartir que le soir. Comme tout le monde », commente, enthousiaste, le directeur de la division décoration, M. Yves Rambaud.

Un visage

SUR UN DOUTE

Dans l'atelier, lieu de passages et de rencontres, on fête, verre à la main, une récente promotion. On met « un visage sur un nom », dit une employée. On se parle, « mieux qu'au téléphone », renchérit une autre. Au fil de ces échanges matins de culture, des rapprochements s'ébauchent, incidemment, entre les personnes, autant qu'entre les divers départements de l'entreprise. D'anciens équilibres se modifient.

Là où les chercheurs travaillaient au micron près, les artistes — ces farceurs — s'enthousiasment pour des couches de laque épaisses de 10 centimètres. Là où l'indispensable rationalité d'entreprise régnait sans partage, ils suggèrent que l'on s'interroge : « Pourquoi pas ? »

« Pourquoi pas ? », se demande alors ce chercheur, qui découvre une nouvelle application à sa laque. « Je leur ai apporté une technique ; ils m'ont apporté un détournement », dit un chimiste. Et c'est bien d'un détournement qu'il s'agit. Les matériaux, les espaces s'essellent pour un temps à d'autres usages. Les hommes et les femmes se ressemblent à d'autres emplois. Le technicien se fait critique d'art et le magasinier, amateur fervent. L'entreprise s'ébroue. Ces corps étrangers lui servent de révélateur.

□ Mort du scénariste Brunello Rondi. — Le scénariste et réalisateur italien Brunello Rondi est décédé mardi 7 novembre à Rome. Il était âgé de soixante-cinq ans.

[Brunello Rondi avait débuté dans les années 50 en collaborant avec Roberto Rossellini pour le scénario

d'*Europe 51*. En 1954, il travaille au scénario de la *Strada* et sera à partir de cette date le scénariste des films de Fellini, sur lequel il exercera une influence sensible. Egalement réalisateur, il est l'auteur de plusieurs films dans les années 60, dont *Une vie violente* (1962) et *Il demostro* (1964). — (A.F.P.)]

حکومتی الاصل

EUROPE 93

Une rencontre des intellectuels de l'Ouest et de l'Est

Malentendus et langues de Blois...

M. Jack Lang vient d'organiser à Blois, dont il est le maire, un symposium sur la culture européenne réunissant des intellectuels de l'Ouest et de l'Est, en marge de la rencontre des douze ministres de la culture de la CEE (le Monde du 4 novembre).

1492-1992... Le monde bouge, comme dit la publicité. L'Europe est à la mode... Tandis que l'Occident — le Portugal et l'Espagne en tête — s'apprête à célébrer le cinq centième anniversaire des grandes découvertes, nos intellectuels « découvrent » à l'Est des terres oubliées, immergées dans le socialisme réel depuis des dizaines d'années. Et s'étonnent... Vache sans lait de la mythologie dont l'enlèvement nous est le plus connu, on bien belle jeune fille qui séduit le roi des dieux de l'Olympe comme le rappelle l'Hellène byzantinologue bas-bourgeoise, Hélène Albrecht.

Dans tous les cas, si longtemps « kidnappée », comment disait Kundera, l'Europe a tout pour plaire. Toutes les têtes, comme à la parade, se tournent vers l'Est... L'« Eastern » — qu'on appellerait, pourquoi pas, le « Vostok » ? — pourrait bien, dans les années à venir, supplanter le western. Déjà le tee-shirt « Perestroika », confondu par les coopératives privées, et tous les signes cyrilliques font un tabac. Les Russes, eux, qui — même pleins d'espoirs à l'égard des grands bouleversements actuels — en sont restés au bloudino, ne le portent pas. Sauf en service commandé.

Que sera la Grande Europe de la culture de demain ? De la pointe du Raz au mur de Berlin, de l'Eibe à l'Oural ? Quelles mesures concrètes pourrait-on prendre pour y parvenir ? Le président de la République avait souligné qu'il était essentiel de s'entendre d'abord sur la manière d'agencer et de meubler la « maison commune » souhaitée par Mikhaïl Gorbatchev. Mais si les « architectes d'intérieur » se pressent, personne encore ne se risque à répondre.

La semaine dernière, les orléans de l'Europe qui flottaient sur les murailles du château de Blois semblaient, paradoxalement, veiller à ce que le duc de Guise se soit pas assassiné de nouveau : M. Jack Lang, maire de la ville, avait eu, en effet, l'idée d'organiser, pour couronner la rencontre des ministres de la culture de la Communauté européenne, un grand symposium.

Cadre prestigieux pour regrouper, dans la salle fleurdelysée, dite des Etats généraux, des intellectuels, des artistes, des scientifiques de l'Est et de l'Ouest. Souper à Chambord avec trompes de chasse à l'apérif et César Frank au des-

sert. Invitées, les stars des lettres, des arts et du cinéma et des personnalités étrangères un peu extraterrrestres, semi-communistes, Allemands de l'Est, Hongrois, Polonais, Yougoslaves, Soviétiques, Pas de Tchèque... Une superbe affiche grand-européenne. L'objet : jeter les bases d'une Europe de la culture, établir une communauté des cultures européennes.

« Nous sommes des frères qui s'ignorent tout en sachant qu'ils existent, des voisins qui communiquent tout en sachant qu'il y a d'irréversibles trous noirs dans cette communication, des écrivains qui essaient de rompre avec un passé d'attachés successives, tout en sachant qu'il y a eu des catastrophes dont les traces vont durer longtemps », lançait dans son introduction au symposium le Portugais Vasco Graca Moura, accumulant les interrogations sur le thème de l'« incertitude ». « Est-ce la fin de la CEE ? Est-ce la réinvention de l'Allemagne ? Est-ce la fin du marxisme et de l'Etat totalitaire ? Est-ce un nouveau stade de la marche du socialisme ? Est-ce l'explosion incontrôlable de l'Est ? Est-ce la poussée des nationalismes ? Est-ce un nouvel espace économique et politique en train de se former ? » Incertitudes...

Etrange moment de vérité historique où, bravaient les analyses savantes et les prophéties, un système s'effondre, un empire se défait, laissant dans l'émervaillement et l'angoisse des intellectuels qui, pendant quarante ans, avaient été fascinés par un modèle théorique, à la fois abstrait (pour eux) et meurtrier (pour les sujets du modèle) et qui se demandent ce qui va arriver. De quel vont accoucher ces peuples élevés dans le marxisme-léninisme qui semblent vouloir se rallier à ce que Winston Churchill qualifiait comme « le moins pire des régimes possibles », la démocratie ?

Apprendre à parler

L'Europe centrale se réveille, « événement formidable qui mérite le nom de révolution », s'enthousiasme le hongrois-français François Fejtó qui sait, comme nous, que l'unité politique ou culturelle de cette « autre Europe » n'a jamais existé et que cette idée de liberté et de démocratie à laquelle semblait aspirer de plus en plus les peuples du bloc de l'Est, intégrera nécessairement des caractères nationaux, des dimensions différentes de l'individu, et des dogmes idéologiques plus récents.

On oublie trop que, même si elle concernait une minorité, l'Europe intellectuelle était plus réelle dans les siècles passés. « L'Europe pour les Russes est certainement plus Europe que pour les Européens de

l'Ouest », nous disait Eflim Etkind (qui vient de préfacer une anthologie intitulée *La Découverte de la France par les Russes* (XVIII-XIX^e siècle). Actuellement, c'est l'Est qui est à la recherche de modèles occidentaux. Mais croire que la démocratie est un état statique et parfait, auquel on accède et où on s'installe bêtement, serait une idée enfantine et naïve, que semblaient pourtant partager un certain nombre de participants occidentaux. La démocratie est une plante fragile qui pousse, qui s'entretient, qui crève. Et qui se se décréte pas.

Dans un état transitoire, tel qu'il existe en ce moment, où la plus grande malveté, n'est à une certaine schizophrénie, se manifeste chez ceux qui répétaient à l'envi qu'il n'y a plus d'URSS, qu'il n'y a plus d'empire, qu'il n'y a plus de Parti communiste, comment émettre des souhaits ou des prédictions...

D'où l'émotion qui fit naître par sa sincérité immédiate l'intervention du cinéaste est-allemand Michael Wisdek : « Je viens d'une véritable explosion qui n'est pas arrivée à son terme. La mesure de ce qui se passe en RDA ne peut être prise : tout est imaginable. La « variante Chine » est encore possible. C'est pourquoi je vous

demande de me comprendre. Ces choses évidentes représentent un petit miracle que nous n'attendons plus : ce qui se passe actuellement, ce véritable mouvement populaire, j'aimerais le qualifier par le mot « Révolution ». (...) Pour l'instant, en RDA, personne ne pense à l'Europe. Si vous demandez à votre enfant comment il envisage sa vie plus tard, vous ne pourrez lui poser cette question que lorsque l'aura appris à parler. Lorsque nous aurons appris à parler, la RDA pourra elle aussi s'exprimer sur l'Europe. »

Avertissement à ces gens de l'Ouest qui éprouvent une dette morale pour avoir accepté, entrainés toutes les lâchetés — 1953, 1956, 1968, — au nom de la stabilité de l'ordre européen. Le malentendu consisterait à se surprendre, à croire qu'on assiste à un phénomène de libération, alors qu'il s'agit d'un effondrement. L'effondrement d'un régime obèse, la fin d'un système totalitaire qui va faire resurgir toutes les pustules de l'histoire.

Le malentendu consisterait à croire que parce que le communisme est malade, c'est la démocratie nécessairement qui gagne. Pour l'instant, le communisme est perdant. On ne connaît pas le gagnant.

NICOLE ZAND

Une « Lettre » vraiment internationale

Académie européenne, prix littéraires européens, expositions, musées, commissions pour la défense du patrimoine, conditions, revues... Diverses propositions ont été faites pour concrétiser les Rencontres de Blois. Cependant, les participants ont pu constater qu'il existe déjà une « revue européenne », la *Lettre internationale*, que chacun (sauf les Anglais, mais ils semblaient restés sur leur île...) peut lire dans une langue qu'il connaît puisque ce « journal trilingue » paraît déjà en français à Paris, en italien à Rome, en allemand à Berlin, en espagnol à Madrid. Une édition en hongrois devrait paraître bientôt à Budapest, peut-être suivie par d'autres langues est-européennes...

Revue culturelle vraiment internationale pour lecteurs curieux et exigeants, la *Lettre internationale* d'Antonin Liehn en est à sa cinquième année en français. Au sommaire du dernier numéro, outre un texte de Camilo José Cela, *Vive la littérature* (publié avant l'attribution du Nobel) et une analyse d'Alexandre Soljenitsyne sur les Deux Révolutions — la française et la russe — on notera une série de textes sur

le thème « Vivre en écrivant » : Lars GUSTAFSSON, Ursula Le Guin (une révélation autour de Virginia Woolf et du féminisme), Peter Esterhazy (« J'ai trouvé la dernière phrase, elle est belle, il serait dommage de l'abandonner à son triste sort. La première phrase parle de la dernière phrase », etc.), John Updike (*L'Ecrivain en conférence*), Allan Silfio (*Voyager, écrire*), Mariel Spark (*Les Sœurs Brontë*), Nedim Cuseo (*Les Mots de l'exil*), Anna Dillard (*La vie en écrivant*), George Steiner (*La Lecture en mutation*), etc.

Signalons aussi des nouvelles de Russie : l'« hienheureux du communisme » de Vladimir Tendriakov ; le *Paroquet* de Victor Erofeev ; une nouvelle polonaise de Jack Bochenko : *Après la malaise* (« Quelque chose commence à bouger en Pologne. Dites une prière pour le patrie », a dit le prêtre) ; une passionnante correspondance de Milan Simecka, etc.

► *Lettre internationale* n° 22, Automne 1989, 80 F. Abonnements : 14-16, rue des Petites-Hôtels 75010 Paris.

Un colloque organisé par le Conseil d'Etat

Quel droit pour la Communauté ?

L'Europe grandit, le droit européen s'étend. Tel est le constat à l'origine du colloque international organisé par le Conseil d'Etat sur le thème « Quel droit en Europe, quel droit pour l'Europe ? », qui a rassemblé à la fin de la semaine dernière à Cannes près de quatre cents juristes, chefs d'entreprise et fonctionnaires.

CANNES

de notre envoyé spécial

Dans ce pays resté si longtemps indifférent à une construction européenne jugée ennuyeuse, voire accessoire, il était réconfortant de voir les plus hautes autorités juridiques de l'Etat (1) inviter les énergies à se mobiliser pour rattraper le retard accumulé. Retard pris par le législateur, qui, le plus souvent, n'est associé que de manière trop partielle à l'élaboration de textes d'inspiration communautaire, retard pris par l'utilisateur — opérateurs économiques de tout poil, collectivités locales mais aussi particuliers — qui, par méconnaissance, fait peu appel aux possibilités offertes par le droit communautaire.

Grâce à l'acte unique européen, ce « révélateur » qui a élargi le

champ d'action de la Communauté et surtout débloqué ses mécanismes de décision, « le droit européen brigue pratiquement tous les secteurs du droit », a souligné M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, dans sa première intervention.

La règle communautaire menace-t-elle, comme le redoutent encore certains, les systèmes nationaux et, au-delà, la souveraineté des Etats et l'identité des nations ? M. Marceau Long, après avoir reconnu que, pour être efficace, le droit européen devait pouvoir s'imposer aux règles établies nationalement, a invité le législateur communautaire à garder la main légère. Ce droit communautaire à l'avenir duquel on réfléchit ne sera durable, accepté et respecté que s'il est véritablement nécessaire à la réalisation des objectifs culturels et sociaux poursuivis, et s'il respecte la diversité et la richesse des systèmes nationaux. L'Europe doit ajouter, pour réussir, des degrés de liberté, non en retrancher.

Règles uniformes ou bien harmonisation plus souple ? Les incursions du droit communautaire dans les différents espaces juridiques nationaux sont de plus en plus nombreuses, suscitant — c'est un phénomène récent — certaines frustrations, un sentiment de déficit démocratique dans les Parlements

nationaux, qui, jusqu'ici, n'ont fait que des efforts modestes pour suivre et contrôler ce qui se passait à Bruxelles. C'est particulièrement vrai en France, où une réforme est en cours à laquelle le Conseil d'Etat prête son soutien... L'Assemblée nationale et le Sénat ont entrepris une mise à jour du statut de leur délégation parlementaire.

Comble

le « déficit démocratique »

A la suite des rapports de MM. Genton et Girod au Sénat, de la proposition de loi de M. Josselin à l'Assemblée et des travaux des commissions, le Parlement veut améliorer son contrôle. Il souhaite la création d'organes plus nombreux comportant une représentation plus équilibrée des commissions permanentes. L'institutionnalisation de l'audition des ministres et des représentants français au Parlement européen, le renforcement de son droit à l'information par l'obligation faite aux gouvernements de lui communiquer tout projet de texte ou acte communautaire établi par les institutions de la CEE et concernant les domaines qui relèvent de la loi comme du règlement.

A terme, au niveau parlementaire, le seul moyen d'éliminer le déficit démocratique aujourd'hui

déploré sera, bien sûr, selon M. Marceau Long, le renforcement des pouvoirs du Parlement européen. Mais une mobilisation doit s'opérer également en amont, avant que les réglementations soient adoptées. Des intervenants ont mentionné le cas du Royaume-Uni, où, chaque samedi, les pouvoirs publics rassemblent des représentants du Parlement, des entreprises, des syndicats, pour échanger leurs vues sur les projets bruxellois. « Je suis convaincu que ces échanges incessants de cette association de toutes les institutions à la préparation du droit communautaire que sont liés les progrès de ce droit et la qualité de sa mise en œuvre et de son respect dans chaque Etat », a indiqué M. Long. C'est moins un déficit démocratique que l'on peut regretter que le déficit de l'âme et de la citoyenneté, c'est-à-dire du sentiment d'appartenance et de la volonté de contribuer à l'œuvre commune.

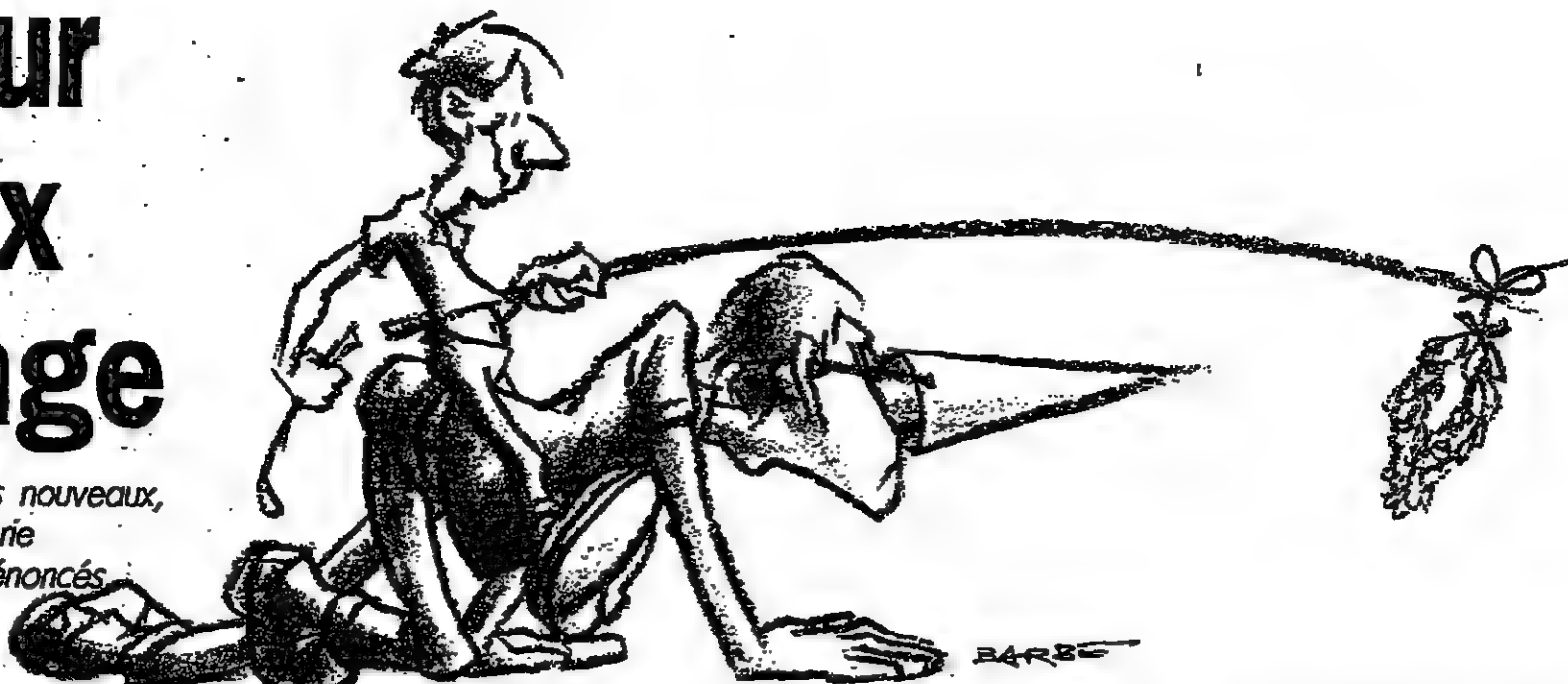
PHILIPPE LEMAITRE

(1) Le colloque, ouvert par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, était présidé par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat. M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, et M. André Chaudron, premier président de la Cour des comptes, participaient à la table ronde par laquelle ont débuté les travaux.

Le Monde CAMPUS

L'humour douteux du bizutage

Destiné théoriquement à intégrer les nouveaux, le bizutage est une plaisanterie pas toujours très drôle. Souvent dénoncés, ses excès demeurent.



LES touristes étrangers qui s'attardent en France au mois d'octobre doivent parfois s'interroger sur les mœurs vestimentaires de leurs hôtes. Que font donc ces cohortes de jeunes, barbouillés comme des peaux-rouges, qui sillonnent les trottoirs des grandes villes ? Renseignements pris, les visiteurs apprendront que ces individus vêtus de sacs-poubelles, la chevelure enduite de shampooings douteux et les bras chargés d'objets hétéroclites sont des étudiants en cours de bizutage. Chaque année, ceux que l'on appelle une élite intellectuelle se livrent à un étrange carnaval hors-saison, composé de rites étranges, de traditions secrètes et de pratiques ne faisant guère appel à la réflexion. S'ils peuvent être pacifiques et, bon enfant, ces bizutages prennent parfois une tournure brutale, qui suscite de nombreuses protestations mais, le plus souvent, peu de réactions de la part des responsables scolaires.

Même lorsqu'il varie dans ses formes et dans ce que l'on pourrait appeler ses « raffinements », le bizutage obéit presque toujours aux mêmes règles de fond. Par un rituel minutieusement organisé, des étudiants ayant franchi le cap de la première année soumettent les nouveaux arrivants à une introduction qui doit mettre en évidence la faiblesse des petits « bleus ». Les anciens, qui obéissent eux-mêmes aux contraintes scolaires et au jugement des enseignants, exploitent la seule parcelle de pouvoir qu'ils détiennent : celle que l'on peut exercer sur plus incertainement que soi. En fin de bizutage, l'élève ou l'étudiant de première année accède au

« baptême », qui fait de lui un membre de la communauté. Dans tous les cas, les bizuteurs protestent de leurs intentions philanthropiques et soulignent que l'opération n'a d'autre fin que l'intégration des nouveaux. Parfois, il est vrai, les bizuteurs ont des buts conviviaux, comme ce fut le cas, cette année, à l'Institut supérieur de commerce (ISC) de Paris. Les « premiers années » ont, bien sûr, été soumis à quelques épreuves ou bagaudes forcées, les récalcitrants sont passés devant un « tribunal », fantaisie assortie de « panis » plus ou moins agréables, mais leurs aînés avaient, avant tout, cherché à créer une atmosphère de fête. « Nous avions joué un tour pour railler Bordeaux et des champions d'hiver sur place », explique Dominique Lhermie, étudiante en deuxième année. « Nous leur avons organisé des pots et, des déjeuners, aménagé un wagon discothèque et mis en place un grand match de rugby. Au retour, l'ambiance était bien plus chaleureuse, car ils avaient appris à faire connaissance. »

La main dans les estocots

Ailleurs, la plaisanterie paraît souvent plus amère. Brimades, exhibitions sexuelles sous la contrainte, sadismes de toutes sortes sont le lot de nombreux étudiants frais émoulu de leur baccalauréat. Certains ressentent profondément cette humiliation et se trouvent fort déçus de leur premier contact avec l'enseignement supérieur.

A l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM), où

les traditions en ce domaine sont fortement établies, un « usinage » de six semaines fait office de bizutage. Pour développer la « fraternité », mot d'ordre de l'école, les bizuteurs de l'ancienne année commencent par supprimer les portes des chambres des internes. A Lille, les futurs « gaudarts » sont obligés de se rassembler, de une à trois heures par jour, pour former le « monôme » en tapant continuellement du pied gauche. Vêtus de blouses grises, ils subissent les humectations des bizuteurs, qui apprécient beaucoup les réveils en pleine nuit, suivis de faux examens ou de parodies de jugement.

A la faculté catholique de Lille, les étudiants de première année de médecine ont en cette année la mauvaise surprise de se voir pris en otage, sept jours durant, par des bizuteurs qui leur avaient annoncé... une partie de campagne. Une lettre adressée, dès juillet, par l'Association corporative des étudiants en médecine aux bizuts, évoquait le bizutage comme une tradition de cet établissement, dont les carabins soulignaient l'attachement à « l'éthique chrétienne ».

Après quelques propos étiennants sur les vertus intégratrices de l'opération, les auteurs de la lettre insistaient sur le caractère libre, mais « vivement conseillé », du bizutage. Pour éviter les « excès » des années précédentes, les carabins s'engageaient aussi à « améliorer l'encadrement ». Le programme, enfin, devait débiter par « une session, pré-universitaire, qui n'est en aucun cas un bizutage ».

Dès les premiers jours, pourtant, les jeunes gens sont emmenés à l'extérieur de la ville, après avoir été accablés par de trébuchants : « A poil les bizuts ! » Deux jours

Motus et bouche cousue !

Les victimes d'un bizutage ont une caractéristique commune : quelles que soient leur indignation ou les exactions subies, toutes sont terrorisées à l'idée d'être racontées. Leur témoignage doit demeurer strictement anonyme et beaucoup refusent même de s'exprimer. Cette réserve est logique : ils s'apprennent à vivre deux, trois ans, ou plus, dans une communauté restreinte et forcément attentive aux faits et gestes de ses membres. Le désir d'anonymat est encore plus compréhensible si l'on considère que les contrevenants au bizutage risquent d'encourir des « sanctions », officielles mais douloureuses. Privés de photocopies, tenus à

l'écart ou tournés en dérision, les rebelles peuvent payer cher leur « individualisme ».

A l'Ecole nationale supérieure des Arts et Métiers, le rejet de l'« usinage » peut avoir des conséquences fâcheuses. Déclaré « HU » (hors usinage), puis « HP » (hors promotion), l'étudiant n'a pas accès au foyer, aux activités culturelles ou à la « petite épicerie », destinée aux internes. Il devra se débrouiller seul pour trouver un stage et ne sera plus admis à s'inscrire à l'Association des anciens élèves, dont le puissant réseau de solidarité est légendaire. Cela mis à part, la participation aux bizutages est totalement libre...

durant, nous avons été obligés de faire des pompes, de courir, de marcher à genoux devant les bizuteurs, de hurler des chansons paillardes ou de rester emmassés dans une petite pièce », raconte une étudiante.

Ceux qui ne chantent pas assez fort sont obligés de reprendre le refrain à genoux, les bras en l'air, et les bizuteurs viennent réveiller leurs souffre-douleur dans la nuit, pour leur faire réciter des prières blasphématoires. Le dernier jour, enfin, les gaudarts et les filles sont emmenés à l'extérieur de la faculté. « Nous avons perdu les yeux bandés de 7 heures du soir à minuit », se souvient une étudiante. Au programme de la soirée pour les jeunes filles entièrement nues, à l'exception de leur culotte : se traîner à genoux en absorbant des liquides répugnants ou en plongeant la main dans un plat d'asticoles vivants.

Contre le mauvais esprit

Certains étudiants craquent, tombent en pleurs ou se révoltent. Un étudiant à l'Ecole du service de santé des armées de Bordeaux en 1987-1988 a ainsi décidé de poursuivre l'Etat devant le tribunal administratif. « Je n'ai pas supporté le bizutage, qui a officiellement duré toute l'année et qui m'a empêché de travailler correctement », déclare-t-il. Les étudiants plus âgés entraînent dans nos salles, jetaient nos cours par la fenêtre et nous surprenaient avec des extinctions. « Cet étudiant, qui a échoué à son examen de fin d'année et a abandonné la médecine, accuse l'école d'avoir modifié ses notes parce qu'il ne se soumettait pas de bon cœur au bizutage. Plus récemment, une étudiante de l'Ecole supérieure des géomètres et topographes d'Evry, dans l'Essonne, envisage de porter plainte pour coups reçus au cours du bizutage de 1989.

Confrontés à ces réactions, les bizuteurs adoptent des mines à la fois angéliques et stupéfaites. Les rebelles sont, à coup sûr, de mauvais camarades ou des individus dépourvus du plus élémentaire sens de l'humour. Surtout, leur « mauvais esprit » constitue une atteinte

faciliter la vie commune », souligne un étudiant de l'ENSAM de Paris. Il existe chez nous une solidarité que l'on ne trouve pas ailleurs, même si les méthodes employées pourraient être revues. Partout, le respect des « traditions » semble hanter les bizuteurs, qui voient dans leurs pratiques une sorte de rite initiatique : non contents d'avoir franchi le cap du bac ou d'un concours difficile, le bizut doit encore souffrir pour accéder à l'école ou à l'université.

Contrairement à ce qu'en disent les organisateurs, nombre de nouveaux arrivants ne trouvent pas le bizutage « drôle ». « Je n'ai pas compris à quoi cela servait. Je ne m'attendais pas du tout à cela », explique une étudiante en médecine. « L'esprit de promotion recherché n'est même pas atteint, car il naît très vite une division entre ceux qui adhèrent à l'usage et ceux qui le refusent », remarque un « gaudart ».

L'Association des usagers de l'administration et des services publics a reçu, cette année encore, plusieurs témoignages de parents indignés. L'« abaissement » dont sont victimes leurs enfants choque ceux qui ont poussé un fils ou une fille vers des études supérieures, au prix parfois de sacrifices. Beaucoup pensent qu'une bonne intégration ne passe pas forcément par des sévices, sans être pour autant de mauvais camarades...

RAPHAËLLE RÉROLLE

Une condamnation... très théorique

La position de l'Etat en matière de bizutage est, apparemment, sans ambiguïté. Différentes circulaires ministérielles proscrirent ces activités qui contreviennent au « respect d'autrui » dans ses convictions et son intégrité physique. La dernière en date a été adressée le 8 septembre 1989 aux recteurs par M. André Legrand, directeur des lycées et collèges. « La précédente rentrée scolaire a été marquée dans certains établissements par des incidents graves survenus dans le cadre des bizutages », indique ce texte (...). La position du ministère a toujours été de condamner ces pratiques. »

Si certaines universités ont effectivement interdit les bizutages, ceux-ci n'en ont pas moins la vie dure, puisqu'ils continuent de fleurir en de très nombreux endroits. Face à cette contradiction, le ministère de l'éducation nationale réplique qu'il est difficile de contrôler les opérations qui se déroulent parfois en dehors des établissements. D'autre part, ce problème relève de la vigilance des chefs d'établissement et de leur aptitude à résoudre les questions disciplinaires par la diplomatie. « Nous avons créé des conseils de délégués-élèves

pour parler de la vie scolaire en posant notamment ce type de problème », souligne-t-on au ministère.

Les chefs d'établissement, de leur côté, font souvent preuve d'un embarras qui pousse certains à les soupçonner d'« ambiguïté », ou tout au moins de faiblesse. S'il se dit convaincu que l'esprit de promotion permet aux individus de « vivre entre eux les richesses du groupe », le directeur de l'ENSAM de Lille regrette apparemment que l'« usinage » entame par trop le temps de sommeil de ses élèves. « J'essaie que tout se passe bien pour tout le monde, mais il existe des éléments dont je ne suis pas maître », observe-t-il.

Son impuissance face à certains bizuteurs est partagée par M. Michel Falise, recteur de la faculté catholique de Lille. « Il existe des excès, parfois même dus à des gens extérieurs, mais je n'ai pas force de police », affirme celui-ci. Les bizutages sont pris en charge par des associations étudiantes dont on ne peut pas trop entamer l'autonomie. Selon lui, cependant, ce bizutage peut aider les étudiants à être moins perdus et à supporter leur fragilité

lorsqu'ils arrivent. Mais il ne doit en aucun cas tourner à la brimade qui comporte des tentations de fascisme. »

Dans cet établissement de 11 500 étudiants, où tous les bizutages ne sont pas, loin de là, aussi humiliants qu'en médecine, la concertation est de règle. « Nous cherchons à encadrer le bizutage, mais aussi à sensibiliser les étudiants par le dialogue. Jusqu'ici je n'ai jamais pris de sanctions », souligne M. Falise.

Quelques mesures ont déjà été adoptées, puisque le bizutage de médecine a été ramené, cette année, de trois semaines à sept jours. Des groupes de réflexion seront organisés dans les mois à venir avec les étudiants pour élaborer un « code de l'intégration des bizuts ». Enfin, dès la rentrée prochaine, le bizutage de médecine n'aura plus lieu en première année, mais en deuxième année. « C'est dommage », explique M. Falise, de bizuter des tas de gens qui ne dépasseront jamais le cap de la première année. Preuve s'il en fallait que le bizutage est un plaisir dont on peut fort bien se passer...

R. R.

ECONOMIE

Une nouvelle collection de manuels dirigée par Claude Jessua, Christian Labrousse et Daniel Vitry.

Macroéconomie, par Patrick Artus - 165 F.

Économétrie, par René Giraud et Nicole Chaix - 165 F.

Économie de la santé, par André Labourdette - 110 F.

Comptabilité nationale et modèles économiques, par Alain Pichot - 175 F.

Analyse économique spatiale, sous la direction de Claude Ponsard - 165 F.

Analyse économique des politiques sociales, par Jean-Claude Ray et Jean-Marc Dupuis - 165 F.

Le système économique de l'URSS, par François Serrot - 125 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هكذا من الاجل

صكنا من الاموال

CAMPUS

La géographie dans le collimateur

Faiblesse scientifique, manque d'ambition, de moyens et d'organisation...
Le rapport du Comité national d'évaluation sur la géographie est particulièrement sévère.

ALORS qu'il vient d'être reçu et confirmé dans sa mission par le président de la République, lundi 6 novembre, le Comité national d'évaluation (CNE) des universités continue à tisser sa toile avec patience et minutie.

Son dernier rapport sur « La géographie dans les universités françaises », discrètement publié, en apporte une nouvelle preuve. Au terme de deux années d'enquête auprès d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants et de personnalités du monde scientifique et économique, en France et à l'étranger, il se livre à une radioscopie complète de l'ensemble d'une discipline à l'échelon national.

Le résultat est passionnant. La géographie, il est vrai, se prête plus facilement que d'autres disciplines à une évaluation globale. Malgré une croissance spectaculaire au cours des dernières décennies (on ne comptait à l'université qu'une vingtaine d'enseignants en 1939, contre plus de 600 aujourd'hui), cette discipline conserve une taille humaine. Avec ses quelques 12 000 étudiants répartis sur une quarantaine d'universités, elle « échappe au gigantisme d'autres secteurs ». Mais la géographie est également un bon révélateur des richesses comme des pesanteurs ou

des impasses de l'université. Au carrefour de plusieurs disciplines — histoire, économie et sciences humaines, mais aussi géologie, climatologie et sciences naturelles — elle débouche à la fois sur les carrières traditionnelles de l'enseignement et sur de nouvelles professions, liées en particulier à l'aménagement de l'espace, faisant appel à des technologies modernes. Enfin la géographie est l'objet de débats passionnés sur son rôle et son identité, que le rapport du Comité d'évaluation a bien des chances de relancer.

« Lacunes » et « points faibles »

Car le diagnostic est sans complaisance. Le bilan de l'enseignement de la géographie à l'université, tout d'abord, fait apparaître « lacunes » et « points faibles ». En premier lieu, le CNE estime qu'il est impossible d'en rester aujourd'hui « à la définition d'un profil unique du géographe. La part étant faite d'une formation initiale ouverte, l'évolution et l'approfondissement des recherches ne permettent plus de rêver dans les universités d'une formation unique et polyvalente du géographe de demain : on aboutirait à un profil flou et superficiel ». Et le rapport recommande la mise en

place, dès le deuxième cycle, de trois cursus distincts correspondant aux trois grands profils qui se dégagent : l'enseignement de second degré, les « sciences de l'environnement » et le « géographe-aménageur ».

A travers cette diversification, ce sont les concours de recrutement (CAPES et agrégation) qui sont dans le collimateur. Le CNE souligne sans ménagement le décalage croissant entre ces concours — « clef de voûte » de la filière — et les thèmes porteurs et innovants de la recherche. Cette distance est encore accentuée par l'ignorance ou le rejet, dans les programmes de concours et par conséquent dans une bonne proportion de l'enseignement, des nouveaux outils de l'analyse géographique (analyse quantitative, infographie, télédétection...). Accentuée par l'insuffisance notable des crédits d'équipement, cette faible diffusion des outils les plus récents de la pratique géographique contribue à entretenir une image désuète de la discipline. Le Comité d'évaluation plaide avec vigueur pour un « effort de rénovation des programmes et des épreuves » de l'agrégation.

Deuxième terrain d'investigation : les trois années cycles, qui reçoivent une voûte de bois vert. Il existe, note le rapport, des « dispo-

sités considérables » entre les différents DEA (diplômes d'études approfondies) de géographie. Ces écarts dans les contenus et les modalités d'admission ou de contrôle « sont non seulement choquants en eux-mêmes, mais peuvent être préoccupants pour l'avenir de la discipline tout entière, dans la mesure où les DEA les moins exigeants deviennent des pôles d'attraction pour des étudiants moyens ou médiocres qui gonflent ainsi démesurément leurs effectifs ».

Le rendement de la formation par la recherche en géographie (DEA + thèse) est « très faible », comme le montrent les chiffres établis par le CNE : 2 000 candidats, un peu plus de 1 000 inscrits en DEA, environ 600 DEA délivrés et à peine 200 thèses soutenues (dont 120 par des étudiants étrangers). Difficile de trouver là le vivier indispensable pour satisfaire les besoins en enseignants, qui « vont devenir criants ». En effet, non seulement les effectifs d'étudiants vont augmenter et la diversification des missions de la géographie imposera un encadrement renforcé, mais surtout on assiste, dans cette discipline plus encore que dans d'autres, à un vieillissement inquiétant du corps enseignant : l'âge moyen des professeurs était, fin 1987, de cinquante-quatre ans et

celui de ceux des maîtres de conférences de quarante-huit ans et demi. Le CNE préconise donc qu'un sérieux ménage soit fait dans les troisièmes cycles : non-reconduction des habilitations de formations qui ne respectent pas les obligations réglementaires ; réforme profonde de grandes formations devenues trop « laxistes ».

Des atouts « mal exploités »

La radioscopie du secteur de la recherche n'est pas moins tendre. Certes les atouts de cette recherche sont réels et « la géographie française a su se doter de lieux très vivants de dialogue et de confrontation entre les spécialistes de différents domaines ». Mais, des atouts sont « mal exploités » et la géographie a du mal à dépasser « une audience confidentielle », faute d'ambition, de moyens ou de savoir-faire. Sur tout ce secteur de recherche reste handicapé par de graves faiblesses : « La masse critique de l'ensemble de la communauté scientifique est difficilement atteinte et on la met en relation avec les inopérables domaines et espaces d'étude entre lesquels elle se partage aujourd'hui ». D'autre part, estime le CNE, « une part trop importante de la recherche géographique française, acceptée difficilement les règles les plus

élémentaires du travail scientifique » (dépréciation des fonctions techniques dans les laboratoires ; très faible nombre de revues fonctionnant avec un véritable comité de rédaction ; publications redondantes ; faiblesse de la diffusion des recherches...). Les évaluateurs en appellent donc à un « changement d'attitude » et à un « effort de rationalisation indispensable » de la carte des formations de recherche.

Bref, la géographie doit rompre avec « l'image caricaturale de nomenclature ennuyeuse que l'enseignement secondaire engendre souvent dans l'opinion ». Au terme de l'enquête très fouillée qu'ils ont conduite, les évaluateurs estiment qu'elle en a les moyens et le potentiel, à condition d'opérer une mise à plat sérieuse de ses missions, de ses méthodes et de son organisation. A condition également de se voir doter des moyens matériels et humains qui lui font souvent cruellement défaut. Il y va de l'avenir d'une discipline qui est certainement l'une des mieux à même de comprendre quelques-unes des grandes mutations actuelles : la solidarité et les disparités interrégionales, mais aussi le contexte spatial de l'Europe de demain.

GÉRARD COURTOIS

ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES
ANGLAIS-ALLEMAND
UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maîtrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, DISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.

O I S E
ENGLISH TRAINING

DISE HOUSE, Birney Lane - Oxford (England) tel. (01865) 248 218, membre de ARIEL-FELCO
21, rue Théophraste-Boissier - 75015 Paris - France tel. 01 45 33 13 02

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

Cranfield

Cranfield: the management currency of Europe

In the European marketplace, an MBA from Cranfield gives you bargaining power. The business success you achieve through an internationally based curriculum makes you a valuable asset to leading companies throughout the continent.

This year we are offering scholarships on the full time executive MBA programme.

Cranfield School of Management

ETUDIANTS
votre avenir c'est l'Europe

EURECOLE

ouvre son cycle supérieur
LE 20 NOVEMBRE 1989

B.T.S. : - Commerce international
- Action Commerciale

Renseignements et inscriptions :
5, rue de Lübeck, 75118 Paris
Tél. : 40-70-12-81.

Les « hybrides » d'Atlantech

L'institut de l'homme et de la technologie en projet dans le technopôle de Nantes voudrait former des techniciens et des gestionnaires ouverts aux problèmes humains

NANTES

De notre envoyé spécial

UN institut de l'homme et de la technologie, à la croisée des chemins entre les sciences exactes et les sciences humaines, verra-t-il le jour en 1990 à Nantes ? Des crédits sont prévus à cet effet, dans le contrat de plan entre l'Etat et les Pays de la Loire. Ce serait la première réalisation concrète d'Atlantech, ce groupement d'intérêt public créé en 1988 et qui réunit l'Etat, l'université de Nantes, la plupart des écoles de gestion et d'ingénieurs de la région nantaise, des laboratoires universitaires et publics, des industriels et l'organisme gestionnaire du technopôle de Nantes, Atlanpole.

L'argent et les sacs de ciment sont prêts. Mais qu'y aura-t-il derrière la façade ? Une grande école de plus ? Les responsables d'Atlantech viennent de réunir à Nantes et à La Baule une centaine de personnalités locales, nationales et internationales des milieux universitaire et économique, pour « définir les contours » de cet établissement. A toutes ces « fêtes autour d'un bœuf encore vide », Olivier Guichard, président de la région des Pays de la Loire, a enjoint de « sortir des débats institutionnels » pour « inventer du neuf ». « Votre réflexion va se concentrer sur l'essentiel », a-t-il dit. Les formes suivront. « Ce ne sera ni un institut de l'homme ni un institut de la technologie : l'important dans l'initiale c'est le « et », devrait préciser d'embellie Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers de Paris, l'un des animateurs du colloque.

Promouvoir une polyculture

En effet, l'objectif de l'Institut du projet, Bernard Delapalme, déjà à l'origine de l'université technologique de Compiègne dans les années 70, est de « promouvoir et développer une polyculture ». Sa volonté est de susciter une nouvelle sorte de décideurs, chez qui la connaissance des techniques et de la gestion se mêlent avec des qualités humaines. « Dans les entreprises, les ingénieurs, les vendeurs et les hommes de marketing dialoguent et travaillent ensemble », remarquait un patron de PME au cours des débats. Il faudrait introduire dans la formation initiale la capacité de travailler transversalement.

Aujourd'hui, l'ingénieur doit avoir des compétences de manager et le gestionnaire une approche des technologies. Bref, le spécialiste doit élargir son horizon culturel pour pouvoir prendre des décisions, c'est-à-dire trancher entre les avis des techniciens. L'Institut de l'homme et de la technologie aura-t-il pour mission, comme l'a sug-

géré quelqu'un, de former des « hybrides » ? Pour Alain Supiot, professeur de droit à Nantes et à l'Institut universitaire européen de Florence, il faut profiter de cette structure pour inoculer le doute dans l'esprit d'ingénieurs trop sûrs de leur compétence, « les rendre inquiets ».

Structure évolutive

Quels seront les publics visés ? Des étudiants en fin de cursus assurant, des élèves de secondaire, pourquoi pas ? mais aussi des enseignants, des cadres supérieurs et de nombreux professionnels, par le biais de la formation continue. Ce viendront-ils y chercher ? Un diplôme, comme dans une école ordinaire ? Un label ? Ou tout simplement quelquel'un, de former des « hybrides » ?

Certains, comme Yves Thomas, directeur de l'IREST, préconisent une structure lourde, « avec un fort ancrage technologique », dotée de laboratoires et d'équipements de recherche. Pour d'autres, comme Alexis Dermouche, directeur de l'école supérieure de commerce de Nantes, l'INT ne pourrait être qu'un « dénominateur

COURRIER

La comédie de l'architecture

Un aspect essentiel de la critique formulée sur l'enseignement de l'architecture (et les enseignants), selon le sondage que vous publiez dans « le Monde Campus » du 26 octobre son insuffisance : « professionnalisme ». C'est en effet une critique qui revient souvent, et une question fréquente des étudiants. Ce que personne ne sait en l'occurrence, c'est ce que signifie professionnalisme.

Qu'est-ce qu'une formation convenablement professionnaliste ? Celle qui forme des professionnels directement utilisables dans ce qu'est la profession aujourd'hui ? Pour quelle durée d'emploi ? Ou celle qui rend des personnes capables de se réinventer avec les problèmes et les situations, voire d'inventer des réponses professionnelles à des situations actuellement inexistantes ? Certes, il est souhaitable de faire les deux, encore que ce ne soit pas toujours aisé. Mais cela semble souvent peu professionnel... à ceux qui ne connaissent encore de la profession qu'une image, (les étudiants et les très jeunes professionnels), ou à ceux qui s'emploient à créer cette image : les notables suicidaires qui tiennent les structures professionnelles.

La vraie question est que personne ne sait aujourd'hui ce que sera l'architecture, comme profession, dans dix ou vingt ans. C'est pourtant pour cette période au moins que sont formés les étudiants. L'évolution récente de la profession, les perspectives, aussi bien techniques qu'économiques ou politiques, répercutées incitent pour le moins à une extrême prudence : ce qui obère, voire rend dangereuse, toute focalisation exclusive professionnaliste de l'enseignement. Je conçois que cela soit angoissant pour les étudiants, mais

il serait infiniment plus risqué de les orienter vers des voies en cours d'obsolescence. J'ajouterais seulement que la question de la préparation à la profession est fréquemment discutée, depuis longtemps, dans les écoles, notamment dans la perspective de la nécessaire et inévitable diversification de l'activité professionnelle des architectes.

Deuxièmement, sur l'enseignement de l'architecture en général, ce qu'il faut rappeler d'abord c'est qu'il n'existe pas en France d'ingénierie qui l'abrite. Il y a une administration (un ministère au nom changeant et aux multiples activités, une direction, actuellement dite de l'architecture et de l'urbanisme), avec ses dépendances administratives, lesquelles, établies à caractère administratif, sont justement, dirigées par des directeurs administratifs, sont appelées, on ne sait trop pourquoi, écoles, bien que l'enseignement n'y soit qu'un sous-produit aléatoire de l'activité principale qui est, comme il est normal, d'administration.

Nous ne demandons qu'une chose : que cesse cette comédie, que l'enseignement de l'architecture devienne un enseignement comme n'importe quel autre, dans des établissements d'enseignement, animés par des enseignants, aidés d'administrateurs, certes, plutôt que ces sous-entités administratives mal gérées, coincées entre la chaire de l'ordre professionnel et le loup du corps des Ponts. Nous voulons seulement pouvoir faire notre travail d'enseignants, avec tous les contrôles et évaluations normaux et nécessaires, dans des conditions à peu près décentes.

FRANÇOIS LAUTIER
professeur à l'école d'architecture de Paris-La Villette

Science des matériaux

Etant ingénieur en science des matériaux, j'ai eu un grand intérêt à lire le supplément *Super Campus* du *Monde* du 17 octobre, consacré aux matériaux. Toutefois, je voudrais vous signaler un oubli dans la rubrique « Les formations ».

Je suis diplômé de l'EUDIL (Ecole universitaire d'ingénieurs de Lille, université des sciences et techniques, 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex), formation qui n'a pas été citée dans votre article. Cette école, créée il y a vingt ans, décerne chaque année un diplôme d'ingénieur à près de deux cents étudiants, dont une trentaine en option « science des matériaux ». L'EUDIL fait partie de ces écoles peu nombreuses qui proposent un cursus complet sur les matériaux. Elle dispense un enseignement étalé sur trois ans portant sur les métaux, les matériaux composites, céramiques et plastiques, ainsi que sur les verres et les semi-conducteurs.

De plus, l'université des sciences et techniques de Lille Flandres-Artois dispense aussi un enseignement en science des matériaux et décerne une maîtrise de sciences et techniques ainsi qu'un DEA, intitulé « sciences et technologie des matériaux ».

SYLVIE MORANE

D'autre part, M. P. Hicet, directeur de l'école nationale supérieure d'électrochimie et d'électrometallurgie de l'Institut national polytechnique de Grenoble nous signale que son établissement organise en deuxième année une « section sciences des matériaux » et en troisième année une « option science des matériaux et métallurgie », ainsi qu'un DEA sciences et génie des matériaux communs avec l'ENS de physique de Grenoble.

CAMPUS

Les étudiants allemands restent chez leurs parents

L'arrivée des émigrants des pays de l'Est a encore accru la difficulté qu'ont les étudiants à trouver un logement en Allemagne de l'Ouest

COMME en 1988, les universités ouest-allemandes ont enregistré environ deux cent cinquante mille étudiants en première année en 1989. Mais le plus grand obstacle qu'ils ont à surmonter n'est pas, cette fois-ci, le manque de places, mais la crise du logement. Il a toujours été difficile de trouver à se loger dans les villes universitaires traditionnelles comme Heidelberg, Munich ou Tübingen, mais maintenant les étudiants sont, de plus, en concurrence avec les émigrants provenant de la RDA et des pays de l'Est. Dans plusieurs villes universitaires (Fribourg, Karlsruhe, Berlin et Tübingen), le centre des œuvres universitaires a fait murer des tentes pour accueillir les nouveaux inscrits. A Cologne, ils dorment dans le restaurant universitaire. A Bochum, dans un chantier. « On n'aurait jamais cru qu'on pourrait avoir du mal à trouver une chambre dans des villes comme Bielefeld ou Gießen (qui ont une petite université), mais tous les logements disponibles sont occupés par les émigrés », dit M. Schuldenzucker, porte-parole du Centre national des œuvres universitaires allemandes (Deutsches Studentenwerk). Les étudiants étrangers sont les principales victimes de cette situation. Le chancelier fédéral, M. Helmut Kohl, a lancé un appel à la

population pour qu'elle aide les étudiants à la recherche d'un logement. De grandes annonces publicitaires invitent les propriétaires à offrir des locations. Mais les résultats de cette campagne ont été plutôt modestes. Payer 700 deutschemarks pour un studio à Francfort ou à Munich dépasse le budget de la plupart des étudiants, qui s'élèvent à environ 1 000 deutschemarks.

Toujours aussi peu de fils d'ouvriers

Les cités universitaires ne peuvent accueillir que 11 % des étudiants, alors que 22 % désirent y trouver une place, selon une enquête récente réalisée par les œuvres universitaires. Le gouvernement fédéral vient d'annoncer un programme de construction de logements d'étudiants. Bien qu'un tiers des étudiants allemands habite dans un studio ou un appartement individuel, l'enquête constate une tendance croissante à rester chez les parents (33 % en 1988, contre 27 % en 1982) pour des raisons financières. 70 % des étudiants habitant à la maison déclarent être mécontents de cette situation ; 45 % désirent habiter dans un studio individuel. 21 % préfèrent un appartement partagé avec d'autres étudiants.

Comme l'année dernière, ce sont les sciences économiques, l'infor-

matique et le droit qui attirent le plus les étudiants. Les enfants issus de familles d'intellectuels préfèrent la médecine (une filière à sélection forte) et le droit, alors que les enfants d'ouvriers s'orientent surtout dans les filières techniques et les sciences sociales. Malgré la forte progression des effectifs de l'enseignement supérieur, 8 % seulement des fils d'ouvriers font des études supérieures, contre 49 % de ceux de professions indépendantes, 32 % de ceux d'employés (en 1982 : 9 %, 46 %, 28 % et 32 %). Ce phénomène est dû surtout à la réforme des aides financières, mise en œuvre par la coalition chrétienne-libérale en 1982, qui remplaçait le prêt partiel en un prêt complet, remboursable à la fin des études. En six ans, la proportion des étudiants touchant un soutien financier (environ 540 deutschemarks) est tombée de 37 % à 23 %. Cette évolution qui a provoqué de multiples protestations a conduit le ministre de l'éducation, M. Jürgen W. Möllemann, à entamer une deuxième réforme de la politique d'aide à la formation à partir de 1990, la moitié de la bourse sera versée comme une aide non remboursable.

L'étudiant de 1989 est plus « riche » qu'il y a vingt ans, mais il travaille davantage en dehors de la faculté. 62 % des étudiants exercent une activité professionnelle. Pour

trois quarts des étudiants ayant cessé de toucher une bourse (notamment pour avoir dépassé le nombre de semestres admis), cette activité secondaire est indispensable pour faire face au coût de la vie. Or, le niveau de vie étudiant s'approche de plus en plus du niveau moyen des salariés, en raison de l'âge avancé des étudiants allemands, 19 % ont plus de trente ans (ils étaient 11 % en 1977), soit pour avoir prolongé leurs études, soit pour avoir fait une formation professionnelle avant de s'inscrire à l'université.

18 % des étudiants changent d'université en cours d'études, notamment en langues, sciences sociales, psychologie, pédagogie et médecine (où le changement est dû au manque de places). 21 % ont fait des stages pratiques ou suivi des cours de langues à l'étranger, 6 % se sont inscrits dans une université étrangère. Les étudiants les plus « mobiles » se trouvent précisément dans les filières où la profession demande souvent des expériences acquises à l'étranger, comme les disciplines techniques et les sciences économiques et naturelles, où la proportion des étudiants ayant fait une partie de leurs études à l'étranger ne dépasse pas 2 % à 3 %.

SILKE GRAEFINGHOFF

LIVRES

Informatique

L'ancêtre des puces

L'informatique ne s'est véritablement développée qu'à partir de 1950 avec les ordinateurs de « seconde génération », à base de transistors, fabriqués eux-mêmes avec des semi-conducteurs. Mais son développement actuel est lié à celui des circuits intégrés.

Ceux-ci ont été inventés il y a trente ans, en 1958, par Jack Kilby, ingénieur chez Texas Instruments : il avait pensé fabriquer simultanément plusieurs transistors sur le même support en silicium, pour faire ainsi un circuit plus compact. Depuis, le nombre de transistors qu'on sait ainsi réaliser sur une « puce » de silicium double environ tous les quinze mois. Cela veut dire qu'aujourd'hui on sait réaliser quelques millions de transistors sur une seule puce.

Ce degré d'intégration permet par exemple de réaliser des mémoires de plus d'un million d'informations binaires par puce. Ces mémoires sont à la mesure des besoins des logiciels modernes, tant en informatique traditionnelle qu'en micro-informatique.

La micro-informatique elle-même est née des progrès de la micro-électronique à base de circuits intégrés. En effet, plus on a intégré de transistors sur une puce, plus il a été possible de leur confier des fonctions complexes. Un jour, on est arrivé à mettre toute une unité centrale d'ordinateur sur une puce : c'est ainsi qu'est né le microprocesseur, composant en forme de circuit

intégré, qui est au cœur de tout micro-ordinateur.

Nous pourrions faire remonter l'ancêtre du circuit intégré, donc du microprocesseur, à quelques centaines d'années. C'est en 1948 que Bardeen, Brattain et Shockley ont été récompensés par un prix Nobel pour leur invention du transistor. Mais pour être tout à fait exact, il faut ajouter une branche à l'arbre généalogique. En effet, ce transistor, appelé « bipolaire », se prêtait mal à la réalisation de circuits intégrés, il a fallu inventer un autre type de transistor pour permettre leurs progrès. Il est en forme de sandwich de métal/oxyde/silicium, et appelé « MOS » pour rappeler cette structure.

Les progrès successifs ont conduit à l'utilisation des P-MOS ou les porteurs de courant dans le semi-conducteur sont positifs, puis des N-MOS, ou porteurs négatifs, et enfin des C-MOS, ou MOS complémentaires, où les deux variétés N et P sont associées pour donner des circuits à très faible consommation. Ces circuits C-MOS sont devenus aujourd'hui une norme de fait en micro-électronique.

Quelles sont les limites aux progrès des circuits intégrés ? Maintenant on sait faire des circuits dont les composants ont des dimensions qui descendent en dessous du micro-mètre. On prévoit qu'en l'an 2000, on pourra mettre un milliard de composants par puce, à l'échelle nanométrique, les fluctuations statis-

tiques et autres n'arrêteront pas le progrès. Que fera-t-on de ces puces ? N'y a-t-il pas, au-delà de la préférence exprimée pour les classes mixtes, une tendance des professeurs et des élèves à neutraliser les relations et les différences entre les sexes ? Spécialiste des sciences de l'éducation, l'auteur a mené l'enquête dans un lycée polyvalent et analysé les discours à l'aide d'une grille d'interprétation qui emprunte beaucoup à la psychanalyse.

Presses universitaires de France, collection « Pédagogie d'aujourd'hui », 281 p., 145 F.

La mixité dans l'enseignement secondaire : un faux semblant ?

par Nicole Mosconi

Quelles sont les significations de la mixité au lycée ? N'y a-t-il pas, au-delà de la préférence exprimée pour les classes mixtes, une tendance des professeurs et des élèves à neutraliser les relations et les différences entre les sexes ? Spécialiste des sciences de l'éducation, l'auteur a mené l'enquête dans un lycée polyvalent et analysé les discours à l'aide d'une grille d'interprétation qui emprunte beaucoup à la psychanalyse.

Presses universitaires de France, collection « Pédagogie d'aujourd'hui », 281 p., 145 F.

Stories of New Orleans, de William Faulkner ; The Hitch-Hiker and Other Short Stories, de Ronald Dahl ; 20 Geschichten des 20. Jahrhunderts

Ces livres de poche proposent des séries d'histoires brèves à lire dans leur langue d'origine. Des notes, rédigées en anglais ou en allemand, sont placées en regard du texte, et chaque volume se termine par un lexique de plus de 2 000 mots.

Le Livre de poche, collection « Lire en anglais » et « Lire en allemand ».

Electronique, théorie du signal et composants, par F. Monneville et J. Esquieu

Ce manuel, qui correspond au nouveau programme de BTS, s'adresse aussi aux étudiants des IUT en génie électrique et mesures physico-chimiques et aux élèves des classes préparatoires. Composé de cours, de thèmes d'études et d'exercices pratiques, il traite de la théorie du signal et des composants en électronique, en laissant une large place à l'informatique (techniques numériques, interfaces, traitement du signal).

Dunod, 257 p., 160 F.

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1953 Contrôle de l'Éducation Nationale 2, 3 - rue LM 94220 CHARENTON

Tél. : (1) 43-76-72-01 Préparation à la psychologie Conventions de formation continues Inscriptions reçues toute l'année Documentation gratuite (11) Consultez l'annuaire électronique Analyses, collections, livres de personnalité

Les stages de la semaine

Le Monde Campus - publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDT, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 1 mois à 2 mois. Mi-temps possible. Ind. : à convenir. Profil : bac. Mission : Prospection téléphonique directe contrôle de fichiers. 14 603.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : à voir. Profil : bac + 2. Mission : marketing téléphonique. 14 602.

Lieu : Les Ulis. Date : indéterminée. Durée : 6 mois minimum. Ind. : à voir. Profil : bac + 2. Mission : assistance d'un département marketing. 14 601.

Lieu : Puteaux. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : assister un responsable de communication externe et interne. 18 606.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 12 mois. Ind. : SMIC horaire. Profil : bac + 2. Mission : accueil, courses, téléfax, bricolage, chauffeur, etc. 18 605.

Lieu : Puteaux. Date : novembre. Durée : 6 mois à 1 an. Ind. : 2 000 F net. Profil : bac + 2. Mission : seconder le responsable communication. 18 604.

Lieu : Vaucluse. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : à débattre. Profil : bac + 2. Mission : mise en place de système de gestion et organisation informatique DOS-DATABASE. 17 620.

Lieu : Puteaux. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : technicien de maintenance en informatique. 17 621.

Lieu : Puteaux. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : participer au développement d'un logiciel CAO bâtiment. 17 622.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 1 mois à 2 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1. Mission : soit analyste soit programmeur. 17 623.

COMMERCIAL

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : novembre. Durée : indéterminée. Ind. : à voir. Profil : B + 4. Mission : chargé d'étude. 15 594.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : mise en rayon gestion de commandes. 15 593.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : 8 000 F brut. Profil : bac + 2. Mission : chef de rayon. 15 592.

Lieu : Trappes. Date : novembre. Durée : 1 mois à 2 mois. Ind. : à voir. Profil : bac + 2. Mission : à voir. 15 591.

partir d'un catalogue anglais, réfléchir sur l'adéquation de celui-ci sur le réseau commercial français. 15 591.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 6 mois à 1 an. Ind. : selon compétences. Profil : bac + 2 à 4. Mission : vendre un produit support audiovisuel. 15 595.

SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : entre 2 000 à 3 000 F. Profil : bac + 1. Mission : assistance commerciale. 24 487.

Lieu : Saint-Ouen. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : à définir possibilité emploi. Profil : bac + 2. Mission : mise à jour d'un fichier de prospection sur MAC II. 24 486.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 12 mois. Ind. : à déterminer. Profil : bac + 1. Mission : dactylo, gestion, relation clientèle-courrier-facturation, relance client. 24 485.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à convenir. Profil : bac + 1. Mission : secrétariat et gestion de dossiers. 24 484.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : administration maîtrise dans classement. 24 483.

AUTRES

Lieu : Paris. Date : début novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 493 F. Profil : bac + 2. Mission : documentaliste ; rigueur et méthode. 25 546.

Lieu : Levallois-Perret. Date : novembre. Durée : indéterminée. Ind. : 30 F/heure salaire départ. Mission : livraison à domicile chez des particuliers et des entreprises. Formation : vente. 25 545.

Lieu : Puteaux. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : production de plan en CAO. 25 544.

Lieu : La Courneuve. Date : novembre. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : selon compétences. Mission : élaboration d'un projet matériel à partir d'un cahier de charges. Fabrication de matériels électroniques. Connaissances de la CAO, DAO. Profil : bac + 3. 25 543.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Mission : études fiscales sur la loi Mairaux. Profil : DEA Fiscal. 23 542.

Lieu : Plessis-Robinson. Date : novembre. Durée : à définir. Profil : bac 3 ou 4. Ind. : à négocier. Mission : promouvoir et commercialiser un logiciel de droit. 23 541.

Lieu : Vaires. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F. Mission : analyse CPG et IR. Audit statistique des produits finis et matières premières. Ind. : à convenir. Profil : DUT ou IUT chimiste. 21 541.

Lieu : Asnières. Date : décembre. Durée : 4 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 3 ou 4. Mission : réactualiser la syntaxe anglaise d'un groupe de 16 adultes. Connaissances pédagogiques. Anglais indispensable. 23 542.

et de nombreux autres stages sur minitel 3615 JOBSTAGE ou au 47-35-43-43

UNIVERSITÉ DE PARIS-IV SORBONNE
en Sorbonne, galerie Richelieu, porte 12 bis
Service de la formation continue
Introduction à la connaissance des religions
Notions de base et traditions
Séminaires spécialisés, effectif limité
45 heures du 27 novembre 1989 au 27 avril 1990
Rens. au 40-46-25-66 (ou 25-67)

Le Monde CAMPUS
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale, culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

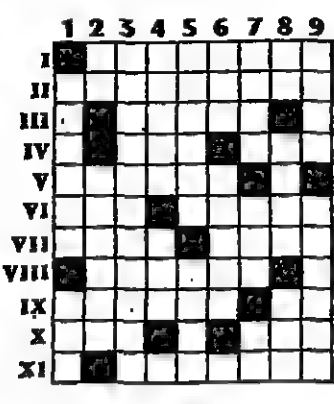
هكذا من الامم

هكذا من الالهي

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5127



HORIZONTALEMENT

I. A la fois ronds et carrés. — II. Tout ce qui est liquide. — III. Qui a le caractère d'un chevalier. — IV. Grain. La première moitié. — V. A des poils frisés. — VI. Fait partie des affaires étrangères. Tiré quand on tourne la page. — VII. Une affaire, autrefois. Aura une réaction bien humaine. — VIII. Regarder avec mépris. — IX. Nombres pour celui qui est criblé. Adverbe. — X. Vieux ruminant. II. — XI. On reste assis quand on nous le coupe.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui risque souvent de perdre sa place. Comme la forme quand elle est bonne. — 2. Participe. Y aller trop fort. — 3. Des femmes en train de griller. — 4. Ne descend que pour être payé. Envie quand il est gros. — 5. Font du nouveau. Peut encore courir quand il est vieux. — 6. Régale en chaire. Vagabondes. — 7. La multiplication des « pains ». Sert parfois de cousin. Fin d'infinif. — 8. Métal. Fourrura ancienne. Parfois blanc pour un délinquant. — 9. Port. Coule à l'étranger.

Solution du problème n° 5126

Horizontalement
I. Incartada. — II. Saucier. — III. Ogresses. — IV. Les. Et. Ur. — V. Ou. Fées. — VI. Irail. Ups. — VII. Courage. — VIII. Sala. Râ. — IX. Rire. Atte. — X. Ota. Or. In. — XI. Tees. Coca.
Verticalement
1. Isoir. Rot. — 2. Négure. Site. — 3. Cure. Acérés. — 4. Ace. Fiola. — 5. Risée. Ue. — 6. Testeur. Aro. — 7. Are. Spart. — 8. Su. Agric. — 9. Eu. Rose. E.N.A.

BUY BROUTY

AUTOMOBILE

Jaguar, mon amour...



La prise de contrôle de Jaguar par Ford, qui semble désormais acquiescé, peut paraître choquante. Pourtant, les amateurs de belles voitures de luxe ne s'en plaignent sûrement pas. Plutôt que de voir la firme britannique partir à la dérive, poussée par le vent de l'histoire vers les musées (comme la nationalisation l'avait fait craindre en 1984), ils feront comme mauvaise fortune bon cœur, car la survie, sans doute, en dépendait. D'autres marques tout aussi prestigieuses devront, un jour ou l'autre, suivre la même chemin...

La coïncidence veut qu'à l'heure du rachat une nouvelle Jaguar voit le jour et que ce nouveau modèle tranche sur la production antérieure, au-delà des espérances.

Six cylindres, vingt-quatre soupapes, 4 litres (Dieu sait si l'on avait reproché au trois litres six ses insuffisances, relatives il est vrai !), le nouveau moteur donne aux amoureux de l'automobile cette joie indicible que l'on dit appartenir au passé. Celui de la beauté qu'offrent les belles mécaniques quand tournent en silence les cylindres dans une atmosphère de salon anglais où flottent les parfums du cuir et, plus discrets, ceux du bois précieux et du whisky de malt vieilli.

Sans doute doit-on être choqué de nos jours que l'ensemble pousse à 100 km/h en huit secondes en dévorant les litres d'essence. Et sans doute certains jugeront-ils inadmissible que les futurs propriétaires des nouvelles XJ6 aient la capacité d'enlever à 230 km/h un engin exceptionnel. Laissons les fâcheux à leurs angoisses. Moteur !

Quatre vitesses à la boîte automatique, avec un passage de rapports variables, sport ou... familial, 34 mkg au couple maximal, à 3 500 tours (à peine moins avec un catalyseur), l'harmonie et le bonheur que donne la puissance fidèle sont au bout du pied.

Le macadam accueille le vaisseau tranquille — courbes, lignes droites — dans la quiétude que troublent discrètement les cadrons.

Paradoxalement, aucune tentation de laisser sur place les voisins besogneux, qui tentent avec leurs petits chevaux de « gratter » celui qui précède, n'envahit le conducteur.

Laissez donc aller les six haut-parleurs sur le Mozart et la route — pas celle que l'on nous décrit à longueur d'alertes — paraîtra si belle...

C. L.

★ Prix XJ6 : de 282 200 francs à 403 300 francs pour le modèle Daimler (4 litres).

La Bible du collectionneur. — Tout comme un tableau de maître, le véhicule de collection est devenu une valeur refuge. Nombre de voitures voient depuis quelques années leur cote atteindre des sommets. Pour s'y retrouver dans ce marché en pleine expansion, le groupe La Vie de l'Auto, LVA, publie la Bible que tout amateur éclairé ou collectionneur acharné se doit de posséder. De la Renault Monarque, sept chevaux, de 1931, cotée 40 000 francs, à l'Aston-Martin DB6 de 1963 qui culmine à 1 200 000 francs, il ne manque pas un modèle. De plus, pour chaque marque, LVA donne un compte rendu de

ventes aux enchères de l'année écoulée. Une seule fausse note, toutes les illustrations, nombreuses, sont en noir et blanc...

► La cote officielle de LVA, automobiles de collection, 1989. Editrice, « La vie de l'auto ».

► L'Auto-Journal a quarante ans. — Quarante ans de passion automobile qui se traduisent dans un numéro spécial par quarante ans d'essais qui vont de la Citroën 15, six cylindres à la 2 cv, à la 4 cv... et à la dernière des Ferrari. Dures épreuves pour certaines mécaniques, cotations, souvenirs. Nostalgie. (40 francs).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 7 novembre 1989 :

DES ARRÊTÉS

● Du 2 novembre 1989 portant fixation de la tarification du Ministère 2 ;

● Du 18 octobre 1989 relatif aux astreintes des internes en médecine.

UNE LISTE

● Des élèves de l'école supérieure d'agriculture de Purpan

ayant obtenu le diplôme d'ingénieur en agriculture.

Est publié au Journal officiel du mercredi 8 novembre :

UN ARRÊTÉ

● Du 23 août 1989 relatif à l'incinération de déchets contaminés dans une usine d'incinération de résidus urbains.

CARNET DU MONDE

Naissances

— Claire et Jean-François CARMINATI, Stéven, Philibert et Ambroise, ont la joie d'annoncer la naissance de

Opportune, la Bien-nommée, le 25 octobre 1989, à Poissy.

— Véronique et Stéphane DEROUIN

ont la joie d'annoncer la naissance de

Simon-Pierre, le 5 novembre 1989.

— Isabelle et Daniel JUILARD, partagent avec

Aurore et Baptiste, la joie d'annoncer la naissance de

Victor, le 2 novembre 1989, à Paris.

1, route de la Plaine, 78110 Le Vésinet.

Mariages

— Régine PARIS a la joie d'annoncer le mariage de son

frère

Fabienne HOUSSET, célébré le 28 octobre 1989, à Sammeon (Seine-et-Marne).

9, place de la Cathédrale, 77100 Meaux.

Décès

— M. et M^{me} Hubert de Saint Vaulry,

M. et M^{me} Gérard de Saint Vaulry, M. et M^{me} Guy de Saint Vaulry, M. et M^{me} Marc de Saint Vaulry, M. et M^{me} Hubert Marquet, M. et M^{me} Bernard Allieret, Ses vingt-quatre petits-enfants, Leurs conjoints

Et l'arrière-petit-fils, Les familles Saint-Vaulry, Cabrol, Donzert, Fourcaud et Meyer, ont la tristesse d'annoncer le départ dans la paix du Seigneur, de

M^{me} Robert DARGIER de SAINT VAULRY, née Yvonne Dumont.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 8 novembre 1989, à 14 heures, en l'église Saint-Martin de Meudon.

58, rue Albert-Joly, 78000 Versailles.

— Claire Demarly, sa fille,

M^{me} Dupré, sa mère, Ses amis,

Le personnel du lycée Dorian, Ses élèves, ont la tristesse de faire part du décès de

Amy DEMARLY, professeur de lettres,

surné accidentellement le 5 novembre 1989.

L'inhumation aura lieu le 10 novembre, à 14 heures, 80, rue du Général-Roguet, à Clichy (face à l'hôpital Beaujon).

60, avenue Georges-Clemenceau, 94700 Maisons-Alfort.

— Les Petites Sœurs de Jésus du Père de Foucauld, qui célèbrent le cinquantenaire de leur fondation, font part du retour à Dieu de leur fondatrice.

Petite Sœur MAGDELEINE de JÉSUS,

décédée au milieu d'elles, le 6 novembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, à leur Fraternité générale (Rome Tre-Fontane).

[Sœur Madeleine était la fondatrice de l'Ordre des Petites Sœurs de Jésus, branche de la famille spirituelle de Charles de Foucauld. Née le 28 avril 1898 à Paris, Madeleine Hénin, institutrice, avait rejoint au Sahara en 1936 pour fonder son ordre trois ans plus tard. Celle-ci est aujourd'hui présente dans soixante-quatre pays, comptant mille trois cent cinquante religieuses assises dans les quartiers pauvres et les bidonvilles des grandes villes du tiers-monde.]

— Geneviève Philippe, sa fille,

Agathe Philippe-Barre, ses petits-enfants,

Bruno Barre, Lola et Marion, ses arrière-petites-filles, Jacqueline et André Clap et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M^{me} Augusta MARÉCHAL, surné à Paris, le 2 novembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 7 novembre, à Denain, Nord.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Geneviève Philippe, 63, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.

— « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. »

Yvonne Marchand, son épouse,

François et Elisabeth Marchand, Bernard et Denyse Marchand, Jean-Claude et Marie-Claude Marchand,

Monique et Daniel Leblanc, Bernadette Marchand, Marie-Geneviève et Claude Mandon, Marie-Agnès et André Ferry, ses enfants,

Ses vingt-quatre petits-enfants, Ses vingt-quatre arrière-petits-enfants, Tous sa famille, Et ses amis,

font part du retour à Dieu, dans la paix, le 6 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-septième année, de

Jacques MARCHAND.

Le service religieux aura lieu le jeudi 9 novembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Toutes-Grâces, 143, avenue Pierre-Brusselle, Le Perreux-sur-Marne (autobus 120, Alma), suivi de l'inhumation dans le caveau familial à Nogent-sur-Marne.

Selon son désir, ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être envoyés pour les enfants du Brésil à Bernadette Marchand, 11, rue Albert-Lecoq, 94170 Le Perreux-sur-Marne.

— Eddie Petrossian, sa femme, ses enfants, et toutes sa famille, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

Serge PETROSSIAN, surné le 31 octobre 1989.

Les obsèques seront célébrées le mardi 14 novembre, à 15 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

— M. Max Reboul, Ses enfants, Petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} le docteur Jacques REBOUL, née Marguerite,

surné le 30 octobre 1989, dans sa soixante-douzième année, à Paris.

« Aimez-vous les uns les autres. »

Saint Jean, chapitre XV, verset 12.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale au temple d'Uchoud (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue de la Trémoille, 75008 Paris.

— L'Amicale des personnels du lycée Saint-Louis (enseignants, administratifs, de service), à la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami

Christian RICHARD, chevalier des Palmes académiques, chevalier du Mérite agricole, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur de mathématiques spéciales au lycée Saint-Louis, à Paris,

surné le 6 novembre 1989.

— M. et M^{me} Pierre Malachard, Raphaëlle, Delphine, Tristan, M. et M^{me} Pommé-Sallenave, font part du retour à Dieu de

M^{me} Paul de ROCCA-SERRA, née Marie-Geneviève Campanon, en son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse se tiendra en l'église Saint-Vincent d'Handaye, le jeudi 9 novembre, à 8 h 45.

Gersika, avenue des Minimes, 64700 Hendaye, 8, rue Balzac, 75008 Paris.

Remerciements

— M^{me} René Faure, Ses enfants, Et petits-enfants, Sa famille, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs bien sincères remerciements.

La librairie MAGNARD et les Editions DENOËL vous invitent à rencontrer

Lucien ISRAËL

autour de son livre

BOITER N'EST PAS PÉCHER

Collection « L'espace analytique »

le jeudi 9 novembre 1989 à 17 h

Librairie Magnard, 122, bd St-Germain 75006 PARIS - Tél. : 43-29-41-00.

— M^{me} Edmond Lissac, M^{me} Jacques Bonnavaron, M. Eric Féron, M^{me} Claudine Godot, Et toute la famille, profondément touchés de la sympathie que vous leur avez témoignée lors du décès de

M. Jean BAROU,

vous expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— En ce cinquantième anniversaire de sa mort, Ses proches ont une affectueuse pensée pour

Elisabeth BARAS.

— Pour le premier anniversaire du décès de

M^{me} Marie-Antoinette GUERRIERO,

Le président de l'université des sciences sociales de Toulouse, L'ensemble de ses collègues, Le personnel administratif, rappellent son souvenir et expriment leur fidélité à sa mémoire.

— Il y a un an, le 9 novembre 1988

René MICHALET

vous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Une messe sera célébrée à son intention, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux (Hauts-de-Seine), le jeudi 30 novembre 1989, à 19 heures.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

42-47-95-03

La mort de Bernhard Blumenkranz

Le grand historien des juifs de France

Bernhard Blumenkranz, qui vient de mourir à l'âge de soixante-seize ans (le Monde du 8 novembre), avait deux qualités qui lui ont assuré une réputation internationale de grand historien des juifs de France. Sa formation d'historien, d'une rigueur sans pareille, fut acquise d'abord en Autriche avant l'Anschluss, puis parachevée en Suisse où il obtint, en outre, le titre de docteur en philosophie de la faculté de Bâle. Il s'y initia, également, à la théologie catholique et publia son premier ouvrage sur les sermons anti-juifs de saint Augustin, *Die Judenpredigt Augustin* (Bâle 1946).

Après la guerre, il s'installa à Paris, où il put poursuivre ses recherches avec l'appui du Centre national de la recherche scientifique, auquel il fut toujours reconnaissant. Elles portaient sur la condition des juifs au haut Moyen Age, culminant dans sa grande thèse *Juifs et chrétiens dans le monde occidental - 430/1096* (Paris 1960), qui fait autorité sur une période au cours de laquelle la condition des juifs était relativement clémente.

Il disposait, aussi, d'une seconde qualité, celle d'être un remarquable organisateur. Il a manifesté en créant la Commission française des archives juives, qui, sous sa direction,

multiplia les publications. Citons-en quelques-unes : *Bibliographie des juifs de France* (1961), *Histoire des juifs en France* (1975), *Documents modernes sur les juifs* (1979). Il faut y ajouter des travaux sur l'histoire de l'art : *Le Juif médiéval au miroir de l'art chrétien* (1966), *Art et archéologie des juifs en France médiévale* (1980).

On ne saurait énumérer toutes les publications dont Bernhard Blumenkranz fut l'animateur. Disons seulement que certaines furent reprises à l'étranger et qu'il enseigna non seulement à Paris mais aussi en Californie, à l'université Berkeley. Deux publications qui lui étaient particulièrement chères parurent l'été dernier : *Juifs de France, écrits dispersés*, et *Les Juifs et la Révolution française* (réédition).

Tous ceux qui ont connu Bernhard Blumenkranz conservent le souvenir de son charme vif et de la gentillesse avec laquelle il accueillait et aidait des collègues, ainsi que les jeunes chercheurs, mais à une condition : qu'ils s'efforcent d'observer dans leurs recherches la rigueur et la prudence dont il faisait preuve lui-même dans ses écrits.

LÉON POLIAKOV

PARIS EN VISITES

JEUDI 9 NOVEMBRE

« Le Musée sud, ses héritiers et ses jardins », 10 heures, métro Saint-Paul (E. Bourdais).

« L'Opéra, de C. Garnier », 13 h 15, métro d'entrée (E. Roman).

« Versailles : la cathédrale Saint-Louis et ses hommes célèbres », 14 h 30, métro de la cathédrale (Office de tourisme).

« Trésors méconnus des Halles », 14 h 30, place Saint-Opportune (Sauvageur du Paris historique).

« L'interprétation archéologique de la Dame à la licorne », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (J. Haefliger).

« Hôtel Gouthière », 14 h 30, 6, rue Bouteiller (D. Bouchard).

« Le rue Saint-Denis, de Saint-Louis à la tour Saint-Jacques », 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtel et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La butte Montmartre, ruelles, jardins, cimetière », 14 h 30, métro Abbesses (Paris livre d'historique).

« L'église royale du Val-de-Grâce », 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Arts et Casters).

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, métro Louvre (M.-C. Lesnier).

« L'Opéra, Garnier et le style Napoléon III », 15 heures, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Forney : l'hôtel des archevêques de Sens a-t-il été la première gare de Lyon ? », 15 heures, 1, rue du Fiquier (Monuments historiques).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

« Les sources de l'art grec » (Arca).

حکذا من الاجل



"Ce matin, j'ai acheté un petit ensemble coordonné: la voiture avec l'assurance et l'entretien assortis."

**POUR LA 1^{RE} FOIS,
UN CONSTRUCTEUR
PROPOSE LA VOITURE,
LE FINANCEMENT,
L'ASSURANCE ET
L'ENTRETIEN DANS
UN SEUL CONTRAT:
FINANCE 3.**

BMW vient de créer le Contrat Finance 3, une formule absolument inédite dont la nouveauté tient en trois points. Premièrement, il vous offre des conditions de financement tout à fait exceptionnelles, après acceptation de votre dossier bien sûr. Deuxièmement, il propose une assurance mensualisée très avantageuse. Troisièmement, il vous permet de ne plus payer la moindre facture de révision et d'entretien pendant toute sa durée.

Avec le nouveau Contrat Finance 3, tout est pensé, calculé et réglé une fois pour toutes, au franc près, par BMW. Ainsi, avec le Contrat Finance 3, le financement, l'entretien et l'assurance d'une BMW 316 i peuvent descendre à 995 F* par mois pendant la première année.

Le nouveau Contrat Finance 3 de BMW vous donne la certitude de ne plus avoir de mauvaise

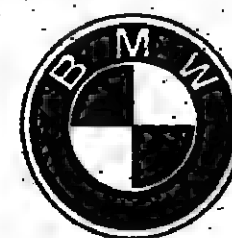
surprise. Depuis l'invention du Contrat Finance 3, choisir BMW n'a jamais été aussi raisonnable.

* Contrat Finance 3 pour une BMW 316 i, 2 portes, boîte mécanique 190 d'un prix d'achat de 99 200 F (prix TTC clés en main de 8 090 99 F - TVA 25 % incluse) en location avec option d'achat (avec option initial correspondant à 15 % du dépôt de garantie - soit la valeur de revente HT du véhicule, et au premier loyer de 25 %) soit 11 loyers de 496 F, puis 12 loyers de 740 F et 36 loyers de 1 045,12 F (600 F totaux en cas d'acquisition, 133 136,32 F sous réserve d'acceptation de votre dossier par BMW Finance. Offre valable jusqu'au 31.12.89).

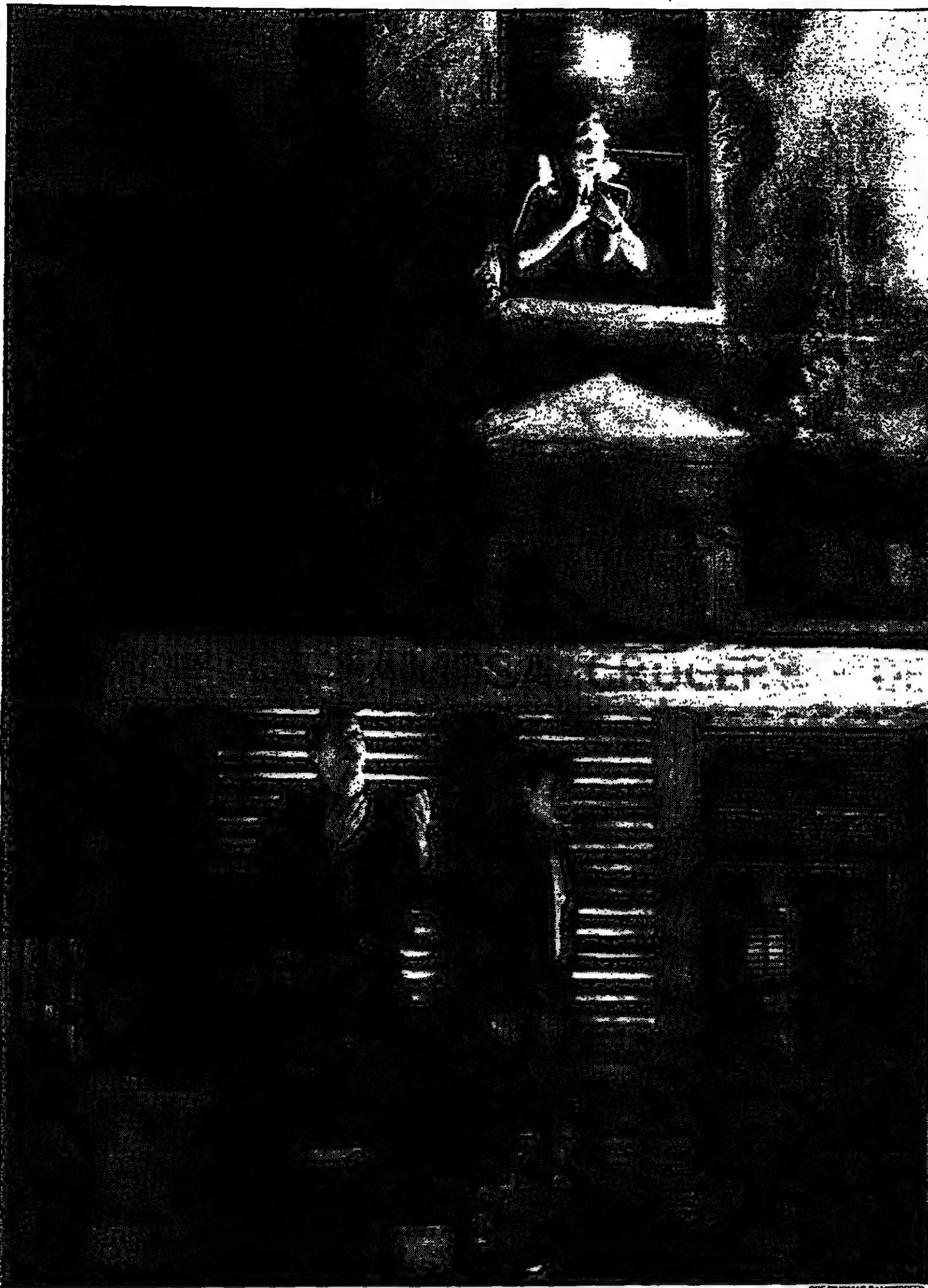
+ 251 F par mois pour l'entretien (valable pour un maximum de 40 000 km en 24 mois et incluant assistance et véhicule de remplacement en cas de panne mécanique ou électrique dans des conditions normales d'utilisation, réduisant plus de 24 heures d'immobilisation après démarrage).

+ 948 F par mois pour l'assurance tous risques (conducteur 40 ans, 15 ans de permis, résident à Paris avec garage, bonus 50 %; coasse : prime de 100 F, franchise 2 500 F).

Les offres d'entretien et d'assurance sont présentées par FMA, courtier agréé par BMW Finance.



ARTS • SPECTACLES



Trio du balcon du second acte de *Don Giovanni* dans la mise en scène de Peter Sellars. Dans le rôle de Leporello (à gauche) et de Don Giovanni, les jumeaux Herbert et Eugene Perrey. Elvira : Lorraine Hunt.

MOZART PAR SELLARS A BOBIGNY, « FIDELIO » PAR STREHLER AU CHATELET

Lyrique dernier cri

Don Giovanni, suivi en décembre par *Les Noces de Figaro*, de Mozart, à la Maison de la culture de Bobigny, cela peut être une aventure. Quand un lufin américain, petit admirateur de notre grand Godard, mais bien au-dessus de la moyenne par la singularité de ses idées de mise en scène, projette le dix-huitième siècle italien dans l'Amérique contemporaine. Les Américains ont sursauté quand ils ont vu leurs « débauches » ainsi débauchées par l'insolence d'Amadeus et de Da Ponte. Les bonnes scènes lyriques ont vite com-

pris qu'elles ne pouvaient se passer de la malice de Peter Sellars (le lufin, c'est lui). Bruxelles, Bobigny, bientôt Nanterre, plus tard Lyon.

Lyrique dernier cri ? Giorgio Strehler, qui répète *Fidelio* avec ses chanteurs, la belle Joannine Altmeyer et l'imposant Siegfried Jerusalem, et ceci depuis plus de quatre semaines, a beaucoup crié quand se Léonore, pour des raisons aussi sérieuses que personnelles, a déclaré forfait cinq jours avant la pre-

mière. Pour le *duce* milanais aussi, l'opéra est du théâtre, même s'il est chanté. Et pour diriger des acteurs, il faut avoir eu le temps de les aimer. L'époque n'est plus à cette rigueur, à ces sentimentalités, tant pis pour elle. Mais pourvu que l'opéra n'ait pas cette fois perdu Strehler, à tout jamais (lire nos articles pages 26 à 28).

ANNE REY

CINÉMA

29

Sur l'écran noir d'Euzhan Palcy



Euzhan Palcy, cinéaste martiniquaise qui avait réalisé *Rue Cases-Nègres*, revient à l'écran en passant par l'Afrique du Sud et le ghetto de Soweto. Pour la première fois dans l'histoire du cinéma, Hollywood, grâce à la participation de Marlon Brando et de Donald Sutherland, deux des interprètes d'*Une saison blanche et sèche*, produit une œuvre de pur cinéma, née de l'imagination et de l'obsession d'une femme rebelle.

THÉÂTRE

31

L'esprit de Nancy selon 4 litres 12



Depuis bientôt vingt ans, depuis les grandes heures du Festival mondial de Nancy, une compagnie écrit l'histoire du théâtre au présent du burlesque. 4 litres 12 n'a qu'une maxime : l'humour est le seul garde-fou qu'on puisse opposer aux absurdités du monde réel.

MUSIQUES

33

Rythmes et poésies du Pakistan



Le Théâtre de la Ville à Paris et plusieurs villes de province accueillent pour quelques nuits les représentants les plus marquants des musiques traditionnelles pachou, baloutchi, sindhis et panjabis. Autour de Nusrat Fateh Ali Khan, à qui le monde entier a déjà fait fête, les poètes et chanteurs aux voix d'or du Pakistan.

هكذا من الاصل

صحنه من الاصل

THÉÂTRE LYRIQUE

MOZART/SELLARS A BOBIGNY

Le répertoire dans les filets de la pop culture

Le dynamite du théâtre lyrique arrive à Paris après avoir divisé l'Amérique. Peter Sellars, trente-deux ans, cent mises en scène, transporte *Don Giovanni* et les *Noces* à New-York aujourd'hui. Les raisons du succès d'une telle entreprise ? Une collaboration de dix ans avec une troupe soudée. Du travail à l'ancienne, en somme, au service de l'art contemporain.

C'est sûrement pas un hasard si le petit gnome blond qui met le feu aux planches outre-Atlantique attaque la capitale française par la bande, par la banlieue. Le théâtre lyrique de Peter Sellars préfère l'obscurité, l'inquiétude, la violence, la distance des mondes périphériques au calme apparent et bourgeois des centres-villes.

Voilà pourtant plus de dix ans que ce diplômé de l'université Harvard mène une carrière artistique parallèle à sa carrière d'enseignant aux universités de Los Angeles, Georgetown, Newport, à l'université Yale et à la Juilliard School, lieu prestigieux de l'enseignement musical aux États-Unis. Il a mis en scène plus de cent spectacles de théâtre et d'opéra alors qu'il a aujourd'hui trente-deux ans, réalisé des films et le dernier clip de Herbie Hancock, interprété plusieurs rôles, depuis un court passage dans *King Lear* de Jean-Luc Godard jusqu'à ses participations à quelques feuilletons devenus des hits mondiaux, comme « Miami Vice » ou « The Equalizer ».

Il n'y a pas plus intellectuel que lui aux États-Unis et à la fois pas de plus pur représentant de la pop culture américaine, américaine d'abord, sans complexe, énergique, virevoltante, qui balance sans cesse entre la métaphysique d'Edward Hopper et l'hyperlucidité d'Andy Warhol. A ceux qui cherchaient le chaînon manquant des années 80 : la réponse en trompe l'œil de Peter Sellars.

Son travail est un savant alliage qui, à la recherche la plus poussée sur le répertoire classique ou moderne, associe l'audace technique, plastique et scénique. Depuis qu'il a décidé d'explorer l'opéra, il n'a cessé de s'interroger sur une représentation qui éclairerait le sens profond des œuvres d'une lumière résolument et immédiatement contemporaine.

Il a commencé de travailler la musique en dernière année de collège, à l'âge de dix-huit ans, en montant *Bastien et Bastienne* avec les chanteurs et les musiciens de l'établissement. Juste avant d'aller s'inscrire à l'université de Boston, il monte le *Ring* de Wagner pour comédiens et marionnettes, un « coupé-collé » de quatre fois une heure mettant en jeu une technologie audiovisuelle sophistiquée.

Quelques mois plus tard, il rencontre à Harvard la chanteuse Susan Larson et le chanteur James Maddalena — deux des piliers de la trilogie Mozart-Da Ponte — qui lui demandent de mettre en scène un *Don Giovanni* dans le cadre du Monadnock Music Festival dans le New-Hampshire. Événement : le monde de l'opéra se déchaine et s'affronte ; la polémique Sel-

lars, génie ou imposteur ? commence dans la presse américaine nationale. Plus important, Peter Sellars rencontre le ferment de tous ses travaux lyriques à venir, une troupe soudée et prête à tout, bientôt dirigée par un chef, Craig Smith, qui a le goût de l'aventure.

C'est ce groupe que l'on retrouve aujourd'hui à Bobigny, malheureusement sans l'incroyable Susan Larson, véritable lueur des spectacles de Peter Sellars. Pour des raisons financières évidentes — la Maison de la culture de Bobigny n'est pas l'Opéra-Bastille, même secourue par le conseil général de la Seine-Saint-Denis et par la Fondation musicale France-USA, animée avec ferveur par Alain Coblenz — seuls deux des trois volets de la trilogie sont proposés au public parisien. *Così fan tutte*, le drame provincial entre Despina, propriétaire d'un *coffee shop* high-tech et un vétéran du Vietnam qui la convoite, n'a pas passé l'océan.

Reste la dissertation virtuose en deux volets du thème éternel et central du maître et de l'esclave, version esthétique et historique de la lutte des classes. Et qu'on ne s'écrite pas, déjà, que cette vision de *Don Giovanni* et des *Noces* de Figaro est réductrice et inappropriée ! Car enfin, les *Noces* ne sont-elles pas la première transposition lyrique, au travers de l'affrontement entre Suzanne, Figaro, Chérubin d'un côté, et le Comte et la Comtesse-Altaviva de l'autre, du conflit des valets et des maîtres, des petits et des grands, du peuple et de l'aristocratie ?

DU HAUT DE LA TRUMP TOWER AUX BAS-FONDS DE HARLEM

Peter Sellars s'est interrogé pour trouver une vision moderne de cette œuvre et la transporte, nous transporte à l'intérieur, au sommet de l'un des symboles les plus voyants et les plus insupportables de la richesse nouvelle et arrogante en Amérique aujourd'hui, la Trump Tower, du nom d'un magnat de l'immobilier qui, à la manière de Helmsley avant lui, s'est approprié le sol et le bâti new-yorkais dans les dernières années. Les décors d'Adrienne Lobel empruntent beaucoup à Hopper, particulièrement au troisième acte, dans l'hyperchromatisme et les transparences, le calme figé et désolé de cet appartement bourgeois, son raffinement et sa vanité.

Don Giovanni, sous la plume de Molière comme sous celle de Da Ponte, est moins la relation de la vie tumultueuse d'un séducteur joyeux, version qui appartient plutôt aux textes originaux de l'œuvre de Turso de Molina et de Ciccognini — et à leurs transpositions sur les scènes de la Commedia dell'arte, — qu'une tentative aboutie et envoi d'installer dans une peau dédoublée, celle de Don Juan et de son valet, la confrontation prolifique entre le mythe païen du donjuanisme et celui, spirituel, de la question de Dieu.

Une fois de plus, dans sa volonté d'opposer au public américain d'aujourd'hui une image vraisemblable de lui-même plutôt qu'un divertissement plaisant, Peter Sellars a dû imaginer un cadre permettant de rendre compte des résonances de ce chef-d'œuvre

dans le monde contemporain. Où se jouent aujourd'hui la violence du sentiment amoureux, l'affirmation ou la négation de l'identité, l'affrontement de l'impie ou du religieux ? Dans la rue, comme l'indiquait le livret de Da Ponte, dans une rue de Harlem comme l'a décidé Sellars, entre des hostilités misérables et une église, entre l'escalier pouilleux d'un immeuble dégluqué et l'asphalte mité de la chaussée.

Pour rendre compte du conflit intérieur de *Don Giovanni* et de son dédoublement dans le personnage de Leporello, Peter Sellars a eu la chance insoupçonnée, unique, de tomber par hasard sur deux jumeaux noirs, Eugene et Herbert Perry. Non seulement ils sont deux des meilleurs chanteurs de la trilogie mais aussi deux acteurs d'exception, comme d'ailleurs l'ensemble de leurs camarades. Ils sont les interprètes rêvés d'une version moderne de *Don Giovanni*, alliant l'exécution sans faiblesse de la partition à une parfaite adéquation aux visions toujours très exigeantes et difficiles à réaliser du metteur en scène. Inutile d'en dresser la liste, cela en gâcherait la découverte. Mais chez Sellars, on bouge, bien, beaucoup, on agit : on fume, on boit, on mange, on court, on se jette au sol, on s'embrasse, on se déshabille, on se bat... Pas de gestuelle pour autant, mais l'élaboration patiente, méticuleuse, savante d'une marche cohérente jusqu'au bout de l'œuvre que l'on sert.

Lors de la reprise de la trilogie dans le cadre du PepsiCo Summerfare l'été dernier à l'université de Purchase, au sud de New-York, le public s'est enthousiasmé pour l'intensité du contraste entre l'extrême musicalité de l'orchestre du festival dirigé par Craig Smith et la qualité vocale de la plupart des interprètes — les deux jumeaux Perry, James Maddalena, Dominique Labelle, ont des voix irréprochables ; quelques voix de femmes manquent cependant de précision et d'amplitude. Craig Smith dirige à Bobigny, le Northern Sinfonia, qui s'était superbement tiré, lors du dernier Festival d'Avignon, de l'exécution de la partition d'Edmund Meisel pour le film *Octobre*, d'Eisenstein.

Peter Sellars reprendra bientôt, après le succès de *Nixon in China*, sa collaboration avec le compositeur John Adams pour la création d'un opéra, *Klinghoffer*, basé sur le drame récent du piratage de l'*Achille Lauro* tandis qu'aura paru son premier livre, un recueil d'essais sur la création contemporaine, et qu'il aura entamé le tournage de son premier film, *Le Cabinet du docteur Ramirez*, dont il a écrit le scénario. En février prochain, le public parisien pourra découvrir sa mise en scène de *Giulio Cesare*, de Haendel, une production présentée au Théâtre de la Monnaie de Bruxelles invitée par le Théâtre des Amandiers de Nanterre. Enfin, par l'entremise de FR3, les téléspectateurs français pourront voir prochainement les enregistrements de la trilogie Mozart-Da Ponte réalisés par Peter Sellars cet automne à Vienne, avec la complicité des Wiener Symphoniker.

Cela fait beaucoup pour un si petit homme. Mais, comme il le dit lui-même : « Il y a beaucoup à faire et il faut le faire ; c'est tout. »

O. S.

RENCONTRE

Une troupe à l'ancienne

« Le succès de la trilogie Mozart-Da Ponte tient, un peu comme celui d'*Aïda*, à l'impression de cohésion de la troupe qui la sert. »

— PETER SELLARS : « J'ai découvert à Harvard, près de Boston, à l'occasion d'un premier travail sur Mozart, un groupe de chanteurs très motivés, qui se connaissent tous très bien, une véritable troupe en effet. Chaque dimanche, ils chantaient ensemble les cantates de Bach. Une semaine, certains chantaient dans le chœur et, la suivante, les mêmes étaient solistes. Tout cela se passait dans un climat de grande liberté, dans une grande communauté d'esprit. Ils m'ont fait penser très tôt à l'ambiance qui devait régner entre Mahler et son orchestre à Vienne. »

— A l'occasion du projet de *Così*, premier volet de la trilogie Mozart-Da Ponte imaginé par le chef Craig Smith, j'ai eu la chance d'arriver au moment de la maturité de cette troupe. Elle avait pourtant conservé toute son « innocence ». Si tous ses membres avaient chanté des oratorios ou de nombreux Lieders lors de concerts, aucun n'avait jamais chanté un opéra. Ils n'avaient donc aucun tic, ils étaient très frais. Et nous avons pu travailler et réagir ensemble : c'était très collégial. Au point qu'aujourd'hui nous avons tellement de connivence qu'il est bien difficile de se souvenir de qui a inventé tel ou tel moment des mises en scène. »

— Dans ses Mémoires, Lorenzo Da Ponte qui, au moment de l'écriture du livret de *Don Giovanni*, travaillait aussi pour Martini et Salieri, écrit : « Je vais

essayer de m'en sortir. J'écrirai la nuit pour Mozart, imaginant que je suis en train de lire l'*Enfer*, de Dante. Le matin, je travaillerai pour Martini en prétendant que j'écris Pétrarque. Les après-midi seront pour Salieri, c'est mon Tasse ! » Mon *Don Giovanni*, est-ce vraiment F « enfer » ?

— C'est la peur totale, la terreur, tout le temps. Heureusement — et malheureusement ! — *Don Giovanni* a été beaucoup étudié et présenté au long des siècles. Cela permet de réfléchir très profondément à l'œuvre. En 1988, profitant de mon poste de professeur à l'université de Californie (UCLA) où j'ai enseigné le théâtre baroque tout l'hiver, j'ai fait travailler mes étudiants sur le *Don Juan* de Molière et le *Don Giovanni* de Mozart, et j'ai pu passer de longues heures à la bibliothèque de l'université.

— Une partie de ma vie, malgré les apparences, est essentiellement académique. J'ai toujours été lié à un collège ou à une université parce que cela permet justement d'accéder aux bibliothèques et à toutes sortes de documents. Ces recherches littéraires, érudites, sont une partie intégrante de mon travail.

— Avez-vous été marqué par l'une ou l'autre des représentations de *Don Giovanni* ?

— Sincèrement, je n'ai jamais été vraiment touché par une quelconque mise en scène. Des gens très importants s'y sont essayés mais personne n'a vraiment réussi.

— La force de votre mise en scène, entre son parti esthétique et ses anachronismes, semble bien être le choix de deux jumeaux noirs, Eugene et Herbert Perry, pour interpréter les deux rôles principaux. C'était peut-être le rêve intime de Mozart et celui de tous les metteurs en scène.

— C'était vraiment insoupçonné, le fruit d'un hasard absolu. J'étais en train de faire une audition en compagnie de Craig Smith pour la distribution des *Noces de Figaro*, tandis que le chorégraphe Mark Morris faisait la même chose dans une autre pièce du même bâtiment pour un ballet nouveau. En allant lui rendre visite, j'ai aperçu Herbert Perry. Peu après, pour mon audition, j'ai vu le même arriver devant moi. En fait, c'était son frère Eugene. Ils n'ont pas le même agent, ils n'habitent pas la même ville, ils n'avaient jamais rien fait ensemble. Ce fut plus qu'un rêve, un véritable don du ciel.

— Est-ce cette « révélation » qui vous a donné l'idée de situer *Don Giovanni* dans une rue de Harlem ?

— Pas du tout. Sur la première page du livret de *Don Giovanni*, Da Ponte indique « Une rue... » J'ai pensé : faisons une rue et travaillons. La rue, une vraie rue aux États-Unis, aujourd'hui, c'est Harlem où le South Bronx, à New-York. Sur la première page des *Noces* est inscrit « Une chambre dans un palais... ». Je me suis demandé ce que pouvait bien être aujourd'hui un palais dans mon pays et j'ai pensé à la Trump Tower, du nom du magnat du bâtiment améri-



Peter Sellars.
« Une esthétique américaine contemporaine, grave et lucide, drôle et légère. »

cain, construite il y a peu de temps sur la Cinquante Avenue. La première page de *Così* dit : « Dans un café... » et, en deux minutes, j'ai pensé à un collabor, un fast-food.

— Ces idées étant bien en place, il faut cependant travailler beaucoup *in situ*. Nous avons fait des recherches à la Trump Tower, à Harlem, partout. Mais en même temps, et c'est ça le théâtre, la rue de *Don Giovanni* est aussi inspirée des œuvres de Piero della Francesca, de Bosch, de toutes sortes d'influences picturales. On ne s'est pas contenté de regarder la rue, on a étudié l'histoire de l'art. Beaucoup de mes mises en scène sont tirées de tableaux de grands peintres.

— Imposez-vous à vos chanteurs ce même travail de recherche ?

— Je ne parle pas beaucoup avec les chanteurs. Mais ceux qu'a rassemblés Craig Smith sont vraiment des êtres passionnés. Prenons l'exemple de Susan

FIDELIO/STREHLER AU CHATELET

Un homme blessé

Giorgio Strehler n'avait monté qu'une seule fois, au Mai florentin, en 1969, *Fidelio*, l'unique opéra de Beethoven. Vingt ans après, il revient avec opiniâtreté sur ce drame finalement optimiste, triomphe métaphysique de la liberté sur l'éternelle oppression politique. Sa dernière mise en scène d'opéra ? Strehler, hélas !, nous l'a affirmé.

GIORGIO STREHLER a sept petites minutes de retard. Il m'enveloppe d'excuses disproportionnées, me happe dans le sillage de son long manteau bleu nuit, tombée aérienne d'une élégance si typiquement italienne. Dans les coulisses, l'interview a déjà commencé : « Vous voyez, tout est rangé, on a un nouveau directeur de scène. Il a fallu que j'y veuille, on ne pouvait même pas se frayer un chemin ici il y a une semaine. L'ordre, sur un plateau, c'est essentiel... » Consultation rapide d'un technicien aux airs d'un roi de lumière malencontreux dans les sous-sols beethoveniens. Atterrissement enfin au cinquième rang d'orchestre, pour une « conversation » à une voix où le thème de *Fidelio*, malgré mes rappels à l'ordre bredouillants, sera soigneusement écarté par le maître. Henning, le fidèle assistant allemand, aura été d'entrée préposé au café : « Je ne voudrais pas l'humilier... trois sucres. Henning, enfin, tu le sais bien. »

Deux heures plus tard, Strehler me relâchera à l'air libre d'un geste superlatif de tribun soudain las. C'est qu'un instant, en l'écoutant, j'avais douté : « Vous dites que les grands chanteurs d'opéra ne veulent plus répéter, vous n'exagérez pas ? »

— Vous faites ce métier et vous me posez la question !

— Mais enfin, ils ne veulent plus répéter... du tout ?

— Mais, bon Dieu, pourquoi croyez-vous que j'en suis là ?

Là, c'est l'évangile de la lucidité que va prêcher devant moi, et devant son équipe peu à peu rassemblée dans l'ombre, ce diable aux cheveux noirs : la mise en scène d'opéra est morte, ou ne pourra pas pour elle, elle s'est laissée gangrèner. Encore ce *Fidelio* à Paris, et basta ! Lui, Giorgio Strehler, quarante ans de réflexion sur le théâtre, et beaucoup plus d'années encore de passion musicale, rompt désormais avec le drame lyrique. Fini, terminé, plus jamais, c'est juré.

La vérité, chez ce brechtien, est évidemment plus dialectique. Récemment, c'est vrai, sur les grands établissements européens, tous mis peu ou prou dans le même sac, Bruxelles excepté, s'alignent opéra au monde où l'on puisse travailler en paix. Mais, peut-être, un dernier souhait : arracher Don Giovanni à la « monstruosité » Scala (la mise en scène de Strehler y fit fureur l'an dernier et reçut en Italie une critique mitigée) pour le reprendre là où il fut créé en pré-

sence de Mozart lui-même : dans les proportions idéales du théâtre de Prague.

De ce Don Giovanni (dernières illusions perdues au contact du chef-d'œuvre absolu), Strehler garde visiblement une amertume aigüe, comme si, là où il ne l'attendait pas, pour ce Don Juan qu'il avait si longtemps refusé d'affronter, toutes les perfidies, toutes les diableries de la « machine opéra » s'étaient mises contre lui.

« Je voulais Farnetio pour chanter Don Giovanni, on m'a donné Thomas Allen. Or le Don Giovanni de Mozart avait vingt-trois ans ! On ne comprend rien si on lui enlève la jeunesse, l'étourderie fustée, l'innocence effroyablement coupable de la jeunesse. Enfin, j'ai accepté le compromis avec Muri, j'ai fait ma mise en scène autour d'un baryton en pleine force de l'âge, portant encore beau. A quoi bon ? Dès la troisième représentation, il n'était plus là pour chanter, il a fallu le remplacer. José Van Dam avait suivi toutes les répétitions, on l'a embauché. Mais Van Dam, avec sa noblesse, sa dignité, ne sera jamais un Don Giovanni, la mise en scène d'Herrenmann à la Monnaie, reprise au Châtelet, l'a montré : c'était une merde pure et simple. Je le dis avec tout le respect, réel, que je porte à mon collègue.

« Les chanteurs, aujourd'hui, sont des paquets volants. Sachant qu'un théâtre parlé il faut bien une heure pour régler un geste, on essaie de les immobiliser vingt jours à l'Opéra pour trouver avec eux une cohésion, une forme d'amour indispensable. Mais ils arrivent toujours à s'enfuir une journée ou deux pour chanter ailleurs, on ne peut pas les immobiliser de force, pas plus qu'on ne peut empêcher un machiniste de sortir le dimanche avec sa copine. C'est humain, les temps ont changé, l'époque des metteurs en scène tyranniques a été remplacée par celle des chanteurs qui acceptent de faire les singes : le métier, ainsi, disparaît.

« Et puis, il y a les chefs. Ils ne peuvent pas me raconter des balivernes, je suis lire une partition, je suis capable de tenir cinq minutes la baguette, le temps qu'ils aillent jurer de l'effet au fond de la salle. Ce sont Mahler, Wagner, Toscanini, les musiciens metteurs en scène, qui avaient raison : il ne peut pas y avoir deux têtes à la direction d'un processus théâtral. Encore Mahler est-il mort d'avoir tenté de fabriquer un théâtre digne, à une époque indigne.

« L'autre solution, celle de Felsenstein (1) à Berlin, celle que je préconise moi-même, est de mettre l'interprétation entre les mains du metteur en scène, la fosse étant tenue non par une star de la baguette mais par un simple directeur d'orchestre. Cela n'est plus possible qu'avec de jeunes chanteurs et des chefs ayant le sens du sacrifice. Cela s'oppose trop évidemment au « divisme ».

« On ne dirige plus, on manigance : pas trop vite, pas trop violent, rien de surprenant, des entrées toujours exactes, un climat plaisant. Voilà les méfaits des habitudes d'écoute héritées de l'invasion discographi-

que. Or les grands — voyez Carlos Kleiber aujourd'hui — sont par nature irréguliers, excessifs, humains : faillibles. Jamais interchangeables. Un jour viendra, vous verrez, où le public ne supportera plus le plus infime bouleversement de ses habitudes.

« Callas, lors d'une reprise de *Traviata*, m'a parlé de cela. Sa conversation n'atteignait jamais les sommets (celle d'un Mozart, d'un Beethoven, les atteignait-elle ? Le génie est mystérieux). Enfin, avec elle, on pouvait parler. Et elle me racontait avoir été gênée de chanter le dernier acte de ce Verdi, quand l'héroïne meurt consumée par la tuberculose, avec une voix en parfaite santé. « Je vais essayer une voix plus frêle, moins nette, presque essoufflée. » Elle s'y est risquée un soir, ce fut merveilleux. Mais les critiques ont prétendu qu'elle n'était pas dans ses bons jours. Elle n'a jamais recommencé.

« En 1947, pour cette même *Traviata*, j'avais moi-même eu l'idée de faire fumer le cigare à Germont. Je croyais résoudre tous les problèmes de cette façon : remettre l'opéra dans la vie, en faire un spectacle concret. J'en connais qui en sont toujours à ce genre d'idées. Pour ma part, j'en suis revenu depuis longtemps. Qu'on ne me dise pas pour autant que l'opéra est plus conventionnel que le théâtre : comme si parler tout fort sur une scène n'était pas conventionnel ! L'opéra, comme le théâtre, mais dans des proportions éphémères, est l'absurde suprême, la mon-

traneuse irréalité qui nous laisse tous sceptiques et perplexes jusqu'au jour de bonheur inexplicable où l'on se retrouve envoûtés.

« Le théâtre pèse-t-il, est-il utile, est-il nécessaire ? Tout montre que non. L'homme, pourtant, n'a rien inventé de plus simple, ou de plus compliqué, que cette communication vivante entre des êtres humains qui parlent et qui chantent d'un côté et, de l'autre, des femmes et des hommes. Rien de plus direct pour exprimer des choses profondes, se mettre face à soi-même, réfléchir à ce que pourrait être l'avenir de l'homme et mettre cet avenir en mouvement. Cela mérite bien qu'on y consacre tant de travail, d'erreurs, de douleurs, de malentendus déchirants, tant de rigueur également, poursuivi, comme disait Copeau, par la « volupté de l'échec qui ne doit pas se produire ». Car aucun metteur en scène ne cernera jamais le mystère de *Don Giovanni*. Mais l'apport de chacun vient constituer le matériel collectif sur lequel les suivants pourront construire. Copeau rêvait de travailler au sein d'une communauté d'acteurs, de peintres, d'écrivains, de musiciens. C'était une utopie, même à ses yeux. Pourtant ce fantasme a suffisamment de puissance de vérité pour donner un sens à toute une vie, à ma vie. »

Propos recueillis par ANNE REY

(1) Metteur en scène viennois, directeur du *Kammerspiele* de Berlin-Est après 1947.



Giorgio Strehler : « Le théâtre pèse-t-il, est-il utile, nécessaire ? Tout montre que non. L'homme, pourtant, n'a rien inventé de plus direct pour exprimer des choses profondes. »

AVEC LE METTEUR EN SCÈNE AMÉRICAIN

pour un art neuf

Larson. C'est l'archétype de l'intellectuelle qui peut discuter d'esthétique, de science, d'art, de n'importe quoi. James Maddalena (Almaviva) lit Saint-Augustin pour le plaisir... Que voulez-vous que je leur conseille ?

— En revanche, vous leur demandez un engagement physique exceptionnel.

— C'est vrai et beaucoup de ce que je demande est impossible. Mais comme je suis très autoritaire, les chanteurs y arrivent souvent. Cela dit je suis aussi très sévère et je leur demande sérieusement de faire des choses difficiles. Ils essaient. Ils y arrivent ou n'y arrivent pas. Ainsi, pour le grand air du deuxième acte de *Cosi*, il y a des notes dans l'extrême aigu et l'extrême grave. J'ai demandé à Susan Larson si elle pouvait chanter les notes aiguës debout sur une chaise et se coucher sur le sol pour les notes graves. Il n'y a rien de plus difficile. Elle a donc travaillé pendant deux semaines toute seule dans sa chambre devant un miroir. Au bout de ces deux semaines, elle est venue me voir et m'a dit qu'elle y arriverait. Notre travail s'appuie toujours sur une technique très élaborée et chaque mouvement est le résultat d'un travail physique très précis et très sûr. Désormais, quand je travaille avec des chanteurs différents de ceux de la trilogie, je sais si ce que je demande est possible ou pas et ils ne peuvent pas me la faire.

— Travaillez-vous beaucoup à la table avec vos chanteurs ou bien improvisez-vous, sur le plateau même ?

— Chaque soir, avant les répétitions, je retrouve mes assistants avec les fruits de nos recherches, des esquisses, des maquettes. On imagine trois voix possibles pour chaque scène et on dessine tous les mouvements jusqu'au plus petit remuement d'un doigt. Le lendemain, les répétitions commencent et nous proposons ces voix aux chanteurs. Bien sûr, la mise en scène finale emprunte une quatrième voie ! Toutes les éventualités sont confrontées à la réalité du travail des chanteurs, la partition et le texte étant bien sûr parfaitement acquis. Bien que cela soit redoutable car, dans une page d'opéra, il y a plus d'informations que dans une page d'autre page d'un autre art. Il y a toutes les notes et les relations entre les notes ; c'est si complexe que l'on peut tout imaginer.

— Avez-vous beaucoup de mal à lire une partition ?

— Je peux lire une partition pour avoir étudié le violoncelle. Mais j'ai vraiment du mal à l'analyser. Je me repose sur le chef. Il me dit : « Peter, à ce moment, il y a une coda dans cet air. Elle revient dans tel acte et dans telle scène. Peux-tu faire quelque chose de visuel pour que ces deux moments soient rapprochés et lisibles ? » Avec des idées musicales aussi structurées que celles de Craig Smith, j'ai une base solide pour mon travail de mise en scène. D'autant que j'ai travaillé très près de lui et pendant des années.

— Est-ce pour cela que vous vous sentez assez fort pour vous éloigner des interprétations habituelles des œuvres et bousculer la « tradition » ?

— Je ne m'intéresse pas vraiment à la tradition. Par simple honnêteté, je veux réagir le plus personnellement possible aux œuvres. Je m'assure seulement que je ne me décale pas trop par rapport à ce qu'elles veulent signifier. J'ai eu jusqu'ici beaucoup de chance en n'ayant à m'attaquer qu'à de grands ouvrages. Shakespeare, Tchekhov, aujourd'hui Mozart : les grands artistes exigent des interprétations très personnelles. Plus l'artiste est grand, plus la réponse doit être intime. De temps en temps, je fais des gags, des pieds de nez à la tradition, uniquement pour m'amuser. Mais cela ne me réveille pas au milieu de la nuit.

— Il semble que vous êtes le premier metteur en scène américain à assumer pleinement le fait d'être américain et à afficher la volonté de faire exister une culture américaine. Pourquoi ne vous êtes-vous pas contenté, comme beaucoup de vos contemporains, de transplanter en Amérique la culture européenne, ce qui vous aurait évité bien des ennuis avec la critique et une partie du public outre-Atlantique ?

— J'ai voulu confronter le public américain à sa véritable image et cesser d'entretenir cette mauvaise habitude qu'il a prise de faire semblant, quand il est à l'opéra, d'être membre de l'aristocratie française ou anglaise, ou de la bonne bourgeoisie allemande. Je crois que l'on peut faire exister une vraie culture américaine. Ce qui est très satisfaisant avec la trilogie Mozart-Da Ponte, c'est que nous sommes partis de quelque chose de très américain : une esthétique américaine contemporaine, à la fois grave et lucide, drôle

et légère. Cette confrontation contrastée crée le plaisir.

— Si vous manifestez un goût certain pour le répertoire, vous vous attaquez régulièrement à la création d'œuvres contemporaines. Est-ce une façon d'apporter votre pierre à cette culture américaine dont vous parlez ?

— S'il n'y a que trois opéras de Mozart et Da Ponte, c'est parce que des gens comme moi ne s'y sont pas intéressés et ne leur ont rien demandé. Notre premier devoir — nous le devons à l'histoire de l'art — est de susciter des créations et d'employer les meilleurs artistes. Je suis moi-même un artiste de second rang : je ne suis pas compositeur, je ne suis pas écrivain. Le plus important est de permettre à ces artistes de premier rang de travailler.

« J'en suis arrivé à un point où je peux jouer les grandes vedettes du dix-neuvième siècle au sens où, quand on demandait à Emmy Destinn de chanter à Covent Garden, elle disait invariablement : « Vous faites bien sûr une nouvelle pièce pour moi. » C'est cela que je veux faire. Quand un théâtre lyrique m'invite, je dis : « Bien sûr, mais nous créons une œuvre nouvelle. »

— Est-ce la réponse que vous avez faite aux responsables de l'Opéra-Bastille lors de contacts récents ?

— Oui, mais je n'ai plus vraiment de contacts avec la Bastille. C'est un peu comme Tchernobyl. Il faut attendre quelques années avant d'y ramener des vaches.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

هكذا من الاصل



« UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE », LE NOUVEAU FILM D'EUZHAN PALCY

Soweto au millimètre près

En réinventant le Soweto de 1976, Euzhan Palcy, metteur en scène de *Rue Cases-Nègres*, n'a pas réalisé un film d'imagination de plus au service d'une bonne cause, mais plutôt, en décalquant au plus près la réalité de l'apartheid, une œuvre de pur cinéma.

DES hommes noirs à cheveux blancs, des grands-pères, des grands-toutous, volés, les yeux dans le vague, sont prosternés devant de gros verres de bière, dans un débit de Soweto, la banlieue trop célèbre de Johannesburg.

Pas exactement des verres. La bière leur est administrée dans des gobelets géants de carton blanc. Il écarlate ici que l'image de cinéma, à condition qu'elle soit conduite de main de maître, sans faiblesse mais sans tapage à l'œil, l'emporte sur le compte-rendu écrit, car l'opposition de ces vieux visages éteints et, juste sous leur nez, de ces gobelets flamboyants neufs, porteurs d'alcool somnifère, ou l'opposition patente, qui sante aux yeux, fait saisir un état de fait.

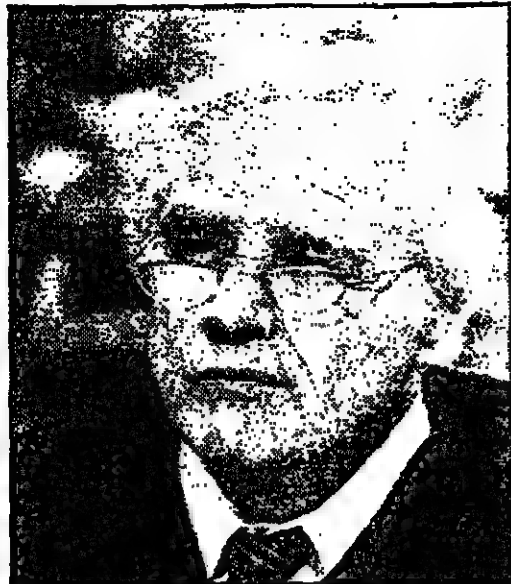
Dans l'Afrique entière, les amis de bière sont parmi les entreprises aujourd'hui les plus prospères, avec des directeurs blancs. La bière, c'est bien, contre la soif, mais aussi contre la vigilance. Les premières images du film d'Euzhan Palcy, *Une saison blanche et sèche*, ce sont des gobelets, qui sortent de l'école, qui font irruption dans le débit de bière et chahutent les vieux pépés, renversent des gobelets. Il y a une fraîcheur, quelque chose comme une gaieté, dans ce chahut : l'impudence contre l'abandon.

Echauffement, bousculade, le chahut déborde sur la rue, la voie publique comme l'on dit. Arrivée en trombe des cars de police. Des enfants sont embarqués, traînés au poste.

L'un d'eux, Jonathan Ngubene, va sortir du poste le dos en sang : ce sont les entailles du fouet. Il ne tient pas sur ses jambes. Nous sommes en 1976, et à partir de là les faits vont s'enchaîner, par la force des choses, inexorable. Le premier chahut suivi d'arresta-



Donald Sutherland.



Marlon Brando.

tions va déterminer une deuxième manifestation, celle-là énorme. Lacrymos, puis fusillade à bout portant. Jonathan est tué, parmi beaucoup d'autres.

Le cinéma ranime ici les événements vrais, l'histoire. En cas de décès d'un manifestant, la police dit ne rien savoir. Le corps disparaît, la famille n'y a pas droit. Le père de Jonathan, Gordon Ngubene, aidé par des parents, des amis, s'emploie à réunir les témoignages de ceux qui ont vu Jonathan dans ses derniers instants. Ce père est bientôt arrêté, torturé, et meurt des tortures. En cas de décès d'un torturé, la police spéciale fait état d'un « suicide ».

Emilie, la femme de Gordon Ngubene, porte plainte. L'usage veut que la plainte soit reçue, et qu'il soit répondu que le suicide est confirmé.

La famille peut alors faire appel. C'est beaucoup plus rare. Il faut trouver un avocat blanc, il faut de l'argent, du courage. Mais, à intervalles réguliers, les

Noirs de Soweto vont jusqu'en appel, c'est-à-dire jusqu'en justice. Ils savent qu'ils n'ont aucune chance de gagner, alors là aucune. Mais ils le font par principe, par dignité, pour prouver l'arbitraire absolu de l'adversaire. Ils le font aussi parce que ces procès d'appel sont la seule occasion de s'exprimer publiquement, de manifester aussi, dans une enceinte de Blancs.

Dans le cas (réel) qu'a raconté André Brink dans son livre, livre qu'a adapté et filmé Euzhan Palcy, Gordon Ngubene travaillait comme jardinier chez un Blanc, professeur d'histoire, qui est né et a passé sa vie à Johannesburg, et qui jusqu'ici a entièrement fermé les yeux sur l'apartheid. Mais pour son jardinier, qu'il connaît et aime bien depuis longtemps, il se remue, et va trouver un avocat, l'un des seuls qui plaident ces causes perdues. Donald Sutherland joue le professeur, Marlon Brando a tout de suite accepté, sans demander de salaire, de jouer l'avocat. Le suicide

va être confirmé. L'épouse de Gordon Ngubene sera tuée par les matraques de la police, le professeur d'histoire sera abattu aussi.

L'art du cinéma, témoignant de faits de cette nature, est à son affaire. Parce que les actes, ici, s'entraînent l'un l'autre, sans bavure, par une succession inexorable de causes et d'effets, à tel point que les séquences, les plans, du film scandent simplement les faits et gestes, comme un témoin, un arbitre qui compte les coups.

Ca n'a rien à voir, alors, avec un thriller, car un thriller, c'est du drame imaginaire, alors que l'apartheid, c'est vrai, et la vérité change tout, il n'y a plus d'ombres, plus de genre, plus de jeu, la charge affective ou poétique ne l'emporte pas sur la netteté des preuves. Ca n'a rien à voir non plus avec du suspense proprement dit, car il n'y a pas de jeu du chat avec la souris : l'enchaînement des vues va de l'avant, sans vraie ou fausse attente. C'est la lumière crue, le balancier sec, du tragique réel.

Alors filmer cela, Soweto en 1976 et, partant, l'apartheid même, filmer cela par conviction, ce n'est plus, de la part du cinéaste, que l'essence de cet art, essence pure, invisible presque : savoir où placer l'objectif, à 1 millimètre près, savoir choisir la focale juste, avoir le sens juste de la longueur de chaque plan, de chaque segment de pellicule, à une image près (1/24^e de seconde près). Des choses aussi élémentaires. Aussi simples. Mais les plus rares. L'art des princes de l'écran.

Euzhan Palcy, qui fut une filleule d'une famille d'ouvriers d'une campagne de la Martinique, se trouve avoir ces dons innés. Grâce à elle, un témoignage affreux sur une monstruosité devient une page de cinéma de grande dimension, à laquelle l'instinct et le cœur de la cinéaste donnent vie, chaleur, irradiation, émoi. et, par moments, presque des élan d'espoir. Tout cela est très beau et surclasse bien des films d'imagination pure qui ont droit à la vie aussi, mais qui « font moins d'histoire ».

M. C.

UN ENTRETIEN AVEC LA RÉALISATRICE

« Derrière les façades bouchées au ciment »

Parcours dans le temps, le temps de la mémoire du passé immédiat, avec la fille d'un ouvrier martiniquais entrée en cinéma pour raconter l'histoire du peuple noir, d'ici et de là-bas, des colonies ou d'Afrique.

« A SOWETO, j'étais attendue, dit Euzhan Palcy. Des contacts, par l'intermédiaire d'hommes qui avaient pu s'enfuir. Ils m'ont mise en présence des cicatrices sur le dos, des lacérations, des yeux écarotés, des brûlures de la poitrine, des membres brisés. J'écoutais les récits.

Quand je suis rentrée à l'hôtel, à Johannesburg, j'ai tout de suite noté des choses, des mots, que je voulais avoir tels quels dans le film. Je me suis aperçue que j'écrivais en créole, un équivalent euphonique. C'était illisible pour tout autre que moi. J'ai compris à ce moment-là que j'avais peur.

Jamais je n'avais eu peur comme ça. Je n'en avais pas eu l'occasion. Je me suis levée, j'ai regardé le lustre, les rideaux, s'il n'y avait pas de micros — c'était bête, ça ne se voit pas, et puis ça ne se met pas partout. Je me suis approchée de la fenêtre. J'ai regardé dans la rue, l'habitude des films policiers, d'espionnage ; une voiture garée un peu plus loin, des types dedans.

Non, il n'y avait rien de ça. C'était bien plus incroyable. Il y avait une vie normale, des familles qui se promenaient, des Blancs surtout, et des Noirs, des bicyclettes, des badands, des chiens. Une rue absolument normale, la vie normale, comme si, à quelques minutes de là, Soweto n'existait pas. Cela sautait aux yeux que vraiment, réellement, des familles blanches dans cette ville, dans ce pays, ignoraient les emprisonnements, les tortures, les assassinats dans les locaux de la police. Ils n'avaient eu que leurs journaux, leur radio, leur télé, leurs amis, qui jamais ne disaient un mot de tout ça. Vous savez qu'en 1943-1944 il y avait des gens, par exemple boulevard Saint-Marcel ou avenue des Gobelins, à Paris, qui ignoraient l'existence des camps alors que des trains de déportés partaient de la gare d'Anvers. Des familles blanches entières, à Johannesburg, n'ont rien su de Soweto, en tout cas jusqu'en 1976.

— 1976 ?
— Les défilés monstres, la police et l'armée tirant à bout portant, les enfants des écoles abattus une balle



Euzhan Palcy.

dans le dos, ou en pleine poitrine, d'autres massacrés en prison, c'est toutes les séquences du début du film.

— Vous tombez en 1988, vous revenez donc en arrière. Dans *Rue Cases-Nègres* aussi, vous faites un retour au passé.

— Oui, c'est comme si ça allait de soi, dès que vous portez témoignage, avec la caméra : comme si la caméra avait une conscience, ou était une conscience, et se ressentait, du même élan, une perception et une mémoire. Je sais, à la Martinique j'étais habitée par les récits de maman, ce que racontait ma grand-mère aussi, et les émigrés de Soweto étaient des émigrés de 1976, souvent. Mais surtout il y a cette présence très forte de la mémoire, comme une confirmation tragique de la conscience. Vous êtes impliqué dans le temps, dans la conscience du temps, dès que vous vivez le cinéma. Mémoire du cinéma, cinéma de la mémoire. Le passé — un passé très récent bien sûr — est le présent entier.

— Le certificat d'études, dans *Rue Cases-Nègres*, c'est celui de votre maman, de votre père ?

— Papa était un ouvrier mécanicien. Pas d'études. Maman non plus. Nous étions six frères et sœurs. C'était un tout petit village, vers La Trinité. Mon père était un autodidacte, par la lecture. Il passait ses nuits à lire. Il a voulu que nous fassions tous des études. Le lycée, à la Martinique, se trouve à Fort-de-France, le lycée Schœlcher. Le village était bien trop loin pour y aller chaque matin. Papa a trouvé moyen de nous loger à Fort-de-France. Nous avons tous fait le lycée, puis la faculté, à Paris, sauf l'un de mes frères, à Bordeaux, parce qu'il faisait sa médecine, et pour les Martiniquais, automatiquement, c'est Bordeaux, et là-bas, il a été très seul. Mes frères qui avaient fait la médecine, le droit, sont rentrés à la Martinique. J'ai une sœur qui est en France, monteuse de cinéma.

— Vous voulez dire qu'il y a du racisme à Bordeaux ?

— Non, mais c'est une société un peu fermée peut-être. Le racisme, en Europe, ça n'existe pas, en même temps ça existe. Disons que c'est de l'eau dans le sable. Vous me posez la question, tout à l'heure : combien ai-je vu venir, pour m'interviewer, de journalistes noirs, en France, dans d'autres pays d'Europe, qui ont des Noirs immigrés, comme ici. Je vous réponds : pas un seul. Pas un seul journaliste noir.

— Oui, ça ne vous empêche pas d'être allée réaliser un film sur le racisme de l'Afrique du Sud, sur les tortures de Soweto, ou d'être allée le réaliser aux États-Unis.

— Là, seulement, j'ai trouvé des producteurs qui ont accepté le projet. Et, avant la sortie du film dans les conditions normales, aux États-Unis, ils font de très nombreuses projections dans de grandes salles gratuites, pour voir les réactions, et les spectateurs sont invités à dire leur sentiment, à la fin. Il y a eu des salles de Blancs seulement, des salles de Noirs. Une fois, il y a eu une salle de cinq cents journalistes noirs, ça n'est pensable qu'aux États-Unis, alors qu'en même temps vous avez les rues de Harlem, les façades des maisons bouchées au ciment, fenêtres et portes condamnées, comme une ville brûlée...

— Et l'accueil, aux États-Unis ?

— Très chaleureux, y compris par ces salles de Blancs seulement. Je ne suis pas sûre que ce soit la même chose ici, il y a des papiers, dans les hebdomadaires, pas bons... Très à côté...

— Pourquoi ?

— Vous n'allez pas me croire, mais il y a des personnes qui ne se disent pas racistes, qui ne le sont pas, si l'on peut dire, mais qui ne supportent pas la vérité, si elle est trop forte, trop violente. Dans ce film, il n'y a aucune concession. Les fusillades, les tortures, les morts alignés dans les morgues provisoires. Et les Blancs en face. Pratiquement toutes les familles noires touchées. J'ai filmé une torture qu'ils appellent, à Soweto, l'« hélicoptère », on pendaison par le cou et les chevilles avec l'électricité. Vous avez des spectateurs, y compris journalistes, qui sortent de là dans un état de refus, ils n'y peuvent rien...

— Mais vous n'avez pas tourné à Los Angeles ?

— Non, tout contre l'Afrique du Sud, au Zimbabwe — et juste la séquence du tribunal avec Marlon Brando à Londres. Soit dit en passant, c'est drôle, à Londres ils sont moins débrouillards, dans leurs superstudios, que dans la brousse du Zimbabwe. Le film s'appelle, comme le roman d'André Brink, *Une saison blanche et sèche*. Mais, de même qu'il y a le passé, il y a l'avenir. De même qu'il y a la mémoire, il faut avoir une espérance. Alors j'ai tenu absolument à ce que, deux, trois fois, la pluie tombe dans mon film. J'ai voulu ce signe de vie : l'eau. Eh bien, les machines à faire la pluie, dans les cinémas anglais, américains, elles ne donnent pas une vraie pluie. Ça ne peut pas tromper les spectateurs, on voit un rideau de pluie, c'est tout, en tout cas ça ne peut pas tromper des Africains. Au Zimbabwe, ils ont cafoillé quelques jours, mais en bricolant comme seuls les Noirs savent le faire, ils ont mis au point une machine à faire de la pluie géniale, les « studios blancs » en ont été bahas, ils l'ont adoptée.

— Vous avez dit « comme seuls les Noirs savent le faire »...

— Oui, excusez-moi, c'est la fatigue. Je ne pense pas ça du tout. Avec mes Noirs de la Martinique, et du Zimbabwe et de Soweto, j'ai eu un souci constant, et je ne crois pas avoir fantô : j'ai tenu à ne pas faire un film raciste. Les Noirs ne sont pas racistes. Dans les pays où la situation s'est arrangée, en Afrique, ils l'ont prouvé.

Propos recueillis par MICHEL COURNOT

صكزا من الامم

هكذا من الراحل

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Le Dernier Chemin de Waller

de Christian Wagner, avec Rolf Wieg, Herbert Knappe, Crescentia Dünker, Sibylle Canonica, Allemagne (1 h 40).

Un cheminot à la retraite, une voie ferrée désaffectée qu'il s'obstine à parcourir sans but. Sinon faire le bilan de son existence.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-49-18).

Les Indiens

de David Ward, avec Tom Berenger, Charlie Sheen, Corbin Bernsen, Margaret Whitton, James Gammon, Américain (1 h 42).

Problèmes et difficultés d'une célèbre équipe de base-ball dont l'entraîneur a une conduite étrange. Le sport quel qu'il soit a ses requins, mais il faudra bientôt se familiariser avec les règles du base-ball pour comprendre quelque chose à ce cinéma américain.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1^{er} (42-33-42-26) ; U.G.C. Ermitage, dolby, 8 (46-83-16-16). VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 14 (46-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 8 (47-42-56-51) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (46-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (46-74-93-40).

La Loi criminelle

de Martin Campbell, avec Gary Oldman, Kevin Spacey, Joe Don Baker, Tess Harper, Ron Los, Américain (1 h 54).

Etats d'âme d'un brillant avocat se posant des questions sur l'innocence d'un jeune client accusé de meurtre et qu'il vient de faire acquitter.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1^{er} (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-53-83) ; George V, 8 (46-82-41-46) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79). VF : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Images, 18 (46-22-47-94).

Noces blanches

de Jean-Claude Brisson, avec Vanessa Paradis, Bruno Cremer, Ludmila Mikael, François Negret, Jean Dausse, Véronique Silver, Français (1 h 32).

Les histoires de barbons séduits par un fruit vert - et réciproquement - ont toujours été à la mode. Le « réciproquement » est, actuellement, davantage exploité à l'écran.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1^{er} (40-28-12-12) ; Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; Pathé Impérial, handicapés, 2 (47-42-72-52) ; Reflex Médias Logos, 8 (43-54-42-34) ; Pathé Hautes-Seines, handicapés, 8 (46-33-79-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; Les Nations,

12 (43-43-04-57) ; Fauvette, handicapés, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Aléa, handicapés, 14 (43-27-94-69) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-35-50-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (46-22-46-01).

L'Orchestre rouge

de Jacques Rouffio, avec Claude Brasseur, Sargis Avedikian, Étienne Chicot, Barbara de Rossi, Dominique Labourier, Martin Lamotte, Français (2 h 03).

Dans un livre à peine romancé, Gilles Perrault raconte l'histoire à peine croyable de Léopold Trepper, personnage exceptionnel qui a fondé et dirigé le plus important réseau d'espionnage anti-nazi de la seconde guerre mondiale. Le livre était passionnant. Le film l'est aussi.

Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (46-08-67-57) ; U.G.C. Odéon, 8 (42-28-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; La Nouvelle Mandarine, 9 (47-70-72-86) ; Pathé France, 9 (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, dolby, 14 (46-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (46-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (46-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-36).

Pages arrachées de la Bible de Sator

de Carl Th. Dreyer, avec Halvard Holm, Hannele Helleman, Tanya Kraft Frederiksen, Carlo Wille, Danois, noir et blanc (1 h 48), Inédit (1920).

Une tétralogie mal connue de Dreyer, inspirée par le film de Griffith *Intolérance* et qui parcourt les siècles sous l'égide du Diable.

14 Juillet Paroisse, 8 (43-26-58-00).

Une saison blanche et sèche

de Euzhan Palcy, avec Donald Sutherland, Janet Suzman, Jürgen Prochnow, Zakes Mokae, Susan Sarandon, Marion Brandon, Américain (1 h 48).

A son tour, Euzhan Palcy (*Rue Cases-Nègres*) prend comme thème l'apartheid, sa brutalité, sa cruauté, son insupportable injustice. Elle le fait avec une maîtrise et une violence que son premier film ne laissait pas prévoir. (Lire nos articles page 29.)

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3 (42-71-82-38) ; U.G.C. Odéon, dolby, 8 (42-28-10-30) ; U.G.C. Bonaparte, dolby, 8 (46-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8 (46-82-20-40) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11 (43-57-80-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79). VF : U.G.C. Montparnasse, dolby, 8 (45-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, dolby, 8 (46-74-94-94) ; Mistral, handicapés, dolby, 14 (46-39-52-43) ; Images, 18 (46-22-47-94).



SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Abyss

de James Cameron, avec Ed Harris, Mary Elizabeth Mastrantonio, Michael Biehn, Leo Burmester, Todd Graff, John Bedford Lloyd, Américain (2 h 15).

Dans les hauts-fonds des mers, vivent de mystérieuses créatures. Aliens ? Pas tout à fait, puisqu'ils sont nos ancêtres. Les témoins d'une époque que l'esprit le plus délirant ne peut pas même imaginer. Alors ils font peur, et rien, pas même les technologies les plus avancées, ne peut vaincre cette peur.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, TodAO, 1^{er} (46-08-57-57) ; U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8 (45-63-18-16). VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, dolby, TodAO, 8 (47-42-56-51) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-94-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14 (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (46-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (46-22-46-01).

Alice

de Jan Svankmajer, avec Kristyna Kohoutova, Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne (1 h 24).

A première vue, cette Alice due au cinéaste tchèque Jan Svankmajer ressemble à la troublante fillette de Lewis Carroll. Mais à travers le miroir, c'est dans un monde écrasant, hostile et sordide, plein de fantasmagories effrayantes, qu'elle tombe. Un monde qui rappelle à la mémoire et dans les nerfs les terribles enfances et leurs émotions fortes.

VF : Forum Orient Express, handicapés, 1^{er} (42-33-42-26) ; Cinémas, handicapés, 6 (46-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 8 (46-33-10-82).

(43-59-36-14) ; Sept Paroissiens, 14 (42-20-32-20).

Le Cuisinier, le Voleur, sa femme et son amant

de Peter Greenaway, avec Richard Bohringer, Michael Gambon, Helen Mirren, Alan Howard, Tim Roth, Clancy Hinds, Franco-Britannique (2 h).

Fable sulfureuse sur le cannibalisme des rapports humains. Humour très noir. Esthétique perverse, d'un extrême raffinement. Même pour un Britannique, Peter Greenaway est particulièrement extravagant. A vrai dire, quelque peu diabolique.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1^{er} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-56-51) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 8 (43-25-53-83) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-36-23-44) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-94-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79). VF : Bretagne, 6 (42-22-57-07) ; Gaumont Convention, 15 (46-22-46-01).

Dernière Sortie pour Brooklyn

de UN Edal, avec Stephen Lang, Jennifer Jason Leigh, Burt Young, Peter Dinklage, Jerry Orbach, Allemand (1 h 42).

Hubert Selby Jr, auteur défilant, a écrit la saga de la misère et de la solitude, du sexe et de la cruauté dans le Brooklyn des années 50. C'est la fulgurante de l'écriture, la vérité mythique plus que la réalité. Le cinéma ne pouvait pas en rendre compte. Restent les personnages et Jennifer Jason Leigh, petite prostituée en manque d'affection.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-03-57-57) ; U.G.C. Danton, dolby, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8 (43-59-32-52) ; Sept Paroissiens, dolby, 14 (43-20-32-20). VF : U.G.C. Montparnasse, 8 (46-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-51) ; Pathé Clichy, 18 (46-22-46-01).

Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, Alison Doody, John Rhys-Davies, Joffa Glover, Américain (2 h 05).

Voir notre photo légendée.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, TodAO, 1^{er} (46-08-57-57) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-56-51) ; Rex (Le Grand Rex), handicapés, dolby, TodAO, 2 (42-36-83-83) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3 (42-71-82-38) ; Pathé Hautes-Seines, dolby, 8 (46-33-10-82) ; U.G.C. Odéon, dolby, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, dolby, TodAO, 8 (43-59-32-52) ; George V, THX, TodAO, 8 (45-62-41-46) ; U.G.C. Normandie, dolby, TodAO, 8 (46-33-10-82) ; Max Linder Paroisse, THX, dolby, TodAO, 8 (48-24-88-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (46-75-79-79) ; Kinoparc, handicapés, dolby, TodAO, 15 (43-06-50-50) ;

Même si l'on n'a jamais vu Parsifal, si l'on ignore le sens exact de la quête du Graal, on peut se risquer dans cette *Dernière Croisade*, acte trois des aventures d'Indiana Jones, dont l'un des charmes est de revenir au temps des zéppelins et des aéroplanes. Une autre de ses curiosités concerne moins Wagner que Freud : Indy, cette fois, est doté d'un père, presbyte et universitaire. Le professeur Sean Connery.



« L'esprit de la ruche », de Victor Erice.

REPRISES

Allemagne, mère bifurquée

de Helma Sanders-Brahms, avec Eva Mattes, Ernst Jacobi, Elisabeth Stepanek, Anna Szalars, Sonja Lauer, Miriam Lauer, Allemand, 1980 (2 h).

Comment une jeune femme allemande qui a vécu à côté de l'histoire, prend conscience de l'horreur. Comment elle fuit, comment elle fait face. Un film exemplaire.

VO : Utopie Champollion, 5 (43-26-84-66).

Chantons sous la pluie

de Gene Kelly, Stanley Donen, avec Gene Kelly, Jean Hagen, Debbie Reynolds, Cyd Charisse, D. O'Connor, Américain, 1952 (1 h 38).

Certainement la comédie musicale la plus célèbre de l'histoire du cinéma, et la plus diffusée - y compris sur le petit écran pour les fêtes. Mais on ne se lasse pas de cette inséparable description des débuts du parlant. Et surtout on ne peut pas se lasser des fabuleux ballets de Gene Kelly et Daniel O'Connor.

VO : Radio Odéon, 6 (43-26-19-88) ; Les Trois Brelas, 6 (46-61-10-60).

L'Esprit de la ruche

de Victor Erice, avec Fernando Fernán Gómez, Teresa Gimpera, Ana Torroja, Isabel Telleria, Lily Soldevilla, Miguel Pizarro, Espagnol, 1973 (1 h 37).

Dans les années 40 en Espagne, une petite fille aux yeux graves part à la recherche du monstre de Frankenstein vu dans un cinéma ambulatoire qui est passé un jour dans son village. Tous les glissements du concret au rêve, de l'imaginaire au jeu, de l'angoisse retenue, un film magique.

VO : Utopie Champollion, 5 (43-26-84-66).

Les Voyages de Sullivan

de Preston Sturges, avec Joel McCrea, Veronica Lake, Robert Warwick, William Desautels, Franklin Pangborn, Porter Hall, Américain, 1941, noir et blanc (1 h 30).

Pour redécouvrir l'humour sardonique de Preston Sturges, le regard sans complaisance qu'il portait sur les États-Unis, pour se plonger avec délices dans un Hollywood presque encore artisanal.

VO : Action Christiane, 6 (43-26-11-30).

La sélection cinémas a été établie par Colette Godard.

MAÎTRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES

10 NOV - 23 DEC

GALERIE DANIEL MALINGUE

26, AV MATHIGNON - 75008 PARIS

4 LITRES 12 A LA TEMPÊTE

Les vertiges de l'humour

Ils se sont connus au Festival de Nancy il y a dix-sept ans, et ne se sont plus quittés. De cette tour de Babel bouillonnante, ils ont tiré un comique fleurant à la dérision. Ils travaillent longtemps sur leurs spectacles et les jouent pendant des mois : ils forment l'équipe de 4 litres 12.

Si une compagnie théâtrale prend comme nom 4 litres 12, on peut parier qu'elle vise le comique, et même le burlesque. C'est le cas. La troupe, fondée en 1972 à Nancy par Michel Massé, a monté relativement peu de spectacles - Station debout, qui se donne à la Tempête à partir du 9 novembre, est le dixième - mais les joue longtemps. C'est une question économique, et d'abord une manière de fonctionner. L'équipe a gardé la conception des années 70, dont on reconnaît finalement l'efficacité : pas de structure lourde, pas de grand spectacle, tout sur le comédien.

1972 à Nancy, c'était l'apogée d'un festival, fondé et dirigé par Jack Lang, représentant exactement l'esprit du temps, ce mouvement extraordinairement vital qui a entraîné toutes les disciplines artistiques, en particulier le théâtre. Le festival était lui-même né d'un centre international de recherches, le CUIFERD, où Michel Massé a suivi des cours. Puis il est parti pour le Gabon comme coopérant. Puis il est revenu, a rencontré Jean-Marie Serreau dont il est devenu l'assistant. « J'ai aimé énormément Serreau, dit-il, mais ce que je voulais faire au théâtre, et qui d'ailleurs restait encore bien vague dans mon esprit, je ne le trouvais nulle part. Serreau m'a conseillé de rassembler une troupe. A ce moment, Lew Bogdan, qui dirigeait alors le CUIFERD, m'a appelé pour conduire un stage, et c'est avec mes stagiaires que s'est formé 4 litres 12. »

La troupe a monté *Dangerie tropicale* et *Une locomotive folle d'après Witkiewicz*. *Yvonne princesse de Bourgogne*, de Gombrowicz - Michel Massé se sent très proche de l'humour au vitriol polonais. Elle s'est fait connaître avec *4 litres 12 in concerto*, débauche de délire burlesque sur le thème du Festival de Nancy justement. Après tout, personne n'a jamais mieux décrit la fulgurante furie polyglotte, qui, pendant quelques jours, bouleversait la ville.

L'ESPRIT DU FESTIVAL DE NANCY

« Récemment, je me suis rendu compte que je ne connaissais pas le travail des Planchon, Chéreau, Lavaudant. Ma seule culture vient de Nancy. Ce n'est pas un refus des autres, c'est que nous avons continué dans un certain registre, et que nous tournons beaucoup. Ce que l'on appelle l'esprit de Nancy correspondait, c'est vrai, à certaines nécessités sociales et artistiques, sans doute actuellement comblées. Il est possible que nous devions nous diriger ailleurs. Je ne sais pas. Pour nous, la question ne se pose pas de cette façon. Nous voyageons et trouvons des spectateurs, pas forcément d'accord avec nos spectacles, mais si nous restons plusieurs jours dans une ville, le bouche à oreille permet d'éviter les malentendus, et nous pouvons constater que ce type de théâtre correspond à l'attente d'un public, plus ou moins nombreux, qui existe. Cela dit, effectivement, il n'y a plus tant de troupes pour le pratiquer. »

« Concrètement, définir cette pratique est compliqué. Quand j'ai commencé, j'étais obsédé par la force et l'antichisme du Living Theatre. Seulement ils manquaient d'humour, et moi je ne peux pas me passer du rire. L'intensité et le contrôle des comédiens formés par Grotowski m'impressionnaient, mais son théâtre, non. En revanche, j'ai d'abord monté Witkiewicz et Gombrowicz, et ce qui me reste de Nancy, c'est avant tout Kantor, plus quelques acteurs, cette femme qui jouait avec Suzuki... Des gens qui vont au maximum. »



Odile Massé.

« Depuis Concerto, nous travaillons uniquement à partir de nous-mêmes. Nous sommes ensemble depuis dix-sept ans, Philippe Thomine, Odile Massé et moi. Nous ne ressentons pas le danger de la routine, parce que nous échangeons nos fonctions. Cette fois, Philippe Thomine, qui a été mon élève, devient mon metteur en scène et moi je suis acteur. Quant au danger de ne vivre que pour mettre de côté du matériel théâtral, il existe. Il est angoissant. Je ne crains pas de ne pas vivre, mais je me dis : si je rencontre Polanski, par exemple, que j'admire depuis toujours, je sais qu'il a fait le Couteau dans l'eau, le Bal des vampires. Moi, je ne peux rien lui dire, rien lui prouver, puisque nos textes ne sont même pas écrits. Je ne peux rien faire pour qu'il me connaisse. Alors j'ai décidé de revenir sur scène pour au moins exister physiquement. »

« Mes modèles pour le travail d'acteur sont Devos, Zucc, Desproges. Et Chaplin naturellement, les Marx. Ce que j'aurais aimé travailler avec eux ! Notre forme de comique part de stéréotypes, des gens qui pratiquent un jargon, une langue de bois et qui y confrontent leur attitude - ça vraiment, c'est irrésistible. Station debout est en quelque sorte une conférence, mais l'est autant que Concerto était un concert. Nous nous débarrassons par la dérision de ce qui nous fait mal en tant qu'individus. Witkiewicz, Chaval et quelques autres ont conservé leur humour jusqu'au jour de leur suicide. »

« Devant la folie, le rire est souvent la seule manière de ne pas être victime du vertige. J'ai écrit ça il y a quinze ans, et depuis, je n'ai pas changé d'avis. Mais faire rire est tellement aléatoire. Les réactions au comique sont imprévisibles. Je me souviens d'une représentation de Concerto à Villeneuve, devant une salle hilare. Après une demi-heure, une dame sort, les mains tremblantes, et crie aux acteurs : « Vous manquez d'humour. » Je n'ai jamais compris en quoi nous l'avions blessée. Le rire est vraiment une question de moments. Il faut que la salle s'esclaffe aux bons moments, c'est-à-dire à ceux qui démultiplient notre énergie. Sinon, même si nous sommes chauds, mais

que nous nous disons : « Nous trompons le public, il ne prend pas le spectacle dans le bon sens, c'est un autre qu'il reçoit », nous sommes déstabilisés. L'humour est un garde-fou plus ou moins solide selon les jours. En tout cas assez fragile. Encore une maxime que je garde depuis quinze ans. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

SPECTACLES NOUVEAUX

Le Bourgeois gentilhomme

de Molière, mise en scène de Jérôme Savary, avec Jérôme Savary, Marlene Altier, Valérie Mouton, Aurélie Sella, Stéphane Dauter, Maxime Lombard, Bruno Raffaelli, Mona Haffre, André Burton et Isabelle Serbat.

Voilà Jérôme Savary qui prend pleinement possession du plateau du Théâtre national de Chaillot qu'il dirige depuis une année maintenant. Il le fait avec ce qui fut au début des années 80 son plus beau rôle et l'un de ses spectacles les plus achevés.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e. A partir du 8 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. De 80 F à 130 F.

Le Chien mort

de Baruch Bruch, mise en scène de Fito Forquet, avec Claude Guyonnet, Denis Imbert, Pierre Lacan et Denis Lavant.

Une œuvre de jeunesse de Brecht qui n'avait jamais été jouée en France. Un spectacle à découvrir d'autant qu'on y retrouve l'un des plus curieux et talentueux jeunes acteurs français, l'étrange et passionnant Denis Lavant (le Prince de Hombourg, Mauvais sang...).

Théâtre Gérard Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 8 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-53. De 60 F à 100 F.

Les Petits Aquariums

de Philippe Morym, mise en scène de Robert Cantarella, avec Robert Cantarella, Florence Giordetti, Judith Magre, Jean-Jacques Schaffer, Jacques Verzier, Daniel Marchaudon et Christophe Hadenot.

Un jeune auteur qui ne l'est déjà plus - le temps passe - de bons acteurs au premier rang desquels Judith Magre, que l'on peut considérer, désormais, comme une pensionnaire du Théâtre national de la Colline, et son amie Florence Giordetti, toutes deux excellentes, pour une pièce qui dissèque le quotidien - c'est assez rare chez les auteurs français contemporains - avec humour et mécanique.

Théâtre national de la Colline, 16, rue Malte-Brun, 20^e. A partir du 10 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-55-43-65. 100 F et 130 F.

La Station debout

par 4 litres 12, mise en scène de Philippe Thomine, avec Odile Massé, Jean-Michel Baroni et Michel Massé.

Lire et contre l'article de Colette Godard.

Carrouxerie Théâtre de la Tempête, route du Champ de Manœuvre, 12^e. A partir du 9 novembre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-29-35-38. De 40 F à 90 F.

Tableau de Paris

avec Guillofina de Louis-Sébastien Mercier, mise en scène de Jean Desrues.

Dolby stéréo dans les salles équipées

PARIS
UGC BIARRITZ SALLE PRESTIGE VO - CINE DEAUROIR VO - ESCURIAL PANORAMA VO - 14 JULIET BASTILLE VO - 14 JULIET BEAUGRENELLE VO - UGC ODEON VO - UGC ROTONDE VO - MISTRAL VF IMAGES VF - UGC MONTFARNASSE VF - UGC OPERA VF

PÉRIPHÉRIE
PALAISEAU 4 CHAMPS - VERSAILLES CYRANO - LA VARENNE 4 DELTA - CRETEL ARTEL - NOGENT ARTEL - VELIZY UGC - BOUSSY ST-ANTOINE BUXY - EVRY ESPACE CREMA

«Euzhan Palcy a réussi un film essentiel. Simple, brutal, authentique. Contre l'apartheid, on n'avait jamais vu plus fort. Avec, en prime, Marlon Brando.» STUDIO



Une Saison Blanche et Séche
(A Dry White Season)

METRO-GOLDWYN-MAYER présente en association avec PIERRE FANCAU
DONALD SUTHERLAND «UNE SAISON BLANCHE ET SECHE» UNE PRODUCTION PALLA WESTEN
JANET ZUCMAN «JURGEN PRODUCTION» DANIEL MORA «Avec SUSAN SARANDON et MARLON BRANDO»
Musique de DAVID GILLEN «Promoteur Eclair» TIM HAMPTON «D'après le livre phare BRAN (Edouard Sogis)»
Scénario de COLIN WELAND et EUGENIE FILLET «Produit par PALLA WESTEN et PIERRE FANCAU»
En collaboration avec STAR PARTNERS & LTD

REPRISE LE 9 NOVEMBRE POUR 11 REPRESENTATIONS
COMPAGNIE IVAN MORANE
LA FAUSSE SUIVANTE
MARIVAUX
«Un spectacle de pointe où la mise en scène est imposée par sa simplicité et son trait d'union» (Odile Quirou - Le Monde)
THÉÂTRE DE VANNES 46.45.46.47

LE THÉÂTRE MONTFARNASSE
annonce qu'en raison de la participation de Claude Brasseur à l'émission «Sacré Soirée», le mercredi 8 novembre, la représentation du SOUPER de ce même soir ne débutera exceptionnellement qu'à 21 h 30.

HAMLET
Mise en scène Patrice CHEREAU
du 1^{er} au 24 décembre
LA GRANDE HALLE LA VILLETTE
LOCATION OUVERTE : 48 78 75 00

سكننا في الالحل

حکومتی اعلان

THÉÂTRE

avec Gérard Chailou, Daniel Jean, Véronique Samah et Jean Dautremay. Travail sur les textes pré-révolutionnaires de Louis-Sébastien Mercier et ceux de Marie-Joseph Chénier signés par l'un de nos acteurs les plus acharnés à défendre le théâtre d'art. Jean Dautremay est un bon acteur qui mérite l'attention.

Théâtre de Gennevilliers, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 14 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 2 heures. 70 F et 100 F.

Le Théâtre du Campagnol fête Marivaux
avec Marie-Françoise Audoulet, Samuel Bonaffi, Laurent Bouassier.

Philippe Davine, Vera Feyder, Denise Firmin, Raphaëlle Giria, Serge Hézanavicius, Raymonde Houdeline et Xavier Kuentz.

Le Théâtre du Campagnol et Jean-Claude Penchenat reprennent leur aventure Marivaux après une longue tournée. Parcours dans l'œuvre classique et belle des douze pièces en un acte que l'on voit très rarement ou alors dans de mauvaises mains. Ce n'est pas le cas ici. Un hommage considérable et unique.

Théâtre du Campagnol, 264, av. de la Division-Lederc, 92000 Châtigny-Malebry. A partir du 9 novembre. Le jeudi à 20 heures et 21 h 30, les vendredis et samedis à 19 heures, 20 h 30 et 22 heures, le dimanche à 15 heures et 18 h 30. Tél. : 48-61-33-33. 60 F et 90 F.

SÉLECTION

Le Bourrichon

de Joël Jouanneau, mise en scène de l'auteur, avec Gérard Barreau, Jean-Quentin Chénier, Philippe Demerle, Jacques Denis, Raymond Jourdan, Clotilde Mollet et Denise Piron.

Que dire encore sur l'excellent spectacle de Joël Jouanneau qui triomphait cet été à Avignon ? Qu'il vous reste quelques jours pour aller le voir, impérativement.

Jardin d'Hiver, cité Véro, 94, boulevard de Clichy, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-52-53-49. Durée : 1 h 40. 70 F et 90 F.

Le Chemin solitaire

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Luc Bondy, avec André Dussollier, Laurent Grévill, Alison Hornus, Jérôme Nicolin, Bulle Ogier, Didier Sandre, Edith Scob et Didier Flamand.

On avait découvert Luc Bondy à Nanterre pour son superbe *Terres étrangères*, du même Schnitzler. On le retrouve en très bonne compagnie pour un spectacle sombre au service d'un grand texte, sûrement adapté par Michel Butel.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 2 h 45. De 40 F à 200 F.

Dans la nuit la liberté

d'après Frédéric Dard, mise en scène de Robert Hoeslin, prologue d'Alain Decaux, avec Maurice Barrier, Jean-Pierre Bernard, Régis Bouquet, Mario David, Pierre Henry, Paul Le Person, Jean-Pierre Malo, Philippe Maréchal, Christoph Moestbrugger et Jean Négroni.

La nouvelle production à succès de Robert Hoeslin qui s'est encore une fois superbement entouré pour un hommage émouvant, sincère, intelligent à la Résistance.

Palais des Sports, porte de Versailles, 19^e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 15 heures, le dimanche à 14 heures et 18 heures. Tél. : 42-29-40-90. Durée : 3 heures. De 105 F à 240 F.

Les Femmes Confidantes

de Marivaux, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouilleux, Juliette Brac, Bruno Chéol, Anne Krels, Jacques Le Carpentier, Jean Luvrais, Jacques Peller, Didier Valéry et Romain Weingarten. Reprise en Ile-de-France du très beau Marivaux créé l'an

passé à Lille par le directeur du Centre dramatique national du Nord. Gilles Bourdet retrouve ses marques et nous l'envie de l'applaudir.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 18 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-50-18-80. Durée : 2 heures. De 65 F à 110 F.

Flagrant Délit de mensonge

de Patrice Bigel, mise en scène de l'auteur, avec Brigitte Barille, Jean-Christophe Clair, Bettina Kihake, Jean-Michel Marnet, Jocelyne Ricci, Brigitte Seret, Serpentine Teyssier et Joël Zaffarano.

La compagnie La Rumeur poursuit son chemin dans le jeune théâtre de qualité. C'est justement là où le bât blesse un peu : le travail de Patrice Bigel et de ses camarades, toujours aussi soigné, drôle souvent, interprété avec cœur, ne parvient pas vraiment à se hisser au rang de théâtre tout court. S'attaquant cette fois-ci au thème du pouvoir, des élitistes sur les élitistes, des puissants sur les faibles, il tourne parfois avec virtuosité autour de l'essentiel mais ne l'atteint pas.

Artistic-Athénas, 45, rue Richard-Lenoir, 11^e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, les samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 48-06-38-02. Durée : 1 h 30. De 80 F à 180 F.

Le Gardien

de Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Duflho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

Duflho est un acteur magnifique. Il faut aller s'en assurer à l'occasion de ses retrouvailles avec le personnage immonde de Pinter. Une performance exceptionnelle pour un théâtre rare.

Œuvre, 65, rue de Clichy, 9^e. Les mardi et mercredi à 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 h 30. De 25 F à 160 F.

Karamazov

d'après Dostoïevski, mise en scène d'Anita Pichiorini, avec Marc Berman, Michel Bony, Philippe Duclos, Jean-Louis Griffield, Christine Joly, François Kaki, Sophie Paul et Michel Valente.

Le troisième spectacle d'une jeune femme qui se hisse avec lui au niveau des metteurs en scène considérables. Intelligence de l'adaptation, audace de la mise en scène, fermeté de la direction d'acteurs — Marc Berman et Christine Joly sont superbes. — *Karamazov*,



Jorge Lavelli est certainement le maître « français » du pastiche et de l'irrespect. Il le prouve une nouvelle fois, dans son beau Théâtre national de la Colonne, avec *Opérette*, l'œuvre méchante et drôle de Witold Gombrowicz en autant de tableaux parodiques et incisifs où s'agitent, insensibles, les figures d'un siècle en décomposition. Bernard Alane et ses partenaires s'amuse à tout sur scène que le public — nombreux — dans la

de Jouanneau, une œuvre qu'il a lui-même demandée à l'auteur. Il s'est entouré de comédiens qui forment sa « famille », l'une des plus passionnantes, créatives, généreuses, du théâtre français d'aujourd'hui.

Théâtre de Sartrouville, Place Jacques-Brel, 78000 Sartrouville. Du mardi au vendredi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 33-14-22-77. Durée : 1 h 40. De 45 F à 95 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Georges Lavandant, avec Rodjep Mitrovitsa, Jean-Luc Bortol, Nicolas Siberg, Richard Fontana, Guy Michel, Martine Chevalier, Jean-François Rémi, Louis Arbesse, Nathalie Nerval, Catherine Sautel et Thierry Hancisse.

Débuts sur la scène du Français d'un jeune acteur d'exception, Rodjep Mitrovitsa, sous la direction du premier invité d'Antoine Vitez cette saison, Georges Lavandant, codirecteur du TNP de Villeurbanne. Le nouveau venu, aux côtés de Richard Fontana et Jean-Luc Bortol en pleine forme, parvient à créer et jouer la rencontre et la fascination réciproque de trois hommes de pouvoir, nés sous la plume de Musset, qui signait là son chef-d'œuvre.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les 9, 11 et 14 novembre, 20 h 30 (et les 18, 21, 23, 27 et 29 novembre). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 15. De 40 F à 180 F.

Les Lois

de Jean-Louis Benoit, mise en scène de l'auteur, avec André Parnery, Karen Rancourt, Laurent Benichou et Frédéric Lecoq.

Reprise à Paris, après Caen, d'un spectacle écrit et mis en scène par l'un des fondateurs de l'excellent Théâtre de l'Aquarium. Bientôt obligé, il nous transporte, en compagnie d'une très bonne troupe d'acteurs, au dix-huitième siècle, du côté de chez Louis et Antoine.

Un spectacle pour rire. Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium, route du Champ de Manœuvre, 12^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-99-61. Durée : 1 h 40. De 30 F à 90 F.

Les Meilleurs Amis

de Hugh Whitmore, mise en scène de James Roose-Evans, avec Edwige Fenech, Guy Tréjan et Henri Virlogeux.

Du temps des belles heures du théâtre privé, ce spectacle à trois grands acteurs aurait certainement tenu l'affiche plus longtemps à Paris. Il est vrai que la mise en scène quasi inexistante d'un Anglais pourtant « installé » à Londres donne peu de rythme à ce spectacle, qui ressemble plus à une savoureuse conversation de salon entre gens cultivés. Derniers jours.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 2 heures. De 90 F à 250 F.

La Mission, suivie de Au perroquet vert

de Heiner Müller, mise en scène de Matthias Langhoff, avec A. Heltzsch, F. Berthel, C. Brandt, F. Bone, R. Bouvier, L. Colonne, M. Charlot, S. Merlin, F. Chetout, C. Coheudy et S. Escalier.

Après son triomphe lors du dernier Festival d'Avignon, voilà le spectacle en deux parties le plus incroyablement iconoclaste des célébrations du Bicentenaire de la Révolution française. Il faut dire qu'il rassemble deux textes d'auteurs de langue allemande, l'un contemporain, Heiner Müller, et l'autre classique, déjà, Arthur Schnitzler, parfaitement complémentaires en ce sens qu'ils sont tous deux l'occasion d'une méditation violente sur la vérité historique, la vérité tout court.

Matthias Langhoff, Allemand de l'Est passé à l'Ouest depuis quelques années, fait partie des tout meilleurs metteurs en scène européens, introduisant de terribles turbulences sensorielles dans un théâtre d'images fortes. Les comédiens qu'il a rassemblés sont d'une redoutable efficacité, dans le sillage de Serge Merlin et de François Chetout.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 heures. De 60 F à 120 F.

Moby Dick

d'après Herman Melville, mise en scène de Linda Wise, avec Kevin Crawford, David Goldworthy, Anne-Marie La Tron, Carol Mendelsohn, Ian Magilton, Marie-Pauline Marthe, Flavio Polizzi Rosignol et Sante Ryan.

Une troupe d'origine anglaise installée dans le Languedoc revient au Café de la Danse pour un spectacle en actes et en chansons à l'esthétique soignée. Pour les découvreurs.

Café de la Danse, E. passage Louis-Philippe, 11^e. Du lundi au samedi à 20 heures. Tél. : 43-57-05-35. Durée : 1 h 15. 80 F et 100 F.

Opérette

de Witold Gombrowicz, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Bernard Alane, Maurice Antoni, Lucie Arnold, Philippe Béguin, Philippe Blancher, François Chodet, Pierre Decaux, Luc-Antoine Diquero et Philippe Frenet.

Voir photo légendée. Théâtre national de la Colonne, 15, rue Maître-Bras, 20^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 3 heures. 100 F et 130 F.

Les Palmes de M. Schütz

de Jean-Noël Ferrière, mise en scène de Gérard Calvès, avec Sonia Volterreux, Stéphane Hillel, Gérard Calvès, Christine Muller, Patrick Ziad et Claude d'Yd.

Les plus réjouissants des spectacles sur les boulevards. Un texte d'une gaîté toujours sur la découverte du radium par Pierre et Marie Curie, des acteurs qui s'amuse à le dire — et nous avec eux — un moment de détente rare et de grande qualité.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 9^e. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-66-90-00. Durée : 2 heures. De 60 F à 200 F.

Le Peste

d'Albert Camus, mise en scène d'adaptation de Francis Huster, avec Francis Huster.

Huster seul en scène au service du texte le plus fort d'Albert Camus. Il ravale un peu de ses exagérations habituelles pour un spectacle poignant, fort.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 30 F à 200 F.

Pourquoi n'as-tu rien dit, Desdémone ?

de Christine Bruckner, mise en scène d'Alain Raitz, avec Marie Verdé, Evelynne Lestré et Christine Marille.

Trois comédiennes très différentes mais unies dans le même talent pour la pièce d'un auteur contemporain qui veut donner la parole à quelques femmes inconnues d'hommes célèbres, Gertrude, Baudelaire, Luther. A découvrir avec curiosité.

Théâtre 14 — Jean-Marie Serreau, 20, av. Marc-Sangnier, 14^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-45-43-77. Durée : 1 h 30. 60 F et 100 F.

Sarafina

de Mwangi Njama, mise en scène de l'auteur, avec Sébastien Bouché, Soudi Bihongo, Valpé Mialé, George Simelane, Veli Mawombela, Thabisa Mawombela, Mawombela Mawombela, V. Dlamini, S. Kizene et J. Mawombela.

Ils sont vingt-cinq, âge maximum vingt-cinq ans, qui chantent la révolte des ghettos noirs d'Afrique, du sud — plus précisément celle apparue dans une école de Soweto — et l'espérance de la disparition de l'apartheid. Triomphe sur Broadway à New-York. *Sarafina* enfin à Paris et pour une fois pas dix ans trop tard.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 42-39-34-50. Durée : 3 heures. 70 F et 100 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kovalyov et Laurent Noy.

Rencontre au sommet Talleyrand-Claude Rich, Fouché-Claude Brasseur. Un *Souper* excellent qui fait le bonheur du public, populaire, du sympathique Théâtre Montparnasse.

Montparnasse, 31, rue de la Santé, 14^e. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le mercredi à

21 h 30, le samedi à 18 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

Tier Mon

de La Fura dels Baus, avec Pere Tassins Alcala, Jordi Arus Gortas, Alex Olla Gol, Xavier Carcen Gorch, Pep Sotol Caba, Jürgen Müller, Marcel-Li Antonow Bocu, Carles Padrisa Singh, Miguel Rodons Ricart et Glòria Pelaez.

Révolution rock d'une troupe de jeunes Catalans en colère. En quelques années, ils ont su semer à travers l'Europe, et au-delà, leurs paquets guerriers, leurs affrontements sanglants, leurs dénonciations du totalitarisme. De la rue, ils ont gardé ce contact parfois violent, toujours direct, avec le public, cette énergie folle qui bouleverse plus qu'elle n'amuse, le rire, première arme de défense du spectateur médusé, s'étouffant très tôt dans la gorge.

Grande Halle de La Villette (Espace Nord), 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-49-77-22. 100 F et 130 F.

Titus Andronicus

de William Shakespeare, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Emile Abesolo M'ba, Michel Bauman, Jean-Denis Barin, Christian Blanc, Xavier Bréda, Frédéric Curi, Hervé Fario, Serge Maggiani, Mark Saporta et Jean-François Smeader.

L'une des œuvres du jeune Shakespeare, d'une exceptionnelle sauvagerie, effrontément étreinte par Daniel Mesguich qui nous propose un parcours sensuel dans le corps de la pièce, dans un décor superbe de Louis Bercat et en compagnie de comédiens qui s'entendent parfaitement.

Athénée-Louis Jovet, 4^e; square de l'Opéra-Louis Jovet, 9^e. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-42-67-27. Durée : 2 h 30. De 65 F à 120 F.

Un téléphone dans le jardin

d'Eric Westphal, mise en scène de Joël Paul, avec Gérard Calvès, Eliot Malhot, Gil Damien et Christophe Gallon.

Dans la grande salle des Mathurins, on a découvert dans un état de pureté la pièce charmante d'un nouveau venu à l'écriture dramatique. Dans la petite salle, le spectacle déçoit. Non que Gérard Calvès n'y déploie ses talents inépuisables de pianiste, mais il en fait un peu trop dans le jeu, et ses camarades de plateau ne convainquent pas. On peut donc s'en tenir aux *Palmes de M. Schütz* (lire plus haut).

Mathurins (Petite), 36, rue des Mathurins, 9^e. Du lundi au vendredi à 18 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-66-90-00. Durée : 1 h 20. 100 F.

Zingaro

de, avec les Zingaro. Le cabaret-équestre Zingaro est mort, vive le théâtre équestre Zingaro ! Dans ses murs de bois neufs, la bande à Barbabes rallume ses lustres de cristal, remplit les verres de boissons psychotropes et se lance dans une nouvelle aventure baroque, violente et passionnée.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 48-79-75-00. Durée : 2 heures. De 90 F à 130 F.

La sélection théâtre a été établie par : Olivier Schmitt.

TRADITIONS DU PAKISTAN AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Les passeurs à la voix d'or

Dans la jeune République islamique, les stars de la tradition musicale, populaire ou religieuse, prolongent les voix de poètes séculaires. La France peut les découvrir à l'occasion d'une tournée de ses représentants les plus marquants.

UNE corde pour la terre, une pour le vent, une autre pour l'eau, la quatrième pour le feu et la cinquième pour l'âme : un poète soufi du dix-huitième siècle, Shah Abdul Latif, légna à son peuple cet instrument aux résonances bachelardiennes, le *dambura*, qui accompagne depuis toujours le chant des fakirs du mausolée de Bith-Shah bâti sur sa tombe, à une heure de route d'Hyderabad, la capitale de la province du Sind. On dit encore qu'un vrai Pachoune, cette tribu de montagnards solidaires que l'on retrouve d'un côté et de l'autre de la frontière afghane, ne se déplace jamais sans son fusil, et son *zabab*, son luth. Quant au *gawwali*, ce chant des confréries soufis du Pendjab, né au onzième siècle, il aurait converti à l'islam des milliers d'infidèles.

Légendes ou non, peu importe : de la vallée de l'Indus aux rochers de la Khyber-Pass, la poésie et le chant qui l'accompagne sont aussi naturels au Pakistan que l'usage de la parole, et, comme elle, un véritable puzzle de sonorités et de langues. Si l'urdu est la langue nationale, dans ce pays bordé par l'Iran, l'Afghanistan, l'Inde et la Chine, on parle aussi le *sindhi*, le *penjabi*, le *balouchi*, le *pachto*. Et l'on chante encore en persan. Ces musiques, parfois antérieures à l'islam, sont à l'âme pakistanaise un ciment tout aussi fort que celui de la religion : l'homme, la femme qui ne sait ni lire ni écrire, soit 85% de la population, connaît par cœur des pans entiers de l'œuvre de ses poètes.

Pourtant, à la télévision, dans les hôtels, sévissent, comme partout dans le monde, des musiques, le plus souvent bâtarde, où la guitare électrique, le synthétiseur ont remplacé les instruments traditionnels : les citadins sont nourris de musiques de films, les jeunes n'ont plus la patience d'apprendre, ils vont à la facilité. Et le gouvernement lui-même, centralisé à Islamabad, ne prête qu'une attention distraite à sa tradition musicale, malgré les travaux de son Institut national du folklore. Il n'existe, au Pakistan, aucune organisation qui se préoccupe de ses musiciens, les stars d'hier y meurent parfois dans l'indigence. Et le calendrier religieux, avec son cortège de mois pendant lesquels tout concert public est interdit, impose parfois aux musiciens de longs jeûnes forcés. A Lahore, l'orgueilleuse capitale intellectuelle du Pakistan, Shahir Ali, un des conservateurs du musée, ne désespère pas de créer une académie de musique qui se préoccuperait non seulement de l'enseignement et de la conservation des répertoires traditionnels, mais aussi du sort des musiciens.

UNE ÉPOPÉE QUI CHERCHE SON HOMÈRE.

Les hommes volontés, donc, ne manquent pas. Elles sont le fait d'hommes amoureux de leur pays et de ses particularismes. La porte du bureau de Bashir Ahmed Baluch, le directeur de la radio du Balouchistan, — 43 % de la superficie du pays, 5% de la population, — est toujours ouverte aux musiciens. Par ailleurs président d'une Académie balouchi, dont le siège est une petite maison modeste, il parle avec passion de « toutes ces poésies qui n'ont pas été encore collectées, de toutes ces tribus qui n'ont pas été encore atteintes ». « Chaque région, dit-il, a ses joies, ses peines. Les Balouch sont des nomades, leurs chants d'amour, de combat, sont l'histoire de ce peuple. Notre responsabilité est de la préserver. » Ballade de l'expédition pour Delhi, ballade des femmes emprisonnées, des généalogies des tribus, légendes de la création du ciel et de l'enfer : la poésie des bardes balouchs, si elle n'est pas regroupée en un seul grand livre, comme le *Mahabharata*, semble en avoir la force et l'immense sagesse.

La Zarsanga est la reine de la radio de Peshawar, qui possède d'innombrables enregistrements de cette Pachoune nomade. La Zarsanga — son nom signifie le rameau d'or — a le visage rude de sa tribu combattante où l'on saute encore la beauté d'un poème en tirant en l'air des coups de fusil. Sa voix a une naïveté directe, une fermeté farouche à vous clouer sur place. La tradition pachoune veut que la poésie soit née des femmes ; et la Zarsanga chante l'attente de l'aimé, la lune, la beauté de la nature, avec des accents qui semblent dire aussi « prends garde à toi ». A l'origine profondément romantique, la poésie pachoune est devenue épique et guerrière, à l'image de ce peuple doux à l'allure farouche que les vicissitudes de l'histoire, d'Alexandre aux Moghols, des Anglais aux Afghans, auraient, dit-on, transformé en communauté de guerriers redoutables.

On ne sait jamais où est la Zarsanga — pour la retrouver, il faut partir à sa recherche quinze jours à



La Zarsanga chante l'attente de l'aimé

l'avance — pas plus qu'on ne sait où demeure Pathanan Khan, le vieux lion du Pendjab vénéré des deux côtés de la frontière indo-pakistanaise qui sépare de manière drastique, depuis la partition de 1947, un peuple nourri d'une même culture. Pathanan Khan est l'un des rares musiciens qui ne soit pas issu d'une tradition familiale. Il a appris des années durant auprès d'un maître soufi, avec ce que cela suppose d'acceptations, d'humiliations. Il est considéré comme un fakir dans la tradition soufie : un saint, un homme qui a renoncé à toute possession terrestre pour s'approcher au plus près de Dieu. Il distribue son argent aux plus pauvres, il ne possède rien, sinon cette voix un peu voilée qui vient de l'âme, ce style de chant admirable qui laisse chaque note se déployer. Chacun de ses concerts — on a pu l'entendre en 1988 au Festival d'Avignon, tout comme la Zarsanga — a la douceur nostalgique et la beauté du don.

L'autre voix d'or du Pakistan, le maître incontesté de *gawwali*, c'est Nusrat Fateh Ali Khan. Sa force de conviction réside dans la façon dont chacune de ses intonations épouse amoureuxment le sens de chacun des mots (poètes persans, poésie mystique du Pendjab, textes des saints soufis ou louanges d'Allah). Son chant accompagné par un chœur d'hommes, sur un rythme soutenu, a une force de séduction diabolique. Il bouleverse ses auditeurs, les convertit à une très haute idée de la communauté des hommes. Avec sa carrure à la Mingus, son visage de Bouddha, sa voix prodigieuse, il a séduit le monde entier, on se l'arrache, et Peter Gabriel ne jure plus que par la musique de Nusrat Fateh Ali Khan qui a succédé à son père, qui lui-même a succédé à son père, et ce depuis six siècles. « Si je suis le maître d'un élève, l'élève, lui aussi, est mon maître », chante Nusrat, qui a ouvert, près de Lahore, une école de *gawwali*.

« L'être humain est en argile, le feu donc le durcit, l'eau le dissout. Le secret, pour franchir la rivière, c'est d'avoir le cœur brûlant » : la traduction de l'un des poèmes de Shah Abdul Latif, le seul poète chanté par les fakirs dans la nuit du mausolée de Bith-Shah, est ici approximative. Mais chacun en comprend et en interprète le sens. Dix mille, quinze mille personnes étaient rassemblées cette nuit-là pour écouter la voix du poète et celles, haut placées, des fakirs, voix de tête lancinantes qui chantent jusqu'à l'aube, jusqu'à épuisement. Dans la nuit du Pakistan, entre les murs aux mosaïques bleues de cet endroit préservé, hommes, femmes, enfants s'endorment à même le sol, avec le visage apaisé et fixe de nageurs pris dans les vagues d'un sommeil immémorial. Avant la partition, ou se pressait de l'Inde entière pour écouter la voix de Shah Abdul Latif, le poète, qui sut si bien donner à voir le cœur profond des choses.

Dans cette fragile démocratie traversée de vents contraires, dans ce pays tout en bouillonnements, tensions tribales, ethniques, religieuses, chacun dépose les armes devant ces poètes, passeurs à la voix d'or qui ont su conserver dans leur cœur l'humilité des bardes d'autrefois.

ODILE QUIROT

* Nusrat Fateh Ali Khan avec ses dix musiciens, les 12 et 13, 20 h 45 : Pathanan Khan et ses musiciens, les 15 et 18 h 30 : les fakirs de Bith-Shah, Qurban Ali Fakir et ses six musiciens, le 20, 20 h 45 : Zarsanga, Fajir Mohammad et ses musiciens, le 20, 20 h 45, Théâtre de la Ville. Tournée à Nantes, Orléans, Chambourg, le Havre.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Schumann

Sextet Lieder op. 90
Der arme Peter op. 53 n° 3
Balsam op. 57
Quatre Lieder
Liedersammlung
Trois Duos op. 78
Mitsuko Shirai (mezzo-soprano),
Udo Reinemann (baryton),
Hartmut Hall (piano),
Mitsuko Shirai a longtemps suivi Hartmut Hall, son mari et l'accompagnateur privilégié de Dietrich Fischer-Dieskau, dans ses tournées de concert avec le

grand baryton allemand. A les écouter, elle a beaucoup appris. Aujourd'hui, elle est l'une des chanteuses de lieder les plus accomplies. Son art du chant est aussi accompli que sa connaissance de l'univers des poètes qu'elle chante est sensible. Une belle soirée en perspective. (Voir notre photo légendée page suivante.)

Le 14, Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40, 130 F.

SÉLECTION

Mercredi 8 novembre

Mozart

Trois quatuors à cordes dédiés à Joseph Haydn KV 587, KV 465, KV 465
Quatuor Isaya.

La renommée du Quatuor Isaya s'étend maintenant très au-delà de nos frontières. Le plus accompli de nos quatuors à cordes vient de remporter un beau succès à Salzbourg et d'être pris sous contrat par Decca. Que ces jeunes musiciens ne s'endorment pas sur leurs lauriers, qu'ils continuent à travailler comme ils le font, leur talent ne fera que croître. Les quatuors qu'ils ont choisis d'interpréter ce soir sont d'une beauté qui situe leur degré d'exigence. Le lendemain (même lieu, mais à 12 h 30) ils rejoueront deux des quatuors interprétés la veille.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29, De 70 F à 110 F.

Jeudi 9

Beethoven

Sonata pour piano n° 2 op. 37

Bach

Partita n° 6

Scriabine

Sonata pour piano n° 8

Schumann

Caraval de Vienne, pour piano
Jean-Louis Steuerman (piano).

Après six disques consacrés à Bach et Scriabine par Jean-Louis Steuerman, chez Philips, on peut se faire une idée assez précise d'un pianiste qui ne s'impose ni par son originalité (dans Bach, il copie trop Glenn Gould ; jusque dans son attitude au piano), ni par une maîtrise particulièrement brillante du clavier. Alors ? Alors, il faudra aller l'écouter live, car le disque ne réussit pas à tous les artistes.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-09-07, De 90 F à 160 F.

Beethoven

32 Variations WoO 80

Mendelssohn

Variations sérieuses op. 54

Fauré

Thème et variations op. 73

Brahms

Variations et fugue sur un thème de Handel op. 24
Rita Bouhassid (piano).

La dernière fois que nous avons entendu Rita Bouhassid (c'était il y a quinze ans), elle avait donné les *Études d'après Paganini* de Liszt qu'elle avait jouées avec beaucoup de tempérament et une virtuosité certaine. Comment joue-t-elle aujourd'hui ? En quinze ans, un pianiste peu beaucoup changer.

Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16, 65 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale en Orchestre — P.M.E. : prix moyen de repas — J.-H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON
10, rue des Capucines, 2^e
40-15-00-30/40-15-08-08

T.L.J. Au 1^{er} ét., le premier restaur. irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu dégust. à 95 F net. Au rez-de-ch. KITTLY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais ». Ambiance et les sons av. musiciens. La plus gr. choix de whiskies du monde. Joug. 2 h du mat.

AU PETIT RICHEL
47-70-68-68/47-70-86-50
25, rue Le Peletier, 3^e

F. dîn. MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS
FORAÎT THÉÂTRE 290 F à 420 F-Service assuré jusqu'à 8 h 15
Décor 1880. Salons particuliers. Banquet d'œuvres et fruits de mer. Parking Drouot.

LE RELAIS DE CUSHEIM
6, place de la République, 1^{er}

Brasserie alsacienne 47-00-44-10 T.L.J. jusqu'à 1 h du mat. Huîtres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Choix de vins. Menu 135 F avec apéritif, entrée, plat, dessert, café et vin compris.

LE GOURMAND CANDIDE
6, pl. Marché-Juin, 1^{er}

43-80-01-41 Cuisines traditionnelles françaises personnalisées, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

YUGARAJ
14, rue Dauphine (6^e)
43-26-44-91 F./lundi

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gauthier Milieu.)

RESTAURANT THOUMIEUX
79, rue Saint-Dominique, 7^e

47-05-49-75 Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, y compris le dimanche.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir
Décor : « Brasserie de Luxe »
JARDIN d'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures de matin
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS

24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à l'os grillées
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

سکڑا منی الاصل

هكذا من الراحل

MUSIQUES

Vendredi 10

Beethoven

Fidèle
S. Jerusalem, S. Hass, C. Hauptmann, S. Nienegern, K. Rydell, J. Koslowicz/F. Esham, U. Popper, Orchestre national de France, L. Muzel (direction), G. Serebrier (chef de chœur), E. Frigero (chorale), F. Squarapino (costumes). Lire nos articles pages 27 et 28.

Châtelet, les 10, 14, 17, 21 et 23, 20 heures, le 12 à 15 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 80 F à 395 F.

Schubert

Klavierstücke pour piano D 948
Sonatas pour piano D 894, D 850.

Michèle Scharapan (piano). Vladimir Jankélévitch admirait Michèle Scharapan. Pouvez-vous le tromper ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-38-37. De 35 F à 180 F.

Schubert

Brahms
Lieder

Christa Ludwig (soprano), Charles Spencer (piano). Une fois encore, il faudra aller écouter Christa Ludwig, sa voix si triste, son art si bouleversant. Et une fois encore, il faut demander à CBS de rééditer en compact son régal Brahms accompagné par Leonard Bernstein. Pas parce que c'est un des disques préférés de Martha Argerich (encore que cela devrait suffire), mais bien parce qu'il s'agit d'un des trésors du disque.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-75. De 65 F à 180 F.

Dimanche 12

Musique

traditionnelle

du Pakistan

Rasheed Farah Ali Khan.

Lire notre article page 33.

Théâtre de la Ville, 20 h 45 (+ le 13). Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 60 F.

Ensemble

des Arts

florissants :

le concert

du dixième

anniversaire

Lully, Charpentier, Lambert, Couperin, Monteverdi, Purcell, œuvres, pour chœurs, orchestre ou petites formations, W. Christie (direction).

Les Arts florissants, pour leurs dix ans, font les honneurs de leur répertoire lors d'une soirée amicale, amicalement offerte par les artistes, et qui se terminera en cocktail.

Salle Favart, 20 h 30. Tél. : 42-96-12-20. 30 F (cocktail compris).

Beethoven

Sonata pour violon et piano n° 5

Fauré

Sonata pour violon et piano n° 1

Joshua Bell (violon), Roger Vignoles (piano).

Une fois de plus, Les concerts du dimanche matin déficient le terrain. Nouvelle coqueluche du violon, Joshua Bell en est à son troisième disque pour Decca mais aucun de nos grands orchestres ne l'a invité. Les spectateurs du Rond-Point le découvriront donc à l'heure de la messe, et avant tous les autres.

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-56-60-70. 80 F.

Lundi 13

Mozart

Don Giovanni
E. et H. Perry, D. Labelle, J. Patterson, L. Hunt, C. Freeman, E. James, A.-L. Zhu, Northern Sinfonia, C. Smith (direction), P. Sellers (mise en scène).

Lire nos articles pages 26 et 27.

Musée de la culture de Boulogne, 33000 (Seine-Saint-Denis), les 13, 15, 18, 20, 22, 24 et 27, 20 heures. Tél. : 48-11-45-46. De 180 F à 240 F.

Krieger

Hammerschmidt

Kaiser

Schell

Haydn

Mozart

Lieder

René Jacobs (théâtre-concert), Joe Van Impe (piano), piano-forte).

Un programme d'œuvres rares, pour Les concerts rares du Musée Grévin, par des spécialistes de la rareté.

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 42-46-84-47. De 100 F à 140 F.

Beethoven

de et de Symphonies

Orchestre national de France, Lorin Maazel (direction).

La même semaine, le même orchestre, dirigé par le même chef, donne *Fidèle*, dans la même salle. Est-ce pour cette raison qu'ils ont programmé ces symphonies de Beethoven ? Histoire de se faire la main, sans doute. Mais on ne nous empêchera pas de penser que la programmation du National a sérieusement besoin d'être reprise en main. Non qu'il ne faille jouer ces symphonies (1), mais plus de travail en profondeur, plus d'audace dans le choix des œuvres ne méritent certainement pas au prestige et à la santé musicale de la phalange de prestige de Radio France.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 80 F à 275 F.

Krauss

Symphonie en ut mineur

Davoz

Symphonie concertante n° 2 en ut mineur pour 2 violons principaux.

Martin

Symphonie n° 2 op. 4

Boccherini

Symphonie n° 4 op. 18

Werner Ehrhardt, Andrea Keller (violon), Michael Muenster, Eberhard Zumenach (hautbois), Mike Roberts, Raphaël Vosseler (cor), Concerto Köln.

La venue d'une telle formation consacre le renouveau de la salle Gaveau. On s'était tellement assoupi dans « le salon musical de Paris » que l'on avait fini par oublier que son acoustique est l'une des meilleures de la capitale (si ce n'est la meilleure). Les musiciens de Cologne jouent sur instruments anciens avec une virtuosité, une fantaisie assez débridées qui réconcilient avec un répertoire dans lequel les orchestres modernes scient trop souvent du bois consciencieusement.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 70 F à 100 F.

Berg

Quatuor à cordes op. 3

Stravinsky

Trois pièces pour quatuor à cordes

Bartok

1^{er} Quatuor à cordes op. 7

Quatuor Arditi.

Ces trois quatuors à cordes de Berg, Stravinsky et Bartok ont été composés entre 1909 et 1914. Trois chefs d'œuvre qui ont marqué le renouveau du genre le plus intimidant pour des compositeurs encore sous le choc des derniers quatuors de Beethoven. Les Arditi ont peu de rivaux dans le répertoire du vingtième siècle. Quel dommage qu'ils se refusent à jouer les grands classiques du genre.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Schoenberg

Ode à Napoléon Bonaparte

Pierrot lunaire

Linda Hirst (soprano), Omar Elrahman (baryton), Ensemble musique vivante, Diego Masson (direction).

Un programme consacré à trois œuvres de Schoenberg



Non, le Châtelet ne

résonnera pas

seulement des échos

beethoveniens

(symphonies ou

Fidèle)

cette

semaine. Une place

de choix, celle des

répétitions — qui se

tiennent, il est vrai,

à l'annexe de

l'Auditorium des

Halles, — est

réservée le

mardi 14 à des

Lieder pas trop

connus de Schu-

mann. L'occasion

de découvrir la

mezzo Mitsuko

Shirai dans son

répertoire de pré-

ludier, en com-

pagnie de son

mari, Hartmut

Hell, au piano. Hell

est accompagné

Fischer-Dieskau...

choisis dans les trois manières du compositeur (la *Nuit transfigurée* date de 1899, le *Pierrot lunaire* de 1912 et l'*Ode à Napoléon Bonaparte* de 1942). Toutes trois illustrent idéalement la progression de son langage et son habileté à inventer des formes qui lui sont consubstantielles.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Mardi 14

Tchaïkovski

Variations pour violoncelle et

orchestre sur un thème

russe

Dvorak

Rondo pour violoncelle et

orchestre

choisis dans les trois manières du compositeur (la *Nuit transfigurée* date de 1899, le *Pierrot lunaire* de 1912 et l'*Ode à Napoléon Bonaparte* de 1942). Toutes trois illustrent idéalement la progression de son langage et son habileté à inventer des formes qui lui sont consubstantielles.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 110 F.

Mozart

Symphonie n° 29

Bartok

Divergence pour cordes

Gary Hoffman (violoncelle), Ensemble orchestral de Paris, Arpad Gerecs (direction).

Dirigé par Armin Jordan, l'Ensemble orchestral de Paris est un orchestre de belle tenue (certains de ses pupitres auraient tout de même besoin d'un travail de fond) ; dirigés par d'autres, ses musiciens sont capables de sacrifier un concert (comment qualifier autrement leur prestation, le 20 octobre dernier, dans l'*Ouverture du roi Etienne* et dans le *Deuxième concerto pour piano* et orchestre de Beethoven ? Qu'on put penser Jerzy Semkow et le pianiste Nelson Freire de leurs nombreux concerts, de leur manque de concentration, de ces cordes à l'aigu aigre, raide, de ces violoncelles décalés, sans aucune tenue ?). Si l'ÉOP veut être pris au sérieux, il faudrait que ses musiciens acquiescent un sens de la responsabilité (devant la musique et le public) qui lui manque cruellement. Ces considérations mises à part (mais le peut-on ?), il faudrait aller les écouter, car à défaut d'être harmonieux, leur programme est attrayant.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 80 F à 170 F.

Mozart

Neuf variations sur un Menuet de Dupont KV 573

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

Trente-trois variations sur un thème de Diabelli

Alfred Brendel (piano).

Depuis Ferruccio Busoni, les pianistes n'ont plus donné de programmes aussi exigeants, aussi austères. Alfred Brendel est un héros.

Le 9. Palais de la musique et des concerts, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. De 110 F à 210 F.

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

Trente-trois variations sur un thème de Diabelli

Alfred Brendel (piano).

Depuis Ferruccio Busoni, les pianistes n'ont plus donné de programmes aussi exigeants, aussi austères. Alfred Brendel est un héros.

Le 9. Palais de la musique et des concerts, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. De 110 F à 210 F.

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

Trente-trois variations sur un thème de Diabelli

Alfred Brendel (piano).

Depuis Ferruccio Busoni, les pianistes n'ont plus donné de programmes aussi exigeants, aussi austères. Alfred Brendel est un héros.

Le 9. Palais de la musique et des concerts, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. De 110 F à 210 F.

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

Trente-trois variations sur un thème de Diabelli

Alfred Brendel (piano).

Depuis Ferruccio Busoni, les pianistes n'ont plus donné de programmes aussi exigeants, aussi austères. Alfred Brendel est un héros.

Le 9. Palais de la musique et des concerts, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. De 110 F à 210 F.

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

Trente-trois variations sur un thème de Diabelli

Alfred Brendel (piano).

Depuis Ferruccio Busoni, les pianistes n'ont plus donné de programmes aussi exigeants, aussi austères. Alfred Brendel est un héros.

Le 9. Palais de la musique et des concerts, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. De 110 F à 210 F.

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

Trente-trois variations sur un thème de Diabelli

Alfred Brendel (piano).

Depuis Ferruccio Busoni, les pianistes n'ont plus donné de programmes aussi exigeants, aussi austères. Alfred Brendel est un héros.

Le 9. Palais de la musique et des concerts, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. De 110 F à 210 F.

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

Trente-trois variations sur un thème de Diabelli

Alfred Brendel (piano).

Depuis Ferruccio Busoni, les pianistes n'ont plus donné de programmes aussi exigeants, aussi austères. Alfred Brendel est un héros.

Le 9. Palais de la musique et des concerts, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. De 110 F à 210 F.

Brahms

Variations pour piano, trans-

cription du 2^e mouvement du

Sonata op. 18

Liszt

Variations sur « Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen » d'après Bach

Beethoven

ARTS

• EROS GREC • AU GRAND PALAIS

Le désir, le sexe et l'amour

« Eros grec », l'exposition qui se tient au Grand Palais, ne célèbre pas seulement des amours éphémères autant que mythologiques à travers une débauche de marbre, elle évoque également tous les aspects du désir et de l'amour physique, du plaisir solitaire à la zoophilie en passant par la pédérastie et la prostitution.

EN soi, cette déferlante de sculptures et de vases en provenance de la Grèce n'a rien de très conventionnel. Paris, on se le rappelle peut-être, a été choisie comme « capitale culturelle de l'Europe pour l'année 1990 », et Athènes ne pouvait trouver mieux pour nous distraire de la Révolution que ce retour serin à l'Antiquité. « Eros, amour des dieux et des hommes » rassemble une centaine d'œuvres archéologiques datant (à l'exception de deux d'entre elles) du sixième siècle avant notre ère à l'époque romaine, complétées par quelques pièces du Louvre. L'exposition a été préparée par une équipe de spécialistes grecs.

Des sculptures et des vases : l'épopée moderne des musées et des expositions fait aussitôt imaginer un cortège figé de *kourai*, une avalanche de pectoraux sans bras, de hanches hermaphrodites, et ce casse-tête chinois qui consiste à se rappeler lesquels des vases rouges à fond noir ou noirs à fond rouge, ont été les premiers dans la civilisation hellène.

Le seul intitulé « Eros » fait pourtant mesurer quel chemin ont parcouru archéologues et conservateurs pour rattraper leur siècle, passant d'une présentation mécaniquement aseptisée, et presque aseptisée, d'œuvres empruntant pourtant la forme de corps humains à une recherche de l'homme, de ses sens, de ses pensées, de ses plaisirs et de ses peines, à travers le langage d'œuvres infiniment plus bavardes qu'on ne l'imagine souvent. Ainsi les fameux vases grecs (1), dont les études récentes ont renouvelé la lecture, révélant, au-delà de leur richesse plastique, une vie foisonnante, une imagerie comparable à celle que célèbre annuellement Angoulême. Mais là où la bande dessinée fait intervenir, pour la part du rêve, le vagabondage dans le temps et l'espace, les vases grecs font cohabiter, dans l'instant, hommes et dieux. Ce qui aura été la source de nombreuses confusions. « Les dieux grecs sur les vases sont à forme humaine, écrit J.-L. Durand dans la *Cité des images* (2), ils ne peuvent donc échapper au geste. » Et plus loin : « Il n'y a pas d'autre moyen pour l'image de raconter des êtres mythiques que de les situer par rapport aux gestes des hommes parmi lesquels ils interviennent. » Rappelons ici, pour l'ambiance, que nous sommes sur le terrain d'Eros.

Cet Eros même qui n'avait jusqu'à présent droit, tout au moins dans les grandes manifestations publiques, qu'à des allusions convenues ou partielles. Et Dieu sait pourtant ce que le Grand Palais et ses succursales ont pu présenter comme défilés érotiques, entre les seins plantureux (mais fermes) des divinités indiennes - comme les Yakshi de l'exposition Raza, en 1986 (la première partie, « Le sentiment érotique », préfigurant l'Eros d'aujourd'hui) - et les fesses glabres, blanches, charmes de ces épithètes néoclassiques dont Jacques-Louis David nous propose en voisin attentionnés les plus glorieux exemples.



Scènes érotiques peintes par Pédias vers 500 avant J.-C.

Avec sagesse, les auteurs de l'exposition ne sont pas allés chercher « au-delà du principe de plaisir » ce bon vieux Thanatos qui, depuis l'apparition du sida, se révèle avoir aujourd'hui plus d'impact sur l'imaginaire collectif que Freud ne lui en prêtait sur l'inconscient individuel. Avec Eros, ils avaient, il est vrai, de quoi faire. Comme on ne nous croira pas sur parole, la direction des Musées de France, qui, après avoir laco-

riquement présenté Eros « successivement représenté en garçon favorisant ou inspirant le désir homosexuel, puis en enfant présent au gynécée, mêlé au monde des femmes, protégeant le mariage, et enfin en bambaï potelé, fils d'Aphrodite, se livrant aux divertissements des enfants », nous plonge sans ménagements dans le vil du sujet :

« Quelques statuettes ou vases, nous annonce, badine, la direction, évoquent divers aspects du désir et de l'amour physique, y compris le plaisir solitaire, l'amour de groupe et la zoophilie ; certaines scènes rappellent quant à elles l'importance du rôle joué par la prostitution, qu'elle soit populaire ou sacrée, le fait de se prostituer équivalant dans un certain cas à un acte de piété. Enfin, la pédérastie, prise dans le sens original du mot - c'est-à-dire comme une relation entre l'homme mûr et l'adolescent incluant des valeurs pédagogiques et ne menant pas nécessairement à un commerce sexuel, - qui fut un élément essentiel du fonctionnement de la société grecque de l'Antiquité, au moins pendant un certain temps, est concernée par maint document. »

Ansterlitz (jusqu'au 12 novembre). Tandis que s'agitent ici les colifichets intégristes de toutes obédiences, les leçons d'Eros, qui sont souvent devenues celles de la tolérance, méritent d'être mieux écoutées. Cela permettrait aux campagnes de prévention d'utiliser un langage et des images somme toute assez anciennes, assez banales. Ce qui n'aurait rien à leur exacititude.

FREDERIC EDELMANN.

* « Eros grec, amour des dieux et des hommes », Grand Palais, du 9 novembre au 5 février.

(1) Prévenons la remarque habituelle : nous savons qu'il serait préférable de partir de vases hellènes. Nous aurions pourtant, comme le titre de l'exposition, à l'usage.

(2) La *Cité des images. Religion et société dans la Grèce antique*, ouvrage collectif préfacé par Jean-Pierre Vernant, Fernand Nathan, LEP (1984). On peut lire aussi la remarquable étude de François Lissarrague, *Un flot d'images, une esthétique du banquet grec*, Adam Biro (1987).

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

Claude Monet, Auguste Rodin, confondateurs de l'exposition de 1889

En 1889 Monet et Rodin exposaient ensemble, à Paris. En réunissant peintures et sculptures qui y avaient figuré, le Musée Rodin commémore ce qui fut l'un des grands événements de l'époque.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris, 7^e. Tél : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h. Du 14 novembre au 20 janvier 1990, 18 F, 8 F (dim.).

Honoré Daumier

Voir photo légendée page suivante.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris, 16^e. Tél : 43-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Du 8 novembre au 4 février 1990, 25 F.

Eros grec, amour des dieux et des hommes

Lire notre article ci-contre.

Grand Palais, galerie nationale, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris, 8^e. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h. Nocturne mercredi jusqu'à 22 h. Du 9 novembre au 5 février 1990, 28 F.

Le Crayon qui parle

Soit les écrits de Picasso, pour lui-même, les amis, le théâtre. Le dessinateur écrit, l'écrivain dessine. Mots et images s'embourent. Partout la vie.

Musée Picasso, hôtel Solé - 8, rue de Thorigny, Paris, 3^e. Tél : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 h. Du 8 novembre au 25 janvier 1990, 28 F (prix d'entrée du musée).

SÉLECTION

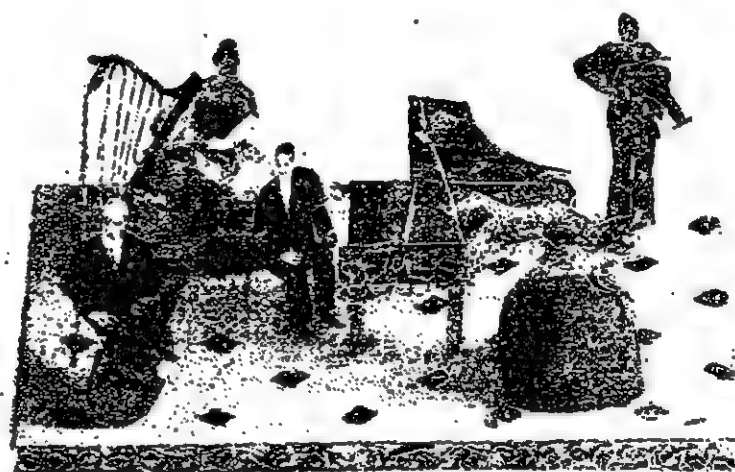
Arabesques et Jardins de paradis

Une exposition d'art islamique, la première organisée dans l'enceinte du Louvre. Elle tourne autour des images de la nature et réunit des miniatures, des textiles, des reliures, des céramiques, du huitième au dix-huitième siècle appartenant aux col-

lections publiques françaises.

Musée du Louvre, hall Napoléon, Entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi et le 11 novembre de 12 h à 22 h. Fermeture des caisses à 21 h 30. Jusqu'au 15 janvier 1990, 25 F (quatrième de 10000 coupures avec billet d'entrée du musée).

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FÊTE LES DIX ANS DES "ARTS FLORISSANTS" MUSIQUE !



Lully, Charpentier, Monteverdi, Purcell, Rameau, et bien d'autres encore, un répertoire exceptionnel pour un ensemble unique.

Fondé par William Christie en 1979, l'ensemble vocal et instrumental "Les Arts Florissants" fête son dixième anniversaire.

La Fondation Société Générale est heureuse de fêter cet événement et d'être associée au rôle capital que joue cet ensemble dans la redécouverte d'œuvres baroques françaises et européennes.

Place à la musique !

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE
CONJUGUONS NOS TALENTS.



Deux phallus et une inscription : « Ceci pour moi, cela pour toi » (époque hellénistique).

6 OCTOBRE - 2 DÉCEMBRE 1989
HISTOIRE DE LIEUX ORDINAIRES

KLASEN

PEINTURES
GALERIE
LOUIS CARRÉ & CIE
10, AV. DE MESSINE
75008 PARIS
Catalogue 98 p.

ŒUVRES SUR PAPIER
GALERIE
FANNY GUILLON-LAFFAILLE
133, BD HAUSMANN
75008 PARIS
monographie 160 p.



هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

ARTS

Scott Burton

On connaît mal en France ce sculpteur américain qui a évolué du minimalisme vers un art plus monumental. Burton emprunte à la nature des blocs de pierre qu'il scie, qu'il découpe et dont il polit les formes arrondies.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris, 1^{er}. Tél : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. 20 F.

Corps sculptés, corps parés, corps masqués

Une belle exposition montée grâce à la coopération de la France et de la Côte d'Ivoire. Le musée d'Abidjan, bien qu'abondamment pillé, recèle plus de trésors qu'on ne croit. Et l'apport ivoirien a été intelligemment complété par des pièces venant de musées français et de quelques collections privées.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, 8. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 15 décembre. 20 F.

David (1748-1825)

Cette exposition clôt la célébration du Bicentenaire. Introduteur en France du néoclassicisme, le peintre célébra les grandes heures de la Révolution et siège à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie et salle Mollien, entrée par la Pyramide, direction Desnoes, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi et le 11 novembre de 9 h à 17 h 45 (fermeture des caisses à 17 h 15). Nocturnes le mercredi et un lundi sur deux. Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

La navigation hollandaise au XVII^e siècle

Les Néerlandais étant, comme chacun sait, un peuple de navigateurs, leurs peintres ont excellé dans le genre marin, particulièrement au dix-septième siècle. A preuve ces tableaux, dessins et gravures de la collection Frist Lugi qui montrent périples et pérépéties du commerce, de la guerre et de l'exploration. Le Musée de la marine traite du même sujet, en l'amenant jusqu'au vingtième siècle.

Musée de la marine, 121, rue de Lille, Paris, 7^e. Tél : 47-08-83-88. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

« Je suis le cahier : les carnets de Picasso »

Les carnets de Picasso forment le journal de bord de l'artiste qui raconte au crayon et à l'encre ses recherches et ses trouvailles.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris, 7^e. Tél : 40-49-

D'une inventivité à effarer le plus blasé des amateurs.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris, 1^{er}. Tél : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. 20 F.

Le beau idéal

On les avatars du néoclassicisme, de la redécouverte de l'antique vers l'École davidienne jusqu'à la mièvrerie d'un Prudhon.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jugnot - côté jardin des Tuleries, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi et le 11 novembre de 9 h à 18 h (fermeture des caisses à 17 h 15). Jusqu'au 31 décembre. 25 F (ticket d'entrée au musée).

Les Amériques de Claude Lévi-Strauss

La vie de l'ethnologue est jalonnée de rencontres faites sur le continent américain, de la forêt amazonienne à la côte nord-ouest du Pacifique. Les pièces présentées au Musée de l'Homme ont été collectées ou choisies par lui. C'est l'occasion de suivre l'itinéraire d'un chercheur et de découvrir des œuvres d'art capitales.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris, 16^e. Tél : 48-63-70-60. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 avril 1990. 20 F. 25 F (compréhension la visite du musée).

Les architectes de la liberté

Dans la foulée de Boullée et de Ledoux, les architectes de la période révolutionnaire ont imaginé des pyramides, des arcs de triomphe, des palais pour le peuple. Jamais réalisés. C'est la génération suivante qui réalisera, en mineur, sous l'Empire, une partie de ces rêves.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Beaucourt, Paris, 6^e. Tél : 42-60-34-67. De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier.

L'invention d'un art

Il y est question, entre autres, de la relation de la photographie avec les beaux-arts. C'est l'exposition centrale du cent-cinquantième de la photographie, et c'est la première fois que le cinquième étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

L'invention d'un regard

L'exploration, des origines à 1918, d'un art de la photographie qui invente d'emblée un langage neuf, et modifie tout aussi promptement notre façon de voir.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris, 7^e. Tél : 40-49-



« Ce gaillard-là a du Michel-Ange sous la peau », disait Balzac de Desmoulins. Soit, mais d'un Michel-Ange du grotesque et de la déraison. Lithographies et sculptures venues en abondance de collections privées témoignent, au Musée Marmottan, de son étonnante fécondité.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, Paris, 17^e. Tél : 42-24-07-02. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 16 décembre.

Beauvais

Thomas Couture
Cela fait des décennies que l'on n'a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompierissime peintre d'histoire, auteur des *Romains de la décadence*, qui trône au Musée d'Orsay. Le Bicentenaire aidant, le Musée de Beauvais expose une de ses œuvres majeures (45 m2) : *Eurélien des volontaires de 1792*, et quatre-vingts tableaux de la même veine, célébrant la Patrie en danger.

Musée de Beauvais, Ancien palais épiscopal, 80000. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Bordeaux

Qu'est-ce qui est contemporain ?

Une exposition en forme de points d'interrogation, et en trois temps, qui va occuper le CAPC jusqu'au printemps prochain. En y réunissant des œuvres d'artistes d'aujourd'hui témoignant de situations plurielles et apparemment antinomiques. Premier temps : Biquet, Decan, Koonz, Schütte, Solano, Steinbach, Vercey.

CAPC, Musée d'art contemporain, Entrée Lohé, rue Foy, 33000. Tél : 48-44-16-55. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre. Deuxième et troisième parties de 9 janvier au 4 mars et de 13 mars au 6 mai.

Darmstadt (Rouen)

Sculpteur
Baselitz, Immendorf, Kirkeby, Lüpertz, Penck : cinq peintres allemands, qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Union Française, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien-François, 76160. Tél : 38-08-07-70. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Dole

Gaston Chassaing
Ultime étape d'une exposition fort bien faite. Qui, de chaudières peintes en totems très personnalisés et de collages en portes de placard historiées, révèle fort bien tout le petit monde du « peintre rustique moderne », comme Chassaing se définissait.

Musée municipal, 85, rue des Arènes, 39100. Tél : 34-72-27-72. De 10 heures à 12 heures.

Arras

Elvire Jan
Américaine, née en 1904 en Bulgarie, elle habite en France depuis 1925. C'est un vieux peintre injustement oublié, qui a mis dans

l'entourage de Bazaine et de Mamester, et dont l'abstraction néanmoins très personnelle continue d'évoluer, à son rythme. Car Elvire Jan peint toujours.

Arras, 6/9, rue des Capucins, 59000. Tél : 27-71-30-12. De 15 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 21 janvier.

Beauvais

Thomas Couture
Cela fait des décennies que l'on n'a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompierissime peintre d'histoire, auteur des *Romains de la décadence*, qui trône au Musée d'Orsay. Le Bicentenaire aidant, le Musée de Beauvais expose une de ses œuvres majeures (45 m2) : *Eurélien des volontaires de 1792*, et quatre-vingts tableaux de la même veine, célébrant la Patrie en danger.

Musée de Beauvais, Ancien palais épiscopal, 80000. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Bordeaux

Qu'est-ce qui est contemporain ?

Une exposition en forme de points d'interrogation, et en trois temps, qui va occuper le CAPC jusqu'au printemps prochain. En y réunissant des œuvres d'artistes d'aujourd'hui témoignant de situations plurielles et apparemment antinomiques. Premier temps : Biquet, Decan, Koonz, Schütte, Solano, Steinbach, Vercey.

CAPC, Musée d'art contemporain, Entrée Lohé, rue Foy, 33000. Tél : 48-44-16-55. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre. Deuxième et troisième parties de 9 janvier au 4 mars et de 13 mars au 6 mai.

Darmstadt (Rouen)

Sculpteur

Baselitz, Immendorf, Kirkeby, Lüpertz, Penck : cinq peintres allemands, qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Union Française, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien-François, 76160. Tél : 38-08-07-70. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Dole

Gaston Chassaing

Ultime étape d'une exposition fort bien faite. Qui, de chaudières peintes en totems très personnalisés et de collages en portes de placard historiées, révèle fort bien tout le petit monde du « peintre rustique moderne », comme Chassaing se définissait.

Musée municipal, 85, rue des Arènes, 39100. Tél : 34-72-27-72. De 10 heures à 12 heures.

Arras

Elvire Jan

Américaine, née en 1904 en Bulgarie, elle habite en France depuis 1925. C'est un vieux peintre injustement oublié, qui a mis dans

l'entourage de Bazaine et de Mamester, et dont l'abstraction néanmoins très personnelle continue d'évoluer, à son rythme. Car Elvire Jan peint toujours.

Arras, 6/9, rue des Capucins, 59000. Tél : 27-71-30-12. De 15 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 21 janvier.

Beauvais

Thomas Couture

Cela fait des décennies que l'on n'a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompierissime peintre d'histoire, auteur des *Romains de la décadence*, qui trône au Musée d'Orsay. Le Bicentenaire aidant, le Musée de Beauvais expose une de ses œuvres majeures (45 m2) : *Eurélien des volontaires de 1792*, et quatre-vingts tableaux de la même veine, célébrant la Patrie en danger.

Musée de Beauvais, Ancien palais épiscopal, 80000. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Bordeaux

Qu'est-ce qui est contemporain ?

Une exposition en forme de points d'interrogation, et en trois temps, qui va occuper le CAPC jusqu'au printemps prochain. En y réunissant des œuvres d'artistes d'aujourd'hui témoignant de situations plurielles et apparemment antinomiques. Premier temps : Biquet, Decan, Koonz, Schütte, Solano, Steinbach, Vercey.

Darmstadt (Rouen)

Sculpteur

Baselitz, Immendorf, Kirkeby, Lüpertz, Penck : cinq peintres allemands, qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Dole

Gaston Chassaing

Ultime étape d'une exposition fort bien faite. Qui, de chaudières peintes en totems très personnalisés et de collages en portes de placard historiées, révèle fort bien tout le petit monde du « peintre rustique moderne », comme Chassaing se définissait.

Musée municipal, 85, rue des Arènes, 39100. Tél : 34-72-27-72. De 10 heures à 12 heures.

heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 16 décembre.

Labège-Innopole

Beuys et Hrdlicka

Dessins et aquarelles de Beuys réalisés entre 1945 et 1973, où les thèmes majeurs de l'art de Beuys - fragilité de l'homme, blessures, besoin de chaleur - émergent dans la fragilité du graphisme et des papiers. Dessins et gravures d'Hrdlicka le Vénétien, inspirés par la Révolution française, mais portés très loin de l'histoire événementielle, avec violence, ironie, causticité.

Centre régional d'art contemporain MIA-Pyrénées, 31320. Tél : 61-39-29-29. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 20 décembre.

Marquay-Barroul

Gustave Moreau et ses élèves

Gustave Moreau le symboliste ne fut pas seulement « l'assemblage de rêves » qui fascina Breton. Professeur, il sut engager ses élèves sur les voies qui étaient les leurs. Ces élèves : Matisse, Roussel, Marquet... dont les œuvres de jeunesse exécutées dans l'atelier du maître sont présentées à côté des siennes.

Fondation Septentrion, 59700. Tél : 20-46-28-37. De 14 heures à 18 heures, du mardi au samedi. La dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier.

Marseille

Peinture cinéma peinture

De l'influence du septième art sur la peinture du vingtième siècle, ses thèmes, son espace. Un beau sujet curieusement inexploité jusqu'ici, et que les Marseillais traitent en grand : quel que soit cent œuvres de Léger, Richter et Duchamp sont en effet réunies dans l'exposition, qui occupe tous les étages de la Vieille-Charte.

Centre de la Vieille-Charte, 2, rue de la Chartre, 13002. Tél : 91-66-28-38. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

Saint-Priest

Zen 49

On la renaissance de l'art abstrait allemand, dans le même temps que naissait la République fédérale. Cela, à travers un groupe d'artistes, Zen 49, dont faisaient partie, entre autres, Willi Baumeister, Fritz Winter et Julius Bissier.

Galerie municipale, Centre d'art contemporain, Place Ferdinand-Buisson, 63800. Tél : 78-20-02-50. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 26 novembre.

La collection « Arts »

a été établie par : Geneviève Bréchet, Philippe Dages, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

corps sculptés, corps parés, corps masqués
Chefs-d'œuvre de la Côte d'Ivoire
GALERIES NATIONALES DU GRAND PALAIS, entrée Clemenceau
DU 16 OCTOBRE AU 15 DÉCEMBRE
tous les jours et mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h
Ministère des Affaires Étrangères Secrétariat d'Etat aux Relations Culturelles Intern.
Association Française d'Action Artistique 45, rue Boissière - 19^e
Ministère de la Coopération et du Développement 20, rue Monsieur - 7^e

MUSEE MARMOTTAN
2, rue Louis Boilly, 75016 Paris - Tél. : (1) 42 24 07 02
HONORE DAUMIER
Lithographe et sculpteur
Jusqu'au 4 février 1990

PROLEE
23, rue Croix-Baragnon
31000 TOULOUSE
Tél. : (16) 61 538444
SCHNEIDER
Jusqu'au 20 novembre

D'AUTRES MUSIQUES
18 H
VEND. 10 et SAM. 11 NOV.
MICHAEL NYMAN
2 PROGRAMMES
PRIX : 60 F - LOC. 42.74.22.77
2, PL. DU CHATELET PARIS

Galerie Charles et André BAILLY
25, quai voltaire, 75007 Paris - 42 60 36 47
ANDRÉ MAIRE
8 novembre - 22 décembre
(Fermé samedi et dimanche)

GARY OLDMAN KEVIN BACON
Un tueur est en liberté
on seul homme peut l'arrêter
l'aveugé qui l'a fait tuer.
LA LOI CRIMINELLE

43 Les résultats et les régimes complémentaires
44 La Limousin bousculée par une OPA
45 Ile-de-France : les ethnologues et la capitale

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

Des incitations fiscales, des simplifications administratives, des plans départementaux d'action

BILLET

Les carottes et le bâton

Pour loger les exclus du logement, il faut inciter, négocier, convaincre... Mais il faut aussi donner un peu plus de pouvoir aux préfets, qui n'en ont guère en la matière. Le texte examiné mercredi en conseil des ministres tente de donner toutes les chances à la concertation, pour que les si nombreux partenaires qui s'intéressent au logement social — avec des intérêts parfois contradictoires — puissent trouver un terrain d'entente. Et c'est une première carotte. Certes, il y a obligation de se livrer à cette concertation, mais enfin cela devrait permettre de modérer, d'un département à l'autre, ce qu'il est souhaitable de faire pour que, plus jamais, des familles aient sans logis tout au long de l'année, y compris l'hiver. Autre carotte, les incitations fiscales. Elles ont toujours beaucoup de succès. Sauront-elles convaincre, cette fois encore ? La carotte, c'est aussi ce tout nouveau « bail à réhabilitation », qui peut permettre à un propriétaire de faire réhabiliter un logement en mauvais état en en abandonnant la maîtrise pendant douze ans. Seul, l'usage montrera si la méthode est efficace ou si elle induit des désordres imprévus, comme la réaction de copropriétaires soucieux de leur tranquillité. Au-delà de la concertation, c'est le préfet, voire les ministres en personne, qui décident, et c'est le bâton, ou du moins la menace du bâton. L'efficacité de ces mesures, pour modestes qu'elles soient, une fois adoptées par le Parlement, se mesurera en Ile-de-France, où les exclus du logement social sont les plus nombreux et où le logement privé est le plus cher. Ce sera l'épreuve de vérité.

Le gouvernement adopte un projet de loi pour le logement des plus démunis

Le projet de loi qui devait être adopté, en conseil des ministres mercredi 8 novembre, vise par son titre même à la « mise en œuvre du droit au logement ». Le texte préparé et présenté par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, et par son ministre délégué au logement, M. Louis Besson, a pour objet d'organiser l'accueil des locataires « à risques » dans le loge-

ment social et reprend, en les complétant, une bonne partie des suggestions formulées dans le rapport de M. François Geindre (le Monde du 27 octobre). Il rassemble, dans un texte composite, obligations, incitations (fiscales, essentiellement) et simplifications administratives, le but poursuivi passant toujours par la négociation, la concertation, les conventions.

Il s'agit de « permettre aux personnes éprouvant des difficultés particulières, en raison de l'insécurité de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, d'accéder à un logement indépendant et de s'y maintenir ». Pour y parvenir, un « plan départemental d'action » devra être élaboré dans un délai de douze mois à partir de la promulgation de la loi. Ce PDA, établi en concertation avec tous ceux que le sujet intéresse — collectivités territoriales, associations spécialisées, caisses d'allocation familiales, gestionnaires d'HLM ou de logement social, collecteurs du « 1 % logement » — est arrêté par le préfet, après avis du conseil départemental de l'habitat. Si aucun accord n'est intervenu dans le délai prescrit, ce PDA est décidé conjointement par les ministres de l'intérieur, du logement, des affaires sociales). Des conventions départementales passées entre l'Etat, le département et les organismes intéressés en définissent les modalités de mise en œuvre et les conditions de financement, les organismes étant associés à cette mise en œuvre.

Simultanément, un « fonds de solidarité-logement » regroupe les moyens de financement divers et octroie des aides (cautions, prêts, subventions) aux bénéficiaires du PDA. Le département est obligé de contribuer au financement de ce fonds, et est libre du montant de sa participation, à condition qu'elle soit au moins égale à celle de l'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat doit préciser tout cela. Il s'agit essentiellement dans cette première partie du projet de loi de coordonner les aides existantes, d'en rationaliser l'utilisation, et d'en mieux définir les bénéficiaires.

Le bail à réhabilitation

Accroître « l'offre de logements en faveur des personnes défavorisées » pose des problèmes autrement difficiles à résoudre. L'incitation fiscale est ici reine. Le texte prévoit, pour les propriétaires bailleurs privés (y compris les locataires de la loi de 1965), une exonération pendant trois ans de revenus tirés de la location ou de la sous-location d'un logement à un titulaire du revenu minimum d'insertion (RMI) ou à un organisme sans but lucratif dont l'objectif est de loger les personnes en difficulté, à condition que le loyer, bien sûr, soit inférieur à un plafond fixé par décret. Incitation fiscale en faveur des organismes d'HLM, la mesure qui permet au département de prolonger la durée de l'exonération de la TFPB (taxe foncière sur les propriétés bâties). C'est une revendication de longue date des organismes d'HLM, mais pour l'obtenir... il faudra la mériter.

La création d'un nouveau contrat, dit « bail à réhabilitation », est une mesure beaucoup plus nouvelle. Elle consiste à permettre aux organismes d'HLM, aux sociétés d'économie mixte ou à des « organismes à vocation sociale agréés », de remettre en état des immeubles et de les gérer, en se substituant au propriétaire. Le contrat doit être au minimum de douze ans, et l'organisme doit conclure avec l'Etat une convention ouvrant droit à l'APL. Au terme du contrat, l'organisme s'engage à reloger le bénéficiaire de cette opération, à moins qu'il ne passe un contrat de location (classique, celui-là) avec le propriétaire.

La dernière partie du projet de loi consiste en une simplification, une définition plus précise et une unification des systèmes d'attribution des logements

sociaux, par le biais de modifications du code de la construction et de l'habitation, ainsi que du code de l'urbanisme. Le règlement départemental d'attribution devra tenir compte du PDA. Des conventions conclues au plan local le plus approprié aux organismes du logement social prévoient les objectifs à respecter. En l'absence de convention, ou si elle n'est pas respectée, le préfet pourra désigner les personnes ou familles prioritaires que l'organisme sera tenu de loger.

Les sociétés d'économie mixte (SEM), qui réclamaient depuis longtemps une simplification des procédures de conventionnement et la possibilité d'appliquer des sur-loyers, obtiennent satisfaction. Mais, en compensation, les logements qui dans leur parc ouvrent droit à l'APL seront soumis aux mêmes règles d'attribution que les HLM, y compris dans le cadre du PDA.

Pour éviter que des municipalités, comme cela s'est déjà produit, empêchent la réalisation de projets de logement social en exerçant leur droit de préemption sur les immeubles en cause, ces immeubles, à condition que le projet soit agréé par le préfet, échapperont au droit de préemption. Cette disposition pourrait bien déclencher une belle bataille parlementaire : de nombreux maires y voient une atteinte à leurs prérogatives, et chacun sait que les parlementaires sont souvent maires d'une ville, grande ou petite.

Enfin, une disposition particulière prévoit que les jeunes chômeurs de 16 à 25 ans, trop jeunes pour toucher le RMI, pourront bénéficier de l'allocation de logements à caractère social.

Un article particulier du texte devait instituer un système de « tiers payant » (versement direct à l'organisme bailleur ou prêteur, avec l'accord du bénéficiaire, des aides en faveur du logement). Il fera, pour des raisons de courtoisie envers les caisses d'allocation familiale, l'objet d'un amendement du gouvernement au cours de la discussion au Parlement.

JOSÉE DOYÈRE

La grève dans la fonction publique

Une mobilisation modeste

De droite ou de gauche, aucun gouvernement ne s'est jusqu'à présent laissé impressionner par une grève nationale de la fonction publique, dès lors qu'elle ne dure que vingt-quatre heures, au point parfois d'ignorer le malaise profond souvent sous-jacent qu'elle révèle. Ce n'est donc pas la journée du mardi 7 novembre qui va conduire les pouvoirs publics à adopter une autre attitude. La grève, à l'appel de FO et de la CGT, a été très limitée et même modeste puisque, selon le ministère de la fonction publique, il n'y a eu que 9 % de grévistes... contre 26,7 % lors de la précédente grève nationale du 20 octobre 1988 dans laquelle s'étaient engagées, il est vrai, toutes les fédérations de fonctionnaires.

Le pari de FO et de la CGT — mobiliser avant même que commence, le 9 décembre prochain, la négociation sur la rénovation de la grille indiciaire — était-il est vrai audacieux. Et M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, ne s'était pas privé de déclarer la veille, au micro de

« l'Événement-Nostalgie » qu'« on n'a pas le droit de gaspiller cette arme redoutable qu'est la grève ». Pourtant, le bilan n'est pas complètement négatif pour les « gréviculteurs » du 7 novembre : si les manifestations ont été maigres en province, elles ont été (honorablement) moyennes à Paris. Les cortèges — FO, puis le défilé unitaire des agents des finances (18 % de grévistes selon le ministère) et enfin les manifestants de la CGT — ont réuni vingt mille personnes selon la police. Chaque organisateur avançait des chiffres plus élevés pour ses propres troupes : 50 000 pour FO, 20 000 pour les agents des finances — dont le mouvement s'étiole lentement mais autour d'un noyau dur qui tient encore, surtout aux impôts — et 30 000 pour la CGT. Le 20 octobre 1988, les manifestations parisiennes de six fédérations d'un côté et de la CGT de l'autre n'avaient après tout rassemblé que 30 000 manifestants.

Autre « consolation » : la grève à la SNCF — qui mercredi

entraîne encore des perturbations sur le réseau banlieue de la gare de l'Est — a été assez forte, en affectant particulièrement les usagers de la région parisienne. La direction a recensé entre 20 % à 25 % de grévistes pour l'ensemble du personnel (les arrêts de travail ayant été plus suivis apparemment chez les sédentaires), ce qui montre une montée en puissance par rapport au 20 octobre 1988 (14 %). Du coup, la CFDT, qui avance le chiffre de 30 %, se sent le vent en poupe et assure qu'« un mouvement vient de commencer ». Présent à la manifestation parisienne, M. Henri Krasucki proclamait que « le mouvement social en France gagne en force ». Les résultats de la journée de mardi montrent pourtant qu'on est loin de grands mouvements d'ensemble dans la fonction publique ou ailleurs. Même si cela ne met le gouvernement à l'abri ni de grèves catégorielles ni de conflits sectoriels.

MICHEL NOBLECOURT

Après l'accueil mitigé de son OPA

Paribas étend son offre à tout le capital de la Mixte

La Compagnie financière de Paribas, qui avait lancé une OPA/OPE sur les deux tiers du capital de la Compagnie de navigation mixte, a, mardi 7 novembre, étendu son offre publique d'achat à la totalité du capital.

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de Paribas, réuni mardi 7 novembre, a longuement débattu de l'idée de modifier son offre publique d'achat sur le capital de la Navigation mixte. Fallait-il augmenter le prix (actuellement de 1 830 francs) offert pour chaque titre ? Ou bien étendre l'offre à la totalité du capital ? A l'origine, l'OPA ne portait que sur 66,7 % des titres. Les administrateurs de Paribas ont penché pour la seconde solution. Leur volonté première de rejeter tous les titres apportés au-delà des 6 millions souhaités a, en effet, été fort mal reçue sur le marché. M. Marc Fournier, PDG de la Mixte, ne s'était d'ailleurs pas privé de dauber sur le risque encouru par les actionnaires de voir chuter fortement le cours des titres qui auraient été rejetés par Paribas en cas de succès de son offre publique.

Cette modification de l'offre se traduit à un moment crucial du déroulement de l'OPA. Tout d'abord, parce que les cours de Bourse enregistrent une baisse inquiétante. Mardi, l'action Mixte a terminé à 1 830 francs, soit 20 francs en-dessous du prix de l'OPA. Certains opérateurs peuvent donc aujourd'hui se demander s'il n'est pas plus avantageux de souscrire à l'offre de Paribas, plutôt que de conserver des actions dont le prix s'effondre.

Un surcoût de 2 milliards de francs

En plus, le bruit court avec insistance que les actionnaires fidèles à M. Marc Fournier sont sur le point de détenir ensemble près de la moitié des titres. Depuis le début de l'OPA, Framatome, le Crédit lyonnais, la Société générale, Allianz... se sont, chacun dans son coin, considérablement renforcés dans la Mixte. Framatome a passé le seuil des 7 %, le Crédit lyonnais approche les 6 %, Allianz ne serait pas très éloigné de 10 %, la Société générale a 5 %, sans parler de Louis Dreyfus et de quelques autres. Pour faire éclater la solidarité du noyau d'actionnaires, Paribas se devait donc d'agir. Sera-ce suffisant ?

Paribas ne souhaite pas que sa nouvelle offre reporte au-delà du 29 novembre la clôture définitive de l'OPA, mais ce sera à la Société des Bourses de France de se prononcer. Peut-être les autorités de marché profiteront-elles

de la nouvelle notice émise par Paribas pour corriger également ses approximations concernant le décompte total des titres Mixte en circulation. Dans sa notice initiale, Paribas avait oublié d'inclure dans les 12,4 millions de titres dénombrés les obligations convertibles en actions émises antérieurement à l'OPA. Pour avoir la majorité des deux tiers et compte tenu des 2,3 millions de titres déjà acquis (18,7 %), Paribas se devait donc d'obtenir un peu plus de 6 millions d'actions. Or, dès mardi, le marché comptait 240 000 titres de plus que les 12,4 millions énoncés par Paribas, soit 12 643 000 au total. Preuve que les conversions d'obligations commencent à se produire. Si toutes les obligations étaient présentées avant le 29 novembre, la Mixte aurait alors un capital total de 13,8 millions de titres au lieu de 12,4. Le problème n'est plus celui de la majorité aux deux-tiers, mais celui du coût ou, plutôt, du surcoût de l'opération pour Paribas, surcoût que l'on peut chiffrer à plus de 2 milliards de francs.

YVES MAUMOU

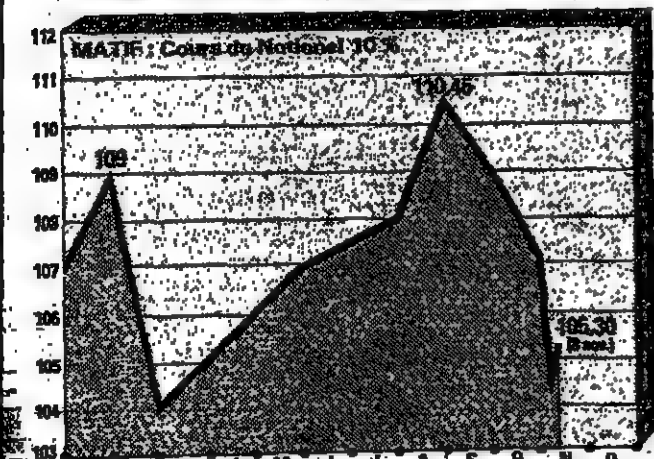
INSOLITE

Cœur d'artichaut

Le fait d'armes dont il est question ici s'est passé au cours d'une nuit pas si lointaine, dans une salle de débats de la Communauté de Luxembourg. Pendant de longues heures d'horloge, tels des Don Quichottes lancés contre les moulins à vent, de vaillants représentants des douze Etats membres ont courageusement négocié et luté bec et ongles pour éviter une invasion d'artichauts du tiers-monde, qui n'ont jamais existé que dans leur imagination. L'Italie et l'Espagne se sont montrées les plus ardents pour refuser l'octroi d'un quota d'importation de ces produits aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans la future convention d'aide au développement de Lomé.

La discussion allait s'envenimer lorsqu'on finit par découvrir que les ACP, de mémoire d'homme, ne produisaient pas le moindre artichaut. Alors, dans un grand élan de générosité, les Douze ont décidé d'ouvrir un contingent d'importation pour ce produit. Qui dira que l'Europe n'a pas de cœur ?

Espoir et déception sur l'évolution des taux d'intérêt



L'évolution des cours sur le MATIF, celui de l'emprunt d'Etat à 10 %, a été à la fois l'évolution des rendements sur le marché et les anticipations des opérateurs. Si les rendements baissent, ou si on estime qu'ils vont baisser, les cours du MATIF montent. Si les rendements s'élèvent, les cours baissent. Depuis le début de l'année, cette évolution se résume en deux mots : espoir et déception. L'espoir d'une baisse des rendements a d'abord été nourri, au début de l'année, par l'annonce d'une réduction des taux d'intérêt aux Etats-Unis qui ne s'est pas produite. Il a été rapidement ruiné par l'annonce des taux allemands à la fin de janvier. L'espoir s'est à nouveau levé cet été, toujours dans l'attente d'une diminution des taux américains, à la diligence d'une Réserve fédérale soucieuse, pensait-on, d'éviter la récession. On vit les cours du MATIF remonter à leurs plus hauts niveaux depuis deux ans.

Mais une fois de plus, cet espoir fut déçu, le coup de grâce étant donné par deux nouvelles hausses des taux allemands. Au début de cette semaine, les cours du MATIF retombèrent très bas, tandis que les rendements des obligations, en France et en Allemagne, continuaient de s'élever. Aujourd'hui, on croit décrocher aux Etats-Unis les promesses d'un assouplissement de la politique de la Réserve fédérale qui, malheureusement, craignent une récession. Le président Bush a affirmé, de son côté, que « l'inflation paraît sous contrôle », d'accord avec le plan à la Réserve fédérale. Dans l'attente d'une confirmation de cet assouplissement, les cours du MATIF remontaient un peu mercredi 8 novembre : toujours l'espoir.

هكذا من الواضح

ÉCONOMIE

SOCIAL

Syndicats et CNPF face aux difficultés de l'ARRCO

Le financement de la retraite à soixante ans pèse sur l'avenir des régimes complémentaires

Les partenaires sociaux se retrouvent, mercredi 8 novembre, au siège du CNPF à Paris, pour négocier sur les conditions de financement des régimes complémentaires de retraite.

Les gestionnaires syndicaux et patronaux de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), qui concerne plus de 15 millions de salariés (cadres ou non) et 6,8 millions d'allocataires, ont trois années à rattraper d'ici à la fin du mois. L'accord qu'ils ont conclu en 1986 a sous-estimé l'évolution de leurs régimes qui, au cours des trois dernières années, ont accumulé quelque 11 milliards de « déficit technique », compensés il est vrai par les produits financiers.

Les partenaires sociaux doivent donc impérativement corriger le tir avant le 30 novembre. Tous sont disposés à préparer les décisions qui s'imposent, mais leur horizon financier est incertain. L'Etat n'a, en effet, toujours pas pris de décision définitive quant à sa participation pour 1990 au titre de la structure financière destinée à compenser le coût de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite supporté par les retraites complémentaires. Une inconnue qui brouille les cartes de la négociation, mais qui donne aussi aux partenaires sociaux un moyen de pression non négligeable sur les pouvoirs publics.

Jusqu'en 1995, le rapport actif-passif de l'ARRCO — comme du reste de l'AGIRC, la caisse de retraite des cadres — va engendrer des difficultés croissantes. En 1989, l'ARRCO prévoit un déficit de 4 milliards qui, comme en 1988, sera compensé par

les produits financiers (5 milliards). Patronat et syndicats admettent d'ailleurs qu'une augmentation du taux d'appel paraît inévitable. Cette variable est actuellement fixée à 120 % pour les cotisations obligatoires et à 112 % pour les cotisations facultatives, ce qui signifie que la partie au-delà de 100 % n'ouvre aucun droit à pension. En clair, il faudra augmenter les cotisations patronales et salariales pour un niveau de prestations équivalent.

M. Antoine Faesch (FO) souhaite pouvoir aller jusqu'à 125 %, voire un peu plus haut, et sollicite financièrement l'assurance-

chômage dont la convention est justement en cours de renouvellement, mais il doute de la volonté du patronat de le suivre dans cette voie. Quant à M. Jean-Marie Spach (CFDT), il entend parvenir à une harmonisation des taux entre cotisations facultatives et obligatoires.

Pour sa part, le CNPF, dont la délégation sera conduite par M. Jean-Louis Orin, veut aussi faire jouer un autre curseur, celui du taux de rendement (14,20 % aujourd'hui, soit 14,20 F de pension pour une cotisation de 100 F). Cela aboutirait à limiter la revalorisation des retraites de l'ARRCO, qui ont enregistré en moyenne

annuelle un gain de pouvoir d'achat de 0,4 % ces dernières années.

Cette recherche d'un subtil dosage des sacrifices entre salariés, retraités et entreprises se heurte aux interrogations qui entourent l'avenir de la structure financière qui arrive à échéance fin mars 1990. En 1989, l'Etat y a consacré 12 milliards de francs environ au profit de l'ARRCO et de l'AGIRC, mais seuls 3 milliards sont prévus pour 1990.

Des propos conciliants

Les partenaires sociaux, qui participent au financement de la structure financière à hauteur des deux tiers, estiment que l'Etat doit prolonger son effort au-delà de mars 1990. Ironie jusqu'à menacer de ne pas conclure d'accord tant que le gouvernement n'aura pas accédé à une partie de leurs demandes ? Les récents propos conciliants de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'emploi, assurant que les pouvoirs publics pourraient faire un geste, suggèrent que tout n'est peut-être pas bloqué.

Enfin, cette négociation devrait permettre aux partenaires sociaux de mettre un peu d'ordre parmi les quarante-cinq régimes de l'ARRCO dont les prestations évoluent selon des salaires de référence différents. La fourchette de plus ou moins 7,5 % qui encadre les variations pourrait être remplacée par un taux unique, sauf pour les régimes à caractère professionnel, comme le propose la CFDT, rejointe par FO.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lock-out aux Chantiers de l'Atlantique

Au cours de la réunion d'un comité d'entreprise extraordinaire, la direction des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) a annoncé le mardi 7 novembre qu'elle avait décidé d'un lock-out à partir de mercredi. L'ensemble des installations sera fermé, privant ainsi d'emploi les 4500 salariés travaillant sur le site ainsi que les 300 sous-traitants qui participent à la construction du paquebot Nordie-Express, livrable en mars prochain à l'armateur américain Admiral Cruise. En riposte, les syndicats ont aussitôt appelé le personnel à un rassemblement, mercredi à 8 heures, sur le terre-plein de Penhoët, devant le chantier naval. Environ mille manifestants se sont réunis et les délégués syndicaux ont annoncé qu'ils voulaient « transformer ce lock-out en grève générale ».

La décision d'interrompre l'activité du chantier a été prise, selon la direction, en raison d'une « succession d'actions violentes, de déprédations, et du blocage de l'activité des bureaux d'étude » et sera maintenue, a expliqué M. Guy Salenave, directeur de l'établissement, « jusqu'à ce que nous obtenions la garantie que le chantier pourra fonctionner dans l'ordre et la sécurité ».

Les syndicats estiment qu'une telle mesure « n'est pas de nature à résoudre le conflit ». A l'appel de la CGT, de la CFDT et de l'FO, les ouvriers du chantier participent depuis sept semaines à une série de débrayages tournants (le Monde du 8 novembre) et réclament « une véritable politique salariale ». Les propositions faites par la direction ont jusqu'à présent été jugées insuffisantes et, le 7 novembre, une manifestation avait eu lieu dans la ville de Saint-Nazaire, qui avait rassemblé 2500 personnes selon la police et 10000 selon la CGT.

INDUSTRIE

Américains et Japonais se rapprochent dans la télévision haute définition

Les fabricants japonais et américains de puces à semi-conducteurs ont décidé, mardi 7 novembre, de créer une commission commune pour examiner les coopérations possibles dans les domaines des composants utilisés pour la télévision haute définition (THD).

La télévision haute définition (THD) doit renover les normes des récepteurs actuels dans la courant des années 90, et une énorme bataille s'est engagée à ce sujet entre les Japonais et les Européens. Les fabricants américains de téléviseurs ont

été rattrapés par un : Zenith. Mais les autorités américaines ont décidé de soutenir une norme propre, car les retombées sont considérables sur toute l'électronique. La norme américaine est proche de l'euro-norme mais les Japonais n'ont pas perdu espoir.

Utilisant la volonté de Washington de rétablir les relations commerciales, l'accord conclu permet aux Japonais de coopérer avec les fabricants américains de puces, de leur acheter des produits, en clair, de les attirer dans leur camp.

TRANSPORTS

Une nouvelle victime de la déréglementation aérienne aux Etats-Unis

Braniff suspend son vol

NEW-YORK

de notre correspondant

La déréglementation qui, depuis près de dix ans maintenant, embrasse le ciel américain a fait une nouvelle victime. Braniff, une firme de Floride qui figurait jusqu'à présent au quinzième rang des transporteurs aériens nationaux, est restée définitivement cloquée au sol. Contrainte de suspendre tous ses vols de passagers (le Monde du 8 novembre), la compagnie d'Orlando est pratiquement mise en vente au plus offrant et ses mille huit cents salariés en passe d'être licenciés.

Cette décision extrême était attendue. Tant dans les milieux financiers qu'industriels, on savait qu'en se mettant, le 28 septembre dernier, sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, Braniff Inc. jouait sa dernière carte. La société, qui, selon

certaines financières, perdait 300 000 dollars par jour, avait frappé en vain à la porte de grandes banques d'investissement américaines. Mais dans une période peu propice à la prise de risques dans le secteur de l'aéronautique (le souvenir de la débâcle d'United Airlines, en partie à l'origine du mini-trach du 13 octobre, est encore dans les esprits, aucun groupe financier ne s'est empressé de voler au secours de Braniff).

Et il n'est pas sûr que les « majors » de l'aviation américaine se précipitent pour se partager les débris. Disposant eux-mêmes d'un réseau serré qui leur coûte fort cher, ils seraient tout au plus intéressés par ses droits de trafic au départ de l'aéroport international de Kansas-City (Missouri) dont Braniff représentait, à elle seule, 30 % de l'activité aérienne.

SERGE MARTI

REPÈRES

ACTIVITÉ
Bonnes perspectives en France

Les perspectives de production dans l'industrie française restent bien orientées pour les mois à venir, selon les chefs d'entreprise interrogés en octobre par l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), dans le cadre de son enquête mensuelle.

Pour la production du troisième trimestre, l'enquête fait état d'un rythme voisin du deuxième trimestre. Dans le secteur automobile, ajoute l'INSEE, le rythme de croissance s'est à peine ralenti.

Cependant, les carnets de commandes globaux se sont nettement dégradés et retrouvent les niveaux de la mi-1988, tandis que les opinions sur les carnets étrangers continuent à se dégrader.

COMMERCE
INTERNATIONAL
Deux nouveaux membres au GATT

Le conseil du GATT, organe suprême de l'institution, a approuvé, mardi 7 novembre, les conditions d'accession du Costa Rica à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, dont il sera le 97^e ou le 98^e membre. La Bolivie, admise il y a peu de temps, n'a pas encore déposé tous les éléments utiles à la ratification de son adhésion, d'où l'incertitude sur la place qu'occupera l'un et l'autre pays dans l'ordre d'accession formelle au GATT.

MASSE MONÉTAIRE
Hausse sensible en septembre

La masse monétaire M2 a progressé de 1,3 % en France en septembre, après s'être repliée de 0,5 % en août.

Selon la Banque de France, cette croissance plus soutenue s'explique par l'augmentation des dépôts à vue, amplifiée par la grève de certains services fiscaux.

En taux annuel par rapport à la

moyenne du quatrième trimestre de 1988, la progression de M2 atteint 5 %, se situant très exactement au milieu de la fourchette de croissance retenue par les autorités monétaires pour 1989 (entre 4 % et 6 %). L'institut d'émission relève toutefois le contraste entre l'accélération récente et le développement très lent de M2 au début de l'année.

PAIEMENTS
COURANTS
Nette détérioration en Grèce

Le solde de la balance des paiements courants de la Grèce continue de se détériorer. Selon les chiffres publiés mardi 7 novembre par la Banque centrale, le déficit a dépassé 1,6 milliard de dollars (environ dix milliards de francs) pour les neuf premiers mois de l'année, contre 553 millions de dollars pour la même période de l'année 1988. Responsables de cette dégradation : la diminution des recettes de tourisme et de la marine marchande, et l'accroissement des transferts des émigrés de janvier à septembre. Autre facteur aggravant : un déficit commercial qui progresse.

PAYS
EN DÉVELOPPEMENT
Un « G-15 » face au « G-7 »

Les chefs d'Etat des quinze pays en développement d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, qui viennent de se constituer en groupe pour s'unir face au « G-7 » (les sept grands pays industriels), tiendront leur première réunion en mai prochain.

M. José Antonio García Belaúnde, représentant personnel du président péruvien Alan García, a déclaré que des rencontres auront lieu régulièrement chaque année. M. Belaúnde, qui tenait une conférence de presse à Genève, le mardi 7 novembre, a indiqué que le sommet se tiendrait dans la capitale d'un des pays membres du groupe. L'Inde paraît le mieux placée pour accueillir cette première rencontre des chefs d'Etat, dont l'ambition est de combler « le vide politique » constaté dans le tiers-monde face au « G-7 ».

ÉTRANGER

Les Douze reportent à décembre leur « plan télécom »

La libéralisation du transport de données en Europe est encore entravée

Comment assurer la libéralisation et l'harmonisation des services de télécommunication dans la CEE ? Les Douze ne parviennent pas à adopter une réponse commune à cette question.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le Royaume-Uni, la RFA, les Pays-Bas et le Danemark sont favorables, avec la Commission européenne, à une ouverture à la concurrence rapide et complète qui se limiterait au service public que le téléphone et le télégraphe. Les autres membres, dont la France, souhaitent que certains services essentiels pour le développement et la bonne irrigation de l'ensemble du territoire restent réglementés.

La situation de blocage actuel risque de compromettre la mise en

place de réseaux utilisant les technologies les plus avancées et conçues à l'échelle de l'Europe. Aussi, lors de la réunion des ministres des Douze, mardi 7 novembre, à Bruxelles, M. Paul Quilès a présenté un compromis portant sur les services de transport des données. C'est sur la base de ce projet que les ministres des télécommunications tiendront une réunion extraordinaire le 7 décembre à Bruxelles.

Les pays qui ont déjà libéré leurs services de transport de données, ou qui l'appellent à le faire, pourraient poursuivre dans cette voie. Pour les autres, les droits exclusifs seraient théoriquement abolis. En France, par conséquent, un opérateur privé pourrait proposer aux utilisateurs un service de transport de données concurrent de TRANS-PAC. Mais il lui faudrait obtenir l'autorisation de l'administration en charge technique et économique (zone de couverture géographique,

disponibilité et qualité du service, participation aux frais d'entretien des infrastructures).

Le gouvernement veut ainsi éviter que des opérateurs privés s'installent sur des segments de marché très rentables, les écrasant au détriment de l'équilibre d'exploitation de Franco-Télécom.

Les douze ont décidé l'adoption d'un système harmonisé de radiomessagerie unilatéral ou « télé-appel » baptisé ERMES. Il s'agit d'un « super bip-bip » qui pourra fonctionner, à compter du 1^{er} janvier 1993, d'un bout à l'autre de la Communauté, et qui, grâce à l'économie d'échelle ainsi réalisée, devrait pouvoir être offert par les industriels à des prix plus bas que les équipements mis aujourd'hui sur le marché. Cette décision conduira les Douze à libérer les mêmes fréquences pour ce type de matériel et à proposer des spécifications techniques compatibles pour les fabricants de télé-appel.

PHILIPPE LEMAITRE

Vers une coopération économique des pays du bassin du Pacifique

Réunis pendant trois jours à Canberra, douze pays de la zone Asie-Pacifique sont convenus mardi 7 novembre de lancer un processus de coopération pour promouvoir la libéralisation du commerce mondial et lutter contre le protectionnisme. Les participants ne sont toutefois pas parvenus à se mettre d'accord sur une structure permanente commune.

L'Australie, le Canada, la Corée du Sud, les Etats-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est regroupant Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), représentés au niveau ministériel, ont toutefois décidé que leurs ministres du commerce se réuniraient deux fois avant la fin de l'Uruguay Round, en septembre et en décembre 1990.

Les participants se réuniront à nouveau à la mi-1990 à Singapour, puis à Séoul en 1991. Ils y discuteront sans doute de la participation éventuelle à leurs travaux de la Chine, de Taïwan et de Hongkong, qui n'avaient pas été invités à Canberra.

Les douze pays — qui représentent la moitié de la production industrielle et plus du tiers du commerce mondial, dans la région qui connaît le plus fort taux de croissance économique — sont désireux d'utiliser leurs poids combinés pour obtenir « un résultat global et ambitieux » à l'issue de l'Uruguay Round, dans le cadre des travaux du GATT sur les négociations commerciales multilatérales, ont-ils déclaré dans leur communiqué final.

Il s'agit, a ajouté le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker,

d'un « pas en avant très clair et substantiel en direction de l'amélioration des relations économiques internationales, et il devrait être bien accueilli dans le monde entier ».

□ Le Venezuela rachète une firme pétrolière américaine. — La compagnie nationale pétrolière du Venezuela, Petroleos de Venezuela (PDVSA), a annoncé le mardi 7 novembre avoir signé un accord de principe pour le rachat dans sa totalité de la compagnie pétrolière américaine Citgo, filiale de la Southland Corp. PDVSA n'a pas précisé le montant de cette transaction (on parle de 675 millions de dollars). Le 31 octobre, Petroleos de Venezuela avait déjà annoncé l'acquisition de la moitié des actifs d'une autre compagnie américaine, Union Oil Co. of California.

Morgan Grenfell met fin aux discussions avec la Barclays

La banque d'affaires britannique Morgan Grenfell a annoncé, mardi 7 novembre, qu'elle avait mis fin aux discussions engagées avec Barclays de Zoete Woold (BZW) à la suite de l'augmentation de la participation d'Indosuez dans son capital il y a une dizaine de jours.

Dans un communiqué, Morgan Grenfell a indiqué que les discussions avec BZW sur une possible « combinaison » de leurs activités avaient conduit les deux parties à conclure qu'« aucune base » n'existait en vue d'un rapprochement. En conséquence, ces négociations, conduites l'été dernier et interrompues, a ajouté la banque d'affaires britannique.

Toutefois, Morgan Grenfell pourrait négocier avec d'autres sociétés pour tenter de contrer le renforcement de la participation d'Indosuez. Cette dernière, qui détient 4,4 % du capital, a conclu un accord pour reprendre les 20,4 % détenus par le courtier d'assurances Willis Faber. L'opération se fait en deux temps, avec l'achat immédiat de 10,6 % du capital assorti d'une option sur les 9,8 % restant.

Nuovo Banco Ambrosiano : rejet de la demande de séquestre du Crédit agricole

La première chambre civile du tribunal de Milan a rejeté le mardi 7 novembre la demande de séquestre de 13 % du capital du Nuovo Banco Ambrosiano (NBA) déposée par le Crédit agricole, sans Banco pour autant contester la légitimité de la banque transalpine à racheter ces actions. Celles-ci, détenues par la Banque populaire de Milan, qui souhaite s'en débarrasser, font l'objet d'une lagare entre l'assureur italien Generali — qui s'était porté acquéreur avec l'appui d'un des principaux actionnaires du NBA, le holding Gemina (du groupe Agnelli) — et le Crédit agricole, soutenu par la direction du NBA et les autres principaux actionnaires. Le juge a rejeté la demande de séquestre en raison de l'engagement de la Banque populaire de Milan à ne remettre ses titres à aucun des deux adversaires.

REPRODUCTION INTERDITE



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CARRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

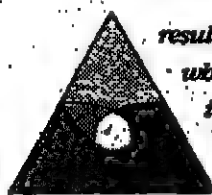
CONSULTING IN THE NINETIES

"Becoming competitive is only a ticket to the game."



Winning in business requires constantly re-thinking and improving the way business is done. Not just once, but as a way of life. Gaining competitive advantage often depends on the ability to change rapidly. But change is difficult. Complex networks of inter-dependent functions and levels often create barriers between the strategic vision and practical marketplace results.

For thirty years, United Research has been in the business of working with corporate leaders to make major change happen smoothly and effectively. Through this experience we have developed the multi-disciplinary know-how, tools and methodologies to help blue chip, well managed firms simplify their complex businesses so that management can focus on the truly critical factors that are key to long term success.



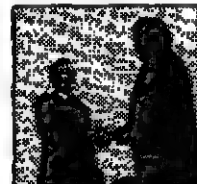
To continue our rapid growth in Europe we are looking for results-oriented high performers from a broad range of backgrounds who have a well developed mix of intellectual, practical and interpersonal skills. You must have a record of solid achievement as a consultant or manager in a major business sector. We are looking for technical experience in computer integrated

manufacturing, engineering, vendor management, product development, business analysis, organization design, management development and project management. A first degree and fluency in English is essential. A further academic qualification would be an advantage.

United Research's focus on the achievement of measurable competitive advantage for our clients requires interdisciplinary teams, often utilizing an Information Technology core, integrating engineering, manufacturing, organizational and human resource skills better to implement change. Working in this stimulating teamwork environment provides a satisfying sense of individual achievement, as well as opportunities rapidly to develop individual skills and gain outstanding rewards based on performance.

All of our consultants spend time in the U.S. while training but subsequent relocation is not necessary as the majority of assignments are at client sites in the U.K. and the Continent, returning home at weekends.

Please write with full C.V. to Scott Burton, Director of Human Resources, United Research Group, Noel Wickland Associates, 15 Avenue Victor Hugo, 75016 Paris. Please quote Reference No. LEM 289.



United Research
WORLD CLASS MANAGEMENT CONSULTING

Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1 M

MANAGEMENT CONSULTANTS FOR PROFIT IMPROVEMENT ASSIGNMENTS

UK BASED - VARIOUS FRENCH AND EUROPEAN LOCATIONS

My client is a publicly quoted, UK based business services organisation, with a strong record in assisting client companies improve their profit performance.

Our growth and longer term plans in France place a requirement for the following EXPERIENCED MANAGEMENT CONSULTANTS:

- Chief Analysts
- Project Managers
- Senior Staff Consultants

Our requirements are for French speaking consultants who possess a good standard of English. A working knowledge of business Spanish would further enhance the individual's suitability.

The position of Chief Analyst is likely to demand a minimum of 5 years highly successful and proven experience with 3-5 years for the other positions.

The successful candidates are likely to have gained a thorough knowledge of profit improvement consulting through one of the major European based concerns.

Interviews will be held in Paris; short resumés including a recent photograph please, to: M. Georges Houareau, Portland International Management Consultants, 18 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

GRUPE SHRM

Recherche pour ses activités à l'étranger un

Directeur de Filiale

Capable de maîtriser les aspects opérationnels, commerciaux, financiers et humains d'une société en pleine expansion.

Dépendant directement de la Direction Générale du Groupe, le Directeur de Filiale est responsable de la bonne marche de la Société, de son développement, de ses résultats ainsi que du reporting auprès de la Société-mère.

Agé d'environ 40 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une excellente pratique de la langue Anglaise, une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'une importante filiale étrangère ou de la direction générale d'un centre de profits, acquies de préférence dans une société de services.

La société intervenant essentiellement sur le marché de la gestion hôtelière et restauration de bases-vie et chantiers à l'étranger, le candidat idéal, outre une expérience dans cette activité, sait négocier des contrats de haut niveau et doit être capable d'étendre et de diversifier les activités de services afin de développer le chiffre d'affaires.

Les personnes intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre de candidature et C.V. sous référence C/250 à : GROUPE SHRM - 113 rue de l'Évêché - 13002 MARSEILLE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR POSTE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

Agé de 30 à 45 ans, le candidat, de formation commerciale supérieure, devra justifier d'une solide expérience en Afrique en : vente de produits industriels de grande consommation, de préférence en agro-alimentaire, études de marché.

Adresser lettre manuscrite + CV avec photo et références s/rél. 6884/MDE à Lévi Toumay/Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 09, qui transmettra.

un Directeur Commercial

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- BTS secrétariat de direction.
- Exp. de 2 à 5 ans de une PME.
- Connaiss. en anglais et T.T.
- WORD sur MACINTOSH.
- Salaire annuel brut envisagé : 130 000 F.

Adresser candidature à : MP CONSEIL

à l'attention de M. HUBERTOT

87, rue de l'Alma-Grand, 75018 Paris.

Le Monde CADRES

Recherche INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Bonne connaissance analytique pour étude, conception et planification de l'ensemble des processus de fabrication, dans le respect des coûts et délais fixés.

LEU DE TRAVAIL : ST-QUENTIN-EN-YVELINES

Tél. : 34-88-61-48

PNE ÉLECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE

RECHERCHE INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS INFORMATIENS

Débuteur ou prêt, expé., niveau ENI, pour développement matériel et logiciel temps réel sur micros. Envoyer C.V. à Mlle Marys, 8, rue Clémence, 75016 Paris.

5021 من الالاحل

Please send résumé with academic qualifications in English by December 15, 1989 to:

**EURO FINANCIAL SEMINAR
- PROCTER & GAMBLE
P.O. BOX 10075 - ROME ITALY**

EC Box 2
1043 Brussels 26
Belgium

حکومت الراجح

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19^e ARRONDISSEMENT (suite)			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
2^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, neuf			4 pièces		
61 m ² , 5 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	+ 5.903	66 m ² , 6 ^e étage	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 5.270	88 m ² , 5 ^e étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	+ 6.800
4^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, neuf			5 pièces		
77 m ² , 4 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.081	91 m ² , 3 ^e étage	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 7.750	103 m ² , 1 ^{er} étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	+ 810
6^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, neuf			Studio		
58 m ²	1, rue Paul-Séjourné SAGGEL - 47-42-44-44	+ 6.800	30 m ² terrasse	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 7.920	36 m ² , 4 ^e étage	Courbevoie Hamonie, résid. 3 ^e âge avec serv., 8, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	+ 1.094
63 m ² , 4 ^e étage	1, rue Paul-Séjourné SAGGEL - 47-42-44-44	+ 7.16	107 m ² , 11 m ² terr.	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 823			
7^e ARRONDISSEMENT			5 pièces, parking			2 pièces		
99 m ² , 2 ^e étage	191, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44	+ 10.500	107 m ² , 11 m ² terr.	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 850	58 m ² , 7 ^e étage	Courbevoie Hamonie, résid. 3 ^e âge avec serv., 8, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	+ 726
10^e ARRONDISSEMENT			6 pièces, neuf			3 pièces		
83 m ² , 5 ^e étage	110, av. de la République SAGGEL - 47-42-44-44	+ 5.800	128 m ²	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 10.210	62 m ² , r.-de-ch.	Courbevoie Hamonie, résid. 3 ^e âge avec serv., 8, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	+ 455
11^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			Studio, parking		
45 m ² , 2 ^e étage	12/14, rue des Bluets AGF - 43-38-74-46	+ 3.320	82 m ² , 1 ^{er} étage	19, rue des Balkans SGI/CNP - 43-67-06-36	+ 4.958	40 m ² , 12 ^e étage	Courbevoie 2, av. du Parc/pl. Charras AGF - 43-34-96-98	+ 230
12^e ARRONDISSEMENT			61 m ² , 1 ^{er} étage	74/80, rue de Buzanval AGF - 43-48-06-43	+ 3.690	3 pièces, parking		
48 m ² , 7 ^e étage	78, rue de Bercy LOCARE - 45-79-20-22	+ 4.272	78 - YVELINES			69 m ² , 4 ^e étage	Courbevoie 3, av. du Parc/pl. Charras AGF - 43-34-96-98	+ 470
65 m ² , 6 ^e étage	107, av. Michel-Briot CIGIMO - 48-24-50-00	+ 311	Maison, 6 pièces			5 pièces, parking		
14^e ARRONDISSEMENT			112 m ² , garage	Guyancourt 15, allée des Genets SAGGEL - 46-08-90-36	+ 5.086	103 m ² , 3 ^e étage	Courbevoie 2, av. du Parc/pl. Charras AGF - 43-34-96-98	+ 600
56 m ² , r.-de-j.	38/38, rue Cabanis GFI - 45-81-07-14	+ 835	Maison, 6 pièces			5 pièces, parking		
73 m ² , 4 ^e étage	38/38, rue Cabanis GFI - 45-81-07-14	+ 4.500	130 m ² , garage	Guyancourt 8, allée des Genets SAGGEL - 46-08-90-36	+ 6.065	106 m ² , 3 ^e étage	Garches 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	+ 800
81 m ² , r.-de-ch.	6, rue Leclerc CIGIMO - 48-24-50-00	+ 6.200	2 pièces, parking			Studio		
87 m ² , 5 ^e étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	+ 9.576	54 m ² , 3 ^e étage	Saint-Germain-en-Laye 98, rue Léon-Decey GROUPEAMA - 49-85-56-54	+ 3.500	29 m ² , 19 m ²	Neuilly 22, av. du Gai-Leders GCI - 40-16-28-68	+ 457
84 m ² , 1 ^{er} étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	+ 9.596	76 m ² , 3 ^e étage	Saint-Germain-en-Laye 40, quater A, r. des Ursulines AGF - 39-73-09-34	+ 6.090	3 pièces		
71 m ² , 1 ^{er} étage	102, av. du Maine SGI/CNP - 43-22-23-81	+ 5.078	2 pièces, parking			79 m ² , 3 ^e étage	Neuilly 2, rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	+ 650
15^e ARRONDISSEMENT			42 m ² , r.-de-ch.	Versailles 86, av. de Paris SAGGEL - 46-08-90-36	+ 3.320	3 pièces		
5 pièces, duplex	168, rue de Javel LOCARE - 45-79-20-22	+ 9.350	3 pièces, parking			105 m ² , r.-de-ch.	Neuilly 12, rue Chauveau SGI/CNP - 46-24-54-46	+ 1.095
1 ^{er} étage, 113 m ²	86, rue de la Fédération AGF - 43-06-18-55	+ 1.548	70 m ² , 4 ^e étage	Versailles 86, av. de Paris SAGGEL - 46-08-90-36	+ 4.500	4 pièces, parking		
16^e ARRONDISSEMENT			101 m ² , garage	Versailles 20/22, promenade Mona-Lisa AGF - 39-50-91-04	+ 375	82 m ² , 2 ^e étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-04-38-14	+ 830
Studio, parking	120, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	+ 3.740	304 m ² jardin	Villepreux 57, av. de la Croix-sur-Moines SGI/CNP - 39-55-87-21	+ 5.480	2 pièces, parking		
43 m ² , 4 ^e étage	20, av. René-Beyne SAGGEL - 47-42-44-44	+ 430	3/4 pièces			53 m ² , 3 ^e étage	Saint-Cloud 6, square Sainte-Clotilde AGF - 49-11-11-81	+ 350
70 m ² , 5 ^e étage	19, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44	+ 3.700	115 m ² , r.-de-ch.	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	+ 327	3 pièces, parking		
2/3 pièces	135, av. de Versailles SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.406	91 - ESSONNE			79 m ² , 5 ^e étage	Vanves 114, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.024
Studio	27, av. Kéiser CIGIMO - 48-24-50-00	+ 820	4 pièces, parking			4 pièces		
17^e ARRONDISSEMENT			76 m ² , 7 ^e étage	Corbeil 1/3, r. des Fours-à-Chaux GROUPEAMA - 49-85-56-54	+ 3.850	88 m ² , 5 ^e étage	Cachan 34, av. Carnot AGF - 45-47-34-19	+ 900
83 m ² , 3 ^e étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	+ 7.885	143 m ² , garage	Gif-sur-Yvette Rés. Les Grandes-Coudraies GCI - 40-16-28-68	+ 1.200	3 pièces, parking		
18^e ARRONDISSEMENT			Maison, 4 pièces			68 m ² , 3 ^e étage	Charenton 168, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	+ 822
46 m ² , 5 ^e étage	85, rue Damrémont LOCARE - 45-79-20-22	+ 723	115 m ² , 216 m ²	Longjumeau 3, rue des Noisetiers SGI/CNP - 50-11-77-40	+ 5.284	4 pièces, parking		
3 pièces, parking	40, av. de Saint-Ouen SAGGEL - 42-66-61-05	+ 4.700	92 - HAUTS-DE-SEINE			87 m ² , 1 ^{er} étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	+ 1.071
19^e ARRONDISSEMENT			Studio			3 pièces, parking		
4 pièces, parking	72, bd de La Villette LOC INTER - 47-45-19-97	+ 4.938	35 m ² , 5 ^e étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	+ 3.700	65 m ² , 3 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	+ 6.593
Studio, neuf	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 2.800	2 pièces, parking			4 pièces, parking		
27 m ² , parking	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 242	49 m ² , 1 ^{er} étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	+ 4.400	84 m ² , 2 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	+ 820
2 pièces, neuf	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 4.230	3 pièces					
50 m ² , parking	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	+ 453	66 m ² , 5 ^e étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	+ 5.300			

Le réajustement des loyers sous-évalués

La nouvelle loi du 6 juillet 1989, comme la loi Méhaignerie, a fixé le cadre dans lequel les loyers sous-évalués devaient être réajustés. Le décret du 28 août 1989 qui concerne la région parisienne limite sévèrement la hausse du loyer, pour une durée d'un an (du 31 août 1989 au 30 août 1990). Cependant, ce décret autorise un réajustement en cas de loyer « manifestement sous-évalué ».

Quelle est la procédure à suivre ? Le locataire devra recevoir la proposition d'un nouveau loyer au moins six mois avant l'expiration du bail. S'il ne l'a pas reçu dans les délais, la procédure est nulle, le bail est reconduit dans les mêmes conditions. Lorsque le locataire reçoit dans les délais la proposition du propriétaire, et qu'il n'est pas d'accord, les deux parties vont devant la commission départementale de conciliation : celle-ci est composée en nombre égal de représentants des bailleurs et des locataires. Son rôle n'est pas de juger, mais de concilier les parties. Si elle n'y arrive pas (dans 84 % des cas), elle émet un avis favorable ou non au propriétaire. La commission doit statuer dans les deux mois qui ont suivi sa saisine. Parallèlement, sans attendre la décision de la commission de conciliation, le propriétaire doit saisir le juge avant l'expiration du bail (plus précisément, remettre l'assignation au secrétariat-greffe du tribunal d'instance). Sinon, le bail sera reconduit dans les mêmes conditions.

Plus encore que devant la commission de conciliation, le bailleur doit fournir les preuves appuyant sa demande d'augmentation :

Il se devra de fournir des références de loyers de voisinage, d'un standing et d'un confort similaires. Bien sûr, il fournira des références élevées, qui lui seront favorables. Au locataire de préparer sa défense, en faisant une enquête personnelle ou en se référant à l'Observatoire des loyers à Paris (l'OLAP). Cet observatoire avait été créé après la loi Méhaignerie et devient un instrument de plus en plus apprécié. Le juge en tient compte dans son analyse, même s'il a lui aussi sa propre « grille » de réajustement : il connaît le quartier dans lequel il rend justice, et s'appuie également sur des méthodes plus scientifiques que les quelques références fournies par les parties ! Une enquête récente parue dans le *Particulier Immobilier* tend à prouver que les juges sont devenus de véritables statisticiens... En règle générale, le juge suit l'avis de la commission de conciliation, si celui-ci est unanime. Sinon, il fait ses propres calculs, en se référant aux loyers du quartier depuis plusieurs années : la comparaison exacte - très nettement la référence exclusive aux nouvelles locations et aux prix du marché - dit la loi Méhaignerie.

Lorsque le juge a rendu son jugement, les deux parties s'inclinent ou font appel. Ce qui, bien sûr, entraînera des frais de justice et des délais supplémentaires.

Enfin, sachez qu'une hausse de plus de 10 % sera étalée sur six ans, à raison de un sixième par an. Une petite consolation pour les locataires, qui auront ainsi le temps de s'organiser et de décider s'ils restent ou non.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



AFFAIRES

Deux rapports secrets accablants

L'ANPE est débordée de travail et manque de personnel

D'ici la fin du mois, M. Jean-Pierre Soisson aura précisé le contenu de la réforme de l'ANPE qu'il s'est engagé à entreprendre après l'actuelle phase de consultation des partenaires concernés. Le rapport demandé à M. Marie-Thérèse Join-Lambert et à M. Philippe Lacarrière sera alors rendu public.

En revanche, il n'est toujours pas question de divulguer deux autres documents, appelés à demeurer secrets, et qui ont causé beaucoup d'émotion parmi leurs lecteurs privilégiés. Le Monde a pu se les procurer.

Parallèlement à la consultation qu'il a entreprise sur le dossier délicat du travail temporaire, (le Monde du 3 novembre), M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, s'apprête à ouvrir un autre front, celui de la réforme du service public de l'emploi et, principalement, de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi), objet de tant de critiques. Le rapport qu'il avait demandé à M. Marie-Thérèse Join-Lambert et à M. Philippe Lacarrière lui a été remis il y a maintenant deux semaines, mais il ne sera pas publié avant que la phase de concertation ne soit achevée. Dans l'idéal, le ministre voudrait même que la connaissance de son contenu, parait-il « raide », coïncide avec la présentation d'un plan d'action qui aurait reçu l'assentiment de tous les partenaires sociaux.

A la lecture de deux autres documents, volontairement tenus secrets en raison même de leur contenu, on comprend la prudence de M. Soisson. Celui-ci s'en est cependant servi pour convaincre son collègue, M. Michel Charasse, l'ordinaire très sévère à l'égard de l'ANPE, le ministre délégué, chargé du budget, a en effet accepté de doter l'établissement de facilités accrues qui se traduiraient notamment par la création de trois cents postes supplémentaires (le Monde du 3-6 novembre). Les rares fonctionnaires qui en ont pris connaissance estiment qu'il n'était pas nécessaire de les mettre sur la place publique, tant ils démontrent que les maux dont souffre l'ANPE tiennent davantage à l'insuffisance de ses moyens et à la multiplication de ses tâches, voulues par l'Etat, qu'à une quelconque incapacité de ses personnels, par exemple.

Déficits

Dans le premier rapport d'expertise, établi en mai 1989 par Soisson-Group Consultants, les faits sont sans ambiguïté. Un écart sépare les moyens de ce qui serait nécessaire à l'ANPE pour accomplir ses missions. Le déficit est tel que, qualifié d'« important », il est estimé à 1,2 million de jours, qui correspondent à 6 500 agents. En quantité, les objectifs de l'agence ne sont remplis qu'à 75 %, sans doute au détriment de la qualité.

Mais une meilleure utilisation des moyens actuels permettrait déjà d'être plus efficace. L'amélioration de l'« opérationnalité » des agents libérerait 230 postes. L'aménagement de la « productivité administrative », lié à des investissements somme toute modestes, permettrait de dégager l'équivalent de 680 postes. Le potentiel en serait accru de 15 %. En tout état de cause, il est clair que l'écart (...), s'il peut être réduit, ne peut être comblé sans une réduction des charges ou un accroissement des moyens, souligne le rapport, qui fait observer que les activités les plus pénalisées par le manque de moyens sont actuellement les relations avec les entreprises, pour y trouver des emplois, et les opérations d'accueil ou de diagnostic des demandeurs d'emploi, l'ajustement étant « donc réalisé au détriment de la mission de régulation du marché ».

Chargée d'aider les chômeurs, l'ANPE est essentiellement une administration dont l'activité dépend de son personnel. Le problème des effectifs « est donc la question-clé », écrivent les auteurs du rapport, qui rappellent que les

coûts en personnel représentent 68 % de l'ensemble des charges. Or, compte tenu des congés payés, des arrêts maladie (6,3 % des jours ouvrés) et du temps consacré à la formation interne (2,7 %), le temps disponible pour travailler réellement se réduit de 25,5 % pour l'ensemble des agents de l'ANPE, et il n'a représenté que 187 journées utiles, en moyenne et par personne, en 1987.

En face des 2,87 millions de jours « souhaitables », des 2,16 millions fixés par le contrat de programme et des 2,27 millions effectivement « réalisés », on ne compte que 1,65 million de jours réellement disponibles, et le taux de couverture des « charges souhaitables » n'est par conséquent que de 58 %.

Logiquement, les tâches à effectuer ne sont pas toutes assurées en quantité (à 75 %) et ne le sont pas non plus en qualité (à 73 %). Le personnel étant amené à faire des choix parmi des urgences, alors que le flux des demandeurs d'emploi n'a cessé d'augmenter ces dernières années et que l'ANPE s'est vu confier de nouvelles missions, notamment avec le développement du traitement social du chômage.

Augmentation de la charge de travail

Si les offres d'emploi sont relativement bien traitées (à 75 %), les autres fonctions sont moins bien loties, notamment les relations avec les entreprises (60 %), le suivi de la demande d'emploi d'un chômeur (60 %), mais surtout l'accueil et le diagnostic (46 %). En volume de travail, les agents font l'impasse sur tout ce qui n'est pas de rapport avec le « flux des demandeurs », et le ratio entre le souhaitable et le réalisé s'établit à 66 %.

En qualité de service offert, la situation se dégrade au fil des années, note le rapport sur la période 1985-1988. La couverture en qualité de l'accueil et du diagnostic n'atteint que 57 % et a perdu 11 points en trois ans, l'agence de Trappes n'obtenant que 14 %. Là aussi il faut voir l'effet de l'augmentation de charge de travail, qui a entraîné « la plus forte dégradation » pour l'activité de traitement de l'offre, le temps consacré à son examen ayant diminué de 35 % en trois ans. Pendant ce laps de temps, il faut dire que le nombre d'offres de SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), a été multiplié par six, celui des contrats d'adaptation par cinq et celui des contrats de qualification par vingt et un. Les SIVP, qui n'occupaient que 1 % des moyens disponibles en 1985, en nécessitaient 5 % en 1988. D'ailleurs, les entrées en stage ont augmenté de 86 % entre ces deux années.

Globalement, poursuit le rapport, « la charge de travail a progressé de près de 25 % alors que l'augmentation des budgets n'a été que de 2 % » de 1985 à 1988. Ce qui s'est traduit par une baisse de qualité et par une amélioration de la productivité. « Bien centré sur ses missions de base », l'ANPE doit faire face à des surcharges, le volume des bénéficiaires de contrats de qualification, d'adaptation, de SIVP, de TUC, de conventions de conversion et d'AFR, toutes formules du traitement social, ayant progressé de près de 400 % depuis 1985.

Libérer pour d'autres tâches

Si les tâches fixes ont été pleinement réalisées, les missions « variables » ont été plus ou moins sacrifiées. Ainsi, l'assistance à la recherche d'emploi ou à la recherche de formation n'a été accomplie qu'à 66 %. C'est-à-dire que la fonction la plus lourde, en volume, est aussi la moins bien remplie.

Localement, ces tendances se confirment puisque les agences disposent d'une marge réduite de manœuvre. Elles subissent une forte pression pour réaliser les objectifs quantitatifs et cèdent à l'obsession de faire du chiffre.

Face à cette situation, les auteurs constatent que l'ANPE, tant au niveau central que dans ses agences, dispose de peu d'éléments de souplesse pour s'adapter. Il n'y a

pratiquement pas de flexibilité dans la gestion des moyens humains, les autorités de tutelle exerçant un contrôle sur le nombre de postes budgétaires et sur la masse salariale. En outre, « le statut des agents de l'ANPE présente de nombreuses rigidités », les contraintes étant particulièrement fortes en raison des procédures utilisées pour les promotions, les mutations et les recrutements. Par exemple, on estime de 6 à 9 mois le délai nécessaire pour augmenter les effectifs de 100 postes. De même, on constate une insuffisance de moyens de fonctionnement, les auteurs indiquant que les « outils de gestion interne (...) sont manuels ».

Dans sa dernière partie, le rapport dresse la liste des éléments qui devraient bouter pour qu'un début d'amélioration soit envisageable. Au passage, il montre aussi tous les retards accumulés. C'est ainsi que le niveau élevé d'absentéisme, qui représente seize jours par agent et par an, en plus des sept jours consacrés à la formation, devrait être réduit d'un mois cinq jours par personne. Cela correspondrait à 44 500 jours de travail, soit l'équivalent de cent soixante-quinze agents. L'utilisation de la micro-informatique pour la documentation et sa mise à jour comme pour la gestion interne, ou, encore, pour la réalisation de mailings et de convocations, permettrait d'augmenter la productivité « adminis-

trative » de l'ANPE. Un simple calcul aboutit à une économie de 127 000 journées de travail par an, qui correspond à cinq cent huit agents libérés pour d'autres tâches, pourvu que l'on dépense 136 millions de francs, l'investissement étant « amorti sur environ un an de fonctionnement ».

« Pas d'identité »

Un nombre sans doute trop élevé de cadres, dû à une implantation locale très démultipliée qui justifierait une réorganisation, notamment autour des bassins d'emploi, et un poids trop fort des effectifs du siège, en sureffectif de deux cents personnes, estime le rapport, cependant réservé sur sa propre évaluation, font également partie des observations. Mais c'est surtout à la multiplication des missions confiées à l'agence que le rapport s'intéresse, pour souligner combien les objectifs fixés conduisent à « un glissement croissant de ses activités », qui vient pénaliser ses tâches primordiales. L'ensemble des mesures gouvernementales traitées par l'ANPE consomme 287 000 jours par an et représente 17 % du temps réellement disponible.

Dans le second rapport, demandé par le président du conseil d'administration et par la direction générale à une agence de conseil en communication d'entre-

prise, et établi en mars 1989, on peut découvrir l'image déplorable d'une ANPE à la fois trop et pas connue de l'opinion, auprès de laquelle elle symbolise le chômage. Les usagers, les demandeurs d'emploi, en viennent à dire que l'ANPE n'est pas un organisme qui permet de trouver un emploi, mais ils admettent aussi qu'elle ne peut pas faire de miracles « dans un système et une situation qu'elle ne maîtrise pas ». Le miroir est sévère : c'est une façade et un hall, voire un labyrinthe. Pour les représentants des salariés au conseil d'administration, l'ANPE a plus à voir avec le chômage qu'avec l'emploi. Les employeurs la considèrent comme lointaine, peu ouverte, et soucieuse de « vendre » ses programmes. On lui reproche d'être « la non-entreprise par excellence », la moitié des chefs d'entreprise prétendant que plus de la moitié d'entre eux « ne s'adresseraient pas ou plus à l'ANPE ».

Toutefois, quand les mêmes siègent au conseil d'administration, ils reconnaissent que l'organisme doit faire face à des difficultés insurmontables. L'ANPE n'est plus alors l'organisme de placement qu'on croyait mais l'outil du gouvernement qui contribue aux politiques de colmatage des trous de l'emploi. Il est vu comme « l'outil et la bonne conscience des pouvoirs publics, qui chargent terriblement la barque », ou comme un lieu

« amené à parer à la carence du système éducatif et formatif ».

Tout y passe. Les personnes interrogées évoquent la profusion et l'empilage des missions, parlent du surdimensionnement des échelons centraux et régionaux, jugent abusive la dépendance à l'égard des préfets et des directeurs départementaux du travail.

Avec l'abondance des missions, « le principal disparaît derrière l'accessoire » et l'on finit par dire que l'ANPE « n'a pas d'identité » aux yeux de ses propres responsables. Peu d'ouïe pour communiquer, et pour cause, l'ANPE paraît remplir une fonction de parapente et semble être une administration lourde, très centralisée. Chacun rêve de la voir prendre un rôle plus moderne, qui passerait par la redéfinition de ses missions de base, le placement étant la première de toutes à côté de la relation avec les entreprises, pour être à l'écoute des besoins.

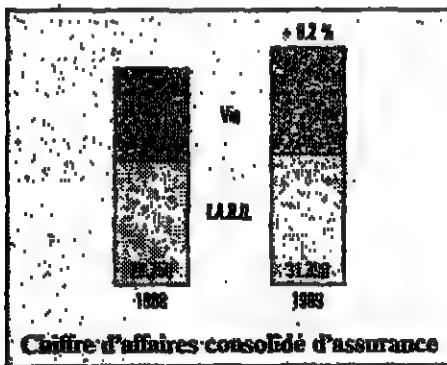
Tout cela est loin d'être flatteur mais révèle aussi l'importance comme l'urgence de la tâche qui attend le ministre du travail et de l'emploi, qui s'était engagé, au printemps dernier, à entreprendre la réforme toujours repoussée du service public de l'emploi. A l'évidence, M. Jean-Pierre Soisson aura du pain sur la planche, à défaut d'offrir le grain à moudre cher à M. André Bergeron.

ALAIN LEBEAUBE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

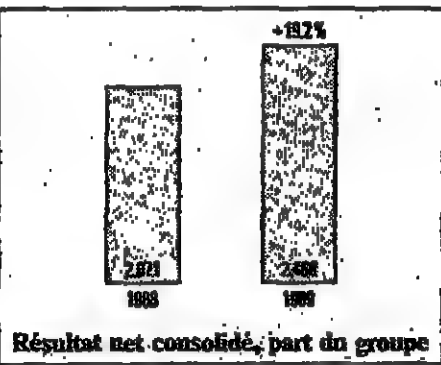
RESULTATS CONSOLIDÉS DU 1^{er} SEMESTRE 1989

CROISSANCE DE L'ACTIVITE ET NOUVELLE AMELIORATION DE LA RENTABILITE



Le chiffre d'affaires consolidé atteint 31,4 milliards de F., progressant de 9,2 % par rapport au premier semestre 1988. Il ne recouvre que les seules activités d'assurance et de réassurance, excluant ainsi notamment les secteurs de la banque et des affaires financières ou immobilières.

Pins du tiers de ce chiffre est réalisé à l'étranger. 54 % sont réalisés en assurance de dommages, mais cette activité continue de se développer moins rapidement (+ 4,4 %) que l'assurance vie (+ 15,5 %) : ces taux de progression témoignent de la stabilisation du rythme de croissance des affaires dans le secteur de l'assurance de dommages et d'une tendance à un léger ralentissement dans le secteur de l'assurance vie.



Le résultat consolidé, part du groupe, croît de 19,2 % par rapport au premier semestre 1988.

La nouvelle amélioration de la rentabilité des opérations concerne tout à la fois les activités réalisées en France, notamment par la Société Centrale de l'UAP et par les sociétés d'exploitation UAP-VIE et UAP INCENDIE - ACCIDENTS, qui contribuent à hauteur des deux tiers au résultat d'ensemble, et les activités exercées à l'étranger.

Les opérations courantes dégageant, au compte d'exploitation, un solde excédentaire en nette progression, qui témoigne notamment de l'amélioration des conditions d'exploitation de diverses branches d'assurance de dommages. Les opérations en capital, pour leur part, se traduisent par un sensible accroissement des plus-values de cession.

millions de francs	au 30 juin 1988	au 30 juin 1989	% en variation	rappel de l'exercice 1988
Chiffre d'affaires consolidé d'assurance dont : L.A.R.D. Vie	28.750 16.351 12.399	31.390 17.063 14.327	+ 9,2 + 4,4 + 15,5	55.633 29.964 25.669
Résultat net consolidé, part du Groupe	2.071	2.468	+ 19,2	2.852
Provisions techniques consolidées dont : L.A.R.D. Vie	165.129 52.742 112.387	190.559 57.294 133.265	+ 15,4 + 8,6 + 18,6	177.151 54.287 122.864
Situation nette consolidée du Groupe (résultat compris)	16.211	19.439	+ 20,0	17.226

* Ces comptes semestriels ont été établis selon des méthodes comptables inchangées et sur un champ de consolidations ne comportant pas de variation sensible.

Les résultats du premier semestre ainsi que les évolutions en cours permettent d'anticiper, pour l'ensemble de l'exercice 1989, une nouvelle progression significative du résultat du Groupe.

UAP

مركز الأبحاث

CIC PARIS.
JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE.

Etalors?

حکذا من الاصل

AFFAIRES

Les conséquences en Limousin de l'achat d'Anssedat-Rey par International Paper

Une région entière bousculée par une OPA

C'est une arrivée américaine en force qu'attend le Limousin. Les vieilles industries traditionnelles du bois et du papier-carton vont être rudement bousculées par un projet industriel, actuellement à l'étude en France et outre-Atlantique, de première grandeur : le triplement de la capacité de production de l'usine papetière de Saillat-sur-Vienne (Haute-Vienne), à 30 kilomètres à l'ouest de Limoges.

LIMOGES

de notre correspondant

L'usine - la plus performante de la CEE dans sa catégorie - appartient à Anssedat-Rey, le numéro un européen du papier de bureau et de reprographie, un marché qui explose en ce moment. Avec quelque 800 ouvriers, l'usine de Saillat fabrique actuellement 140 000 tonnes de pâte à papier par an. L'ambition d'en produire au moins le double nécessite des investissements importants : 2 à 3 milliards de francs qu'Anssedat-Rey, fragilisé par plusieurs années difficiles, ne pouvait pas envisager de fournir seul. D'où la recherche d'un partenaire : trouvé voilà un an, le géant américain IPC (International Paper Company) a lancé sur la firme française une OPA amicale, aujourd'hui achevée. Avec à la clé un projet révisé à la hausse : une production de 360 000 tonnes de pâte à papier par an dans les trois ans à venir.

2 millions de tonnes

Or pour fabriquer 1 tonne de pâte il faut 4 à 5 tonnes de bois. L'usine limousine consomme actuellement 700 000 tonnes de bois d'industrie ; elle va en récla-

mer bientôt 1,85 million. Et comme ce projet lourd vient s'ajouter à quelques autres projets industriels (Polyrey, autre filiale d'Anssedat-Rey, fabrique à Ussel, Corrèze, des panneaux d'aggloméré, et le groupe Pinault va prochainement s'installer également à Ussel...), c'est une demande globale de quelque 2 millions de tonnes qui va venir très rapidement solliciter la forêt régionale.

Une forêt

non cultivée

C'est bien sûr dans la forêt régionale que tout se joue. Le bois coûte très cher à transporter. Pour une tonne de pâte produite à Saillat, le coût du transport représente le tiers de la valeur finale. M. Michel Chassagnon est au cœur du problème. Directeur du Comité des bois de Brive (Corrèze), filiale commune d'Anssedat-Rey (79 %) et de La Cellulose du Pin (groupe Saint-Gobain, 20 %), sa mission est d'approvisionner les unités industrielles de ces groupes. « Nous achetons dans une zone qui, à partir du Limousin, va d'Orléans à Aurillac, et de Clermont-Ferrand à Angoulême ; une douzaine de départements au total. En moyenne pondérée, cela nous fait 130 kilomètres par tonne ramené usine. C'est relativement satisfaisant, mais il ne faudrait pas aller plus loin. C'est là que se joue la compétitivité. »

La forêt limousine peut-elle assumer ce prochain pontonnage de la demande industrielle ? Le massif forestier couvre le tiers de la superficie de la région : 510 000 hectares au total, ce qui représente une réserve d'environ 50 millions de tonnes. La production annuelle totale est de 1,6 million de tonnes pour moitié en bois d'œuvre (sillages, pontons, planches, ébenisterie), pour moitié en bois d'industrie (dits de trituration, papier-carton, aggloméré, etc.) ; moins de la moi-

tié, donc, de ce que va exiger l'industrie de transformation régionale d'ici trois ans.

Il existe de forts handicaps structurels, explique M. Francis Chastagnol, conseiller forestier auprès de la chambre d'agriculture de la Corrèze : « C'est une forêt qui n'est pas cultivée. » Très exceptionnellement domaniale ou communale, elle est privée à 95,6 % de sa surface, ce qui fait du Limousin, dans ce domaine, la région la plus « privée » de France.

De plus, elle est répartie entre 138 000 propriétaires, soit une moyenne de 3,5 hectares par propriété, alors que, précise M. Francis Chastagnol, « le seuil de rentabilité pour une exploitation forestière ne se situe pas à moins de 100 hectares ».

Pour M. Pierre Brandin, propriétaire forestier à Laroche-Canillac (Corrèze), exploitant 400 hectares, « des gens comme moi en Limousin se comptent sur les doigts d'une main ». La plupart des propriétaires sont absents, fonctionnaires, ouvriers, commerçants à Limoges, Paris ou Toulouse. « Il y a des parcelles dont on ne sait plus trop bien à qui elles appartiennent. C'est forêt très morcelée est massivement considérée comme une sorte de caisse d'épargne ; le jour où l'on marie sa fille, où l'on change de voiture, on coupe et on vend ; il n'est pas étonnant que l'on replante ensuite. »

Comme une caisse d'épargne

Pour tenter de pallier cet état d'abandon croissant, M. Pierre Brandin a créé, voilà deux décennies, l'une des trois coopératives forestières limousines, la CUMA-COFOR (Coopérative d'utilisation de matériel corrézien forestier). « Nous sommes partis à quarante, nous sommes aujourd'hui mille six cents ; avec une trentaine de salariés, nous produisons

100 000 mètres cubes par an. » La difficulté a été, et reste, de convaincre les petits propriétaires, absents ou présents, de laisser gérer par d'autres leur quelques hectares « considérés comme un bien patrimonial et non comme un potentiel de production ».

Autre obstacle : la géographie. Saillat-sur-Vienne et les autres usines de transformation sont à la périphérie du Limousin ; la forêt est au centre. Entre les unes et les autres, les reliefs sont tourmentés, les routes étroites et sinuantes, les hivers rigoureux au verglas. Il est certain, dit M. André Leygues, président (PC) de la commission agricole du conseil limousin, que « ce projet industriel va poser en grand les problèmes des infrastructures à travers toute la région ». Il va en effet « mettre sur les routes des centaines de poids lourds tous les jours » et « obliger à penser les projets régionaux en fonction de cette réalité industrielle nouvelle ».

Un millier d'emplois

Dernier point de ce dossier : l'emploi. La montée en puissance de l'usine de Saillat, a déjà prévenu la direction d'IPC, n'en créera aucun. Informatique et robotique se chargeront d'assurer l'avenir. En amont, par contre, les nécessités de l'approvisionnement devraient susciter un bon millier d'emplois nouveaux : dans la sylviculture, le bûcheronnage, le débordage, le transport, le tertiaire. Et qui plus est, des emplois diffus dans les cantons forestiers aujourd'hui les plus touchés par la désertification.

Ce qui correspond au vœu généralement exprimé en Limousin, où l'on est en « restaurant circonstanciel », un espère vivre là une avancée décisive de cette « ruine bois » sur laquelle le Limousin ambitionne d'associer son développement futur.

GEORGES CHATAIN

Les opérations de fusions et acquisitions se multiplient à Tokyo

Les Japonais se convertissent au raid boursier

TOKYO

correspondance

Une entreprise japonaise qui trouve son salut dans les bras d'un homme d'affaires étranger ; par bien des aspects, le passage sous contrôle britannique de Sansui est un événement. Polly Peck International a versé 15,6 milliards de yens (750 millions de francs) pour acquérir 51 % de cette PME de 700 employés, spécialisée dans la hi-fi. Difficile de mettre cette opération en parallèle avec les 3,4 milliards de dollars versés par Sony pour racheter les studios Columbia. Pourtant les Japonais l'ont fait. Par souci politique, ils entendent démontrer que le Japon n'est pas « fermé » aux investissements étrangers comme le répètent Américains et Européens.

Déconsidérée il y a encore quelques années, l'OPA a pris ses lettres de noblesse au Japon avec la revalorisation du yen. Les entreprises japonaises sont arrivées à « maturité », explique Kiyoshi Wataru, directeur du département « fusion et acquisition » de la maison de titres Yamachi, le spécialiste japonais de ce genre d'opération. L'OPA leur permet d'acquérir, d'un trait et à bon compte, parts de marchés et savoir-faire.

Cette nouvelle tendance, les Japonais la manifestent de façon spectaculaire à l'étranger. Sur 483 cas recensés durant les neuf premiers mois de l'année par Yamachi Securities, 294 concernaient des entreprises étrangères rachetées par des Japonais (11 seulement des sociétés japonaises rachetées par des étrangers) contre 44 il y a quatre ans. Les deux tiers de ces opérations ont eu lieu aux USA. Elles sont toujours « amicales ». Les Japonais redoutent les soubresauts d'« anti-japonisme » que susciterait l'achat en force d'entreprises étrangères.

« L'Europe devrait devenir la première cible des investisseurs japonais », prédit Kiyoshi Wataru. La plupart des banques européennes installées à Tokyo ont ouvert un département « fusion et acquisition ». De leur côté, les Japonais ont ouvert les leurs à Londres et dans d'autres capitales européennes. Et 1992 approche.

Au Japon également le nombre des « fusions et acquisitions » est en progression. Sans prendre l'allure de boom relevé à l'étranger. De 140 cas recensés par Yamachi en 1984, elles sont passées à 223 l'année dernière. L'une des dernières en date, la fusion des banques Mitsu et Taiyo Kobe, indique que la voie est ouverte pour les opérations de grande envergure. D'ailleurs le montant moyen des transactions menées par un japonais sur un autre japonais (745 millions de yens en 1984) est cette année 2,7 milliards de yens. Deux secteurs sont promus à une vague d'OPA : les banques et la distribution, tous deux en cours de déreglementation.

Aggiornamento

Cet « aggiornamento » reçoit les encouragements des autorités japonaises. Un peu bruyamment même, car Tokyo doit donner, au moins verbalement, des assurances aux Américains, tenus toujours à l'écart de l'archipel. Le ministère des finances étudie un assouplissement des règlements en vigueur. Le délai de trente jours durant lequel un investisseur doit déclarer la part de capital d'une société qu'il détient pourrait être étendu. En outre, les autorités semblent décidées à contrôler certaines pratiques considérées comme un frein majeur aux OPA, comme l'émission d'actions à prix cassés d'une société et réservées à ses actionnaires fidèles.

Toutefois, Tokyo n'est pas Wall Street. Les cours y sont dissuadés

pour bon nombre d'entreprises étrangères. En outre, le marché est solidement verrouillé par un entrelacs de participations croisées : 60 à 65 % des actions japonaises sont dans les mains d'investisseurs institutionnels ou de sociétés parentes. Autant de noyaux dans inviolables.

Au court terme, ces derniers devraient être érodés, prévoient les experts. Les entreprises japonaises émettent de plus en plus d'obligations convertibles en actions. Ce nouveau mode de financement devrait augmenter le volume de titres « flottants » et faciliter les opérations de rachats.

Sans attendre ces aménagements structurels, certains milieux d'affaires paraissent impatient d'introduire au Japon les mœurs brutales actuellement en cours en Amérique ou en Europe. Au printemps, le « raider » américain T. Boone Pickens, appuyé par un spéculateur japonais, a pris 20 % du capital d'un sous-traitant de Toyota, Koito. Depuis, l'Américain est embourbé dans une sombre polémique avec sa victime.

Mais c'est surtout la tentative de raid hostile, lancée par deux sociétés immobilières Shuwa Co et Lifestore Co sur deux petites chaînes de supermarchés, qui illustre cette impatience. Considérée au départ comme une simple opération spéculative, l'entrée brutale de Shuwa et de Lifestore dans le capital de Inagoya et Chugitsu a probablement été organisée en sous-main par deux des principales chaînes de grands magasins japonais Daiei et Ito-Yokado. En tout cas, elle leur a profité. Ces deux groupes ont racheté les actions délaissées par Shuwa et Lifestore en octobre.

Cette pratique semble en passe d'entrer dans les mœurs. Matsushita, ou Toyota sont soupçonnés d'avoir profité de raids spéculatifs semblables pour prendre pied dans le capital de petites sociétés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ENIM

Constructions industrielles de la Méditerranée

répète le Prix

« POWER MAGAZINE »

aux USA

La revue américaine POWER MAGAZINE décerne chaque année un prix qui récompense les installations innovantes utilisant l'énergie de façon rationnelle et spécialement conçues pour respecter l'environnement (Prix Energy Conservation Award).

Ce prix récompense cette année une installation française : une centrale thermique construite pour le compte d'ALUMINIUM PCHINEY et équipée d'une chaudière à lit fluidisé circulant (LFC) - système pyroflow - construite par CNIM.

Cette centrale doit brûler du charbon de Gardanne fourni par les Chénomages de France, qui sont également maître d'œuvre de la réalisation d'ensemble.

C'est la première fois que cette distinction est attribuée hors de frontières américaines.

Le premier lit fluidisé circulant PYROFLOW réalisé par CNIM, en France, voit ainsi ses performances exceptionnelles en matière de rendement et de limitation des émissions à l'atmosphère brillamment récompensées.

Depuis, CNIM a mis en service une chaudière de même type pour le chauffage urbain de MARSEILLE-NORD exploitée par SOMEDITH, et deux autres sont en cours de construction pour le chauffage urbain de MASSY-ANTONY exploitée par COFRETH.

D'autres projets sont à l'étude qui répondent tous aux préoccupations de complexité d'exploitation par l'utilisation de combustibles les plus divers et d'environnement.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ILE-DE-FRANCE

Zoulous des beaux quartiers

Les nouveaux ethnologues redécouvrent la capitale

Quatre chercheurs ont entrepris d'étudier au cœur de la capitale la population des « beaux quartiers ». Ils racontent comment s'est déroulé leur travail et quelques-unes de leurs découvertes.

Les géologues, les chroniques mondaines et parfois les journalistes de la haute société. Voilà qu'à leur tour les ethnologues partent en chasse. Ils appartiennent à la nouvelle école dite de l'anthropologie urbaine. Née aux États-Unis dans les années 30 elle a mis un demi-siècle à gagner la France.

Il est vrai que nos chercheurs trouvent dans les territoires cossus ample matière à exercer leur curiosité. Les descriptions de peuplades exotiques ont longtemps abondé. Puis, lorsqu'ils se sont « réveillés » sur l'Hexagone, les anthropologues ont d'abord porté leurs regards sur les groupes sociaux « à problème », minoritaires, dévalorisés, victimes de discriminations et repoussés aux marges de la ville. Les tribus de l'intérieur en somme. Depuis une dizaine d'années, la nouvelle vague des sociologues s'aventure au cœur de la cité — à Paris notamment — et découvre des populations tout aussi typées : les habitants des beaux quartiers, étroitement cantonnés dans les dixième, septième, huitième et seizième arrondissements de la capitale.

Béatrix Le Wita, trente-sept ans, s'intéresse à leur culture (1). Michel Pinçon, quarante-sept ans, et Monique Pinçon-Charlot, quarante-trois ans, à leur domicile (2). Eric Menson-Rigau, vingt-sept ans, à leur système éducatif (3). Ces chercheurs ont fait la même constatation : il est aussi difficile et même risqué d'étudier ces voisins logés à une portée de métro que de percer les secrets des pygmées cachés au fond de l'immense forêt équatoriale.

L'aristocratie et la haute bourgeoisie sont des sociétés fermées, discrètes, qui détestent la médiatisation. Pour qui veut y pénétrer, il ne sert pas à grand-chose d'écouter de son appartement au CNRS ou à l'Université. Il est indispensable d'être recommandé, présenté par un pair appartenant lui-même au milieu et se portant garant des enquêteurs. Ceux-ci étant pour la plupart issus des classes populaires ou de la petite bourgeoisie, il leur a fallu d'abord dénicher un intermédiaire branché — un autre chercheur, journaliste ou ami de la famille — qui a bien voulu ouvrir son carnet d'adresses et indiquer le protocole à respecter.

Les Pinçon, par exemple, ont d'abord envoyé à leurs premiers interlocuteurs une lettre de demande d'audience dans la formule de politesse exprimant comme il se doit leur « haute considération ». Puis on téléphone pour prendre rendez-vous. Celui-ci est généralement fixé une ou deux semaines plus tard, car il est normal qu'un solliciteur fasse attendre.

Des démarches interminables

Si l'épreuve du premier entretien a été concluante, l'ethnologue peut obtenir un second rendez-vous avec le même délai d'attente. Plus tard, si la relation a été excellente, l'enquêteur invite l'interlocuteur à déjeuner et dans le meilleur des cas le convie à passer un week-end au château ou dans la grande maison de campagne où il est présent au reste de la famille. Enfin, on lui donne le numéro de téléphone d'un « cousin », qui, d'instinct prévenu, acceptera à son tour de le recevoir. « C'est interminable », commente Béatrix Le Wita. Travaillant à deux et y consacrant les trois quarts de leur temps, les Pinçon ont mis deux ans pour interviewer une trentaine de familles et une quarantaine d'informateurs.

Les entretiens obéissent à un rituel quasiment immuable. Elles

ont toujours lieu dans l'hôtel particulier ou l'immense appartement de l'enquêteur, qui reçoit ainsi sur son terrain. Plus précisément dans le salon, théâtre familial de la haute société. Jamais dans la salle à manger, la bibliothèque-bureau ou les chambres, sanctuaires de la vie privée. Le moment choisi est souvent la fin d'après-midi, après l'heure du thé et avant le dîner ou la soirée. Les hôtes font toujours preuve d'une parfaite courtoisie, répondent avec aisance, multiplient les digressions, offrent un rafraîchissement vers la fin de l'entretien et, au moment de prendre congé, se disent enchantés du moment qu'ils viennent de passer.

Dans ces conditions, les chercheurs comprennent vite qu'ils ne peuvent se présenter dans n'importe quelle tenue. Accoutumés à coiffer en jean et en blouson, les Pinçon ont dû faire l'achat d'une garde-robe de circonstance : costume, tailleur, cravates, escarpins, manteau d'hiver, etc. Ils ont consulté le manuel du savoir-vivre pour ne pas commettre d'impair et s'habiller, par exemple, à donner du « monsieur le duc » à un duc mais du « monsieur » tout court aux simples marquis, comtes et barons.

« Attention à ne pas trop en faire », remarque Eric Menson-Rigau, qui a interviewé une trentaine de douzièmes sur les préoccupations de leur enfance. Dans ces milieux, chaque mot compte. Il serait fort imprudent de se risquer au bain-main si vous n'en avez pas la pratique.

L'extrême politesse a un peu condescendant des aristocrates et des grands bourgeois ne leur fait jamais oublier la règle d'or du milieu : la discrétion, pour ne pas dire le secret. « Je vous raconte tout cela, mais ne l'écrivez pas », est une phrase qui est revenue souvent dans les conversations qu'a eues Béatrix Le Wita. Et elle a observé que ses interlocuteurs n'ont jamais révélé aux autres membres de leur milieu ce qu'ils lui avaient confié. Aux Pinçon, qui se sont intéressés aux cercles très fermés

recrutant exclusivement dans les classes supérieures, le Jockey Club a demandé l'engagement écrit de ne pas divulguer dans la presse ce qu'ils apprendraient.

Les ethnologues ont constaté que les annuaires de ces clubs sont très difficiles à trouver. La Bibliothèque nationale, qui reçoit pourtant le dépôt légal de tout ce qui s'imprime en France, est loin de les posséder tous. Les dirigeants de l'Automobile Club et du Travellers Club ont accepté de recevoir les enquêteurs, mais ils ont refusé de leur communiquer ces ouvrages. L'écriture des mémoires de famille qui organisent des rallyes pour leurs enfants a été la même. Elles ont obligamment rencontré les Pinçon, mais ont gardé par-devers elles la liste des membres de leur organisation.

Dans le secret des dieux

Les ethnologues des beaux quartiers se trouvent dans une position assez inhabituelle à l'égard des populations qu'ils étudient. Ils sont à la fois satisfaits d'être admis « dans le secret des dieux », et impressionnés par l'aisance, la fortune et la culture de leurs interlocuteurs. Autrement dit, ils ne sont plus à égalité avec leur sujet d'étude, mais en situation d'infériorité. Et cela d'autant plus que tout impair, toute transgression des règles qui leur sont imposées, peut se traduire au minimum par l'échec de l'enquête, au maximum par des ennemis professionnels.

Lorsque les Pinçon enquêtaient sur le Cercle interallié, ils savaient qu'Edouard Balladur, alors ministre des finances, en faisait partie. Il lui aurait suffi d'une intervention auprès de son collègue de la recherche scientifique pour tout arrêter. On se souvient par ailleurs les spécialistes des sciences sociales de la question posée au gouvernement par un député qui se plaignait de leur activité.

Aussi les anthropologues de la haute société sont-ils contraints de

pratiquer l'auto-censure. Non seulement ils promettent l'anonymat le plus total aux enquêtés mais ils n'abordent jamais avec eux les trois sujets tabous : l'argent, la politique et le sexe. Le questionnaire sur les précepteurs qu'Eric Menson-Rigau a soumis à ses sujets ne comprenait pas moins de 180 interrogations ultra-détaillées. Aucune ne portait sur le prix de cet enseignement particulier ni sur les éventuelles relations sentimentales ou physiques entre les adolescents et leurs institutrices.

Les règles de l'ethnographie veulent que l'enquêteur se débarrasse de ses propres modes de pensée, qu'il reconnaisse les valeurs de ceux qu'il interroge, même s'il ne les partage pas, et qu'il restitue fidèlement leur mode de pensée et leur comportement. Mais quand elle porte sur des populations qui excellent à se raconter, à présenter leur profil le plus flatteur et à dissimuler leurs imperfections, l'observation menée dans de telles conditions a-t-elle encore une valeur scientifique ?

Les enquêteurs ont bien vu le piège. Ils redoutent de s'être laissés « embobiner » et de publier des travaux un peu trop complaisants à l'égard de leur nouveaux amis. N'est-il pas significatif que certains des cercles huppés qui craignent tant les indiscretions des chercheurs du CNRS aient finalement recommandé à leur membres la lecture du livre qui en est sorti ? L'anthropologie urbaine nouveau piédestal des classes supérieures, voilà l'un des paradoxes des sciences humaines.

MARC AMBROISE-RENDU

- (1) Béatrix Le Wita, *Ni vu ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1988.
- (2) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Éditions du Seuil, 1989.
- (3) Eric Menson-Rigau, *L'Enfant au château. L'éducation des élites françaises au vingtième siècle*, Éditions Rivages, à paraître en 1990.

Au Trocadéro

Avec les oubliés du quart-monde

Bien peu de Parisiens le savent : les laissés-pour-compte de la protection sociale, les oubliés de la croissance, les sujets pauvres en somme, ont leur monument dans la capitale. Il est vrai que si le lieu est grandiose — l'esplanade du Trocadéro — l'ouvrage lui-même — une plaque de marbre insérée dans le pavage — est aussi discret que ceux qu'il honore. La plaque a été placée il y a deux ans — le 17 octobre 1987 — lors d'une cérémonie organisée par le Père Joseph Wresinski, fondateur du mouvement ATD-quart-monde.

VOUS N'ÊTES PAS DÉJÀ NOUVEAU QUART, L'ANNÉE DERNIÈRE ?



Ce missionnaire de la pauvreté avait eu l'idée de faire venir à Paris plusieurs milliers de ces gens du quart-monde, de les rassembler au pied même des édifices prestigieux, la tour Eiffel et le Trocadéro, de les faire honorer par un arpegge de personnalités politiques et même de les faire figurer dans une sorte de gigantesque son et lumière. Paris gagné : la manifestation s'était achevée dans une apothéose de musique, de lumière et de jeux d'eau (le Monde du 19 octobre 1987).

Puis pour marquer l'événement et rappeler aux officiels leurs promesses, il avait fait sceller sur le parvis du Trocadéro une plaque où l'on peut lire : « Là où les hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'enfuir pour les faire respecter est un devoir sacré ».

Le Père Wresinski est mort quatre mois plus tard mais le mouvement qu'il avait créé est bien vivant. ATD-quart-monde a des antennes dans une vingtaine de pays (1). Plusieurs centaines de volontaires — qui prennent un engagement de longue durée et touchent le salaire minimum du pays où ils vivent — travaillent aux côtés des familles les plus défavorisées et les aident à se prendre en charge.

La fête d'octobre 1987 n'est pas non plus restée sans lendemain. Tous les 17 du mois, à 18 heures, quelques dizaines de personnes se retrouvent sur le parvis du Trocadéro : des familles du quart-monde, des amis, des défenseurs des droits de l'homme... Au milieu des touristes et des amateurs de skate-board, ils forment le carré autour de la plaque de marbre et se recueillent un instant. Puis quelqu'un lit à voix forte des témoignages expédiés par les miséreux de tous les pays où le mouvement est au travail. Les curieux s'approchent, interrogent. On les informe.

Comme les anciens combattants ont leur 11 novembre, les militants du Quart-Monde ont leur 17 octobre. Cette année, ils ont voulu marquer le deuxième anniversaire de leur coup d'éclat parisien. Une cérémonie a eu lieu le 31 octobre sur l'esplanade, à la tombée du jour. Deux mille personnes y assistaient. Parmi elles, une centaine de « Quart-Monde » qui sur des jeux scéniques ont évoqué leur combat. Puis un Africain, Albert Tevedjire, président de l'association mondiale de prospective sociale, a apporté le salut des millions d'« oubliés » du continent noir. Enfin, Catherine Lahumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, s'est engagée au nom des vingt-trois pays membres de son organisation à participer à la lutte contre l'extrême pauvreté. A cette occasion, le mouvement a édité un ouvrage où sont rassemblés tous les témoignages qui ont été lus depuis deux ans chaque mois devant la plaque du Trocadéro (2). Ces « archives de la misère » sont aussi celles de l'espoir. Elles paraîtront désormais chaque année. Le Quart-Monde ne se laissera pas oublier.

M. A.-R.

- (1) ATD-quart-monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrefort, France. Tél. : (1) 34-64-69-63.
- (2) Les cahiers du Quart-Monde année 1989, Éditions Science et Service, 15, rue Maître-Albert, 75005 Paris ; 120 pages, 60 francs.

Les inconvénients de l'aéroport sans ses avantages

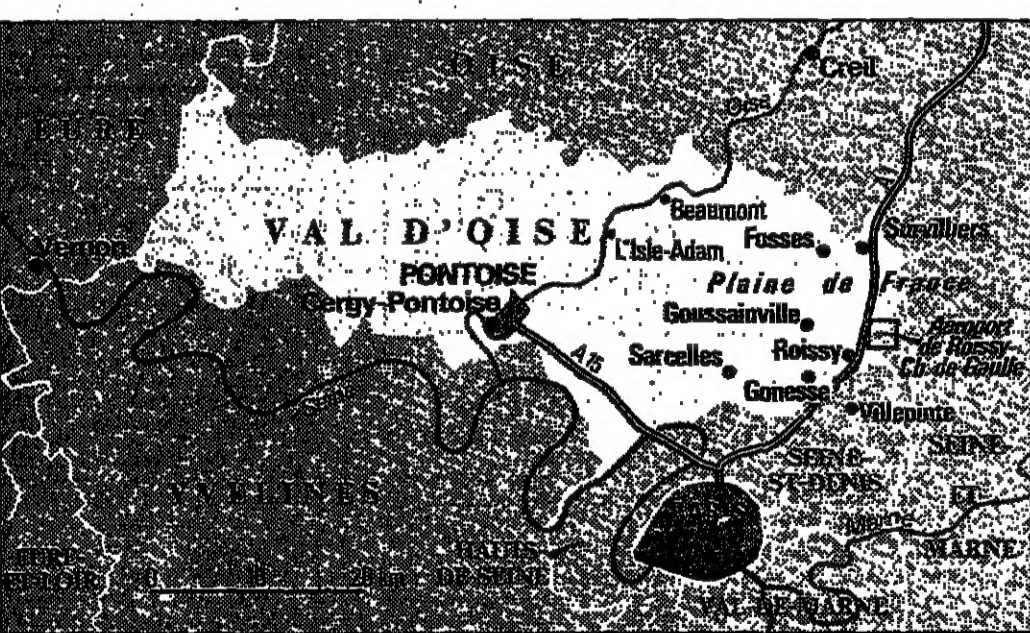
Dans le Val-d'Oise aussi, l'Est contre l'Ouest

Une trentaine de maires de l'Est du Val-d'Oise se sont regroupés — au-delà de tout clivage politique — pour affronter « l'est » déséquilibré Est-Ouest bien à eux : celui de leur département. A leurs côtés, des conseillers généraux, des représentants de la Chambre de commerce et d'industrie, interdépartementale Yvelines-Val-d'Oise, des organismes bancaires, des constructeurs mais aussi des membres d'Aéroports de Paris.

Au cœur du débat, le site de Roissy-Charles-de-Gaulle. Lors de sa construction, la situation de l'aéroport, à cheval sur les trois départements du Val-d'Oise, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne, paraissait prometteuse pour tous les voisins. Or, quinze ans après son ouverture en 1974, le Val-d'Oise est toujours le parent pauvre qui subit toutes les nuisances — bruit, gel des terres — sans obtenir de contrepartie sérieuse.

Terrains gelés

Les communes concernées — parmi lesquelles Sarcelles, Gonesse, Goussainville, Roissy, Fosses, Survilliers — réparties sur une région appelée Plaine-de-France, accusent le plus grand déséquilibre entre l'habitat et l'emploi de l'Ile-de-France : 42 000 emplois pour 200 000 habitants. 71 000 de ses actifs travaillent à l'extérieur du département. Le pôle de Roissy, qui court sur une quinzaine de kilomètres de Garenne à l'aéroport en passant par Villepinte, n'accueille que 2 à 3 % des actifs du Val-d'Oise. Quant à l'aéroport lui-même, sur ses 31 000 employés, 15,1 % vien-



nent du département contre 37,6 % de la Seine-Saint-Denis.

Sur place, c'est la désolation pour les décideurs locaux : les zones d'activités de ce « territoire de la fronde », qui va du village de Roissy à la RN 16, ne sont peuplées que d'entrepôts, et de vastes terrains près de l'aéroport ont été gelés par le schéma directeur d'aménagement d'urbanisme de la région parisienne (SDAU). La politique insaurée par ce dernier a, jusqu'ici, profité davantage aux villes nouvelles, à la ceinture verte autour de la capitale et... à la Seine-Saint-Denis qui « tire la couverture à elle ».

Le Val-d'Oise a pourtant bien des atouts : l'A1 qui dessert Roissy, le projet avancé de l'A16, la Francilienne, qui reliera l'aéroport à la ville nouvelle de

Cergy-Pontoise et deux lignes de RER.

Alors, comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, les grands bourgeois ne leur fait jamais oublier la règle d'or du milieu : la discrétion, pour ne pas dire le secret. « Je vous raconte tout cela, mais ne l'écrivez pas », est une phrase qui est revenue souvent dans les conversations qu'a eues Béatrix Le Wita. Et elle a observé que ses interlocuteurs n'ont jamais révélé aux autres membres de leur milieu ce qu'ils lui avaient confié. Aux Pinçon, qui se sont intéressés aux cercles très fermés

remis en décembre au préfet de la région Ile-de-France.

Car l'important est, bien sûr, les suites qui lui seront données : l'intégration dans le futur SDAU d'Ile-de-France ou dans un SDAU local. L'association n'a pas lésiné sur les moyens : 7 millions de francs d'études financés en partie par le conseil général.

Une autre ville nouvelle ?

Pour atteindre ses objectifs : 30 000 logements et 40 000 emplois supplémentaires, elle demande en somme la création d'une nouvelle « ville nouvelle », dont il s'agira ensuite de définir la structure juridique : soit un aménagement local après révision de chaque Plan d'occupation des sols (POS), ou une

société d'économie mixte regroupant communes, conseil général et partenaires privés, ou encore un établissement public d'aménagement (EPA) ou enfin un syndicat de communes.

Jean-Philippe Lachenaud plaide pour la réunion de ces deux dernières formules mais en y apportant des modifications qui seraient autant de précédents. Car il pourrait en effet s'agir d'un EPA local où l'Etat serait minoritaire et composé principalement de représentants de communes, du département et de la région. Michel Coffineau, député socialiste de la neuvième circonscription, prêterait un EPA avec l'Etat fortement représenté. Quant au syndicat des communes, « la loi devrait permettre l'option d'une péréquation fiscale, une mise en commun des taxes professionnelles ».

Si l'évolution du secteur du Val-d'Oise est programmée dans le SDAU d'Ile-de-France, les premières réalisations ne viendraient le jour que d'ici quatre à cinq ans. Si, au contraire, le principe d'un SDAU local est adopté, son exécution sera pilotée par le préfet du département et certaines opérations pourront être lancées avant deux ans.

Mais on n'en est pas encore là car il reste surtout à convaincre la région. Cette instance prêterait, pour le développement de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, un SDAU englobant les trois départements. Ne serait-ce pas alors continuer ce qui existe déjà ? « On risque d'aboutir à une nouvelle paralysie et toujours au détriment du Val-d'Oise », explique, pour sa part, Jean-Philippe Lachenaud.

JACQUELINE MEILLON

سكن في الأحياء

صحة من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

En adhérant à Globex Le MATIF va être intégré à un réseau mondial électronique

Les autorités du MATIF (Marché à Terme International de France), du CME (Chicago Mercantile Exchange) et de Reuters Holdings sont parvenues, mardi 7 novembre, à un accord permettant au marché français d'adhérer à Globex, un réseau mondial électronique de négociation de transactions hors séance qui sera opérationnel en 1990. Un protocole d'accord avait déjà été signé durant le premier trimestre (le Monde du 3 mars).

L'explosion des marchés financiers et leur interconnexion depuis plusieurs années posent d'importants problèmes aux places boursières à la recherche de clientèles internationales. La difficulté tient aux décalages horaires, car il est malaisé pour une Bourse d'être ouverte en permanence. Le défi actuel est de permettre aux investisseurs de ces places de disposer de pouvoir offrir les moyens de négociation de leurs produits en dehors des heures officielles des séances.

Diverses solutions ont été étudiées un peu partout, allant de l'extension de la durée du temps de transactions à des systèmes électroniques fonctionnant hors séance. Le CME a opté pour la deuxième solution en signant en octobre 1987 un accord avec l'agence Reuters pour la création d'un système global de cotation hors séance, appelé Globex, ce réseau, qui sera opérationnel en 1990, permettra de traiter des contrats de change et de taux d'intérêt du CME après la fer-

Londres fait cavalier seul

Le Matif, bien qu'étant le premier marché européen à adhérer à ce système de transactions électroniques, n'est pas le seul à être intéressé par Globex. Le NYMEX (New York Mercantile Exchange), spécialisé dans le pétrole, et la Bourse australienne, le Sydney Futures Exchange (SFE) sont également sur les rangs. Ces marchés, plus le CME et le MATIF, représentent à eux seuls 35 % de l'activité mondiale de l'industrie des « futures » et des options. Mais avant tout, le CME envisage de trouver un accord avec son concurrent direct, le Chicago Board of Trade (CBOT), qui a opté pour le système Aurora. Une harmonisation entre les deux réseaux pourrait être envisagée.

Rien de concret n'apparaît encore pour le Japon où des négociations auraient lieu. Seuls les Britanniques, avec le LIFFE (London International Financial Futures Exchange), semblent vouloir faire cavalier seul en développant leur propre système électronique Automated Pit Trading (APT).

DOMINIQUE GALLOIS

Pour se préparer à l'ouverture des frontières Le GAN réforme ses structures

M. François Heilbronner, confirmé en juin dernier à la présidence du GAN, compagnie d'assurance nationalisée qui occupe le cinquième rang en France avec un peu plus de 26 milliards de francs de primes annuelles, a lancé une grande réforme des structures de sa compagnie, afin de la moderniser et de l'adapter à l'ouverture des frontières le 1^{er} juillet prochain dans le secteur des assurances.

A cet effet, l'organisation par grandes branches, au nombre de trois (assurance-vie, assurance incendie et accidents, capitalisation) est remplacée par un ensemble de six directions fonctionnelles : marchés (marketing), technique (élaboration des produits), réseaux (direction des réseaux, vente directe et agents généraux), gestion (service après-vente des sinistres), courtage (réseau des courtiers), organisation et informatique.

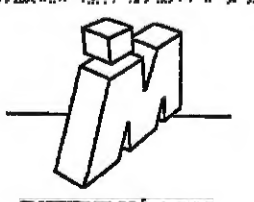
L'objectif est de simplifier les structures pour permettre une approche de la clientèle plus globale et plus rationnelle, sans décou-

per cette clientèle en tranches correspondant aux trois grandes activités (vie, accidents et capitalisation). La nouvelle organisation regroupe donc, sur un plan horizontal, les fonctions auparavant rattachées à ces activités : il n'y a donc plus trois marketings, trois unités de fabrication de produits, trois informatiques, trois gestionnaires, mais une seule direction par fonction.

M. Heilbronner veut rassembler ses collaborateurs autour de leurs métiers et mettre en commun des moyens auparavant dispersés. Pour lui, il s'agit de « coller à un marché » qui devient plus dur, et de « prendre une longueur d'avance » sur ses concurrents, notamment dans l'unification des marketings stratégiques, « une première dans l'assurance ». Effectuant un amalgame entre cadres de l'intérieur et de l'extérieur, il a fait venir deux directeurs du groupe AGP-AXA, sans compter son directeur général de l'assurance, M. Plazen, qui vient de l'UAP.

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU 1^{er} SEMESTRE 1989

L'activité du groupe Institut Mérieux International a évolué de manière satisfaisante au cours du 1^{er} semestre 1989. Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 1 723 MF, en progression de 15 % sur le premier semestre de 1988 (+ 9,8 % à structure comparable).

En médecine humaine, un nouveau vaccin contre la typhoïde a été lancé en France et deux vaccins ont été enregistrés en Grande-Bretagne. De même le processus d'enregistrement du vaccin antipoliomyélitique inactivé aux États-Unis s'est poursuivi et devrait aboutir prochainement. Les résultats des études cliniques réalisées aux États-Unis sur l'immunoglobuline ont été communiqués aux administrations compétentes en France et aux États-Unis.

Le premier semestre a également été marqué par une clarification des structures opérationnelles du groupe, en particulier par la finalisation des activités de médecine humaine. Cette restructuration a été finalisée au cours du second semestre par une opération ayant permis de porter à 100 % les intérêts d'Institut Mérieux International dans l'entreprise Vaccines et dans Rhône Mérieux.

Globalement, les dépenses de recherche en médecine humaine et médecine vétérinaire sur le semestre ont progressé de 45 %. Cet effort tout particulier a donc pesé provisoirement sur le résultat consolidé d'exploitation, qui, après frais de recherche, s'est élevé à 92,7 MF contre 138,3 MF pour le 1^{er} semestre 1988.

Les restructurations, les acquisitions de Select et de Shaver en 1988, et la poursuite du projet de rapprochement avec le groupe canadien Comau ont entraîné des frais non récurrents qui ont ramené le résultat consolidé comptable à 0,7 MF contre 31,2 MF pour la période comparable de l'exercice précédent.

L'effort exceptionnel consenti par le groupe Institut Mérieux International au cours de cette période lui permet :

- d'être à même de développer le niveau d'activité et la rentabilité du groupe, grâce en particulier aux nouveaux produits en développement, et, en conférant une plus grande flexibilité à sa structure, de donner à ses activités médecine humaine et médecine vétérinaire la possibilité d'établir de nouvelles alliances.

L'activité du second semestre devrait confirmer la progression du chiffre d'affaires enregistré au cours des six premiers mois, et le résultat d'exploitation du second semestre avant incidence des frais exceptionnels devrait être en ligne avec celui de la période correspondante de 1988.

NEW-YORK, 7 novembre

L'espoir renaît

Encore faible, mardi à l'ouverture, la Bourse de New-York s'est redressée en cours de séance au rythme d'un signe de détente des taux d'intérêt. En début de séance, l'indice Dow Jones perdait 10 points dans un marché modérément actif. Cette perte a été rapidement effacée par la suite et la journée s'achevait sur une hausse de 14,96 points à 2 597,13.

Quelque 163 millions de titres ont été échangés et le nombre des hausses dépassait celui des baisses : 814 contre 634. Le cours de 501 actions était inchangé. Ce renversement de tendance a été attribué à la détente des taux d'intérêt obligataires. Immédiatement l'idée d'un éventuel assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale a refait surface alors que, ces derniers jours, les milieux financiers avaient abandonné tout espoir en l'espèce. Sur le marché du crédit, les bons du Trésor à treize ans, principale valeur de référence, sont tombés à 7,89 % contre 7,95 % la veille. Toco Corp, qui cherchait à être racheté, a progressé de 7 1/4 à 25 1/8. Faiblesse de Walt Disney et de Boeing.

VALEURS	Cours de 7 nov.	Cours de 6 nov.
Alcoa	88 1/4	88 3/8
A.T.T.	43 1/8	43 1/2
Boeing	54 1/2	53 5/8
Chem. Bank	11 1/4	11 1/4
Du Pont de Nemours	113 1/4	114 1/4
Eastman Kodak	42 3/8	42 3/8
GenCorp	43 7/8	44 3/4
General Electric	53	53 1/2
General Motors	43	43 1/2
Goodyear	46 5/8	46 5/8
I.B.M.	95 5/8	97 1/4
J.T.I.	70 7/8	71 1/4
Medco	55 3/8	55 7/8
Pfizer	67 3/8	68
Schlumberger	81 3/4	81 7/8
Tesco	180 1/4	179 3/4
Union Carbide	23 3/8	23 7/8
U.S. Steel	41 3/4	42 1/4
Westinghouse	94 3/4	95 5/8
Worlco	67 3/8	66 5/8

LONDRES, 7 novembre

Reprise

La reprise de Wall Street en cours de séance a stimulé, mardi, la Bourse de Londres qui a terminé sur une hausse de 8,6 points pour l'indice Footsie. Ce dernier, qui était en terrain en début de séance, a fini à 2 178,2. De nombreux compartiments se sont appréciés, notamment les industriels, les banques et les assurances. La banque d'affaires Morgan Grenfell s'est améliorée après avoir annoncé qu'elle avait mis fin aux discussions engagées avec la maison de courtage Barclays de Zoete Webb en vue de combattre une éventuelle OPA du groupe Lend Lease.

Le conglomérat Hanson a glané quelques pence après avoir annoncé la réduction à 3 % de sa participation dans Morgan Grenfell. La vive hausse des cours de l'or a été bénéfique aux mines d'or. En revanche, les magasins ont cédé du terrain après l'annonce de lourdes pertes enregistrées par le groupe T. Rack. Fermé des Fonds d'Etat.

FAITS ET RÉSULTATS

□ BAT rompt avec Paribas. — Le conglomérat britannique BAT, filiale d'une OPA (offre publique d'achat) du conglomérat japonais Nippon, a rompu avec Paribas, son conseiller bancaire par le Crédit lyonnais. BAT a en effet accusé Paribas d'avoir soutenu l'OPA de Hoya, alors que la compagnie française était son conseiller. Elle avait notamment été le chef de file de l'introduction en Bourse de Paris de BAT en 1985.

□ LVMH : actions en justice multiples. — Une série d'actions en justice a été engagée, lundi 6 novembre, devant le tribunal de commerce de Paris, par des petits actionnaires de LVMH, par la société Louis Vuitton et par les familles Vuitton. Représentés par Me Didier Martin, les petits actionnaires ont saisi le tribunal de commerce afin qu'il prononce la nullité de l'émission d'OBSA représentant actuellement 12 % du capital de LVMH. Ils s'appuient sur la décision de la Cour d'appel de Paris qui a estimé irrégulière cette émission. L'affaire devrait être plaidée le 20 novembre. VIG, holding des familles Vuitton, s'est associée à cette démarche. Quant à la société Louis Vuitton, elle a décidé de saisir en référé le tribunal de commerce afin d'obtenir le report de son assemblée générale ou du moins des mesures « permettant d'éviter des décisions irréversibles telles que l'éviction des diri-

PARIS, 7 novembre

Poursuite de la baisse

Le mouvement de baisse observé dès vendredi, amplifié lundi (- 1,41 %), s'est poursuivi mardi sur Vivienne, et les intervenants commencent à brayer du noir. Dès les premiers échanges, l'indice CAC 40 perdait 0,88 % et le recul ne faisait ensuite qu'augmenter pour atteindre - 1,3 % en début d'après-midi. L'effort était ramené à 0,87 % en fin de journée en raison de la bonne tenue de Wall Street. A l'origine de ce repli, la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt général et la mauvaise performance de Wall Street. A New-York, l'indice Dow Jones est retombé sous la barre des 2 600 pour la première fois depuis juillet, et le pessimisme semble avoir gagné les investisseurs. La place américaine serait entrée dans une phase de « Bear Market », c'est-à-dire de baisse. Une réaction aux perspectives d'un relèvement sensible de l'économie. Cette tendance contamine-t-elle l'ensemble des autres places boursières ? On le saura à la fin de la journée. A cette question les réponses divergent selon les analystes, certains croyant toujours aux possibilités de bonnes performances de la place française. Pour l'instant, l'attention est de rigueur et, tout comme lundi, le marché est demeuré très calme. Même les situations spéculatives, ces valeurs pouvant être l'objet d'offres d'achat, ne se sont pas particulièrement distinguées. Le nombre des titres en baisse était dix fois supérieur à celui des hausses (172 contre 17) tandis que seules 16 valeurs demeuraient inchangées. Les plus importants reculs étaient enregistrés par les actions du secteur du BTP (Jean Lefebvre, Melcor, Floris, Colas et GTM Entreprises). Parmi les titres au plus bas de l'année, on notait le CSE, Ingénico, Legend ADP, Miel, Bie et Indust. Européenne possédant et renouant l'effacement parmi les plus fortes progressions aux côtés de CMB Packaging, SEB, Sovac et Plastic Omnium.

Sur le MATIF, un léger mouvement de hausse était observé, le résultat de correction technique après les importants reculs des séances précédentes.

TOKYO, 8 nov.

Forte hausse

Après trois séances de baisse, un regain d'optimisme a permis à la Bourse de Tokyo de terminer en vive hausse après des échanges très animés. L'indice Nikkei affiche une forte avance de 323,13 points (+ 0,92 %) à 35 595,59, après avoir été en baisse de 163,55 points mardi. Les investisseurs se sont surtout intéressés aux titres de la construction ainsi qu'à quelques valeurs bénéficiant d'un environnement favorable. Le Kabuto-Cho a suivi ainsi le mouvement de Wall Street en enregistrant une hausse de 10,65 %, effaçant la baisse de la veille. 400 millions de titres avaient été échangés.

VALEURS	Cours de 7 nov.	Cours de 6 nov.
Alcatel	777	776
Asahi	1 300	1 290
Daewoo	1 300	1 290
Fuji Bank	3 180	3 180
Honda Motor	2 180	2 180
Industrial Bank	1 110	1 110
Sony Corp.	6 220	6 240
Toyota Motor	2 840	2 840

PARIS:

Second marché (selections)

VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours
Amal & Associés	288	288	Marcom Communication	188	184 80
Asystel	121	121	Messing, Moller	288	288
B.A.C.	272 50	272 50	Mitsubishi	178	178
B.D. & Associés	576	576	Mitsubishi Bank	10	9 50
Bouygues	108 80	108 80	Mitsubishi	228	224
B.P.M.	781	781	Mitsubishi	1217	1217
Bois	388	388	Mitsubishi	388	388
Bois de Lyon	2140	2140	Mitsubishi	480	480
Bois de France	828	828	Mitsubishi	541	541
Bois de France	804	804	Mitsubishi	780	780
C.A.I. de F. (C.I.F.)	745	745	Mitsubishi	84 80	84 80
C.A.M.E.	1850	1850	Mitsubishi	602	602
C.E.P. Elect.	328	328	Mitsubishi	722	722
C.E.P. Elect.	485	485	Mitsubishi	702	702
C.E.P. Elect.	871	871	Mitsubishi	317	317
C.E.P. Elect.	620	620	Mitsubishi	242	242
C.E.P. Elect.	270	270	Mitsubishi	300	300
C.E.P. Elect.	1058	1058	Mitsubishi	113	113
C.E.P. Elect.	385	385	Mitsubishi	434 80	434 80
C.E.P. Elect.	188	188	Mitsubishi	462	462
C.E.P. Elect.	517	517	Mitsubishi	307 20	307 20
C.E.P. Elect.	171	171	Mitsubishi	254	254
C.E.P. Elect.	165	165	Mitsubishi	280	280
C.E.P. Elect.	200	200	Mitsubishi	100	100
C.E.P. Elect.	625	625	Mitsubishi	306 80	306 80
C.E.P. Elect.	308	308	Mitsubishi	480	480
C.E.P. Elect.	948	948	Mitsubishi	188	188
C.E.P. Elect.	284	284	Mitsubishi	170	170
C.E.P. Elect.	280	280			
C.E.P. Elect.	140	140			
C.E.P. Elect.	300	300			
C.E.P. Elect.	1000	1000			
C.E.P. Elect.	347	347			
C.E.P. Elect.	278	278			
C.E.P. Elect.	145 80	145 80			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 7 novembre 1989

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	640	15	60
Paribas-Ricard	1 608	15,60	78
Accor	840	35	16
CGB	440	23	16
ENI-Aquitaine	480	7,40	11
Européenne SA-PLC	50	11	185
Laforge-Coppée	1 530	11	14,50
Michelin	171	58,50	60
PAR	1 300	45	55
Paribas	640	90	26
Procter	775	21	36
Saint-Gobain	600	21	18
Société générale	480	5	26,50
Thomson-CSF	288	150	18
Suez-Porcelaine	1 800	16,50	22

MATIF			
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 novembre 1989			
Nombre de contrats : 90 520.			
COURS	Déc. 89	Jan. 90	Jan. 90
Dernier	104,72	104,80	105,04
Précédent	104,42	104,52	105,18
Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
	Déc. 89	Jan. 90	Déc. 89
106	0,09	0,53	1,81

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,23 F		PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)	
L'indice d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, qui pourrait être décidée par la Réserve fédérale pour éviter une éventuelle récession, a provoqué un léger effacement du dollar. Les marchés financiers internationaux attendent l'annonce, jeudi 9 novembre, de l'augmentation des prix de gros américains qui pourrait être de 0,9 % le mois précédent.		6 nov. 7 nov.	
FRANCFORT 7 nov. 8 nov.		Valeurs françaises : 119,8	
Dollar (en DM) : 1,85 1,84		Valeurs étrangères : 113	
TOKYO 7 nov. 8 nov.		(SSE, base 100: 31-12-81)	
Dollar (en yen) : 163,8 162,8		Indice global CAC : 511 508,6	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		(SSE, base 1000: 31-12-87)	
Paris (8 nov.) : 9,98 9,97		Indice CAC 40 : 1 782,92 1 779,97	
New-York (7 nov.) : 11,0 10,99		(OMF, base 100: 31-12-81)	
		Indice OMF 50 : 483,22 481,26	
		NEW-YORK (Index Dow Jones)	
		Industrielles : 2 382,27 2 391,13	
		LONDRES (Index Financial Times)	
		Industrielles : 1 747 1 753,8	
		Mines d'or : 234,2 245,2	
		Fonds d'Etat : 84,02 84,06	
		TOKYO	
		Nikkei Dow Jones : 35 576,45 35 595,59	
		Indice global : 2 403,39 2 474,51	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES															
COURS DU JOUR			UN MOIS			DEUX MOIS			TROIS MOIS			SEPT MOIS			
	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	
SE-IL	6,2370	6,2400	+ 75	+ 30	+ 300	+ 385	+ 580	+ 670							
SE-IL	5,3330	5,3400	+ 70	+ 25	+ 280	+ 350	+ 470	+ 570							
SE-IL	4,3035	4,3070	+ 120	+ 120	+ 230	+ 280	+ 370	+ 470							
SE-IL	3,3885	3,3915	+ 57	+ 75	+ 180	+ 220	+ 280	+ 350							
SE-IL	2,0045	2,0075	+ 28	+ 35	+ 70	+ 85	+ 100	+ 120							
SE-IL	16,1025	16,1075	+ 5	+ 50	+ 70	+ 85	+ 100	+ 120							
SE-IL	3,0825	3,0875	+ 75	+ 80	+ 150	+ 180	+ 220	+ 280							
SE-IL	4,8945	4,8985	+ 116	+ 120	+ 210	+ 250	+ 320	+ 400							
SE-IL	8,0085	8,0115	+ 108	+ 110	+ 210	+ 250	+ 320	+ 400							

TAUX DES EUROMONNAIES											
SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL	SE-IL
SE-IL	8 1/2	8 3/4	8 7/8	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 3/8
SE-IL	7 5/8	7 1/2	7 1/4	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
SE-IL	9 3/8	9 7/8	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 3/4	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/4
SE-IL	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
SE-IL	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 3/8	11 3/4	11 3/2	11 3/4	11 3/2	11 3/4	11 3/2	11 3/4
SE-IL	14 3/4	15	15 1/4	15 1/2	15 1/4	15 1/2	15 1/4	15 1/2	15 1/4	15 1/2	15 1/4
SE-IL	5 7/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4

هكذا من الاجل

حکومتی اعلان

48 Jeudi 9 novembre 1989

Le Monde

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Foulards islamiques : « La politique, les principes et la volonté », par Jean-Pierre Chevènement ; « Insertion et laïcité », par Yves Joffe. 2

La campagne au Brésil

La candidature de M. Santos provoque confusion et indignation... 3

Les élections en Namibie

La Swapo est donnée gagnante du scrutin qui a commencé le 7 novembre... 7

L'essor de l'île Maurice

Disparition de chômage et forte croissance : grâce au succès de sa zone franche, le pays vit une révolution économique et culturelle... 8

Les débats parlementaires

Le Sénat repousse la loi de programmation militaire. Le budget des affaires étrangères à l'Assemblée nationale... 10 et 11

SECTION B

Violation du secret de l'instruction

Le procureur de la République du Havre a reconnu qu'il avait violé le secret d'instruction dans l'affaire Core-Joubert en communiquant lui-même le procès-verbal de l'audition d'un témoin à Paris-Match... 14

M. Le Pen et la torture en Algérie

La chambre criminelle de la Cour de cassation a confirmé les condamnations de Libération et du Canard enchaîné qui avaient accusé M. Le Pen d'avoir pratiqué la torture en Algérie... 14

Affaire Gordji et « secret de polichinelle »

Au procès intenté par le juge Bouloque à deux journalistes, un magistrat chargé de la lutte antiraciste a présenté l'innocence de Wahid Gordji comme un « secret de polichinelle »... 14

Plan vert pour la France

A l'occasion du vote du budget de l'environnement, M. Brice Lalonde annonce le lancement d'un « plan vert »... 16

L'atmosphère en danger

Pour lutter contre l'effet de serre, soixante-dix ministères de l'environnement appellent à réduire les émissions de dioxyde de carbone... 16

Sports

Les Néozélandais ont gagné le premier Raid gauleses, une compétition disputée à pied, à cheval, en raft et en canoë. A Buenos-Aires, le mariage du footballeur Diego Maradona a donné lieu à une fête grandiose avec plus de mille invités... 17

L'Europe de la culture

Militeront et langue de Blois : un symposium organisé par M. Jack Lang... 18

CAMPUS

L'humour douteux du bizutage

Souvent dénoncés, les excès du bizutage, dans certaines écoles ou universités, demeurent. Malgré son interdiction théorique, les responsables des établissements sont souvent impuissants et les victimes n'osent se plaindre... 19

La géographie dans le collimateur

Un rapport du comité national d'évaluation des universités est particulièrement sévère pour l'organisation des études de géographie dans l'enseignement supérieur... 20

Crise du logement pour les étudiants allemands

L'afflux des réfugiés de l'Est rend encore plus difficiles les conditions de logement pour les étudiants allemands... 21

SECTION C

Arts et Spectacles

Mozart par Sellars à Bobigny

Les dynamites du théâtre lyrique arrivent à Paris après avoir divisé l'Amérique. Peter Sellars transporte Don Giovanni et les Noces à New York aujourd'hui... 26

« Fidelio » par Strehler au Chatelet

Giorgio Strehler n'avait monté qu'une seule fois, en 1969, Fidelio. Vingt ans après, il revient avec optimisme sur ce drame finalement optimiste, triomphe métaphysique de la liberté sur l'éternelle opposition politique... 27

La fin de Braniff

Une nouvelle victime de la déregulation... 38

Services

Abonnements... 17
Annonces classées... 39 à 42
Automobile... 22
Cartes... 22
Marchés financiers... 46 et 47
Météorologie... 23
Mots croisés... 22
Radio-Télévision... 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE, 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8 novembre 1989 a été tiré à 533 348 exemplaires

Les relations entre la CEE et l'AELE

Un moyen terme existe entre l'intégration et l'ignorance mutuelle déclare M. Mitterrand en Islande

M. François Mitterrand s'est entretenu, mardi 7 novembre, à Reykjavik, avec M. Steingrímur Hermannsson, premier ministre islandais. Les discussions ont eu lieu alors que l'Islande préside jusqu'à la fin de l'année le conseil de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et la France celui de la Communauté européenne.

REYKJAVIK
de notre correspondant

Depuis fin avril, des hauts fonctionnaires de la Commission de Bruxelles et des pays membres de l'AELE examinent les possibilités d'un accord entre les deux organisations. Les ministres des affaires étrangères de la Communauté en discuteront le 27 novembre, de même que le conseil européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre.

Côté islandais comme côté français, on a jugé que les entretiens de Reykjavik constituaient, en quelque sorte, le « feu vert » politique à un échancier qui devrait aboutir avant la fin de 1990 à un accord global.

Face au mastodonte de la CEE, l'AELE risque d'apparaître comme une petite coalition d'intérêts dispersés. Réunis au sein d'une structure légère, les quatre pays nordiques (Suède, Norvège, Finlande et Islande) et les deux nations d'Europe centrale (Autriche et Suisse) qui constituent l'Association européenne de libre-échange, se sont-ils prêts à parler d'une seule voix lors des négociations qui doivent s'engager en 1990 ?

Entre l'intégration et l'ignorance mutuelle existe un moyen terme, a déclaré le président français ; l'invention d'une nouvelle solidarité, la définition d'un « statut intermédiaire », d'un espace économique européen permettant de favoriser la circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes. Mais pour qu'un accord effectif lie ces dix-huit pays d'Europe, que les engagements soient respectés et que des sanctions puissent être prises, il faudrait que l'AELE constitue réellement un second pilier euro-

péen avec des mécanismes communs de décision. Les Six, avec les quatre-vingt-deux salariés de leur bureau genevois, en sont loin.

La Hongrie, la Yougoslavie et la Pologne lorgnent du côté de la CEE. Interrogé sur les changements rapides à l'Est, M. Mitterrand a déclaré : « Je ne sais pas ce que sera le calendrier et s'il n'y aura pas d'accord avec la Hongrie avant même qu'il y ait un accord définitif entre les pays de l'AELE et ceux de la Communauté. Il y a là une course de vitesse (...). De toute manière, ce sont deux démarches complémentaires. »

Les Islandais n'ont pas manqué de faire valoir la spécificité de leur économie, centrée autour d'une activité unique : la pêche. Ils voudraient bénéficier d'exceptions dans ce domaine. « Il n'y a pas d'accord sans exceptions », déclare François Mitterrand, mais s'il n'y a que des exceptions, il ne peut pas y avoir non plus d'accord. Les Islandais ont néanmoins trouvé chez leur hôte beaucoup de compréhension.

GÉRARD LEMARQUIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Effondrements

CA déçoit, dit-on, ce formidable vent de liberté, cet ouragan de colère rentrée qui déchaine, là, en ce moment, sous nos yeux incrédules, écarquillés, tous ces damnés de la Terre, dressés contre l'oppression, de l'autre côté du rideau de fer. La révolution contre la révolution, voilà ce qu'ils font. Et ça va vite. Et ça va fort. Vous avez vu ce qui s'est passé hier, jour anniversaire de ce que les peuples opprimés qualifient maintenant de coup d'Etat bolchevique. Jour de deuil pour les dizaines de millions de victimes de son putsch, à Lénine.

Où, parce qu'on en est là. Déjà. Ces Républiques proclamées, ces gouvernements renversés, ces colonies qui se soulèvent, ces pays frères qui se carapètent, ces étoiles rouges qu'on arrache, ces drapeaux marqués de la faucille et du marteau qu'on brûle et ces défilés de chars qu'on bloque, voilà où ça conduit. Tout droit. Au massacre de la place Rouge. Au balcon qui risque à chaque instant de s'écrouler, où Gorbachev, cet apprenti sorcier, président, souriant, décontracté, un résidu de parade militaire, un service-minimum auquel faisaient écho

les slogans et les banderoles de milliers de contre-manifestants. Moi, voyez, ce qui me tue, dans ce formidable renversement de l'histoire, c'est qu'il est en train de nous effrayer, nous, des tabous, des idoles enfin déboulonnées qui nous interdisaient hier encore d'espérer, sauf à passer pour un pote à Pinochet, que Lénine payerait un jour pour les crimes de Staline. Rappelez-vous l'hymne de Sordou - même lui, ouï ! - à sa gloire, il y a quoi ? Trois, quatre ans.

Complètement dépassés par les événements, on émerge de ce formidable amoncellement de certitudes en ruine avec, aux lèvres, une dernière, une insupportable interrogation : mais alors, à ce compte-là, l'abandon des abominations, le système capitaliste, pardon, le système tout court, contre lequel des générations d'intellectuels se sont épuisées et battues, ce serait ça l'avenir ? Eh oui, désolée, c'est celui auquel aspirent, sans fausse honte, les rescapés de la pire des dictatures, celle où Nomenklatura ose donner la rime à prolétariat.

166 millions de francs d'amendes

Ententes illicites dans les travaux publics

Soixante et onze entreprises de travaux publics, grandes et moyennes, devront payer globalement 166 millions de francs d'amendes, infligées par le Conseil de la concurrence, pour ententes illicites dans la passation de marchés de travaux routiers.

Les agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ont étudié de près une centaine de marchés publics passés en 1984 et 1985, essentiellement dans trois régions, le Sud-Ouest, l'Est et le Sud-Est, pour des travaux routiers de diverse importance dont le montant s'élevait de 1 million à 8 millions de francs.

Dans les trois quarts des cas (car trois ou quatre entreprises, bien que coupables, n'ont pas été condamnées à des amendes, pour des raisons formelles), ils ont recueilli les preuves manifestes d'échanges d'information entre les soumissionnaires avant réponse aux appels d'offres.

Ils ont découvert aussi l'existence de « centrales d'achat » - l'achat étant le granulat qui compose le revêtement des routes, et représente près de 80 % du coût de l'ouvrage - communes à des groupes concurrents, ce qui est tout à fait légal. Ce qui l'est moins, ce sont les articles de ces contrats stipulant que les associés s'engageaient... à ne pas se concurrencer, même s'il y allait de leur intérêt ; et cela, le conseil de la concurrence a estimé que c'était de nature à nuire à la concurrence.

Les pratiques de ce genre, dans les travaux publics, ne sont pas nouvelles, et l'ancienne Commission de la concurrence, tant comme l'actuel Conseil, avait déjà eu à en connaître, pour des marchés publics, bien sûr, puisque les entreprises de travaux publics travaillent presque exclusivement pour les collectivités publiques : appels

d'offres pour des hôpitaux, des stations d'épuration...

Les sanctions, cette fois-ci, sont très fortes et touchent les grands de la profession : SCREG et Colas (filiales de Bouygues) et leurs filiales, 56 millions de francs ; Jean Lefebvre, 30 millions ; Viafrance, 11 millions ; Cocherie-Bordas, 6 millions ; Gerland 5,5 millions ; Galmot, 4 millions. L'importance de ces amendes montre manifestement la volonté du Conseil de rétablir la concurrence, sans pour le ministère de l'économie et des finances, de mettre un coup d'arrêt à la perversion des procédures d'appels d'offres. Le leçon sera-t-elle suffisante pour être entendue ?

J.D.

L'Etat rectifie son budget pour 1989

Les dépenses nouvelles (27 milliards de francs) sont financées par les recettes fiscales de la croissance

Le projet de loi de finances rectificative pour 1989 sera soumis à un prochain conseil des ministres. Il comporte 27,5 milliards de francs de recettes supplémentaires nettes par rapport aux prévisions qui avaient été faites dans le budget 1989 tel qu'il fut voté il y a un an.

Ces plus-values - essentiellement fiscales - qui s'expliquent beaucoup par une croissance économique plus forte que prévue ont financé des dépenses supplémentaires pour un montant équivalent, laissant inchangé le déficit budgétaire prévu : 100,5 milliards de francs.

LETTERS FROM THE HIGHLANDS

Amateurs.
Les Highlands sont indimentablement beaux. Les paysages sont grandement impressionnants. Les traditions et la musique sont si belles que vous ne pouvez pas vous empêcher d'être étonnés. Tout est si merveilleusement bien.

Votre dévoué collaborateur
Frederick

GLENGOYNE
12 YEARS OLD
SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY

* Petit verre, mesure écossaise

(Publicité)

Gagnez du temps !

Telemarket Caditrel
supermarché
à domicile
pour femmes
pressées...

Pour recevoir un
catalogue
Tél : 46.87.55.77

BOURSE DE PARIS
Matinée du 8 novembre

Renversement de tendance

Après trois séances consécutives de baisse le mouvement s'est inversé mercredi matin à la Bourse de Paris comme ce fut le cas à New-York et Tokyo. L'indice CAC 40 s'appréciait de 0,82 %. Les cotations de la Navigation mixte étaient suspendues après l'extension de l'OPA de Paribas sur 100 % du capital. Parmi les plus fortes hausses ont noté Métallurgie (+ 7,18 %), Luchaire (+ 5,8 %), Indes (+ 5,6 %) et Vallourec (+ 4,5 %). En baisse on notait UFB-Locobail (- 5,3 %), Colas (- 3 %) et Cédem (- 2,2 %).

CIC PARIS.

JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE.

- On commence à le savoir.